Mél.
4°. G. 15

CHAMBRE DE COMMERCE DE SAIGON

# COMPTE-RENDU

DES

# TRAVAUX DE LA CHAMBRE

DEPUIS SA CRÉATION

S. 289

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

## STATISTIQUES COMMERCIALES

ANNÉE 1879

BIBLIOTHEQUE SCIENCES PO
1 367 235

CHAMBRE DE COMMERCE
SAÏGON
S. 289
COCHINCHINE

SAIGON
IMPRIMERIE A. NICOLIER
1880.

CHAMBRE DE COMMERCE DE SAIGON

# COMPTE-RENDU

DES

# TRAVAUX DE LA CHAMBRE

DEPUIS SA CRÉATION

## SITUATION COMMERCIALE PENDANT L'ANNÉE 1879.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE
4°.6.1

SAIGON
IMPRIMERIE A. NICOLIER
1880

# COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

## HISTORIQUE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE.

Le Gouverneur de la Cochinchine, ayant promulgué, par un arrêté en date du 15 mars 1867, les lois du 28 mai 1858, sur les négociations concernant les marchandises déposées dans les magasins généraux et sur les ventes publiques de marchandises en gros; par un autre arrêté du même jour, institua une commission spéciale destinée à suppléer par ses avis aux moyens d'informations déterminés par ces lois, qui sont les Chambres de Commerce ou les Chambres consultatives des Arts et Manufactures.

Cette commission composée de sept négociants fut le premier corps consultatif institué en Cochinchine.

La Chambre de Commerce de Saigon fut créée par un arrêté du Gouverneur en date du 30 septembre 1868, qui lui donnait les attributions des Chambres de Commerce de la métropole.

Cet arrêté fixait sa composition à un Président et dix Membres commerçants ou industriels ayant au moins un an de séjour dans la Colonie, sans distinction de nationalité.

Le Directeur de l'Intérieur était de droit Président de la Chambre.

Sur les dix Membres, cinq étaient nommés par le Gouverneur ; cinq autres étaient élus par une assemblée composée :

1er Des Membres du Tribunal de commerce ;

2e Des Membres du Conseil municipal;

3e De notables commerçants ou industriels en nombre égal à celui de ces deux corps et choisis moitié par chacun de ces corps, sans distinction de nationalité.

Les Membres de la Chambre étaient élus ou nommés pour deux ans.

La Chambre nommait tous les ans son vice-Président et son Secrétaire.

En cas de vacance accidentelle, suivant qu'elle se produisait dans la moitié réservée à la nomination du Gouverneur ou dans la moitié nommée à l'élection, il devait être pourvu au remplacement par le Gouverneur ou bien par la Chambre elle même, à l'élection, à la majorité des Membres présents, dans la plus prochaine réunion. Dans ce cas la nomination du Membre élu était sounise à l'approbation du Gouverneur.

Les travaux de la Chambre furent ouverts le 3 novembre 1868, sous la présidence du Directeur de l'Intérieur.

La composition de la Chambre fut modifiée par l'arrêté du 17 décembre 1870, qui considérait que, en raison de la gravité de la situation, tous les commerçants français devaient seuls être appelés à constituer la Chambre de Commerce.

L'âge des électeurs était fixé à 21 ans ; ils devaient être patentés depuis six mois.

Etaient éligibles tous les électeurs agés de 25 ans accomplis et habitant Saigon.

Le Directeur de l'Intérieur était Président d'honneur de la Chambre qui devait élire son président à la première séance.

La première Chambre élue commença ses travaux le 27 février 1871.

Un arrêté du 20 décembre 1872, considérant que l'intérêt du commerce commandait d'appeler les négociants étrangers et indigènes à concourir, sous certaines conditions, à la nomination des membres de la Chambre de Commerce, comme aussi à siéger dans cette assemblée, en modifia encore la composition et porta à onze le nombre de ses membres.

D'après cet arrêté étaient électeurs :

1er Les commerçants français de la colonie agés de 21 ans accomplis, patentés depuis six mois ;

2e Les annamites agés de 25 accomplis et payant depuis six mois une patente de 4e classe et au-dessus ;

3e Les étrangers de toutes nationalités, âgés de 25 ans accomplis, payant depuis une année une patente de 1re ou 2e classe.

Etaient éligibles tous les électeurs âgés de 25 ans accomplis, sans que toutefois il pût y avoir plus de deux étrangers et deux annamites dans la composition de la Chambre.

Le président devait être élu par la Chambre et ne pouvait être choisi que parmi les membres de nationalité française.

Un arrêté en date du 30 mai 1874, rendu sur un vœu émis par la Chambre et motivé par le petit nombre de négociants assez anciens dans la colonie pour réunir le temps de séjour fixé par l'arrêté du 20 décembre 1872, dispensa les éligibles aux fonctions de Membre de la Chambre de Commerce de toute condition de temps de séjour dans la colonie.

En 1877 la Chambre faisait remarquer qu'il était difficile, pour ne pas dire impossible, de trouver des Annamites en état de siéger utilement à la Chambre de Commerce ; que l'adjonction d'un plus grand nombre de membres étrangers ne pourrait que profiter à la maturité des délibérations ; et que cette mesure aurait également pour effet de restreindre les difficultés que présentait parfois le recrutement de la Chambre, en offrant au choix des électeurs un plus grand nombre de candidats compétents ; mais qu'il convenait cependant de réserver pour l'avenir le droit des Annamites de siéger à la Chambre.

En conséquence elle émit le vœu qu'une modification fût apportée à l'arrêté du 20 décembre 1872, de telle sorte qu'il pût entrer dorénavant dans la composition de la Chambre quatre Annamites ou étrangers au lieu de deux Annamites et deux étrangers comme le prescrivait cet arrêté.

L'arrêté du 4 juin 1877, visant ce vœu, fixa à quatre le nombre des Annamites ou étrangers qui devaient entrer dans la composition de la Chambre.

En outre le Gouverneur de la Cochinchine réunit dans cet arrêté toutes les dispositions des arrêtés précédents restées en vigueur, afin d'éviter toute confusion dans leur interprétation.

## BUDGET DE LA CHAMBRE

La Chambre de Commerce de Saigon ne possède par elle-même aucun revenu.

C'est pourquoi le Gouvernement colonial songea, dès le début, à assurer le fonctionnement de la Chambre en lui accordant une subvention sur le budget local.

Cette subvention fut fixée à la somme de 25.000 francs pour la première année, et ce chiffre fut mantenu pour les suivantes jusqu'à la fin de 1874.

A cette époque, sur l'invitation que lui fit l'Administration de restreindre ses dépenses autant que possible, elle établit un budget succinct qui faisait ressortir à 20.000 francs la subvention qui lui était nécessaire.

Cette somme lui fut allouée pour chacune des années 1875, 1876 et 1877, mais elle fut insuffisante pour les deux premières années, principalement la deuxième, comme l'établissait le compte rendu fait par le Président en janvier 1877.

Cependant, dans le budget local de 1878, cette subvention ne fut inscrite que pour 15.000 francs, sans que la Chambre eût été invitée à établir son budget, et elle n'en fût prévenue qu'en octobre 1877, après que cette mesure avait été prise.

La Chambre ayant fait remarquer que cette somme était insuffisante pour assurer son service, l'Administration lui offrit de compléter la somme qui lui était nécessaire par une perception additionnelle sur les patentes.

La Chambre n'accepta pas ce moyen, en faisant observer qu'en 1871 une commission dans laquelle elle était réprésentée avait, par patriotisme et pour venir en aide à la métropole, porté les patentes à un chiffre très élevé.

Elle arriva cependant à équilibrer son budget en 1878, en apportant l'économie la plus sévère dans toutes ses dépenses, mais surtout grâce à un fonds de réserve qui s'était formé pendant la période où sa subvention était de 25.000 francs.

Depuis cette époque, elle présente à l'Administration un budget détaillé et étudié avec soin, et elle reçoit à titre de subvention la somme qui lui est nécessaire.

Pour l'année 1880, le chiffre de subvention accordée s'élève à 20.500 francs.

---

# TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

Les principales questions dont la Chambre à eu à s'occuper depuis sa création sont résumées ci-après :

---

## CHANGE ET MONNAIES.

Tout ce qui touche à la question monétaire a été l'objet de nombreuses discussions dans le sein de la Chambre.

### BILLETS DE BANQUE

Dès le mois de janvier 1869 la Chambre, faisant une étude sur la situation monétaire de la Colonie, reconnaissait que l'encaisse se composait d'environ un million de piastres et de 2 millions de ligatures. Elle faisait remarquer que la piastre mexicaine constituait une monnaie lourde et encombrante, occasionnant des pertes à cause de la grande quantité de pièces fausses et nécessitant par suite une vérification minutieuse qui entraînait une perte de temps.

A la suite de cette étude elle émettait le vœu que le Trésor public mît en circulation des billets de 5, 10, 25, 50 et 100 piastres pour une somme équivalente à un million de francs.

Cette question a été mise à l'étude au Ministère ; mais elle n'a reçu de commencement de solution qu'en 1876, après la création de la Banque de l'Indo-Chine. Cette banque émit d'abord des coupures de 5 et de 20 piastres, et en 1877 elle compléta son émission par la mise en circulation de billets de 100 piastres. L'émission de ces billets s'élève actuellement au chiffre de $ 2,190,000 et la circulation à $ 786,430.

## CRISE MONÉTAIRE

En 1872, l'Administration, mise en éveil par la crise monétaire qui régnait alors en Chine et par les fortes expéditions d'argent qui se faisaient de Saigon sur Hong-Kong principalement, consulta la Chambre sur les mesures à prendre pour préserver la colonie de cette crise ou pour en atténuer les effets.

La discussion fit ressortir que les expéditions d'argent faites de notre place pouvaient être attribuées à deux causes :

1° Un change exceptionnellement favorable sur Londres, dont les maisons de commerce de HongKoug avaient profité pour faire de fortes remises en Europe. Cela les avait amenées à faire revenir de Saigon les fonds qu'elles y avaient sans emploi, aucune opération ne se faisant à ce moment sur les riz. Les cours du change étant déjà retombés, cette cause allait bientôt disparaître.

2° De fortes faillites en Angleterre venaient de faire éprouver aux banques de Hong-Kong des pertes qui avaient diminué la confiance des Chinois dans leurs bank-notes qu'il fallait remplacer dans la circulation par une plus grande quantité de numéraire. Cette cause encore était momentanée.

Sur cette question, la Chambre, prévoyant que la crise monétaire ne pouvait durer longtemps à Saigon, décida qu'il n'y avait pas lieu de règlementer la sortie du numéraire, tout moyen employé ne pouvant qu'être nuisible aux intérêts commerciaux.

Ces prévisions se sont réalisées, et la Chambre appelée depuis 1876 à faire chaque année un rapport sur la situation commerciale, n'a pas cessé de constater une amélioration toujours croissante.

## MONNAIES

La monnaie légale de la Cochinchine est la piastre mexicaine: non choppée dite « *clean dollar* ».

Une décision du Gouverneur en date du 10 Avril 1862 lui a donné cours forcé dans toute l'étendue du territoire.

En 1874, la Chambre, consultée par l'administration, a émis un avis favorable à l'admission du dollar américain dit « trade dollar » dans les caisses du Trésor, aussi longtemps que son titre et son poids seraient au moins égaux à ceux de la piastre mexicaine.

Consultée en même temps sur l'apportunité d'accepter également le dollar japonais dit « Yen », la Chambre a émis un avis défavorable, ce dollar ne présentant pas les mêmes garanties de fixité du titre et du poids.

Le trade-dollar ayant fait prime sur les marchés de la Chine en 1878 et 1879 a complètement disparu de la Cochinchine.

Le Gouvernement a essayé à différentes reprises d'introduire des monnaies françaises dans la Colonie.

Par arrêté du 24 Janvier 1864, le Gouverneur, se basant sur la difficulté éprouvée par le Trésor à se procurer des piastres par la cession de ses traites au change de 6,10 et sur la réduction de l'encaisse

résultant de cette circonstance, décida que la solde des troupes et des équipages, qui avait été payée jusqu'alors en piastres mexicaines au taux officiel de 5,37, puis de 5,55, (arrêté du 27 Août 1863,) serait acquittée en pièces de 5 francs, 2 francs, 1 francs, cinquante centimes, et en monnaie de billon.

Le même arrêté établissait que, jusqu'à nouvel ordre, dans toutes les localités de la Colonie, la pièce de 5 francs serait donnée et reçue pour 90/100 de piastres et les monnaies divisionnaires pour une valeur proportionnelle.

Mais les pièces de 5 francs trouvèrent une telle défaveur dans le commerce que le Gouvernement dut les retirer de la circulation. Les monnaies divisionnaires, qui étaient nécessaires pour les appoints de la piastre et pour les besoins du petit commerce, continuèrent seules à circuler.

En 1874 le change des traites de banques étant tombé à 5.12 1/2 et celui des traites du trésor à 5.20, les monnaies divisionnaires que le Trésor continuait à émettre à 5,55 avaient été employées à faire des remises sur l'Europe et avaient presque disparu de la Colonie.

L'administration consulta alors la Chambre sur l'opportunité de donner le cours forcé aux pièces de 5 et de 20 francs. Celle-ci, faisant ressortir que l'expérience avait déjà prouvé l'impossibilité du cours forcé des monnaies françaises, et que ces pièces ne seraient pas plus acceptées par les asiatiques que ne l'avaient été, dans les Colonies Anglaises, les dollars frappés à l'effigie de la Reine, se prononça contre le cours forcé, mais en même temps elle émit le vœu que le Gouvernement métropolitain voulût bien frapper des monnaies divisionnaires à l'usage exclusif de la Colonie.

La Chambre signala tous les ans l'insuffisance des envois de monnaies divisionnaires françaises faits par la Métropole en Cochinchine et la gêne que la pénurie de monnaie occasionnait au commerce. Elle indiquait comme seul remède possible la fabrication pour la Cochinchine de monnaies divisionnaires de la piastre.

Ce n'est qu'après une dernière expérience faite en 1877 et 1878 de fortes émissions de pièces de 5 francs qui reprenaient au fur et à mesure la route de la métropole en donnant lieu à un agio contraire aux intérêts du plus grand nombre, que le Gouvernement métropolitain consentit à frapper des monnaies divisionnaires de la piastre qui circulent actuellement avec la plus grande facilité et en abondance.

## CHANGE ET TAUX OFFICIEL

Le change ayant flotté pendant plusieurs années entre 5,50 et 5,60, le taux officiel du Gouvernement avait pu rester fixé à 5,55 sans inconvénients. Mais en 1874 la situation s'étant sensiblement modifiée par la baisse progressive du change, résultat de la diminution constante des cours de l'argent, la Chambre émit dans sa séance du 11 Novembre 1874 le vœu que le Gouvernement, prenant en considération les intérêts existants dans la colonie, abaissât le taux officiel du dollar mexicain à un taux plus en rapport avec la valeur intrinsèque de cette monnaie sur le marché de Londres.

En Septembre 1876, à la suite d'un arrêt de la cour de Saigon qui infirmait un jugement du tribunal de commerce et condamnait un capitaine de navire à recevoir le montant d'un frêt en piastres au taux de 5,55, alors que le change était de 4,70 au jour où le paiement aurait du être fait, la Chambre obtint un arrêté qui limitait l'application du taux officiel aux opérations du Trésor avec les particuliers, et aux sommes exigibles par suite de condamnations à des dommages intérêts et aux dépens prononcées par la cour de Saigon et les tribunaux français de la Colonie.

Dans le mois de Novembre de la même année, le Gouvernement de la métropole voulant donner satisfaction au vœu formulé par la chambre en 1874, mais s'arrêtant devant des considérations budgétaires et conservant peut-être l'espoir de voir remonter les cours de l'argent, abaissa le taux officiel seulement à 5,35 et donna par télégramme l'ordre d'appliquer immédiatement ce taux.

Depuis cette époque les cours des changes ayant continué à baisser pour atteindre leur plus bas chiffre, 4,45, au mois de mars 1879, l'opinion publique a réclamé avec insistance un nouvel abaissement du taux officiel. Elle a obtenu satisfaction ; car, à partir du mois de novembre 1879, les appointements des fonctionnaires ont été payés à raison d'une piastre par 5 francs, et on peut prévoir que le taux officiel de la piastre sera bientôt ramené à ce chiffre, à moins que le budget local soit établi en piastres, comme la chambre en avait exprimé le désir en 1874. En tous cas, l'application du taux officiel, telle qu'elle est règlementée par l'arrêté du 11 septembre 1876, n'a plus d'inconvénients graves pour le commerce.

---

## BANQUE DE L'INDO-CHINE

La Chambre a été invitée en 1876 a donner son appréciation sur les avantages qui pouvaient résulter pour le commerce de l'institution de la Banque de l'Indo-Chine. Cette appréciation peut se résumer dans les termes suivants :

« La Banque de l'Indo-Chine est venue prendre la place du Comptoir d'escompte qui existait à Saigon « depuis la création des affaires du pays.

« Quoique dotée d'un privilége considérable, celui d'émettre des billets au porteur, elle continue les « errements de son prédécesseur, tant pour le taux de l'intérêt que pour les facilités accordées et les « garanties demandées ; en un mot elle fait les mêmes affaires que les autres Banques de la place.

« La Chambre reconnait cependant que la Banque de l'Indo-Chine fait aux entrepreneurs de construc- « tions plus d'avantages qu'il ne leur en était fait avant sa création.

« Le commerce y trouve également l'avantage d'une plus grande commodité pour ses paiements, « grace à la facilité avec laquelle les billets de banque ont été acceptés dès le début.

« Les statuts de cette banque l'autorisent à faire des prêts sur récoltes pendantes, et tel paraît avoir « été le but principal de sa création. Le Gouvernement a pensé que les cultures du pays se developpe- « raient dans une large mesure, si elles pouvaient obtenir les capitaux nécessaires à des intérêts rai- « sonnables. Mais, dès qu'on on vint à l'application, on s'aperçut que, dans l'état actuel du pays, la « garantie des récoltes et de la terre était insuffisante, et le Gouvernement dût consentir à se porter « caution vis-à-vis de la Banque de ses avances aux cultivateurs indigènes. De plus, pour faire ces « prêts et en obtenir le remboursement, on fût obligé de recourir à l'intermédiaire des notables, les « prêteurs ordinaires de la petite culture; aussi jusqu'à présent les résultats sont-ils loin de ce qu'on « avait pu espérer.

« Si cependant les prêts sur récolte venaient à prendre une importance réelle, la Chambre pense « que le Gouvernement pourrait, en compensation des risques qu'il court au profit du cultivateur in- « digène, lui imposer dans une certaine proportion des cultures plus riches que celle du riz, telles que « celles du café, de l'indigo et du sucre. Il serait à désirer que le pays ne dépendit pas du sort d'une « seule récolte, et ces cultures riches auraient encore cet avantage d'établir entre la Colonie et les Pays « Occidentaux un mouvement d'affaires au profit du Commerce Européen. Le riz s'exportant en Chine « favorise exclusivement l'élément Chinois.

« Le commerce espérait que, grâce aux facilités qui lui ont été accordées, la Banque de l'Indo-Chine « aurait pu réduire l'écart entre ses cours d'achat et de tirage sur France, écart qui est de 3 % sur « notre place, tandis qu'il est seulement de 1% sur les places voisines.»

En juin 1879, La Chambre se faisant l'interprête de l'opinion publique demanda au Directeur de la Banque les raisons pour lesquelles l'art. 34 qui prescrit la publication des situations mensuelles de chaque succursale dans un journal de la colonie n'avait pas encore reçu son application.

La Chambre ajoutait que c'était à juste titre que le public s'intéressait à cette question et que, quand une banque est dotée comme celle de l'Indo-Chine d'une circulation fiduciaire, elle doit renseigner constamment le public sur sa situation pour que ses billets au porteur puissent être acceptés par tout le monde sans hésitation,

Le Directeur répondit que la succursale de Saigon fonctionna pendant près d'un an avant d'être mise en possession de ses billets. Durant cette période il remit chaque mois les situations au Gouverneur ; mais faisant observer qu'en l'état des choses leur publication ne présenterait aucun intérêt pour le public et n'aurait pour effet que de mettre les concurrents de la Banque dans le secret de ses affaires, il obtint que provisoirement cette publication n'aurait pas lieu.

Le Directeur ajoutait qu'après la première émission de billets il se mit en mesure de se conformer aux statuts ; mais on songea seulement alors que les situations de la succursale de Saigon ne pouvaient être livrées à la publicité qu'après avoir été approuvées par le Conseil d'Administration à Paris et que, cette formalité accomplie, elles n'auraient plus aucun intérêt pour le public. Pour ces motifs les choses restèrent en l'état et la question fut réservée. Elle fut définitivement tranchée par la lettre suivante du Ministre de la Marine et des Colonies au Président du Conseil d'Administration de la Banque.

« Paris le 22 mars 1878.

« Monsieur le Président.

La Commission de surveillance des Banques Coloniales dans sa séance du 4 mars courant, à exprimé le désir que l'Administration de la Banque de l'Indo-Chine fût invitée à se conformer à l'art 34 de ses statuts qui stipule que *tous les mois la Banque doit publier sa situation dans le Journal Officiel à Paris.*

« Pour les succursales la Commission, admettant les explications qui lui étaient données, n'a pas insisté sur cette publication.

« Je vous prie de vouloir bien donner satisfaction au désir de la Commission.

« Recevez, etc. »

Le Directeur de la Banque ajoutait que la sécurité du public devait être complète, qu'elle était assurée par l'existence du Commissaire du Gouvernement qui est établi auprès de la Banque de l'Indo-Chine à Paris et du Censeur administratif créé auprès de la succursale, ainsi que par la publication au *Journal Officiel* de Paris des situations mensuelles de la Banque et par les comptes détaillés de chaque année accompagnés du rapport annuel du Conseil d'Administration dont il tenait un exemplaire à la disposition de chacun dans la colonie.

La Chambre reconnut que la lettre du Ministre donnait le droit à la succursale de Saigon de ne pas publier ses situations mensuelles, mais elle regrettait qu'il eût admis les raisons qui lui ont été données.

La Chambre constate que malgré ce droit il a été donné satisfaction à l'opinion publique et que les situations mensuelles de la succursale de Saigon ont été publiées au *Journal Officiel* depuis le mois de juillet 1879.

Mais elle constate aussi que, si l'écart entre les cours d'achat et de tirage sur France de la Banque de l'Indo-Chine est descendu à 2 1/2 0/0 comme il est actuellement et à 2 0/0 comme cela s'est présenté quelquefois en 1877 et 1879, il a été plus souvent de 4, 5 et même 6 0/0.

Elle constate également que la Banque ne fait plus aux entrepreneurs les mêmes avantages que dans la première année de son existence. Elle les a restreints vers le milieu de l'année 1879, s'apercevant alors, entre autres inconvénients, que la délégation des mandats ne lui donnait pas privilége sur les sommes dues par le Trésor.

# MESSAGERIES MARITIMES

Peu de temps après sa formation en juin 1869, la Chambre commençait à formuler les griefs du commerce et du public contre l'organisation du service des Messageries Maritimes. Elle a continué cette tâche pendant près de 10 ans sans pouvoir obtenir toute la satisfaction qu'elle croyait être légitimement due à la colonie.

A cette époque elle se plaignait de l'insuffisance de l'intervalle entre l'arrivée et le départ des courriers d'Europe. Cet intervalle, fixé à 3 jours suivant les dates d'arrivée et de départ réglementaires, était souvent réduit par l'avance du paquebot de retour et il était impossible de répondre à toutes les lettres par le même courrier alors qu'il n'existait pas de service intermédiaire.

Sur ce point, du moins, elle a obtenu satisfaction, et actuellement l'intervalle entre les courriers est largement suffisant.

A la même époque elle faisait remarquer que le tarif des passages de Saigon à Hong-Kong n'était pas proportionnellement le même que celui de Saigon à Singapore, ce qui n'avait aucune raison d'être.

### TÊTE DE LIGNE

Enfin au sujet de la tête de ligne qui avait été transportée à Hong-Kong au lieu d'être à Saigon, centre naturel et prévu des opérations de la Compagnie, elle s'exprimait en ces termes :

« Sans vouloir chercher à apprécier les motifs qui ont déterminé la Direction de Paris à solliciter « cette mesure, la Chambre de Commerce se fait un devoir de signaler à l'Administration supérieure « tout le préjudice qu'il en résulte pour le commerce de Saigon, lequel se voit lésé au profit de celui « d'un port étranger. Sa surprise à cet égard est d'autant plus grande, qu'en principe le Gouverne- « ment Impérial, en accordant une subvention à cette Société maritime a eu aussi en vue de favoriser « la Cochinchine, en faisant du Port de Saigon la tête de ligne de ses paquebots; et cette réserve était « d'autant plus légitime, d'autant plus équitable, que Saigon est la seule Colonie Française dans toute « l'Indo-Chine, offrant aux navires abri et ressources, et qu'il est parfaitement situé comme tête de « ligne. Le Gouvernement Impérial, la Direction de la Compagnie, l'avaient si bien compris ainsi, que « toutes les mesures furent prises en conséquence : une concession magnifique faite par le Gouverne- « ment local, dans un des endroits les mieux situés du Port, réunissant toutes les conditions voulues « pour la création de grands établissements de marine, fut accordée, et de vastes constructions néces- « saires à la tête de ligne, ont été érigées sur ce terrain, pour le service de l'Agence de Saigon.

« C'est donc avec raison que la Chambre de Commerce, au nom des intérêts commerciaux qu'elle

« représente, croit devoir revendiquer cette tête de ligne, comme une sorte de droit acquis dont la « privation par suite de l'inexécution des conventions, ou de leur dérogation, pour des motifs qu'elle « ignore, cause un préjudice immense à notre ville, au profit d'une ville étrangère. »

Au sujet de cette revendication qui lui avait été transmise par le Gouverneur de la Cochinchine, le Ministre de la Marine et des Colonies fit la réponse suivante comprise dans sa dépêche du 25 octobre 1869 :

..........................................................................................

« Cette question a donné lieu en 1866 et en 1867, entre le département de la Marine et celui des « Finances, à un échange de correspondances dont les phases diverses ont été successivement portées à « la connaissance de l'Administration de la Cochinchine. Dans une dépêche du 11 février 1867, je vous « ai notamment informé qu'il ne me paraissait pas possible de résister aux considérations que mon « collègue faisait valoir pour repousser la demande qui consistait à astreindre la Compagnie des Messa- « geries Impériales à rentrer dans l'exécution littérale de son contrat qui l'obligeait à faire de Saigon « le point d'aboutissement de sa ligne principale.

« J'ajoutais que j'avais, en conséquence, consenti à ce que, quant à présent, il ne fut rien changé à « l'itinéraire des paquebots.

« La convention du 6 avril 1868, consacrée par la loi du 4 juillet suivant, a modifié depuis lors « cette partie du cahier des charges de la Compagnie, en prolongeant jusqu'à Hong-Kong la ligne « principale de Suez à Saigon, en prenant Hong-Kong, au lieu de Saigon, pour point de départ du « service annexe d'embranchement qui aboutit à Shang-haï, en établissant une ligne directe partant de « Hong-Kong et aboutissant à Yokohama, et en disposant qu'à dater du 22 juillet 1870, la Compagnie « exécutera, par an, vingt-six voyages aller et retour, entre Suez et Hong-Kong et Yokohama.

« Ces nouvelles stipulations, qui ont eu pour objet l'extension du service postal dans les mers de « Chine et du Japon, ne permettent pas d'appuyer utilement le premier des vœux exprimés par la « Chambre de Commerce de Saigon. »

..........................................................................................

Cette question était donc définitivement tranchée sans qu'aucune compensation ait été stipulée en faveur de la Colonie.

## PASSAGES POUR L'EUROPE

Au mois de mars 1875, la Chambre faisait ressortir que Saigon, situé en dehors du parcours direct de la grande route entre l'Europe et la Chine et n'offrant pas encore d'élément suffisant aux escales périodiques de plusieurs lignes, n'avait de relations directes avec la France que par les paquebots des Messageries Maritimes;

Que cette Compagnie ne mettait à la disposition de la colonie civile aucun passage assuré, tandis que le Japon, la Chine, l'Inde et Java jouissaient de cet avantage;

Que, quelques fussent les raisons impérieuses obligeant un colon à partir, il n'était jamais assuré d'un passage, surtout aux époques propices pour rentrer en France;

Et qu'elle n'aurait jamais eu à formuler pareille plainte si la tête de ligne de la Compagnie avait été maintenue à Saigon.

La Chambre était d'avis qu'un certain nombre de places de 1re, de 2e classe devraient être réservées sur chaque paquebot pour la seule colonie française que dessert la grande ligne, au moins pendant les mois de février, mars et avril.

Elle exposait ces motifs dans une enquête au Gouverneur, en le priant de la transmettre au Ministre de la Marine et des Colonies.

Cette démarche n'eut aucun succès et les habitants de Saigon, pour être assurés de leur passage pendant ces trois mois, doivent le retenir au voyage d'aller du paquebot, c'est-à-dire près de cinq semaines à l'avance.

TONNAGE POUR L'EUROPE.

Cette question se trouve résumée entièrement dans la lettre suivante adressés par la Chambre, le 6 novembre 1879, au Gouverneur de la Cochinchine.

.................................................................................................

« Le simple exposé des faits suffira pour vous convaincre de la justice de cette demande.

« L'agence des Messageries de Saigon ne peut jamais engager de tonnage ferme, ses bons d'embar-
« quement sont toujours conditionnels, et il arrive souvent, très souvent-même, que, pour un motif
« ou un autre, les vapeurs de la Compagnie ne prennent pas les marchandises que les négociants ont
« déjà envoyées le long du bord, et qu'ils sont obligés de faire rentrer en magasin à grands frais.

« Cette situation déjà très-défavorable s'est encore aggravée. Depuis près de deux mois les vapeurs
« de la Compagnie venant de Chine et du Japon n'ont absolument rien pris à Saigon, leur cale avait
« été remplie entièrement dans les ports précédents.

« Considérant que les Messageries Maritimes sont une Compagnie Française largement subventionnée
« par le Gouvernement, et que Saigon est le seul port français sur toute la ligne principale qu'elles
« desservent, la Chambre croit qu'il y aurait peut-être lieu de demander à la Compagnie qu'elle
« réservât un certain tonnage pour notre place.

« Si cette demande était repoussée comme pouvant compromettre les intérêts de la compagnie,
« celle-ci pourrait tout au moins s'assurer à l'avance du tonnage existant à Saigon, dont l'agence télé-
« graphierait à Shanghaï ou à Hong-kong, pour que la place nécessaire au service de notre ville fût
« réservée.

« Enfin, comme l'importance qu'ont acquise les exportations de la Cochinchine est considérable,
« et que, malgré le haut prix du fret, ces exportations tendent tous les jours à augmenter, il parait de
« toute justice que Saigon soit traité aussi favorablement que les ports de Chine les plus favorisés, et
« jouisse du bénéfice de toutes les conventions ou concessions particulières que, par suite de la concur-
« rence anglaise, la Compagnie des Messageries Maritimes pourrait avoir accordées ou accorder dans
« l'avenir aux dits ports. »

.................................................................................................

A l'occasion de cette demande de la Chambre l'agent des Messageries à Saigon était entré en communication télégraphique avec sa Compagnie, et le 28 du même mois, il écrivait au Président de la Chambre « qu'à sa demande, la Direction de sa Compagnie venait de lui télégraphier de Marseille l'ordre
« de se faire réserver à l'avenir pour Saigon un vide de 150 tonneaux sur chacun des paquebots
« venant du Nord. »

Le contenu de cette lettre fut confirmé par une lettre du Conseil d'Administration des Messageries en date du 6 février 1875, transmise au Gouverneur de la Cochinchine par dépêche ministérielle de 28 mai, et communiquée à la Chambre le 12 juillet de la même année.

A la suite de ces correspondances, le Commerce et la Chambre avaient cru à l'engagement par la Compagnie de réserver 150 tonneaux pour Saigon sur chacun de ses paquebots. Mais plusieurs commandants de paquebots ayant refusé à la fin de l'année 1877 de recevoir les marchandises de notre port, il fut démontré par les renseignements pris auprès de l'Agent de Saigon et par le contrat renouvelé par l'Etat en 1875 que la Compagnie n'était liée par aucun engagement.

Dans sa séance du 6 février 1878, la Chambre fit remarquer combien il était regrettable qu'au renouvellement du contrat en 1875 une clause plus explicite que des promesses aléatoires n'ait pas

stipulé quelque chose pour la colonie, et combien il serait à désirer que l'Etat s'en souvînt lorsqu'il y aurait lieu de prendre de nouveaux arrangements.

Répondant à une observation de l'Agent des Messageries qui prétendait que les plaintes du commerce de Saigon n'étaient pas fondées, parce que, d'après ses relevés, la moyenne du tonnage donné à notre place avait été de 182 tonneaux par paquebot, la Chambre constata qu'il faisait entrer en ligne de compte les expéditions pour Singapore et Pointe de Galles, qui ne se font le plus souvent qu'à la demande de la Compagnie et pour son avantage particulier.

Et faisant ressortir que, ce dont le commerce a besoin, c'est de pouvoir faire ses expéditions pour l'Europe, elle émit le vœu qu'il fût réservé par chaque paquebot un vide suffisant pour 150 tonneaux de marchandises à destination de l'Europe, à la condition que la Compagnie fût prévenue deux jours avant le départ du paquebot de Hong-kong.

En avril 1878, la Chambre reçut communication d'une lettre de M. Talon, Directeur des Messageries à Marseille, datée du 2 février et répondant à des plaintes adressées par le Gouverneur au Ministre de la Marine et des Colonies.

Cette lettre disait qu'en 1877 trois paquebots seulement n'avaient rien pris à Saigon, et que quatre autres avaient pris moins de 150 tonneaux ; mais que cependant les paquebots de retour avaient pris à Saigon 6,793 tonneaux, soit une moyenne de 265 tonneaux par paquebot, ainsi qu'il ressortait d'un tableau annexé à la lettre.

La Chambre, établissant par des chiffres tirés de ses statistiques que les expéditions pour Singapore et Pointe de Galles entraient pour près des deux tiers dans ce chiffre moyen de 265 tonneaux, décida qu'avant de formuler un nouveau vœu, il y avait lieu d'attendre la réponse au procès-verbal de la séance du 6 février, qui répondait par anticipation à tous les points de la lettre de M. Talon.

Enfin, au mois d'octobre 1878, la Chambre reçut communication d'une lettre adressée le 1er juin par la Compagnie des Messageries au Ministre de la Marine et des Colonies, et répondant au vœu contenu dans le procès-verbal.

La Compagnie se référait à sa lettre du 2 février et ajoutait que, l'escale de Saigon ne fournissant cette année que de très-faibles chargements, une demande de 150 tonneaux par paquebot lui paraissait peu justifiée. En terminant elle disait qu'elle avait donnné l'ordre à ses agents de Saigon, Hongkong et Shang-haï de s'entendre pour faire profiter le commerce de Saigon, jusqu'à concurrence de 150 tonneaux, du vide qui existerait à bord de ses paquebôts.

La Chambre fit remarquer que l'année 1878 avait été mauvaise pour le commerce de tous les ports de Chine, qu'à Shang-haï la Compagnie avait dû baisser ses frets de 50 %, et que si elle avait fait pareille diminution à Saigon, elle y aurait trouvé 100 à 150 tonneaux de riz par courrier. Elle ajouta que le paragraphe ci-dessus de la lettre de la Compagnie ne lui paraissait contenir aucun engagement.

Elle reçut à ce sujet de l'agent des Messageries à Saigon l'assurance qu'il pouvait prendre un engagement ferme de 150 tonneaux, si on le prévenait trois jours avant le départ de Hong-kong ; que ces 150 tonneaux devaient lui être réservés, et ses collègues de Shang-haï et de Hong-kong ne pourraient en disposer qu'après l'avoir consulté.

Cette déclaration paraît avoir résolu définitivement cette question du tonnage pour l'Europe.

---

## PORT DE COMMERCE.

Jusqu'en 1872, le port de Saigon quoique fréquenté par un grand nombre de voiliers, avait été suffisant ; mais à cette époque commencèrent à arriver les steamers, et il fallut songer à leur assigner une

place aussi peu éloignée que possible de la ville, pour ne pas nuire à la rapidité de leurs opérations. Aussi la Chambre aborda-t-elle presque en même temps tous les côtés de la question ; l'extension du Port de Commerce au détriment du Port de Guerre dont les besoins étaient loin d'être les mêmes qu'aux premiers temps de l'occupation ; l'établissement de corps morts pour le mouillage des steamers et des voiliers ; la construction d'une route carrossable longeant la rivière depuis les Messageries jusqu'au Fort du Sud, et celle d'un pont sur l'Arroyo chinois pour mettre cette route en communication avec la ville.

## EXTENSION DU PORT DE COMMERCE.

En 1872, la Chambre demanda que la partie de la rivière comprise entre l'Arroyo chinois et la colonne Lamaille, qui se trouvait alors dans l'axe de la rue Catinat, fût abandonnée au commerce ; elle pensait qu'on pourrait y mouiller trois grands steamers, mais son vœu fût écarté ; la limite du Port de Guerre resta fixée en face du Grand Canal et la partie laissée au Port de Commerce permet seulement de mouiller deux grands steamers.

En octobre 1874, le nombre des voiliers étant très-minime, la Chambre obtint que le mouillage des voiliers serait réduit à l'espace compris entre les Messageries et l'église de Tam-hoï, ce qui agrandirait celui des steamers de la partie de la rivière comprise entre cette église et le Fort du Sud.

En même temps, sur la demande de la Chambre, le Port de Commerce fût prolongé de 450 mètres au-dessous du Fort du Sud, et deux poteaux placés de chaque côté de la rivière indiquèrent la nouvelle limite. Cela mettait fin aux contestations que soulevaient assez souvent des capitaines qui, lorsqu'ils étaient mouillés au Fort du Sud prétendaient être sortis du Port dès que leur ancre était levée.

## CORPS-MORTS.

Au commencement de 1872, un membre souleva la question de l'installation de corps-morts dans le port de Commerce. Mais la Chambre, ne pouvant pas s'occuper elle-même de leur installation, laissa ce soin à l'administration, en se réservant toutefois d'approfondir cette question.

Peu de mois après elle était saisie d'un projet présenté par M. David, capitaine au long cours, pour la pose de deux lignes de corps-morts sur chacune desquelles les navires seraient amarrés à couple. M. David proposait de faire à ses frais la pose de ces corps-morts, moyennant un privilège de 60 années pour leur exploitation et l'obligation pour tous les navires, steamers ou voiliers, arrivant dans le port de s'amarrer sur les corps-morts autant qu'il y aurait une place vacante.

La Chambre reconnut après un examen approfondi que ce projet tel qu'il était présenté était impraticable, que la largeur de chaque chenal était insuffisante, et que, à l'époque des fortes expéditions de riz, le mode d'amarrage à couple présenterait de grands inconvénients.

Les modifications qu'elle croyait devoir apporter au projet le changeant complètement, elle émit l'avis qu'il conviendrait de nommer une Commission, composée de personnes compétentes, qui étudierait un nouveau projet de concert avec le capitaine David. Elle recommandait l'amarrage à quatre comme lui paraissant le seul qui pût être adopté pour le port de Saigon,

La Commission nommée pour cet objet fut d'avis que, à cause du nombre croissant des steamers et de la construction probable des quais, il y avait lieu d'ajourner la question des corps-morts en tant que concession rendant obligatoire l'amarrage des navires sur ces engins.

L'année suivante, en 1873, M. David demanda l'autorisation d'établir à ses risques et périls six corps-morts pour steamers dans l'espace compris entre l'Arroyo chinois et la rue Catinat, l'usage de ces corps-morts devant être entièrement facultatif.

Sur cette proposition, la Chambre fut d'avis que la question de l'agrandissement du port n'étant pas

encore tranchée, dans l'intérêt même de M. David, il y avait lieu de différer la pose de corps-morts dans la partie qu'il indiquait. La question des quais qui était également pendante pouvait d'ailleurs, si elle recevait une solution favorable, rendre cette entreprise inutile.

En mars 1875, étant saisie d'une demande tendant à faire attribuer pour le mouillage des steamers la partie réservée aux voiliers par l'arrêté du 16 octobre 1874, la Chambre, après avoir pris l'avis du Capitaine de Port, reconnut que la largeur de la rivière ne permettait pas de mouiller des steamers de plus de 30,000 piculs au-dessus du Fort du Sud ; à l'évitage, s'ils étaient plus grands, ils pourraient barrer le passage, et dans la rivière il y a fréquemmens de faibles marées qui laissent les navires en travers pendant 6 heures.

La Chambre fut d'avis que, pour rapprocher autant que possible le poste du mouillage des steamers et faciliter leurs opérations, la seule solution pratique serait l'établissement de corps-morts permettant de mouiller les navires à quatre amarres. Elle recommanda ce moyen à l'Administration en lui demandant d'abandonner au commerce le corps-mort N° 1 dont elle lui avait permis de faire usage à différentes reprises.

Il lui fut répondu que, en présence de l'accroissement de la Division Navale le Gouvernement ne saurait abandonner ce corps-mort, mais qu'il y aurait peut-être lieu d'étudier à fond la question des corps-morts.

Répondant à cette invitation, la Chambre étudia la question, et, dans sa séance du 17 mai, elle émit l'avis que, sans changer la place assignée aux voiliers, on pouvait limiter à 10 le nombre de corps-morts nécessaires pour 10 voiliers qui pourraient être accouplés sans inconvénients vu le peu de rapidité de leurs opérations.

Elle pensait également que 12 corps-morts suffiraient pour 6 steamers et qu'au besoin on pourrait en accoupler deux, si ce nombre était dépassé ; que du reste, si le chemin de fer en projet était exécuté, et que, si des appontements étaient faits sur la rive droite, il y aurait à en tenir compte pour la pose de ces corps-morts.

Et, prévoyant le cas où le budget ne permettrait pas de donner satisfaction à ce vœu, la Chambre fut d'avis que l'affaire des corps-morts pourrait être mise en adjudication, le gouvernement se réservant le droit de rachat.

Le Gouvernement répondit que le moment ne lui paraissait pas opportun pour s'occuper de la pose de corps-morts dont l'utilité serait discutable si on établissait des wharfs, comme on en avait l'intention ; qu'il y avait donc lieu d'ajourner toute résolution définitive, jusqu'à ce que la question du chemin de fer et des appontements eût elle-même été tranchée.

## ROUTE DU FORT DU SUD.

La Chambre a émis le 9 mai 1872 et renouvelé le 16 septembre suivant, un vœu pour qu'il fût fait une route carrossable allant des Messageries au Fort du Sud afin de permettre aux capitaines de navires, et surtout de steamers, de communiquer plus rapidement avec leurs consignataires.

Aucune réponse n'a été faite à ces vœux.

## PONT DE L'ARROYO CHINOIS.

En décembre 1870, la Chambre rappelait à l'Administration le projet du pont qui devait être construit sur l'Arroyo chinois pour mettre le commerce de Saigon en communication avec les Messageries. Ce pont aurait eu la même utilité pour les Magasins généraux qui, s'il s'en établissait, ne pourraient pas trouver d'emplacement plus convenable que sur la rive droite de la rivière. En outre, il aurait eu pour conséquence obligée la construction de la route du Fort du Sud.

L'administration répondit qu'elle mettait cette question à l'étude.

En 1874, une Commission formée à la demande du Maire de Saigon et composée de Membres du Conseil Munioipal et de la Chambre de Commerce n'obtint pas plus de résultat (1).

En somme cette question reste à peu de chose près la même. En ce qui concerne l'agrandissement du port de Commerce du côté du port de Guerre, non-seulement aucune satisfaction n'a été donnée au commerce, mais au contraire, en août 1878, sans que la Chambre ait été consultée ni même prévenue, le corps-mort N° 1 a été descendu d'environ 60 mètres, de telle sorte que devant le port de Commerce il n'est plus possible de mouiller qu'un seul grand steamer ; exceptionnellement on peut en mouiller un de moyenne taille avec un autre très-petit.

### DOCKS.

Cependant la Chambre doit reconnaître qu'en 1875, elle a obtenu assez facilement la faculté pour les navires de commerce de se faire réparer dans le dock de l'Etat par l'industrie privée. Cettte mesure permet d'exécuter les réparations plus rapidement, car les ateliers particuliers travaillent jour et nuit dans les cas urgents.

## JURIDICTION MARITIME

En avril 1876, la Chambre, faisant valoir que les abordages dans la rivière de Saigon étaient plutôt de la compétence du Tribunal de Commerce que de celle des Administrateurs des affaires indigènes dans le ressort desquels se trouvait le cours de la rivière, après s'être renseignée à ce sujet auprès du Procureur Général, Chef du service Judiciaire, exprima le vœu que le ressort du Tribunal de Commerce de Saigon fût étendu au cours de la rivière qui sert de chemin au port de Saigon.

Il ne pouvait être donné satisfaction à ce vœu de la Chambre que par un décret modifiant l'organisation judiciaire en Cochinchine ; en conséquence il fut transmis par le Gouverneur au Ministre de la Marine et des Colonies. Mais, en fait, cette satisfaction a été obtenue, car toutes les causes de l'espèce ont été portées devant le Tribunal de Commerce de Saigon, le navire abordé s'adressant tout naturellement à la juridiction du port dans lequel il avait cherché refuge.

Le Gouvernement de la Colonie, ayant eu récemment à faire un projet de réorganisation du Tribunal de Commerce, y a inséré la modification demandée par la Chambre, en étendant même le droit de juridiction de ce tribunal aux côtes de la Cochinchine. On peut espérer que le décret de réorganisation sera promulgué dans le courant de l'année 1880 (2).

## SOCIÉTÉS ASIATIQUES

En 1869, la Chambre signalait à l'Administration la situation irrégulière des sociétés Chinoises,

(1) Le service des ponts-et-chaussées prépare les plans et devis du pont de l'arroyo chinois.

(2) Ce décret a été rendu le 13 mars 1880 et promulgué dans la Colonie le 5 mai suivant.

Malabares, etc., qui ne se conformaient pas aux prescriptions de la loi pour la publication de leurs actes de Société et le visa de leurs livres de commerce; l'identité même de leurs membres n'était pas établie. Cette situation devenait un danger sérieux pour le commerce européen en raison des avances importantes de fonds qu'il était obligé de faire à ces sociétés pour des marchés à livrer.

Pour ces motifs, elle émettait le vœu que les formalités voulues par la loi et l'obligation de s'y conformer fussent rappelées ou indiquées à ces sociétés.

En conséquence de l'opinion exprimée par le Procureur Général, qu'il suffisait d'un simple avis inséré au Journal officiel pour que ces sociétés fussent tenues pour averties et tombassent sous le coup de la loi, l'Administration fit insérer cet avis et fit en outre afficher des avertissements dans les trois langues française, annamite et chinoise.

En 1870, la Chambre recevait sur ce sujet une demande de renseignements de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Batavia. Cette Chambre signalait principalement l'insuffisance des lois hollandaises dans les cas de faillites et surtout de banqueroutes asiatiques; les livres de ces commerçants étant tenus dans une langue inconnue aux Européens, il n'était pas possible de découvrir la fraude ; de plus, si la cour de Justice prononçait la mise en faillite des asiatiques, là se bornait son action, et les crimes et délits ressortant de la banqueroute étaient jugés par une Cour inférieure composée de Membres chinois et indigènes chez qui la conviction était l'exception plutôt que la règle.

Cette Chambre aurait désiré que les commerçants asiatiques fussent soumis aux mêmes lois que les Européens et astreints à tenir leurs livres dans une langue européenne ou tout au moins en malais.

La Chambre répondit que, à l'exception de la Cour asiatique qui n'existait pas en Cochinchine, la situation y était à peu de chose près la même qu'à Java. La justice était toujours rendue ici par des Européens, Magistrats civils ou Inspecteurs des affaires indigènes, mais elle ne pouvait se rendre qu'à l'aide d'interprètes, et la fraude était presque aussi difficile à découvrir et à atteindre.

Cette situation n'ayant pas changé, la Chambre la mit complètement en lumière dans un rapport qui fut adopté en avril 1873, et renouvela le vœu qu'elle avait émis en 1869.

Quelques jours après l'Administration nomma une Commission composée du Procureur Général, du Président du Tribunal de Commerce, de celui de la Chambre et de trois négociants asiatiques, pour rechercher les moyens de remédier au mal signalé par la Chambre. Les conclusions de cette Commission étaient conformes dans leur esprit à celles de la Chambre ; mais aucune suite n'y fut donnée.

En mars 1875, la situation s'étant aggravée par de nombreuses faillites de détaillants chinois, la Chambre demanda la mise à exécution des conclusions de cette Commission, principalement celles concernant l'identité des commerçants chinois et les preuves de leurs associations.

A la suite de ce vœu, l'Administration envoya aux Administrateurs des affaires indigènes des instructions pour qu'ils portâssent à la connaissance des négociants asiatiques de leur arrondissement respectif les obligations imposées par le Code de Commerce français sur la tenue des livres de commerce et la publication des actes de société, ainsi que les peines édictées en cas de faillite.

La Chambre craint que, malgré ces ordres, un grand nombre de commerçants asiatiques ne se conforment pas encore aux prescriptions de la loi.

## LIGUES CHINOISES

Les ligues existant à Java et en Chine commencèrent à se manifester à Saigon au commencement de 1876. Dès leur apparition, la Chambre s'en émut et appela sur elles toute l'attention du Gouvernement.

Elle fit remarquer que ces ligues constituaient un grave danger pour le commerce européen en obligeant tous les adhérents à ne traiter qu'aux conditions qui leur étaient dictées par les chefs et en frappant d'ostracisme une ou plusieurs maisons qui ne pourraient plus dès lors faire aucune opération.

Le Gouvernement lui-même pourrait avoir à en souffrir dans l'adjudication des fermages, ainsi que

cela était arrivé en 1869 sous le Gouvernement de l'Amiral Ohier pour la ferme d'opium.

La loi française défendant les coalitions, on pourrait facilement atteindre ces ligues. Si ce moyen ne suffisait pas, le Gouvernement pourrait user de ses pouvoirs en expulsant de la colonie les membres les plus influents.

En conséquence, la Chambre émit le vœu que le Gouvernement, au nom des intérêts du commerce Européen, prît toutes les mesures préventives possibles contre un danger qu'elle considérait comme très-grave.

L'Administration répondit qu'elle prenait immédiatement toutes les mesures nécessaires, et la Chambre constate que ces mesures eurent un plein succès.

---

# FERMES DE L'OPIUM ET DES ALCOOLS DE RIZ

## FERMES DE L'OPIUM

L'impôt sur l'opium a toujours été affermé, dès le début de la conquête, par la voie de l'adjudication publique et la Chambre n'a été appelée à donner son avis sur cette question qu'une seule fois, en octobre 1869.

Deux tentatives d'adjudication pour une nouvelle ferme devant entrer en exercice en 1870 étaient restées infructueuses par suite de l'insuffisance des offres des soumissionnaires chinois, chez lesquels une entente s'était faite à ce sujet. Le Gouverneur nomma une Commission chargée de rechercher les moyens les plus pratiques et les plus avantageux de percevoir l'impôt sur l'opium.

Cette Commission se prononça pour le système de la liberté absolue du commerce de l'opium avec patentes spéciales et de plusieurs classes pour les bouilleurs et les débitants en gros et en détail, et elle proposa un projet de règlement à cet effet.

La Chambre, consultée sur cette question, se prononça par un vote unanime en faveur du principe de la liberté du commerce de l'opium tel qu'il était présenté par la Commission, ce principe étant seul conforme aux opérations et aux intérêts du commerce.

Mais les Chinois, émus de cette solution à laquelle ils n'avaient pas songé, firent des offres plus sérieuses et le Gouvernement traita avec une société chinoise pour un prix supérieur de près de 500,000 fr. au fermage précédent.

D'après des renseignements privés, mais qui paraissent dignes de foi, en 1860 et 1861 le fermage de l'opium fut adjugé à une Compagnie française respectivement pour $ 13.592 et $ 27.255, le taux officiel étant à 5.37 et le change réel à 6.25 environ. A cette époque, l'occupation française ne s'étendait guère au-delà des villes de Saigon et de Cholon.

Après la prise des trois premières provinces, l'adjudication fut donnée à la même Compagnie pour les années 1862, 1863 et 1er semestre 1864 au prix de $ 91.000 par an.

Ce fermage fut ensuite adjugé à une Compagnie chinoise pour un an, 2e semestre 1864 et 1er semestre 1865, au prix de fr. 713.210, payables en piastres au taux officiel de 5.55.

Il fut ensuite adjugé à une autre compagnie chinoise qui l'a obtenu à chaque adjudication nouvelle jusqu'en 1879. Elle l'eut d'abord pour

le 2e semestre 1865<br>et les années 1866-67 } au prix annuel de fr. 1.156.110.

Après l'annexion des trois provinces de l'ouest, elle l'obtint pour :

| | | |
|---|---|---|
| 1868-69 | au prix annuel | de fr. 2.091.000 |
| 1870-73 | id. | de fr. 2.557.800 |
| et 1874-77 | id. | de fr. 3.250.000 |

### FERMES DES ALCOOLS DE RIZ

Cette ferme fut adjugée, la première et unique fois en 1871 pour les années 1872 à 1874, au prix de fr. 971.000 par an.

En 1873, le fermier adressa au Gouvernement une requête dans laquelle il se plaignait du tort considérable que faisait à la Ferme la vente de spiritueux de provenance asiatique, en faisant remarquer que l'État en ressentirait les effets dans les futures adjudications de cette ferme. Il prétendait que ces spiritueux, que l'on vendait sous le nom de Rhum, n'étaient autre chose que des eaux de vie de riz déguisées; mais les analyses qu'il avait fait faire n'avaient fourni aucune preuve.

Pour trancher la question, il demandait que les articles 1^er^ et 4^e^, qui limitaient son monopole aux spiritueux et fruits confits de provenance asiatique, *dans la composition desquels rentrent ces eaux de vie de riz*, fûssent modifiés par la suppression de la dernière partie, de manière à étendre son monopole sur tous les spiritueux de provenance asiatique.

Il ajoutait que cette modification ne porterait aucun tort au commerce des eaux de vie françaises.

La Chambre fit remarquer que la défaveur dans laquelle était tombée l'eau de vie de riz de la Ferme provenait :

En première ligne, de sa mauvaise qualité, cette eau de vie n'étant pas purifiée et contenant une très-grande quantité d'alcool amylique, huile volatile pyrogénée qui exerce une action funeste sur l'organisme;

En second lieu, de la rapacité du fermier qui voulait réaliser de trop gros bénéfices en vendant son eau de vie au prix de 1 fr. le litre aux débitants auxquels il faisait en outre payer une patente de $ 12 par mois, tandis que, avant l'établissement de la ferme, l'alcool de riz de meilleure qualité ne se vendait que 40 centimes le litre.

Aussi la préférence des consommateurs pour le tafia, qui ne coûtait que 65 à 70 centimes le litre et n'avait pas les effets dangereux de l'eau de vie de riz de la Ferme, était-elle parfaitement justifiée.

En conséquence, la Chambre se prononça pour le maintien du règlement, engagea le fermier à livrer aux consommateurs une qualité meilleure et émit l'avis que l'Administration exigeât le dépôt d'un type qui pourrait au besoin servir de comparaison.

L'avis de la Chambre fut d'abord suivi; mais dans le mois d'octobre 1874, elle reçut communication d'un arrêté daté du 31 août précédent, qui devait être mis en vigueur à partir du 1^er^ janvier 1875 et qui devait frapper les spiritueux de toute provenance d'un droit de 50 centimes par litre s'ils étaient de 60° et au-dessous et de 75 centimes s'ils étaient au-dessus.

Le Directeur de l'Intérieur fit remarquer que cet arrêté était nécessaire pour assurer l'existence des Fermes, mais que cette mesure était temporaire et devait tomber avec ces Fermes, dont l'existence ne devait pas se prolonger au-delà de trois ans, d'après les idées qu'avait alors le Gouvernement.

La Chambre fit remarquer que l'importation des eaux de vie de France était trop minime pour compromettre les intérêts de la Ferme ; qu'un droit de 50 centimes par litre entraînerait la suppression de cette importation et priverait les armateurs et affréteurs de France d'un élément de frêt très-commode pour compléter les cargaisons.

En conséquence, elle exprima le vœu que les eaux de vie provenant de ports de France, en caisses de 12 bouteilles, fûssent exemptes de tous droits.

Il n'a pas été donné satisfaction à ce vœu.

### FERMES RÉUNIES

Le fermage des alcools de riz expirait à la fin de l'année 1874. Il fut concédé de gré à gré, pour les années 1875, 1876 et 1877 et pour le même prix de fr. 971.000 par an, aux Fermiers de l'opium qui se plaignaient d'être en perte et qui comptaient trouver une compensation dans la Ferme des alcools de riz.

En 1877, le taux officiel ayant été ramené de 5.55 à 5.35, le prix des fermages réunis fut diminué nominalement de telle sorte que la somme en piastres restât la même.

Dans la même année, la Ferme de l'Opium et des Alcools de riz fut concédée de gré à gré à la même société, pour la durée de l'année 1878, au prix de 4,280,000 fr.

Enfin, dans le courant de l'année 1878 et malgré les doléances des fermiers précédents, le prix du fermage, adjugé pour les années 1879, 1880 et 1881, atteignit le chiffre de 6,730,000 fr. L'adjudication fut faite à la même société dans laquelle entrèrent des éléments nouveaux.

D'après les chiffres des bénéfices de cette Ferme, publiés dans le *Journal officiel* de la Colonie, même à ce chiffre de 6,730,000 fr., l'opération est encore très-fructueuse pour les actionnaires. Ces bénéfices ont atteint pour l'année 1879 le chiffre de $ 153.375, le capital souscrit étant de $ 500.000.

---

## IMMIGRATION.

L'immense quantité de terres incultes qui existent en Cochinchine, et l'avantage qui résulterait pour la Colonie de l'introduction des travailleurs étrangers, a de tout temps attiré l'attention du public et du Gouvernement.

En 1871, celui-ci soumettait à l'examen de la Chambre un projet d'arrêté sur cet objet. Cet arrêté avait trait principalement aux mesures de police générale et spéciale vis-à-vis des travailleurs Asiatiques étrangers qu'il astreignait au livret-carte, ainsi qu'aux obligations des engagistes et des engagés tant entre eux qu'envers l'Etat. Il contenait également les dispositions fiscales relatives aux Chinois et Asiatiques étrangers et fixait leur cote personnelle annuelle :

1° à 300 francs pour ceux de 1re catégorie, dits notables.

2° à 100 francs pour ceux de 2me catégorie, dits inscrits.

3° à 25 francs pour tous les asiatiques non indigènes, de 3e catégorie.

Après examen de ce projet la Chambre adopta des modifications à apporter à un certain nombre d'articles et vota la suppression de plusieurs autres.

Le projet ainsi modifié forma l'objet de l'arrêté du 5 octobre 1871.

Dans sa séance du 13 novembre 1873 la Chambre recevait communication d'une étude faite par son Président sur l'état précaire du Commerce Européen, sur sa décroissance rapide pendant les dernières années et sur la disparition presque complète de la Marine Française qui occupait autrefois le premier rang dans notre port, mais qui, faute de s'être transformée comme celle des autres Nations Européennes, était expulsée par la marine à vapeur étrangère.

Cette étude constatait également la disparition d'un grand nombre de maisons Européennes, disparition qu'on ne pouvait attribuer ni à de folles entreprises, ni à des dépenses exagérées, non plus qu'à l'imprévoyance de leurs chefs.

Le mal consistait en ce que la Colonie n'avait qu'un seul produit, le riz, qui est consommé presque

totalement par la Chine et les Pays voisins, et que le commerce de cette denrée était passé progressivement entre les mains des négociants Chinois. Ils en étaient arrivés à traiter directement même pour Java et les Philippines, deux débouchés ouverts par le Commerce Européen où il avait espéré se maintenir seul.

Le remède proposé était la culture de produits nouveaux exportables en Europe, tels que : café, sucre, indigo, poivre, sésame, soie, cacao, etc, et le moyen indiqué était *l'immigration chinoise* à laquelle il fallait offrir des avantages propres à l'attirer dans notre colonie : concessions gratuites de terres, dégrèvement de tout impôt foncier et de capitation pour les cultivateurs immigrants, et distribution de primes d'encouragement à ceux qui auraient le mieux travaillé à leurs cultures.

La Chambre résuma ces conclusions dans un vœu et demanda en outre que l'Administration revint à l'ancien système d'impôt de capitation, c'est-à-dire $ 2 par an, pour les autres chinois qui viendraient s'établir dans la Colonie.

Un arrêté en date du 31 décembre 1873 apporta une légère modification au précédent, en exemptant les chinois de la 3e catégorie de l'impôt de capitation pendant la première année.

Le 8 mai 1874, la Chambre avait à examiner un projet d'arrêté modifiant dans une plus large mesure celui du 5 octobre 1871, projet qui a servi de base à l'arrêté du 2 juin 1874.

Ce projet portait en subtance que tous les immigrants, débarquant en Cochinchine par groupes d'au moins *cinquante*, liés par un contrat au même engagiste, pour être employés en qualité de travailleurs dans des exploitations agricoles, autres que les cultures maraîchères, seraient exempts de l'impôt de capitation pendant les quatre premières années de leur séjour dans la Colonie, et que, à l'expiration de ce délai, ils paieraient une capitation annuelle de dix francs.

La Chambre, faisant observer que le nombre de cinquante travailleurs excéderait les besoins de beaucoup de cultures, obtint que ce nombre serait ramené à *vingt* ; mais elle ne put obtenir l'exemption de l'impôt de capitation pour les chinois qui, habitant déjà la Colonie, s'engageraient dans une exploitation agricole.

Un autre arrêté de même date autorisait les concessions gratuites de terrains dans les parties continentales de la Cochinchine aux personnes qui en feraient la demande, dans le but de créer des exploitations agricoles ou de s'adonner à l'élevage du bétail.

Ces mesures ne produisirent pas l'effet qu'on en attendait ; les demandes de concessions furent peu nombreuses et l'immigration chinoise ne prit aucun développement. Aussi la Chambre exprima-t-elle à deux reprises, en décembre 1875 et août 1876, le vœu qu'il fût demandé au Consul de France à Bang-kok des renseignements sur l'immigration dans le royaume de Siam, similaire à la Cochinchine pour le climat et les productions, et où l'élément chinois constituait depuis longtemps une partie importante de la population.

Ce rapport parvint à Saigon en octobre 1876 et fut de suite communiqué à la Chambre.

Il expose que les chinois, évalués à 1,500,000 sur une population totale de 3 à 4 millions, proviennent pour la plupart de la province de Canton et en moins grand nombre de celle de Fokien et de l'île d'Hainam.

Les premiers sont adonnés au commerce et à la culture de la canne à sucre qu'ils manipulent eux-mêmes, du coton, de la sésame, du tabac, des légumes et des arbres à fruits ; ils fournissent aussi les artisans, charpentiers, maçons, peintres en bâtiments, etc.

Les autres sont domestiques, coolies, bateliers et pêcheurs.

Ce rapport ajoute que les chinois, à leur arrivée à Bang-kok, sont exempts de toute formalité, libres de circuler dans tout le pays et de s'installer où ils veulent. En débarquant, ils trouvent gîte et nourriture dans leur pagode respective qui est entretenue au moyen de souscriptions, auxquelles chacun contribue. Là ils trouvent également des relations qui leur permettent bientôt de se tirer d'affaire.

Pour toute contribution, ils ont à payer tous les trois ans seulement une taxe de 4 ticaux 1/4 ($ 2,55) entre les mains du percepteur de leur localité, qui, en signe de libération de l'impôt, leur attache

autour du poignet un cordon dont les bouts sont attachés par une boule de stick-lac amollie au feu sur laquelle on imprime deux cachets spéciaux. Beaucoup de chinois se rachètent de cette humiliante formalité par une taxe supplémentaire de 2 ticaux 1/4 ($ 1,35), moyennant laquelle il leur est délivré un ticket qui leur sert de quittance.

A l'expiration du délai de deux ou trois mois qui leur est accordé pour se libérer, les récalcitrants sont mis en prison et n'en peuvent sortir qu'en payant double taxe, plus un tical pour frais d'arrestation, soit en tout 9 ticaux et demi ou $ 5,70.

Les hommes âgés de 60 ans et les adolescents, dont la taille n'atteint pas 1 mètre 50, sont exempts de l'impôt; en sont également exempts tous les chinois qui arrivent et repartent entre deux périodes de recouvrement.

Les immigrants chinois sont, au civil comme au criminel, assujettis à la loi Siamoise. Ils sont jugés par les tribunaux Siamois.

Cette question n'a plus été l'objet d'aucune discussion à la Chambre.

Un ancien Membre de la Chambre a publié récemment sur l'immigration chinoise une brochure, dans laquelle il conclut à la nécessité d'attirer en grand nombre l'élément chinois par des avantages sérieux, afin d'échapper au danger de l'unité de ressources, et afin de mettre en rapport la plus belle partie du pays qui est encore inculte, les indigènes n'occupant guère que les terres basses propres à la culture du riz.

---

# DROITS D'ENTRÉE ET DE SORTIE

### SUR CERTAINES MARCHANDISES.

A différentes reprises, l'Administration a cru à la nécessité de se procurer des ressources nouvelles pour le budget en frappant de droits d'entrée et de sortie quelques articles d'importation et d'exportation.

Dans sa séance du 14 mars 1871, la Chambre était saisie pour la première fois d'un projet de ce genre.

Le Directeur de l'intérieur lui exposa que, après les événements qui venaient de se passer en France, la nécessité de se suffire à elle-même s'imposait à la Colonie ; qu'elle avait tout intérêt à prendre l'initiative plutôt que d'attendre d'être imposée par la Métropole, et qu'il fallait prévoir cette éventualité, car le Gouverneur recevait fréquemment l'ordre d'augmenter les recettes. En conséquence, l'Administration se proposait de frapper, à la sortie, le riz, le paddy et le poisson, et, à l'entrée, les thés et les cotonnades, de droits fixes équivalents à environ 5 0/0 de la valeur de ces marchandises en qualité ordinaire. Ces droits figureraient au budget sous le nom de « Produits Indirects. »

La Chambre fut d'avis qu'il était nécessaire de connaître les intentions du nouveau Gouvernement, avant de prendre une détermination aussi grave, qui pourrait porter atteinte à l'exportation du riz et par suite arrêter le développement de la Colonie. Une fois établis, ces droits resteraient, et ce service qui ne serait autre chose que la Douane, quelque nom qu'on lui donnât, se compléterait de jour en jour et ne tarderait pas à atteindre toutes les exportations et importations de la Colonie.

Cependant, sur l'assurance donnée par le Directeur de l'Intérieur que le Gouverneur avait tout pouvoir sur ce point, et que, s'il croyait cette mesure nécessaire, il considérerait comme de son devoir de la mettre à exécution lorsque le moment lui semblerait opportun, la Chambre, tout en maintenant

l'avis énoncé ci-dessus, consentit à passer à la discussion des articles du projet qui lui était soumis.

Elle s'attacha surtout à écarter le droit sur le riz, ce droit pouvant porter atteinte à la production qui commençait depuis peu seulement à prendre un développement sérieux. A cet effet, elle proposa successivement une augmentation de l'Impôt Foncier, l'établissement du Cadastre pour atteindre les terres qui échappent à l'impôt et finalement l'établissement de droits d'entrée sur toutes les marchandises d'importation, l'exportation restant entièrement libre.

Toutes ces propositions durent être abandonnées devant les arguments opposés par le Directeur de l'Intérieur, lesquels étaient basés principalement sur l'urgence des nécessités budgétaires et les difficultés pratiques qui résulteraient de la mise à exécution des mesures proposées.

La Chambre alors demanda la suppression de plusieurs articles du projet et des modifications à divers autres articles.

Dans sa séance du 24 avril suivant, elle reçut communication du rapport du Directeur de l'Intérieur sur ce projet.

La Chambre fit remarquer que les chiffres qui servaient de base à l'évaluation du rendement de ces impôts avaient été empruntés aux statistiques de la Direction du Port de Commerce, lesquelles étaient alors l'objet des plus vives critiques ; qu'il était donc à craindre que les ressources, créées à la Colonie par l'établissement des droits projetés, ne fûssent exagérées.

En conséquence elle exprima le désir que la question fût plus complètement élucidée avant qu'un arrêté si important ne fût pris par le Gouverneur. Du reste, ces droits ne pouvant être établis avant la fin du 1er semestre, alors que la plus grande partie de l'exportation serait terminée, le retard ne pouvait avoir une grande importance pour cette année.

La Chambre crut également devoir appeler l'attention du Gouverneur sur l'article 1er du décret du 30 janvier 1867, qui déterminait ses pouvoirs en matière d'impôt et réservait les droits de Douane pour être réglés par des décrets.

L'Administration renonça à donner suite à ce projet.

Elle le reprit en février 1874, à la suite d'une mauvaise récolte qui devait l'obliger à faire de nombreux dégrèvements qu'elle estimait, pour l'impôt foncier seulement, à 700,000 francs. En outre, diverses dépenses, qui avaient été supportées jusqu'alors par la Métropole, venaient d'être mises à la charge de la Colonie, de sorte que, en établissant le budget local de 1874, il avait fallu supprimer presque toutes les dépenses de travaux et s'en tenir presque aux dépenses ayant un caractère obligatoire.

Pour équilibrer le budget et continuer les travaux les plus indispensables, il fallait créer de nouvelles ressources dont l'Administration évaluait l'importance de 1,200,000 à 1,500,000 francs.

Elle croyait le moment venu de reprendre le projet abandonné en 1871 ; mais, trouvant trop élevé le chiffre de 5 % de la valeur pris pour base à cette époque, elle laissait à la Chambre le soin d'examiner la question de la quotité des taxes, en lui recommandant de hâter son travail, parce qu'il fallait obtenir l'autorisation du Gouvernement Métropolitain, et qu'il paraissait nécessaire de ne rendre l'arrêté exécutoire qu'un mois et demi ou deux mois après sa publication, la perception immédiate étant de nature à troubler le commerce français.

La Chambre, sur l'observation faite par un de ses Membres que les dégrèvements d'impôts ne formaient qu'une faible partie du déficit, émit le vœu suivant :

« La Chambre de Commerce,

« Considérant que les charges incombant actuellement à la Colonie dépassent le maximum de ce
« qu'elle peut supporter, si la totalité des recettes qu'elle produit ne lui sont pas en retour exclusivement
« consacrées ;

« Considérant que, malgré la prospérité de deux années exceptionnelles, le budget des recettes n'a
« pu être complètement réalisé et devient problématique en temps de crise ;

« Mais désirant, autant qu'il est en son pouvoir, assister l'Administration à sortir de cette situation
« qui, si elle devait se prolonger, porterait à la Colonie une atteinte sans remède ;

Propose de voter l'établissement temporaire d'impôts sur une série de marchandises désignées dans le « projet de M. le Directeur de l'Intérieur ;

« Demande que le chiffre en soit calculé et le montant exclusivement affecté à couvrir les déficits « déclarés ;

« Demande expressément que l'arrêté stipule le temps pendant lequel il sera tenu en vigueur, et que « cette clause soit acceptée sans réserve par le Ministre ;

« Demande que le personnel nécessaire à l'exécution du service soit exclusivement pris dans la « Colonie ;

« Rappelle le vœu déjà émis par elle que la Colonie soit admise à participer progressivement, en la « personne de ses représentations diverses, à la discussion des budgets, à l'assiette des impôts, et « surtout à la répartition des dépenses et engagements de toutes sortes dont elle est appelée à supporter « les charges ;

« Prie M. le Gouverneur de vouloir bien transmettre à S. E. M. le Ministre de la Marine et des « Colonies, avec l'expression de nos sentiments de dévouement, l'exposé de notre situation et la « requête respectueuse que nous adressons pour obtenir un allègement aux charges sous le poids « desquelles nous succomberions fatalement, si elles étaient maintenues. »

La Chambre, examinant de nouveau cette question dans sa séance du 12 mars, fit remarquer que, pour les opérations en cours d'exécution, un délai minimum de six mois entre la publication et l'application de l'arrêté serait nécessaire ; que, à l'expiration de ce délai, on se trouverait à la fin de septembre, époque où l'exploitation est presque terminée, et que le produit des droits pendant les trois derniers mois couvrirait à peine les frais.

Elle était donc d'avis que l'établissement de la Douane était impossible pour cette année, et que, puisque la somme d'un million était nécessaire et que le crédit de la Colonie était intact, il convenait mieux de faire un emprunt qu'on trouverait facilement sur place au taux d'intérêt de 8 à 10 %, ou en France à 6 % avec la garantie de la Métropole.

Le remboursement se ferait facilement par annuités ; l'équilibre se rétablirait et on éviterait la Douane, mesure extrême que le Gouvernement devait se réserver comme ressource dernière.

La Chambre ajoutait que cependant elle ne serait pas opposée à l'établissement de la Douane, si les produits devaient être employés exclusivement à des travaux publics, (creusement de canaux, constructions de routes nouvelles et de ponts dans l'intérieur), qui développeraient la richesse du pays et permettraient de concentrer tous les produits sur le marché de Saigon par des routes faciles et rapides.

La Chambre, désireuse de voir se développer plus rapidement les produits agricoles de la Colonie, soumettait à l'Administration l'idée de faire dans ce but un emprunt de 8 à 10 millions, remboursable par annuités en 20 ou 30 ans, ce qui mettrait à 800,000 francs ou un million la somme à payer par an.

La Douane, qui fonctionnerait à partir de 1875 et pourrait produire un revenu net de 3 millions environ, serait la garantie de cette annuité.

A la suite de cet avis, l'Administration se réserva de reprendre ultérieurement l'étude de cette question lorsque le chiffre des dépenses de la Métropole, mises à la charge du budget local, aurait été fixé définitivement. Mais, pour des motifs qui n'ont pas été portés à la connaissance de la Chambre, ce projet de droits fut encore abandonné.

### DROITS D'ENTRÉE SUR LES SPIRITUEUX.

A partir du 1er janvier 1875, les spiritueux sont frappés à l'entrée d'un droit de sortie de 50 centimes pour ceux de 60° et au-dessous et de 75 centimes s'ils sont au-dessus de 60°.

Ce droit, dont il a été fait mention au sujet de la Ferme d'Opium et celle des Alcools de riz, a été mis pour assurer l'existence de ces Fermes plutôt que dans un but fiscal, Du reste, il n'est inscrit au budget que pour une somme très minime.

### DROIT DE SORTIE SUR LE RIZ ET LE PADDY.

Dans sa séance du 14 mars 1878, la Chambre fut saisie d'un projet de taxe que l'Administration se proposait de mettre sur les riz exportés, afin de suppléer au déficit de l'impôt foncier occasionné par de nombreux dégrèvements qu'elle devait accorder aux cultivateurs dont la récolte avait manqué.

En attendant que l'achèvement du Cadastre permît d'arriver à une bonne assiette de l'impôt foncier, cette taxe, qui aurait un caractère provisoire, permettrait à l'Administration de diminuer l'impôt foncier des rizières, lequel était alors réparti très-inégalement, et d'arriver ainsi à une distribution plus équitable des charges de l'impôt.

La Chambre était invitée à dire si cette taxe aurait des inconvénients au point de vue commercial.

Sur cette question, elle fit remarquer que la taxe sur les riz, retombant sur les producteurs indigènes, serait plus équitable que l'impôt foncier en ce qu'elle ne pèserait que sur ceux qui auraient produit.

Elle fut d'avis que la perception de ce droit n'aurait pas d'inconvénient sérieux au point de vue commercial, à la condition que la taxe en fut modérée et qu'il ne constituât pas un nouvel impôt, mais correspondît exactement aux dégrèvements que l'Administration avait l'intention d'accorder sur l'impôt foncier ;

Que le mode de perception fût très-simple, que les formalités à remplir ne pûssent nuire à la rapidité des opérations commerciales et en particulier des chargements de navires ;

Que les déclarations fûssent soigneusement contrôlées, qne des dispositions fûssent prises pour empêcher la fraude et que, à ce sujet, il conviendrait de se renseigner au préalable sur le mode de perception et de contrôle en usage dans les colonies voisines où cette taxe existe.

En décembre 1878 et mai 1879, la Chambre reçut des demandes d'interprétation et de modification de plusieurs articles du règlement sur les détails d'application de la vérification des cargaisons. Elle émit à ce sujet différents vœux et avis auxquels pour la plupart l'Administration a donné satisfaction.

L'arrêté du 9 septembre 1878, qui établit ce droit de sortie, le fixe à 10 cents par picul de riz et 7 1/2 cents par picul de paddy. Dès la première année, ce droit a donné un excédant considérable.

---

## MAGASINS GÉNÉRAUX

Un arrêté, en date du 15 mars 1867, a promulgué dans la Colonie les lois du 28 mai 1858 sur les négociations concernant les marchandises déposées dans les magasins généraux et sur les ventes publiques de marchandises en gros, et le décret du 12 mars 1859 relatif à l'application de ces lois.

Depuis cette époque, plusieurs personnes ont eu l'idée d'établir des magasins généraux et la Chambre a été chaque fois appelée à donner son avis ; mais ces tentatives sont toutes restées à l'état de projet.

Une fois seulement, en décembre 1875, elle a reçu communication d'un projet complètement étudié.

Ce projet, tout en ayant pour but la réception de toutes espèces de marchandises, visait surtout les riz, et tendait à leur amélioration, en imposant aux magasins généraux l'obligation de ne recevoir que des riz choisis et conformes aux besoins du commerce d'exportation. Pour cette raison, la ville de Cholon devait être choisie pour l'établissement de ces magasins.

Il contenait un devis des dépenses et estimait le capital nécessaire à la fondation de cet établissement à $ 50.000, qui aurait dû être fourni par tous ceux qui avaient intérêt à l'amélioration des riz, c'est-à-dire les maisons Européennes, les banques et les négociants Cantonnais.

Ce projet fut approuvé par la Chambre et par l'Administration qui, en outre, fit connaître à la Chambre

que, au cas où il y serait donné suite, elle serait disposée à allouer une somme de fr. 50.000 à titre de subvention.

Malgré cet appui, le projet échoua faute d'avoir pu réunir les capitaux nécessaires.

---

# VOIES NAVIGABLES

La Chambre s'est d'abord préoccupée de la navigation dans la rivière de Saigon.

### BANC DE CORAIL

En août 1869, elle demandait qu'il fût fait des études dans le but de rechercher les moyens de faire disparaître le *banc de corail* qui deviendrait un grand obstacle à la circulation, au cas où un seul navire viendrait à s'y échouer en travers. Suivant l'avis de personnes compétentes, cette opération ne présenterait pas de grandes difficultés et pourrait se faire à peu de frais.

En août 1873, la Chambre, faisant ressortir que les droits de phare et d'ancrage sont perçus dans le but d'améliorer soit le système d'éclairage des côtes, soit le balisage des passes dangereuses, demandait de nouveau des études pour pouvoir débarrasser la rivière de cet écueil, ou, tout au moins, pour améliorer la passe.

En février 1875, une Compagnie d'assurances refusa d'assurer la cargaison d'un steamer de 24 à 25 pieds de tirant d'eau, à cause du banc de corail, que ses experts avaient déclaré dangereux. A ce sujet, la Chambre émit le vœu que le Gouvernement fît établir de nouveau l'hydrographie de ce banc.

Aux diverses demandes de la Chambre pour la destruction du banc de corail, le Gouvernement colonial a pendant longtemps opposé la nécessité de le conserver pour la défense de la rivière; cependant, il paraît entrer aujourd'hui dans les vues de la Chambre, et les études récentes qu'il a fait faire ont confirmé ce qu'elle avait avancé dans le premier de ses vœux au sujet du peu de difficultés que présentera ce travail et du peu de frais qu'il entraînera.

### COURS D'EAU NAVIGABLES

Un arrêté, en date du 29 juin 1871, a institué une Commission, dans laquelle la Chambre était représentée par deux de ses Membres, à l'effet de déterminer quels étaient les cours d'eau navigables de Cochinchine où il serait nécessaire d'exécuter certains travaux d'amélioration, dans le but de faciliter la navigation au double point de vue stratégique et commercial et de statuer sur le degré d'urgence de ces travaux.

Depuis cette époque, plusieurs Commissions, dans lesquelles la Chambre était toujours représentée, ont été nommées dans le même but.

En janvier 1875, la Chambre faisait remarquer que la circulation était devenue difficile dans beaucoup d'arroyos, par suite de l'envasement qui s'était produit surtout sur les dos d'âne ; elle ajoutait que, dans les travaux à faire pour rendre ces arroyos plus facilement navigables, il fallait tenir compte de la navigation à vapeur qui paraissait appelée à prendre de l'extension dans l'intérieur du pays.

En conséquence, la Chambre appelait l'attention du Gouvernement sur la suite à donner aux travaux des Commissions qui s'étaient occupées de cette matière, et elle émettait le vœu que les arroyos principaux servant aux transports des riz fûssent élargis et creusés.

A la suite de ce vœu et principalement en vue de la navigation à vapeur, le Gouvernement fit creuser le Canal Duperré qui met en communicatiou le bas Vaïco avec le Cua-Tieu, branche nord du Mékong. Mais la navigation intérieure à vapeur n'ayant pas pris l'extension qu'on espérait et les barques de rivière

préférant suivre l'ancienne route, parce qu'elles ne trouvent pas la sécurité nécessaire dans le cours inférieur du Vaïco, ce canal qui, d'ailleurs, est impraticable aux grands bateaux des Messageries de Cochinchine, n'est guère fréquenté que par les canonnières et les chaloupes de l'État.

On creusa encore dans divers arrondissements des canaux qui mettent certains centres producteurs de riz en communication avec la grande route de fleuves et de canaux qui relie l'ouest de la Cochinchine aux marchés de Cholon et de Saigon.

Pour des raisons budgétaires, le Gouvernement a toujours reculé devant la dépense qu'occasionnerait la mise en état des canaux principaux dont l'envasement va toujours croissant.

---

## QUESTION DES RIZ.

Cette question est née en 1874.

Une forte hausse, survenue après que d'importants marchés à livrer avaient été conclus avec des vendeurs Chinois, avait conduit ces derniers à mélanger dans les riz cargo une grande quantité de paddy pour compenser, autant que possible, les pertes qu'ils subissaient à la livraison.

Un chargement de ces riz expédié au Japon fut refusé, et d'autres expédiés dans l'Inde ne purent y être liquidés que grâce à la famine qui régnait dans ce pays, mais non sans de grandes difficultés et des pertes considérables pour les expéditeurs.

Bien que l'équilibre se fût rétabli dans les cours, la qualité de nos riz cargo ne s'améliora pas, et bientôt ils furent dépréciés sur tous les marchés de consommation.

Jusqu'alors aucune coutume n'avait pu s'établir au sujet de la quotité des mélanges de brisures et de paddy; les Chinois s'étaient toujours refusés à vendre sur échantillon et n'avaient jamais voulu s'engager à livrer que la plus belle qualité existant sur le marché au jour de la livraison. Avec une condition aussi élastique, ils pouvaient, par une entente générale, établir telle qualité qu'il leur plaisait, et les acheteurs n'avaient aucune raison plausible pour refuser les livraisons et pour s'appuyer, en cas de contestations portées devant les tribunaux.

Dans le mois de septembre 1874, le commerce Européen et les principaux négociants Chinois, émus de la gravité que prenait la situation en se prolongeant, se réunirent pour rechercher la cause du mal et son remède. Ils acquirent la conviction que la cause tenait autant au peu de soin apporté dans le choix des semences qu'au mélange de diverses variétés de riz de grosseurs et de formes inégales, et à l'addition de brisures et de paddy faite sans réserve, soit par le propriétaire soit par un des intermédiaires placés entre celui-ci et le commerce d'exportation.

Quant au remède, ils pensèrent que le plus simple et le plus efficace serait une surveillance sévère exercée à Cholon sur les arrivages de l'intérieur.

Ils convinrent que les riz ronds de Gocong ne devraient pas contenir plus de 10 0/0 de brisures et 5 0/0 de paddy, et les riz longs ou de Vinh-long et ceux de Bay-xau pas plus de 15 0/0 de brisures et 5 0/0 de paddy.

Ils instituèrent une Commission permanente qui devait faire vérifier chaque jour la qualité des arrivages, faire renvoyer du marché les chargements dont l'infériorité serait constatée et, en cas de récidive, demander à l'Administrateur que des amendes fûssent infligées aux propriétaires de riz inférieurs.

La Chambre, malgré ses recherches, ne voyant pas d'autre moyen que des mesures arbitraires pour faire cesser une situation qui mettait en péril les intérêts commerciaux de la Colonie, demanda à l'Administration de sanctionner celles proposées par la réunion des négociants.

Mais le Gouvernement jugeant que ces mesures prohibitives et pénales sortaient de la légalité, n'en autorisa pas l'emploi.

La Chambre, alors, proposa la formation d'une Commission qui s'occuperait de rechercher tous les moyens propres à améliorer la qualité des riz de Cochinchine.

Le Gouvernement y consentit et désigna un Inspecteur des affaires indigènes pour faire partie de cette Commission avec trois Membres de la Chambre.

Cette Commission s'entoura de tous les renseignements relatifs à cette question qu'elle étudia avec le plus grand soin, et déposa son rapport en décembre 1875. Ce rapport concluait à la nécessité :

1º De surveiller la qualité des semences, de distribuer, à titre d'avances, à un certain nombre de cultivateurs des semences choisies par la Commission, et de donner des primes à ceux qui obtiendraient les plus beaux riz ;

2º De surveiller le décorticage et la manipulation du riz, même par des mesures arbitraires, en établissant un type de riz cargo dont les proportions seraient celles fixées par la réunion de négociants et auquel les décortiqueries devraient se conformer ;

3º De créer immédiatement dans tous les arrondissements des Comités agricoles indigènes, lesquels, composés de notables et de grands propriétaires, pourraient prêcher d'exemple en soignant davantage leur culture et en exigeant un travail plus consciencieux des industriels à qui ils confieraient la préparation de leurs produits.

La Commission signalait en outre au Gouvernement les deux défauts principaux que sa surveillance devait s'attacher à combattre : *le mélange des sortes et la grande quantité de brisures.*

Elle faisait remarquer que le premier avait pour effet de donner un aspect défectueux aux riz cargo, fussent-ils composés des plus beaux grains de chaque espèce, et de les rendre désavantageux pour le travail des usines, aussi bien celles d'Europe et d'Amérique que celles de Cochinchine.

La Commission approuvait et appuyait l'idée des magasins généraux de Cholon qui lui avait été soumise.

Elle recommandait aussi la propagation de la culture du riz Bay-Xau partout où elle était susceptible de réussir, parce que, sur les marchés de Chine, ces riz obtenaient une prime de 7 à 8 0/0 sur les riz ronds de Gocong.

La Chambre approuva le rapport de cette Commission et appuya ses conclusions par un vœu.

L'Administration parut d'abord disposée à entrer dans les vues de la Commission en ce qui concernait les avances de semences de choix aux cultivateurs ; mais, finalement, elle s'en tint à la création des Comités agricoles indigènes qui n'ont pas encore rendu tous les services qu'on espérait d'eux.

Cependant, la pratique des mélanges s'était continuée à tel point que les riz cargo en étaient arrivés à contenir 40, 50 et même 60 0/0 de paddy. Aussi, vers la fin de l'année 1877, au commencement de la saison des riz, la Chambre crut-elle devoir prendre l'initiative et proposer aux négociants Européens et Chinois de demander au Gouvernement, par voie de pétition, de prendre un arrêté fixant à ces mélanges une limite qu'ils lui désigneraient d'un commun accord. Tous paraissaient y consentir, quand arriva une nouvelle crise. En novembre et en décembre, on avait vendu à $ 1.65 des riz livrables en janvier, puis les cours s'étaient élevés et avaient atteint dans ce dernier mois $ 2.40, 2.50 et même $ 2.90. Devant cette situation, tous les négociants Chinois, acheteurs et vendeurs, s'étaient estimés heureux de ne pas s'être engagés et de pouvoir éviter, ceux-ci la ruine et ceux-là la perte de leurs avances.

Il fallait pourtant enrayer le mal qui s'aggravait de plus en plus. Des contestations pouvaient se produire devant le Tribunal de Commerce. Un capitaine de navire, arrivant à Saigon avec une charte-partie pour prendre une cargaison de riz, pouvait protester si on lui donnait du riz tellement mélangé de paddy que son navire fût rempli sans être chargé. Il importait donc de créer un usage sur lequel le Tribunal de Commerce pût s'appuyer.

La Chambre pensa qu'on pouvait obtenir ce résultat sans porter atteinte à la liberté commerciale. Il suffisait pour cela de prendre pour les riz une mesure analogue à celle qui existe pour l'intérêt de l'argent et qui fixe le taux de cet intérêt à 12 0/0 quand il n'a pas été stipulé entre les parties.

En conséquence, elle émit le vœu que, dans les cas où les contrats et charte-parties ne contiendraient aucune stipulation sur la quantité de paddy qui peut être mélangée au riz cargo, la proportion de ce mélange fût fixée à 15 0/0 de paddy, et que le Gouverneur voulût bien prendre un arrêté pour donner à cette règle force de loi.

Cet arrêté fut pris le 8 mars 1878, et il a produit en grande partie les résultats que la Chambre en attendait.

Cependant elle ne s'est pas désintéressée de cette question, et elle a nommé récemment une Commission chargée de rechercher et de proposer au Gouvernement les moyens susceptibles d'améliorer la qualité des riz de Cochinchine.

---

# INDUSTRIE SUCRIÈRE.

## SUCRERIE DE BIEN-HOA.

En avril 1871, la Chambre était appelée à donner son avis sur un système indiqué au Gouvernement pour propager la culture de la canne à sucre et d'autres denrées industrielles en Cohinchine.

L'auteur, M. Kresser, attribuait à deux causes l'état de stagnation de la culture de la canne à sucre en Cochinchine.

La première cause était l'usure pratiquée aux dépens de la population et qui, d'après des rapports adressés ultérieurement à l'Administration par les Inspecteurs des affaires indigènes, atteignait le taux de 50 à 60 °/₀ l'an.

La seconde cause consistait dans l'infériorité des moyens employés par les indigènes pour l'extraction des jus et la fabrication du sucre. La déperdition dans le rendement, résultat de cette infériorité, était estimée à plus de 50 °/₀ et évaluée pour la totalité des cultures à une somme de 8 à 10 millions de francs.

Il fallait donc substituer au mode défectueux de la fabrication annamite la manipulation perfectionnée en usage dans la plupart des grandes colonies Tropicales, pour que la Cochinchine pût devenir un pays de grande production sucrière, ce que la grande quantité de terres propres à la culture de la canne pouvait permettre d'espérer.

Mais la première usine, fondée à Bien-hoa par M. Kresser, avait rencontré jusqu'alors de telles difficultés pour son approvisionnement de cannes, que ce but ne pouvait être atteint promptement qu'autant que l'Administration consentirait à venir en aide aux usines par l'adoption d'un système propre à concilier les intérêts du revenu colonial, des planteurs et des fabricants.

Ce système consistait en :

1° la suppression de l'impôt foncier pour les terres plantées en cannes ;

2° le dégrèvement de tout ou partie des prestations personnelles à acquitter par les planteurs indigènes.

En échange de ces avantages, les planteurs devaient être tenus de livrer à l'Administration le produit en cannes d'une partie de leurs plantations. Celle-ci aurait traité pour la manipulation de ces cannes avec les Compagnies usinières qui en auraient pris livraison et qui devaient, en outre du prix de ces cannes, acquitter au Trésor Colonial un droit de 5 °/₀ sur la valeur des sucres et autres produits de leurs usines.

Le prix à payer aux planteurs indigènes devait être équivalent à la moitié de la valeur des sucres fabriqués et leur assurer ainsi une valeur au moins égale à celle qu'ils retiraient alors de la vente ou de la manipulation de leurs cannes.

Les Compagnies devaient faire aux planteurs, à un taux d'intérêt ne dépassant pas 12 $^{0}/_{0}$, des avances de $ 30 à 50 par hectare de cannes, remboursables à la livraison des récoltes. L'enregistrement des actes hypothécaires, relatifs à ces prêts, devait être réduit au droit fixe.

Chaque Compagnie devait mettre en culture, dans le délai de 4 ans, une étendue égale à celle dont la coupe lui aurait été assurée par l'intermédiaire du Gouvernement.

Le système proposé devait recevoir une application progressive, en commençant en 1871-1872 par des essais portant sur une coupe de 1,000 hectares, représentant une production de 5,000 tonneaux de sucre et une valeur de 2 millions de francs. Si les prévisions se réalisaient, on pouvait arriver en 1882-1883, tant par les plantations annamites que par la culture obligatoire pour les Compagnies, à une exploitation de 50,000 hectares représentant 250,000 tonneaux de sucre et 100 millions de francs.

M. Kresser, appelé à développer ses idées devant la Chambre, dit que, si l'idée générale était approuvée par elle et par le Gouvernement, il y aurait deux moyens pour procéder à l'exécution.

1° l'application prudente et graduelle dans les conditions indiquées par le programme;

2° la suppression radicale des moulins indigènes dans certaines circonscriptions.

Il reconnaissait que cette dernière mesure aurait d'assez graves inconvénients; elle engageait trop profondément le Gouvernement, et obligerait à ériger à bref délai les nombreuses usines nécessaires, et qui aurait pour résultat de placer le monopole de la production dans les mains de quelques Compagnies. Aussi, il revenait plus volontiers au cadre proposé dans sa note.

Sur cette question la Chambre émit l'avis que l'adoption de ces idées par l'Administration Coloniale serait un grand bienfait pour la Colonie et concilierait les intérêts de la population agricole et de l'élément européen, en ouvrant une branche de ressources nouvelles au revenu Colonial.

Le principe général une fois admis, la Chambre demandait que son application fût étudiée par une Commission spéciale dans laquelle elle serait représentée.

L'Administration fit savoir à la Chambre que, sans porter atteinte à la liberté individuelle et à la liberté du travail, elle userait de toute son influence pour décider les producteurs à porter leurs récoltes aux usines européennes et pour les engager à augmenter leurs plantations, mais qu'elle était décidée à ne rien demander par la force.

Le Gouvernement nomma la Commission demandée par la Chambre, et, le 19 septembre 1871, il prit un arrêté qui sanctionnait presque tous les points du programme proposé. La différence était que l'Administration au lieu d'exiger des planteurs des cannes pour lesquelles elle aurait traité avec les Compagnies, promettait son concours moral dans les contrats à intervenir entre ces Compagnies et les planteurs.

Cet arrêté donnait même le droit aux Compagnies de racheter tous les moulins indigènes dans la zône que leur outillage leur permettait d'exploiter, et imposait aux villages, où les moulins auraient été rachetés, l'obligation de ne pas en rétablir de nouveaux pendant une période de dix années.

Grâce à cet arrêté, l'usine de Bien-hoa eut des cannes en abondance pendant la campagne sucrière de 1871 et 1872; mais il y eut une incurie telle dans l'administration de cette usine qu'il se perdait journellement des quantités énormes de matières premières et de matières en manipulation. Il y eut un tel manque de contrôle, que les planteurs indigènes ne reçurent qu'une partie minime de ce qui était effectivement payé par la Compagnie pour l'achat de leurs cannes.

Le résultat fut que la Compagnie éprouva des pertes considérables dès cette première année; que les indigènes protestèrent contre le système en ne plantant pas de cannes l'année suivante, et que la Compagnie dut s'arrêter en laissant un passif de 2 millions de francs.

Ainsi sombra ce système qui aurait peut-être fait la prospérité de la Colonie, s'il avait été appliqué

à ses débuts par une Compagnie bien organisée, sagement administrée et pourvue d'un personnel compétent dans l'industrie sucrière.

SOCIÉTÉ DE LA NOUVELLE-ESPÉRANCE.

Malgré cette catastrophe, une nouvelle Société, confiante dans l'avenir de l'industrie sucrière en Cochinchine se fonda en 1877 au capital de 200,000 francs. Elle s'installa à proximité de Saigon, sous le nom de la Nouvelle-Espérance. Elle devait marcher lentement et progressivement, vu son modeste capital, et ne s'engager que lorsqu'elle serait sûre du succès qui avait besoin d'être démontré, à cause de la mauvaise qualité des terres qu'elle occupait.

En 1878, la Société avait environ 40 hectares plantées en cannes d'une assez belle apparence, et le Directeur, croyant la preuve suffisante, traita pour une partie du matériel de l'usine de Bien-hoa. Cela l'entraîna à faire un appel de fonds de 50,000 francs, qui fut consenti et versé par les actionnaires.

Le Directeur comptait sur le produit de la manipulation des 40 hectares plantés pour augmenter les plantations de l'année suivante, dont la récolte devait lui permettre de faire face aux engagements qu'il avait du contracter, tant pour l'achat des machines que pour le montage et la constructiou de l'usine.

Le montage ayant été défectueux, on ne put manipuler qu'une faible partie de ces 40 hectares, et le reste fut en grande partie perdu.

On entreprit néanmoins la culture de 110 hectares ; mais, vers le milieu de l'année 1879, le Directeur se trouva arrêté par le manque de fonds.

Il s'adressa alors au Gouvernement pour lui demander de lui prêter ou de lui faciliter un emprunt de $ 8,000, à rembourser en deux termes, à la coupe de 1881 et à celle de 1882.

Il faisait ressortir que l'œuvre de la *Nouvelle-Espérance* avait été entreprise dans des conditions particulièrement difficiles, sur des terrains jusqu'alors réputés stériles et ayant contre elle un précédent des plus fâcheux ; qu'elle avait dû consacrer une année entière de frais et de cultures pour faire les plants nécessaires à une grande culture, découvrir les modifications à apporter en Cochinchine aux procédés de culture en usage dans les autres colonies à sucre, et étudier entre plusieurs variétés de cannes pour trouver les plus riches à cultiver dans le pays ; qu'elle avait eu enfin à découvrir une nature d'engrais favorable à la canne et d'un prix modéré. Il n'était pas douteux, disait-il, que si cette œuvre était couronnée de succès, elle serait le signal d'autres entreprises du même genre, que l'expérience même de la *Nouvelle-Espérance* rendrait plus faciles.

Il exposait par des chiffres que cette somme de $ 8,000 lui suffirait pour atteindre l'époque de la récolte, et que les produits, obtenus en 1880-1881, lui permettraient de se libérer de tous ses engagements, sauf le second terme de remboursement de cet emprunt.

La Chambre appelée à donner son avis sur cette question, considéra que la chûte de la sucrerie de Bien-hoa avait produit un déplorable effet, et que, si la *Nouvelle-Espérance* tombait de même, l'industrie sucrière en Cochinchine serait gravement compromise, ou au moins retardée pour longtemps ; que cette industrie était une question de vitalité pour la Colonie et pouvait devenir une précieuse ressource pour la Marine Nationale ; que d'ailleurs la *Nouvelle-Espérance* avait fait un effort considérable dont il fallait lui tenir compte, et que la canne y était très-belle, malgré la qualité inférieure des terres ; qu'il y avait donc des chances de succès ; que, cependant, l'affaire étant nouvelle, la confiance du Commerce n'était pas assez grande pour que la Société pût y trouver des fonds.

En conséquence, la Chambre fut d'avis qu'il y avait lieu, dans un but d'intérêt public, de faciliter un emprunt de $ 8.000 à la société la *Nouvelle Espérance.*

Le Gouvernement Colonial fit un prêt direct de cette somme à cette Société; mais, ce prêt n'ayant été fait que dans les derniers mois de l'année, les modifications à apporter aux machines ne purent être terminées à la fin de décembre, époque à laquelle la manipulation aurait dû être commencée.

Depuis, la récolte a été manipulée; mais on n'en connaît pas encore les résultats.

# TONG-KIN

En juillet 1873, le Gouvernement local organisa une mission scientifique pour explorer le Song-Coi ou fleuve rouge (Tong-kin).

Dans le mois de septembre suivant, la Chambre vota une subvention de 2,000 francs qu'elle mettait à la disposition de cette mission, en regrettant que son budget restreint ne lui permît pas de disposer d'une somme plus en rapport avec l'importance des travaux de la mission.

Dans le mois d'octobre, elle recevait communication d'une lettre adressée par M. Dupuis au Gouverneur de la Cochinchine. M. Dupuis, faisant ressortir que, d'après les traités, la France avait le droit de faire ouvrir un port au Tong-kin pour son commerce, recommandait de choisir Hanoi, en demandant la libre circulation sur tous les cours d'eau. Le transit du Yunnan, descendant le fleuve Rouge, assurerait à ce port, dès le début, un mouvement commercial de 70 à 80 millions de francs, et quelques années plus tard, par l'extension donnée à l'exploitation des mines, de 300 millions de francs.

La Chambre déclara qu'elle ne pouvait donner son avis sur la demande de M. Dupuis avant que le Gouvernement eût résolu la question du Tong-kin, et elle exprima le désir que le Commerce fût représenté par deux négociants de Saigon dans la Commission qui aurait à choisir l'emplacement concédé à la France.

Le 15 mars 1874, la France conclut avec le royaume d'Annam un traité politique qui ouvrait au commerce Européen, sur la côte d'Annam, le port de Thin-nai ou Qui-nhon, et au Tong-kin, celui de Ninh-hai ou Hai-phong, ainsi que la ville d'Hanoi, et concédait le passage sur le fleuve du Nhi-hâ ou fleuve Rouge depuis le Yunnan jusqu'à la mer.

Ce traité fut complété, le 31 août suivant, par la conclusion d'un traité de commerce.

Ces traités sont insérés à la fin de cet ouvrage.

Dans le mois d'avril de la même année, la Chambre reçut communication de notes qui lui étaient adressées par M. Dupuis sur le Tong-kin.

M. Dupuis exposait les efforts qu'il avait faits pour découvrir l'état de navigabilité du fleuve Rouge à partir de Mang-hao (Yunnan) jusqu'à la mer, et l'urgence de l'ouverture de ce fleuve au commerce Européen, si on ne voulait pas être devancés par les Anglais qui cherchaient à détourner par la Birmanie le commerce du Yunnan. Il ajoutait que les produits de ce pays, et principalement ses métaux, pouvaient seuls alimenter notre commerce extérieur, les produits du Tong-kin ne pouvant lui donner qu'un faible aliment, ce commerce étant d'ailleurs depuis longtemps entre les mains de négociants Chinois, nés dans le pays et parlant la langue annamite.

M. Dupuis exposait enfin tous les obstacles que son entreprise avait rencontrés de la part des Mandarins Annamites, les pertes qu'il avait subies, et demandait que la Chambre émît un vœu pour que le Gouvernement de la Colonie le protégeât dans l'exécution de ses projets.

La Chambre, remerciant M. Dupuis des renseignements commerciaux qu'il avait bien voulu lui communiquer, émit le vœu que le Gouvernement pressât, par tous les moyens possibles, l'ouverture du fleuve Rouge au transit des produits du Yunnan et de ceux du sud-ouest de l'empire Chinois, et favorisât toute entreprise dans ce but.

En juillet 1875, l'Administration demandait à la Chambre de lui transmettre une note de renseignements sur les produits venant du Tong-kin sur le marché de Cholon; cette note était destinée aux Administrateurs qui allaient partir au Tong-kin pour y remplir les fonctions de Consul.

La Chambre, désireuse de fournir ces renseignements et d'y joindre des échantillons, fit des recherches

desquelles il ressortit que le commerce du Tong-kin se faisait principalement avec Macao, qu'aucun trafic direct ne se faisait entre ce pays et la Basse-Cochinchine, et que les marchandises provenant du Tong-kin, qui existaient à Cholon et sur lesquelles on ne pouvait avoir que des renseignements très-vagues, étaient pour la plupart des objets fabriqués pour l'usage annamite, et n'arrivaient en Cochinchine qu'après avoir transité en Chine.

Au mois de mars 1876, la Chambre envoya au Tong-kin un délégué qui avait mission d'étudier le commerce de ce pays.

Ce délégué y arriva dans la saison la moins propice, le marché d'Hanoi étant alors dépourvu de toute espèce de produits naturels, lesquels avaient été ou exportés avant et pendant l'hivernage ou employés par l'industrie et la consommation locales.

Il put se renseigner sur les usages commerciaux et la nature des produits du pays ; mais il ne réussit que difficilement à recueillir des informations assez vagues sur leur importance réelle, les renseignements qu'il obtenait des négociants Chinois étant le plus souvent contradictoires. Les statistiques publiées par le Directeur de la Douane Française, adjoint par les traités à la Douane Annamite, ont donné depuis des chiffres certains.

Il résultait de ses observations que la population du Tong-kin était très-dense ; que les bras excédaient de beaucoup les besoins de l'agriculture, et qu'une assez grande partie des habitants devaient chercher dans l'industrie leurs moyens d'existence ; que, par suite de l'état d'isolement dans lequel ils avaient toujours vécu, cette industrie se portait exclusivement sur la fabrication d'objets à leur usage et à celui de leurs congénères des autres parties de l'empire d'Annam, fabrication dans laquelle ils étaient souvent arrivés à un degré assez élevé de perfection, et pour les besoins de laquelle ils réservaient une grande partie des matières premières produites par le pays.

Le rapporteur ajoutait que cette situation ne devait pas être considérée comme immuable, l'ouverture toute récente encore de débouchés nouveaux n'ayant pas encore pu produire tous ses effets sur le développement des cultures indigènes, mais que, privé de la liberté de circuler dans le pays, il lui avait été impossible de se faire une idée de l'extension que la production était susceptible de prendre.

Le délégué disait encore que, grâce à la docilité et l'intelligence des indigènes et à leur désir de s'enrichir, il serait facile de faire dériver une partie des forces industrielles du pays au profit de certaines branches de l'industrie Européenne, telles que le filage et le tissage du coton qui était abondant et l'exploitation des mines de charbon, de cuivre et d'étain qu'on disait exister dans le pays ; mais il ajoutait que cela ne serait possible qu'autant que le Tong-kin serait complètement ouvert aux Européens.

Son rapport contenait en outre des appréciations politiques sur l'inobservance des traités, principalement en ce qui concernait l'ouverture du fleuve Rouge, d'Hanoi à la frontière du Yunnan.

La Chambre, examinant ce rapport en Août 1876, avant de le mettre à la disposition du commerce, crut devoir écarter ces appréciations politiques, comme sortant du cadre d'un rapport commercial et comme étant de nature à porter ombrage au Gouvernement colonial et peut-être à nuire à son action politique.

### LIGNE DU TONG-KIN.

En septembre 1879, la Chambre était saisie d'un projet de création d'une ligne régulière mensuelle de bateaux à vapeur entre Saigon et Hai-phong avec escales à Qui-nhon et à Tourane. Cette ligne ne pouvant être créée avant 18 mois, à cause des délais nécessaires à l'Administration pour préparer et publier l'adjudication, et à l'adjudicataire pour se mettre en mesure de commencer son service, le Gouvernement avait l'intention d'installer en attendant une ligne provisoire.

La Chambre, consultée sur l'opportunité de cette installation, fut d'avis que, dans l'ignorance où on

était des résultats de cette ligne, vu le peu d'importance du commerce existant, l'essai devait être tout à fait provisoire, ne dépassant pas une année, et la subvention peu considérable.

L'adjudication serait à employer, et, à titre égal, on donnerait la préférence au pavillon national.

Aucun navire remplissant les conditions du cahier des charges n'ayant été présenté pour cette première adjudication, l'administration a traité de gré à gré avec un négociant français résidant à Hai-phong, qui s'est engagé à faire le service moyennant une subvention de 200.000 fr. pour un an.

Ce service a commencé le 11 décembre dernier. Il est fait par un steamer anglais de 271 tonneaux, le *Washi*, lequel est autorisé à porter pavillon Français pendant la durée de ce service.

---

# VOIES FERRÉES.

## CHEMIN DE FER.

En 1874, la Chambre était saisie d'un projet de chemin de fer qui devait être établi entre Cholon et Saigon, avec embranchement allant jusqu'au Fort du Sud.

Sur cette partie la Compagnie devait faire dix appontements en bois ou en fonte, au choix de l'Administration, où les vapeurs et les voiliers auraient pu accoster à toute heure et effectuer leur chargement avec une grande rapidité.

Elle devait faire trois appontements pareils au-dessus de la direction du Port de Commerce, et construire un pont à Saigon, sur l'arroyo chinois, pour l'embranchement du Fort du Sud.

La Chambre, faisant la comparaison entre le service du batelage, qui perd un temps considérable à cause des marées, et celui du chemin de fer qui effectuerait les transports rapidement et sans interruption, constatant en outre que, d'après les termes de la demande de concession, les prix de transport seraient réduits de 33 0/0 et ne pourraient que diminuer par suite de la concurrence qui s'établirait entre les deux services, émit un avis très-favorable à cette demande.

La concession définitive fut accordée par arrêté du 18 octobre 1875; mais le concessionnaire n'ayant pu parvenir à constituer une Compagnie pour la construction et l'exploitation de la ligne projetée, la déchéance de ses droits fut prononcée par arrêté en date du 20 octobre de l'année suivante.

## TRAMWAY A VAPEUR.

En octobre 1879, la Chambre a été appelée à donner son avis sur l'utilité et la convenance d'un projet de tramway à vapeur à établir entre Saigon et Cholon pour voyageurs et petits colis.

La Chambre émit un avis favorable à cette demande.

Après une enquête de commodo et incommodo, une Commission, composée de négociants et de propriétaires de Saigon et de Cholon, donna également un avis favorable dans le procès-verbal qu'elle dressa de ses opérations dans le mois de décembre dernier.

# RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

# RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.

## PORT DE SAIGON.

Le port de Saigon est situé dans la rivière de Saigon, affluent du Donnaï, à 40 milles du cap Saint-Jacques. Il offre un abri sûr et commode aux navires du plus fort tonnage.

Le feu du cap Saint-Jacques, qui s'aperçoit à 28 milles, permet facilement aux capitaines d'entrer de nuit. Les tempêtes des mers de Chine et du Bengale n'arrivent presque jamais jusqu'aux parages du Cap (1).

Un bateau-feu, mouillé devant le village de Cangiou, signale les bancs situés à l'embouchure de la rivière. Au-delà, la seule difficulté est le *banc de corail*, que les plus grands navires franchissent sans aucun danger à mer haute (2).

Les droits de phare et d'ancrage sont de deux francs par tonneau pour navires arrivant et partant chargés, et d'un franc pour ceux qui arrivent ou partent sur lest. Les navires arrivant sur lest et partant de même ne paient aucun droit, de même que ceux chargés pour compte de l'État. De plus, sont considérés comme sur lest, pour le paiement des droits d'ancrage, tous les bâtiments dont la pacotille est inférieure, en encombrement, au vingtième de la jauge du navire, et, en valeur, à cinq francs par tonneau de jauge; sont traités de même les navires en relâche ou en transit, à moins qu'ils n'embarquent ou ne débarquent plus du vingtième de leur jauge.

A l'entrée, les marchandises, de quelque provenance qu'elles soient, ne paient aucun droit, sauf les alcools qui paient cinquante centimes par litre s'ils sont de 60° et au-dessous et soixante-quinze centimes s'ils sont au-dessus.

(1) Le Gouvernement a engagé des négociations avec la cour d'Hué pour l'établissement d'un phare sur le cap Padaran. Il fait faire des études pour l'éclairage des îles Poulo-Condore.

(2) Le Gouvernement a fait également étudier les moyens d'améliorer l'éclairage de l'entrée de la rivière; il est question de placer un feu à la pointe Ganh-Ray et un autre sur la rive en face et en remplacement du bateau-feu.

Il est aussi question de faire disparaître le banc de corail qui, d'après des études récentes, ne serait qu'un banc d'argile dure pouvant être creusé par une drague.

A la sortie, le riz paie 10 cents par picul et le paddy 7 cents et demi.

Le taux officiel de la piastre est actuellement fixé à cinq francs trente-cinq centimes pour les sommes à verser au Trésor ou à en recevoir.

---

## PILOTAGE.

Le pilotage dans la rivière de Saigon est obligatoire. Le service est fait par dix-sept pilotes dont un est spécialement attaché à la Compagnie des Messageries Maritimes.

### TARIF DES PILOTAGES.

Ce tarif, qui était fixé précédemment sur le tirant d'eau, a été suffisamment rémunérateur jusqu'en 1875. Mais, depuis cette époque, l'accroissement progressif du nombre des steamers et les modifications apportées dans la forme de ces navires ont nécessité une révision du tarif et une réduction dans le nombre des pilotes qui était alors de 20.

A compter du 15 mars 1879, ce nombre a été réduit à 17 et le tarif du pilotage fixé d'après le tonnage, ainsi qu'il suit :

1° Depuis le cap Saint-Jacques (ou Baie des Cocotiers) jusqu'à Saigon :

| | |
|---|---|
| pour les voiliers non remorqués, par tonneau de jauge........................... | 10 cents. |
| pour les voiliers remorqués et les vapeurs, par tonneau de jauge..................... | 8 » |

2° Depuis Cangiou jusqu'à Saigon :

| | |
|---|---|
| pour les voiliers non remorqués, par tonneau de jauge........................... | 9 » |
| pour les voiliers remorqués et les vapeurs, par tonneau de jauge,..................... | 7 » |

Les navires sur lest ne paient que les trois quarts des tarifs ci-dessus.

Le produit total des pilotages de navires de commerce avait été :

| | |
|---|---|
| En 1875.................................................. | $ 28.241.32 |
| En 1876.................................................. | $ 27.802.20 |
| En 1877.................................................. | $ 29.965.25 |
| En 1878.................................................. | $ 22.843.37 |
| En 1879, grâce à l'application du nouveau tarif, à partir du 15 mars, il a été de .............................................. | $ 38.716.09 |

Le pilotage des bâtiments de guerre français et étrangers ne sont pas compris dans ces chiffres ; ils se sont élevés en 1875 à $ 3.431.02 et en 1876 à $ 4.018.51. Le tarif de ces pilotages, également augmenté à partir du 15 mars 1879, assure aux pilotes un produit annuel au moins égal à ce dernier chiffre.

---

## REMORQUAGES.

Il n'y a pas actuellement de service régulier. Les remorquages sont faits occasionnellement, à la montée comme à la descente de la rivière, par les bateaux à vapeur des Messageries de Cochinchine, quand il s'en trouve de libres sur rade. Le tarif de cette Compagnie, pour le parcours complet du cap Saint-Jacques ou de Cangiou à Saigon est de :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Navires de 150 tonneaux et au-dessous | | | $ 65 |
| » | 150 à 200 tonneaux | | 75 |
| » | 200 à 250 | » | 80 |
| » | 250 à 300 | » | 90 |
| » | 300 à 350 | » | 100 |
| » | 350 à 400 | » | 110 |
| » | 400 à 450 | » | 120 |
| » | 450 à 500 | » | 125 |
| » | 500 à 550 | » | 130 |
| » | 550 à 600 | » | 135 |
| » | 600 à 650 | » | 140 |
| » | 650 à 700 | » | 145 |
| » | 700 à 750 | » | 150 |
| » | 750 à 800 | » | 155 |
| » | 800 à 850 | » | 160 |
| » | 850 à 900 | » | 165 |
| » | 900 à 950 | » | 170 |
| » | 950 à 1.000 | » | 175 |
| » | 1.000 à 1.050 | » | 185 |
| » | 1.050 à 1.100 | » | 195 |
| » | 1.100 à 1.150 | » | 205 |
| » | 1.150 à 1.200 | » | 215 |
| » | 1.200 à 1.250 | » | 225 |
| » | 1.250 à 1.300 | » | 235 |
| » | 1.300 à 1.350 | » | 245 |
| » | 1.350 à 1.400 | » | 255 |
| » | 1.400 à 1.450 | » | 265 |
| » | 1.450 à 1.500 | » | 275 |

Il est fait des conditions spéciales pour les navires de plus de 1500 tonneaux.

Les navires pris en rivière paient 1/2, 1/3 ou 3/4 du remorquage, selon la distance à parcourir.

---

## DOCK.

Il existe à Saigon un Dock flottant capable de soulever les navires du plus fort tonnage. Ce Dock appartient à l'Etat.

Les navires de Commerce peuvent y être admis et s'y faire réparer par l'industrie privée, quand il n'est pas occupé par les bâtiments de l'Etat.

Les droits de location du Dock sont de :

| | | |
|---|---|---|
| Pour le jour de l'entrée | Bâtiments à voiles, par tonneau | fr. 0.80 |
| | Bâtiments à vapeur, par tonneau | 1.00 |
| Pour chaque journée de séjour y compris celle de la sortie | Bâtiments à voiles, par tonneau | 0.40 |
| | Bâtiments à vapeur, par tonneau | 0.50 |

Ces droits ne sont payés pour les dimanches et jours fériés qu'autant qu'il est travaillé dans le bassin.

Le tonnage des navires à voiles est calculé d'après la jauge légale ; celui des bâtiments à vapeur d'aprés la même jauge augmentée des deux tiers.

Les droits sont calculés sur 400 tonneaux pour les navires d'un tonnage inférieur à ce chiffre.

Pour les navires de plus de 1,000 tonneaux les droits sont réduits de moitié pour chaque tonneau en sus des 1000 premiers jusqu'à 1500 et des trois quarts pour chaque tonneau en sus des 1500 premiers.

Les frais d'entrée, d'échouage, d'accorage et de sortie sont à la charge de l'État qui se réserve, cependant, le droit de réclamer le concours de l'équipage.

Un second Dock flottant est actuellement en construction, également pour le compte de l'État.

## JUSTICE.

Le service judiciaire à Saigon se compose de :

1° Un Tribunal de la Justice de Paix ;

2° Un Tribunal de première instance. Comme Tribunal Civil, il connaît en dernier ressort de toutes les demandes qui n'excèdent pas 1.500 francs de valeur déterminée ; toutes les autres actions sont susceptibles d'appel ;

3° Un Tribunal de Commerce dont les attributions sont les mêmes que celles des Tribunaux de Commerce de France. Ce Tribunal a été institué par décret du 25 juillet 1864. Par décision du 9 janvier 1879, ses attributions ont été provisoirement réunies à celles du Tribunal Civil qui tient une audience par semaine pour les affaires commerciales (1) ;

4° Une cour d'Appel.

Le recours en cassation est ouvert pour les arrêts de la Cour d'appel de Saigon.

Les contestations qui peuvent résulter des fournitures de toutes sortes faites à l'État, sont jugées administrativement par le Conseil privé du Gouverneur, sauf recours au Conseil d'État.

## CONSULATS.

Les Nations suivantes sont représentées à Saigon par des Consuls ou des Agents Consulaires :

Allemagne
Autriche-Hongrie
Belgique
Danemark
Espagne
Grande-Bretagne
Italie
Pays-Bas
Portugal

(1) Un décret en date du 13 mars 1880 réorganise le Tribunal de Commerce ; ce décret a déjà reçu un commencement d'exécution.

Le royaume d'Annam y entretient un premier et un second Consul depuis qu'il a conclu avec la France le traité de commerce de 1874.

---

## COURTIERS DE MARCHANIDSES.

Les fonctions de Courtier de marchandises ont été instituées par un arrêté en date du 15 mars 1867, portant promulgation de la loi du 18 juillet 1866 sur ces courtiers.

Le royaume d'Annam y entretient un premier et un second Consul depuis qu'il a conclu avec la France le traité de commerce de 1874.

En même temps que cette loi, était promulguée celle du 28 mai 1858 sur les magasins généraux et les ventes publiques de marchandises en gros.

Un autre arrêté de même date réglemente les ventes à l'encan et donne aux courtiers inscrits le droit exclusif de procéder aux prisées et à la vente aux enchères publiques de tous biens meubles et marchandises neuves et d'occasion.

Pendant plusieurs années, les courtiers inscrits ont été au nombre de trois, mais la diminution progressive de la navigation à voiles ayant restreint leurs opérations, il n'en reste actuellement qu'un seul.

---

## ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT.

Il existe à Saigon plusieurs établissements de crédit qui suffisent aux besoins du commerce de la place. Les deux principaux sont : la *Banque de l'Indo-Chine* et la *Hongkong et Shanghaï banking corporation*.

La *Banque de l'Indo-Chine,* instituée par décret du 21 janvier 1875, jouit du privilége exclusif d'émettre, sous la surveillance de l'État, des billets au porteur qui, à Saigon, sont formulés en piastres. Ces billets ont été bien accueillis, dès le début, par le commerce et par le public ; ils sont reçus comme monnaie légale dans les caisses publiques et circulent dans toute la Colonie.

Cette banque est autorisée, ainsi que les autres banques coloniales, à faire des prêts sur récoltes pendantes et sur marchandises. Jusqu'à présent, ces opérations sont presque nulles en matière de prêts sur marchandises, parce qu'il n'y a pas encore de *Magasins généraux* à Saigon, et pour les prêts sur récoltes, par des raisons multiples qui tiennent à la nature même du pays et font que le cultivateur indigène ne peut pas se mettre en relation directe avec la Banque. Ces prêts ne peuvent se faire que par le double intermédiaire de l'Administration qui les garantit et des notables propriétaires des villages qui, avant la création de la Banque, faisaient ce genre d'opération pour leur propre compte.

La création de la Banque de l'Indo-Chine n'a pas augmenté le nombre des établissements de crédit de la Colonie, cette banque ayant pris la place et continué les affaires commerciales de l'agence du Comptoir d'escompte qui existait à Saigon depuis longtemps.

La *Hongkong and Shanghaï banking corporation* a établi en 1870 une agence à Saigon où elle était représentée jusqu'alors par des correspondants. La présence de cette nouvelle banque et les facilités qu'elle a données au commerce ont beaucoup contribué au développement des affaires commerciales de la place. Actuellement elle a restreint ses opérations qui se bornent principalement aux achats et aux ventes de traites.

Deux autres banques sont représentées sur place, ce sont la *Chartered Bank of India, Australia and China,* et la *Chartered Mercantile Bank of India, London and China.* Ces banques font uniquement les achats et ventes de traites sur l'étranger.

*Le taux de l'Intérêt est libre dans la Colonie.*

Dans les cas seuls où il n'a pas été stipulé, les tribunaux le fixent à 12 0/0 par an, ainsi que cela se pratique légalement dans les autres Colonies françaises.

Le taux des Banques varie de 12 à 18 0/0 par an.

Entre indigènes, d'après la loi annamite, l'intérêt ne doit pas dépasser 3 0/0 par mois, mais dans la pratique il atteint des taux beaucoup plus élevés.

Pour les prêts sur récoltes, faits par la Banque de l'Indo-Chine sous la garantie du Gouvernement local, le taux de l'intérêt est de 15 0/0 par an.

NOTE *sur les opérations de la Succursale de la Banque de l'Indo-Chine en 1879.*

| | | |
|---|---|---|
| Le montant des opérations de toute nature s'est élevé pendant la gestion de 1879 à la somme de | $ | 19.934.551.32 |
| Il avait atteint en 1878 le chiffre de | | 11.543.845.55 |
| D'où il résulte une différence en plus de | $ | 8.390.705.77 |

Cette augmentation, d'environ 75 % est due en partie à l'abondance de la récolte des riz en 1879. Elle porte tout d'abord sur les achats de traites documentaires sur Hong-kong qui, en 1878, n'ont été que de.......... $ 1.157.555.77
et ont atteint en 1879 le chiffre de.......... 2.494.705.00
c'est-à dire plus du double.

Ces achats comprennent trois opérations qui, bien que distinctes, sont connexes et qui ont augmenté dans les mêmes proportions :

1° les avances sur traites ;

2° les escomptes de traites documentaires ;

3° les tirages de la succursale en couverture de ses remises, ou les envois d'espèces de son correspondant de Hong-kong pour entretenir l'encaisse métallique de la Succursale au-dessus de la limite statutaire et légale.

Les remises de papier sur l'Europe, faites directement par la Succursale ont augmenté également dans une proportion énorme qui est due en partie, il est vrai, au prix modéré des riz, mais beaucoup aussi à la meilleure préparation de ce produit qui commence à être mieux apprécié sur les marchés Européens.

Les achats de papier sur Singapore, Java et la Réunion ont également progressé d'une manière sensible. Le tableau comparatif ci-joint fait voir qu'ils ont doublé pour Singapore et quintuplé pour la Réunion. Le chiffre de nos remises sur cette dernière colonie consistant en traites accompagnées de documents des chargements de riz, démontre que nos riz d'usines commencent, là aussi, à pouvoir supporter la concurrence de ceux de l'Inde, où la Réunion s'approvisionnait presque exclusivement jusqu'ici.

En temps ordinaire, la récolte de riz à Java suffit à peu près à sa consommation ; tel a été le cas en 1878, et ce n'est que par suite de la mauvaise récolte de la dernière année que de fortes demandes ont été adressées à Saigon.

Les tirages sur l'Europe, opérés presqu'en totalité par le correspondant de la succursale à Hongkong, ont été nécessités en partie pour faire face aux demandes de remboursement du Trésor, qui a fait

présenter tout à coup aux guichets de la Banque une grande quantité de billets qui s'étaient accumulés dans ses caisses.

Les opérations sur place ont progressé comme les affaires avec l'étranger.

| | | |
|---|---|---|
| Les escomptes de papier, notamment, qui en 1878 n'ont été que de.... | $ | 2.281.806.57 |
| ont atteint en 1879.......................................... | | 3.206.614.77 |
| Soit une augmentation de............ | $ | 924.808.20 |

qui démontre suffisamment que la Banque est venue en aide dans une large mesure au commerce et à l'industrie de la place.

| | | |
|---|---|---|
| Les prêts sur récoltes qui, en 1878, avaient été par hasard de......... | $ | 30.323.00 |
| n'ont atteint en 1879 que........................................ | | 2.090.00 |

Ce résultat est peu satisfaisant après cinq ans, mais depuis la fondation de la Banque ces prêts n'ont pas dépassé $ 7 à 8,000, malgré les services qu'ils pourraient rendre à l'agriculture indigène.

Aucun prêt sur récolte n'est resté en souffrance.

En résumé l'accroissement considérable des opérations de la Succursale est la meilleure preuve de la part qu'elle prend au développement du commerce de la Colonie.

| | | |
|---|---|---|
| L'émission de billets au porteur atteignait au 31 décembre 1879 le chiffre de | $ | 2.190.000.00 |
| au 31 décembre 1878 il n'était que de.......................... | | 1.600.000.00 |
| La différence.............. | $ | 590.000.00 |

représente le montant de l'émission faite dans le cours de l'année 1879.

| | | |
|---|---|---|
| Le montant des billets au porteur en circulation au 31 décembre 1879 était de | $ | 786.430.00 |
| L'année dernière, la Banque a eu pour une somme de .............. | | 23.838.69 |

d'effets tombés en souffrance.

L'Assemblée générale des Actionnaires n'aura lieu que vers le mois de mai prochain, et elle fixera alors le dividende à distribuer pour l'année 1879.

# TABLEAU *comparatif des Opérations de la Succursale de la Banque de l'Indo-Chine pendant les années 1878-1879.*

| | NATURE DES OPÉRATIONS | ANNÉE 1878 | ANNÉE 1879 | AUGMENTATION sur 1878 | DIMINUTION sur 1878 | *Observations.* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | $ | $ | $ | $ | |
| Opérations sur place. | Effets escomptés sur place.......... | 2.281.806 57 | 3.206.614 77 | 924.808 20 | » »» | |
| | Effets ems par les correspondants .. | 133.981 36 | 280.160 72 | 146.177 36 | » »» | |
| | Avances en compte courant......... | 1.377.971 64 | 2.027.468 60 | 649.496 96 | » »» | |
| | Avances sur traites à livrer......... | 1.198.603 50 | 2.700.302 72 | 1.501.699 22 | » »» | |
| | Avances sur récoltes.............. | 30.323 »» | 2.090 »» | » »» | 28.233 »» | |
| | Avances sur titres................. | 2.017 12 | 53.590 74 | 51.573 62 | » »» | |
| | Avances sur nantissements.......... | 15.508 45 | 17.614 99 | 2.106 54 | » »» | |
| | Totaux des opérations sur place.. | 3.040.211 64 | 8.287.842 54 | 3.275.863 90 | 28.223 »» | |
| Remises faites par la succursale et par ses correspondants pour son compte. | Remises sur l'Europe (papier)....... | 129.248 98 | (1) 986.758 37 | 857.509 39 | » »» | (1) Sur France : $ 316.638.33, remis directement par la Succursale. |
| | Remises sur l'Europe (envois de fonds) | 177.150 93 | 53.391 64 | » »» | 123.759 29 | |
| | Remises sur Hongkong............ | 1.157.555 79 | 2.494.705 »» | 1.337.149 21 | » »» | |
| | Remises sur Singapore............. | 391.690 »» | 781.267 60 | 389.577 60 | » »» | 140.307.15, » par la Réunion } en couverture des remses faites sur ces places par la Succursale. |
| | Remises sur Java.................. | » »» | 75.968 96 | 75.968 96 | » »» | 41.984.43, » par divers } en couverture des remses faites sur ces places par la Succursale. |
| | Remises sur la Réunion............ | 31.251 38 | 162.338 04 | 131.086 66 | » »» | |
| | Remises diverses.................. | » »» | 383 29 | 383 29 | » »» | Sur Londres : |
| | Totaux des Remises... | 1.886.897 08 | 4.554.812 90 | 2.791.675 11 | 123.759 29 | $ 487.828.46, » par la Succursale., Hongkong et Singapore. |
| Tirag. effectués par la succursale et ses corresp. p. son compte. | Tirages sur l'Europe............... | 103.499 49 | (2) 895.276 71 | 791.777 22 | » »» | (2) Sur France : $ 108.909 28 fournis directement par la succursale. |
| | Tirages sur Hongkong y compris ceux télégraphiés.................... | 844.102 66 | 1.171.884 46 | 327.781 80 | » »» | Sur Londres : |
| | Tirages sur Singapore............. | 234.984 49 | 303.841 07 | 68.856 58 | » »» | $ 786.367 43 fournis directement par la succursale et par Hongkong. |
| | Tirages divers.................... | 4.847 50 | 4.734 37 | » »» | 113 13 | |
| | Totaux des tirages... | 1.187.434 14 | 2.375.736 61 | 1.188.415 60 | 113 13 | |
| Opérations diverses. | Comptes courants d'espèces......... | 2.918.509 15 | 2.719.053 11 | » »» | 199.456 »» | |
| | Fonds reçus de Hongkong.......... | 462.300 »» | 1.800.000 »» | 1.337.700 »» | » »» | |
| | Fonds reçus de Singapore.......... | 40.000 »» | 180.000 »» | 140.000 »» | » »» | |
| | Effets à payer.................... | 8.493 54 | 17.106 16 | 8.612 62 | » »» | |
| | Totaux des Opérations diverses.. | 3.429.302 69 | 4.716.159 27 | 1.486.312 62 | 199.456 04 | |
| | TOTAUX GÉNÉRAUX...... | 11.543.845 55 | 19.934.551 32 | 8.742.267 23 | 351.561 46 | |

## ASSURANCES.

Un grand nombre de Compagnies d'assurances contre les risques de mer et contre l'incendie sont représentées à Saigon. On en compte jusqu'à 33, mais la plupart ne le sont que pour la liquidation éventuelle d'assurances conclues en Europe ou dans les ports voisins.

On n'en peut guère citer que six qui fassent des affaires sur place, et, dans ce nombre, une seule compagnie française d'assurances contre l'incendie, qui a établi depuis peu une agence à Saigon.

Il existe aussi une compagnie d'assurances sur la vie.

---

## POSTES.

La Cochinchine est entrée avec la France dans l'union générale des Postes.

Les tarifs sont de :

fr. 0.25 par 15 grammes pour lettres affranchies ;
« 0.05 par 50 grammes pour papiers d'affaires, échantillons et imprimés ordinaires, de provenance ou à destination de la Métropole ;
« 0.35 par 15 grammes pour lettres affranchies ;
« 0.08 par 50 grammes pour papiers d'affaires, échantillons et imprimés ordinaires, à destination des autres Colonies Françaises et de tous les pays de l'union.

La Poste délivre à toute personne qui en fait la demande des mandats payables en France et dans les colonies françaises. Le chiffre maximum de chaque mandat est de 500 francs.

Pour ces mandats, la poste reçoit la piastre au taux officiel de 5.35, mais, en outre du droit fixe de 1 0/0, elle prélève une perception additionnelle dont le chiffre est fixé par des arrêtés du Gouverneur de la Cochinchine.

Au 31 décembre 1879, le chiffre de la perception additionnelle était de 10 0/0.

Un arrêté du 28 juillet 1879 a organisé le service des mandats télégraphiques, lesquels sont payés par la Poste.

Ce service fonctionne seulement entre Saigon et les centres des divers arrondissements de la Cochinchine.

---

## TÉLÉGRAPHE.

Saigon est en communication télégraphique par Singapore avec la voie des Indes et par Hongkong avec celle de Sibérie.

Les télégrammes internationaux expédiés de Saigon sont soumis aux taxes suivantes :

| DESTINATION | TAXES | |
|---|---|---|
| Europe | $.1 95 | le mot |
| Égypte | 2 14 | |
| Aden | 1 80 | |
| Inde : stations à l'ouest de Chittagong, via Madras | 1 18 | |
| — — , via Rangoon | 1 24 | |
| Inde : stations à l'est de Chittagong, via Madras | 1 24 | |
| — — , via Rangoon | 1 18 | |
| Ceylan, via Madras | 1 24 | |
| — via Rangoon | 1 30 | |
| Birmanie, via Madras | 1 29 | |
| — via Rangoon | 1 23 | |
| Penang | 0 73 | |
| Singapore | 0 45 | |
| Java | 0 78 | |
| Australie du Sud, Victoria et Tasmanie | 1 84 | |
| Nouvelle-Galles du Sud, et Queensland | 1 89 | |
| Hong-kong | 0 45 | |
| Shang-haï et Amoy | 0 89 | |
| Japon (Nagasaki) | 1 34 | |
| — (autres stations) | 1 58 | |

Un bureau télégraphique, établi au cap Saint-Jacques, reçoit les dépêches des capitaines de navires. Pour les télégrammes transmis du Cap à Saigon, comme pour tous ceux qui empruntent le réseau de l'intérieur, le tarif est de 05 centimes par mot, sans que le prix de la dépêche puisse être moindre de 50 centimes.

Le réseau de la Cochinchine Française et du Cambodge compte actuellement 2.008 kilomètres de fil et 18 câbles sous-fluviaux desservant 25 bureaux.

---

## POIDS ET MESURES.

La plupart des marchandises d'exportation se vendent au poids; quelques-unes seulement sont vendues à la pièce.

Les marchandises d'importation se vendent également au poids ou par colis (balle, caisse, baril ou barrique), ayant une contenance ou un poids déterminé.

Les Européens seuls font usage des poids et mesures français.

Les Indigènes et les Chinois se servent des poids et mesures annamites.

### POIDS.

Dans les transactions entre Européens et Chinois, l'unité de poids usitée est le picul ordinaire ou petit picul.

Il équivaut à ℔ 133 1/3 ou 60 k. 400; il se divise en 100 cattis, le catti vaut donc 0 k. 604; le catti se divise en 16 taëls ou luongs dont chacun vaut 0 k. 037.750; le taël a deux sous-multiples décimaux, le dong, qui vaut 0 k. 003.775, et le phan qui vaut 0. k. 000.377.

Le taël et ses subdvisions ne sont guère employés que par les Chinois et les Annamites pour peser l'or, l'opium et les marchandises précieuses.

En outre du picul ordinaire, qui est encore appelé picul de 40 ligatures (c'est-à-dire équivalant au poids de 40 ligatures de sapèques), les Asiatiques se servent :

Du picul de 42 ligatures qui équivaut à ℔ 148 ou k. 63.600, et de celui de 45 ligatures qui équivaut à ℔ 150 ou k. 68 environ.

Ces divers piculs sont employés selon l'usage particulier à chaque sorte de marchandises. Les deux derniers se divisent en 100 parties; ils ne paraissent pas avoir d'autres subdivisions.

En vertu d'un usage qui s'est établi sur la place de Saigon, le riz est livré au picul de 134 ℔ ou 60 kilog. 758 gr.

### MONNAIES.

Les monnaies en usage en Cochinchine sont la piastre mexicaine et ses subdivisions qui sont en argent les 50/100, 20/100 et 10/100 et en cuivre 1/100 et 1/500; ces dernières sont percées au milieu d'un trou carré qui permet de les réunir par un lien. Les monnaies divisionnaires sont frappées par le Gouvernement français à l'usage exclusif de la Cochinchine.

La monnaie indigène, nommée communément sapèque, est un disque en zinc percé au milieu d'un trou carré. L'unité monétaire est, à proprement parler, la ligature, qui est composée de 600 sapèques et qui sert de base au picul.

Le diamètre de la sapèque sert également de base aux mesures indigènes de longueur et de superficie.

L'usage de cette monnaie se restreint de plus en plus et sa valeur a subi une progression décroissante très-sensible. Le change, qui dans les premières années de l'occupation était de 5 ligatures par piastre et même de 4 au moment des achats de riz, est aujourd'hui de 6 1/2 à 7 et parfois même 7 1/2.

---

## MOYENS DE COMMUNICATION.

La Cochinchine est en communication postale avec l'Europe par les paquebots des Messageries Maritimes. Les départs de Marseille ont lieu régulièrement de deux en deux semaines et sont au nombre de 26 par an. Ceux de Saigon varient suivant les saisons, ils sont calculés de manière à ce que les arrivées à Marseille soient aussi régulières que possible.

Les paquebots de la *Péninsular et Oriental Steam Navigation Company* transportent également les correspondances de l'Europe pour la Cochinchine. Ils les déposent à Singapore d'où elles sont réexpédiées à l'occasion par des steamers du commerce partant de ce port à destination de Saïgon et le plus souvent par les paquebots des Messageries Maritimes. De même la Colonie ne peut que rarement profiter des départs de la malle anglaise pour correspondre avec l'Europe. (1)

Les communications postales avec les ports voisins sont assurées tant par les paquebots des Messageries Maritimes que par les steamers du Commerce, ces derniers offrant des occasions assez fréquentes principalement dans les six premiers mois de l'année.

(1) Le Gouvernement se propose de subventionner une ligne de steamers pour correspondre à Singapore avec les malles anglaises.

La Cochinchine vient d'être mise en communication régulière avec le Tonkin par l'établissement d'un service mensuel de bateau à vapeur entre Saigon et Hai-phong avec escales à Qui-nhon et à Tourane. Ce service établi pour un an à titre d'essai a commencé le 11 décembre 1879.

Le service de l'intérieur se fait par les bateaux à vapeur des Messageries de Cochinchine et par des courriers à cheval désignés sous le nom de « trams. » Un service journalier de diligence est établi depuis peu entre Saigon et Bien-hoa pour le transport des correspondances et des voyageurs.

Des routes actuellement en construction ou en projet permettront prochainement l'établissement de services de voitures entre Saigon et d'autres centres de la Colonie.

## MESSAGERIES MARITIMES.

La Compagnie des Messageries Maritimes dont le service a été établi en 1862 jouit d'un double privilège ; elle reçoit de la Métropole une forte subvention et le Gouvernement de la Colonie exempte ses paquebots des droits de phare et d'ancrage.

Ces paquebots constituent la seule ligne de steamers qui permette au commerce d'exporter en Europe les produits de la Colonie.

Cette situation prépondérante permet à la Compagnie de maintenir à Saigon ses tarifs qui sont très-élevés, alors que dans les ports voisins, où elle est en concurrence avec d'autres lignes de steamers, elle conforme les prix de ses frets aux cours de chaque place.

D'après le premier contrat intervenu entre l'Etat et cette compagnie la tête de ligne devait être à Saigon. La Compagnie a été autorisée, sur sa demande et dans son intérêt particulier, à transporter la tête de ligne à Hong-kong sans que le commerce de Saigon ait reçu aucune compensation ni à cette époque ni dans les contrats postérieurs.

## MESSAGERIES DE COCHINCHINE.

Un service de bateaux à vapeur désigné sous le nom de « Messageries de Cochinchine » met Saigon en communication régulière avec les différents centres de la Colonie et avec Phnom-penh la capitale du Cambodge.

Ce service est hebdomadaire pour Phnom-penh et dessert sur sa route Mytho, Vinh-long et Sadec.

Il est également hebdomadaire par les provinces de l'Ouest ; sur ce parcours, il touche à Mytho, Bentré, Vinh-long, Travinh, Sadec, Long-xuyen, Dai-nghai (Soctrang) et Chaudoc.

Il est semi-mensuel pour le cap Saint-Jacques, Baria, Bien-hoa, Gocong, Tai-ninh, Tân-an et Thu-dâu-mot.

Ce service reçoit une subvention dont une partie est remboursée à la Colonie par la Métropole et le Roi du Cambodge.

## LIGNE DU TONKIN.

Un service mensuel de bateau à vapeur, subventionné par la Colonie, a été établi entre Saigon et

Hai-phong avec escale à Qui-nhon et à Tourane, dans le but de développer les relations commerciales de la Cochinchine avec le Tonkin et la côte d'Annam.

Ce service est établi provisoirement pour une durée d'un an ; le premier départ a eu lieu le 11 décembre 1879.

A défaut de vapeur français, ce service a été concédé à un vapeur anglais le « Washi » qui a été autorisé à porter le pavillon français pendant la durée de la concession.

---

# INDUSTRIE.

L'Industrie européenne est représentée en Cochinchine par :

1° Deux usines à décortiquer et à blanchir le riz, situées l'une à Saigon l'autre à Cholon, qui fonctionnent depuis dix ans et qui après plusieurs années de lutte contre la routine sont actuellement en pleine voie de prospérité. Ces usines ne s'emploient aujourd'hui qu'au blanchissage du riz qui suffit à les occuper au point qu'elles sont presque toujours engagées pour plusieurs semaines.

Elles sont pourvues de « barley mills » et peuvent livrer au commerce des riz blancs glacés dits n° 1 qui sont expédiés à Marseille et dans l'Amérique du sud. Mais elles trouvent un emploi plus avantageux dans la préparation des riz blancs n° 2 qui s'obtiennent en soumettant une deuxième fois à l'action des meules les riz décortiqués ou riz cargo. Ces riz propres à l'alimentation des travailleurs asiatiques sont très demandés par Java, les Philippines Singapore et la Chine et dans une proportion moindre par l'Amérique du sud et les Iles Maurice et la Réunion.

2° Une blanchisserie à vapeur qui blanchit le linge de l'hôpital, de la flotte, de l'armée et de plusieurs établissements.

3° Une usine à égrener le coton jointe à la précédente.

4° Trois briqueteries munies d'un outillage européen assez complet.

5° Deux scieries à vapeur munies de scies alternatives, à ruban et circulaires, et de raboteuses, mortaiseuses etc. L'une est installée près de Saigon depuis 4 ans ; la 2e installée plus récemment à Phnom-penh (Cambodge) vient d'être transportée dans les environs de Saigon.

6° Une usine sucrière, créée à la fin de 1878 à peu de distance de Saigon et qui en est encore à sa période d'essai.

7° Un atelier de construction de machines pouvant se charger de toutes les réparations de machines des bateaux à vapeur ; un atelier de fonderie y est annexé et peut fondre des pièces d'une proporion assez grande ; pour les grosses pièces, il est suppléé au besoin par la fonderie de l'artillerie et celle des constructions navales.

8° Plusieurs entrepreneurs de constructions en nombre assez grand pour suffire aux besoins de la place et à l'édification des bâtiments administratifs de Saigon et de l'Intérieur.

Il existe encore quelques autres industries d'ordre secondaire, particulièrement celles qui ont pour objet d'assurer les besoins de la population européenne, telles que : imprimerie, brasserie, boulangeries, fabrique de glace artificielle, fabriques d'eaux gazeuses etc.

Une filature de soie de 100 bassines a fonctionné à Cholon de 1869 à 1874. Elle a dû s'arrêter à cause du prix relativement élevé des cocons indigènes et de leur peu de rendement et aussi à cause de la défaveur que les soies filées rencontraient en Europe depuis plusieurs années.

L'industrie chinoise est représentée : 1° par une usine à décortiquer et à blanchir le riz installée à Cholon en 1877. L'opération du blanchissage se fait au moyen de pilons mus par la vapeur.

2° Par des ateliers pour le décorticage du riz au moyen de moulins indigènes, par des briqueteries

à la main, une fabrique de poterie, l'orfèvrerie, la teinturerie, le charronnage et les ouvrages en rotin.

Les Chinois fournissent également la plupart des ouvriers nécessaires aux travaux de constructions : charpentiers, menuisiers, maçons, tailleurs de pierres etc.

Les Annamites sont surtout agriculteurs et n'exercent que peu d'industries dont les produits ne suffisent pas à la consommation locale, telles sont : la fabrication de l'indigo, du sucre, des nattes et sacs en jonc, des poteries communes et de la chaux, la sculpture sur bois, les incrustations de nacre, les fonderies de bronze, le filage et le tissage de la soie.

Ils exercent la teinturerie concurremment avec les Chinois.

Les Européens et les chantiers des Constructions Navales ont formé parmi les annamites des ouvriers menuisiers, maçons, forgerons etc., dont quelques-uns sont préférés aux meilleurs ouvriers chinois.

---

# PLANTATIONS

En dehors du Riz, qui est la principale culture du pays et qui fera l'objet d'une note spéciale à l'article *Exportations*, les plantations de la Cochinchine sont peu variées et jusqu'à présent d'une importance très-minime.

Il existe sur différents points de la Cochinchine différentes exploitations européennes fondées depuis plusieurs années, mais aucune n'a encore donné de résultats sérieux. Leurs efforts se sont portés principalement sur la culture du Café, du Cacao, du Poivre, de la Canne à Sucre et de la Vanille.

La culture du Café, quoiqu'elle ne soit pas encore abandonnée, laisse peu d'espoir de réussite.

Les produits sont beaux ; mais, après plusieurs expériences dont une surtout a été conduite avec beaucoup de persévérance, on a constaté que tous les plants mourraient avant la sixième année, à l'époque où ils auraient dû être en plein rapport. Cette cause d'insuccès est généralement attribuée à la présence d'un ver qui s'introduit dans l'intérieur de la plante. Peut-être obtiendrait-on de meilleurs résultats si les plantations étaient faites à des altitudes plus élevées et dans le voisinage de la mer.

Le Cacao et la Vanille paraissent s'acclimater assez bien, mais ils n'ont pas encore donné de résultats appréciables.

Seuls le Poivre et la Canne à sucre semblent devoir donner des résultats certains.

Jusqu'à ces derniers temps, le Poivre était cultivé seulement à Hatien par une colonie chinoise établie dans ce pays depuis une époque assez reculée. Depuis quelques années, les Européens ont essayé cette culture sur plusieurs points des arrondissements de Saigon et de Bien-hoa et dans l'île de Phù-quoc, située dans le golfe de Siam, à peu de distance d'Hatien. Plus récemment, une société chinoise a fait à Thu-dau-mot une plantation qui donne de belles espérances et sera en plein rapport dans un an.

La Canne à sucre, quoique originaire de l'Indo-Chine, était peu cultivée par les Annamites. L'espèce native appartient à la variété dite « Canne blanche » ; elle est d'une apparence chétive et dégénérée. Les essais d'acclimatation d'espèces plus riches ont pour la plupart donné de bons résultats, principalement ceux faits sur la Canne violette de Java.

Une société dite la *Nouvelle-Espérance* a entrepris, en 1877, une exploitation sucrière à proximité de Saigon ; elle possède environ 400 hectares de terres cultivables dont 110 sont cultivés et sont actuellement manipulés au moyen d'une usine européenne qui fait partie de l'établissement. Cette usine, d'une puissance plus grande que ne le comporte la plantation, doit manipuler les cannes plantées par les propriétaires voisins, qui, dans ce but, ont commencé déjà à cultiver quelques hectares.

Dans la province de Bien-hoa, où les indigènes s'adonnent le plus à la culture de la canne, un plan-

teur européen a fait, au commencement de l'année, des essais qui lui donnent actuellement d'excellents résultats et l'encouragent à développer ses plantations.

Le Gouvernement colonial met tous les ans à la disposition des planteurs européens et des indigènes un assez grand nombre de boutures de Cannes exotiques et de plants de Café, de Cacao et de Vanille, qu'il obtient à la Ferme expérimentale des Mares. Il leur distribue également, à titre de prime d'encouragement, des sommes qui sont prévues à cet effet au budget de chaque année. Il cherche avec juste raison à donner une forte impulsion à la culture de ces produits, seuls capables d'être exportés en Europe et d'alimenter le commerce européen qui a été délogé successivement de ses positions sur presque tous les marchés d'exportation des riz de Cochinchine par les négociants chinois.

Les cultures diverses des indigènes, ne pouvant donner lieu à aucune exportation, n'ont aucun intérêt pour le commerce européen. Elles portent sur l'Indigo, le Mûrier, le Bétel, le Coton en petite quantité. Le Coton exporté provient du Cambodge, le Chanvre et l'Ortie de Chine en quantités minimes, le Tabac, qui a été rejeté par les manufactures françaises comme incombustible et trop chargé de nicotine, le Maïs, la Sésame et un Thé de qualité inférieure.

Les Comités agricoles s'efforcent. sous la Direction du Jardin botanique, de propager la culture du Jute, de l'Arrow-root, du Teck, de l'Eucalyptus, du Cacao et de la Vanille.

## USAGES COMMERCIAUX.

Il n'existe aucun usage pour les marchandises d'importation. Elles se vendent généralement à terme, à des délais variables.

Les produits du pays se vendent toujours au comptant.

Pour les achats de riz le vendeur reçoit au moment de la signature du contrat et à titre d'avances, la moitié du prix de la livraison totale spécifiée au contrat.

## PRINCIPAUX PORTS ET MARCHÉS.

En dehors du port de Saigon il n'existe sur toute la côte de la Cochinchine aucun point où les navires au long cours puissent attérir.

Le port d'Hatien qui figure sur la carte n'est fréquenté que par les jonques chinoises et les barques de mer annamites.

On donne encore le nom de ports à des marchés situés soit à l'embouchure des riviéres soit dans l'intérieur et qui sont également fréquentés par les barques annamites. Tels sont les marchés de Rach-Gia et de Camau sur la côte et ceux de Mytho et de Vinh-long situés sur des bras du Mé-kong.

Le principal marché de la Cochinchine est celui de Cholon situé à 6 kilomètres de Saigon. C'est à Cholon que se concentrent tous les riz et tous les produits exportés par le port de Saigon.

Les autres marchés sont ceux déjà cités comme ports de second ordre. Les marchés de Mytho, et de Vinh-long, ainsi que ceux de Gocong, Sadec et Soctrang sont les centres des plus grandes productions de riz.

# IMPORTATIONS.

Les principales marchandises d'importation sont : le charbon de terre qui provient en partie de l'Angleterre qu'il en soit expédié directement ou qu'il soit réexpédié du Hâvre, et en partie de l'Australie. Il arrive aussi à Saigon quelques petits lots de charbon de Formose. La plupart des charbons anglais et australiens sont importés pour le compte de l'Etat ;

Les ciments de différentes marques et principalement de Portland, importés soit de France soit de Hongkong, et qui sont employés principalement pour les constructions des différents services de l'Etat ;

Les farines de France et d'Amérique, ces dernières importées de Hong-kong. Les farines de France et une partie de celles d'Amérique sont consommées par les troupes de terre et de mer et par la population civile européenne. Une quantité notable des dernières, employée sous forme de pâtisserie et de pain fabriqués par les chinois, est consommée par les asiatiques;

Les gunnies ou sacs en jute provenant de Calcutta et importés de Singapore. La consommation de cet article, employé principalement pour le logement des riz, augmente d'année en année au détriment des sacs de paille de fabrication locale qui sont de plus en plus délaissés. Les gunnies employés aux exportations pour les ports voisins sont fréquemment réexpédiés à Saigon et forment la plus grande partie des importations *d'emballages vides.*

Le pétrole d'Amérique importé soit directement, soit par Singapore et Hong-kong. Il est employé pour l'éclairage public et particulier. Son usage se répand de plus en plus chez les indigènes et l'importation qui n'était que de 6991 caisses en 1877 et de 10,216 en 1878, a été en 1879 de 30,421 caisses.

Les fers en barres importés de France et de Singapore, ces derniers de provenance anglaise. Les fers chargés à Marseille étant désignés seulement par leur nombre sur les manifestes des navires ont dû être confondus avec les colis de ferronnerie dans le tableau des importations inséré plus loin. Par suite ce tableau ne donne pas une idée exacte des quantités de fers en barres importés de France.

Les fers ouvrés de provenance française, principalement ceux employés dans les constructions, font l'objet d'une importation assez considérable, mais par la raison indiquée pour les fers en barres, ils ont grossi le nombre des colis de ferronnerie.

L'opium, provenant de Patna et de Benarès, importé pour la plus grande partie de Singapore et pour une faible part de Hong-kong. Le droit de préparer et de vendre l'opium est affermé à une société chinoise, c'est la source la plus importante du revenu de la colonie. Ce fermage qui ne rapportait dans le principe que 400,000 francs environ a été adjugé en 1879 pour une période de 3 ans et pour une somme de 6,730,000 francs. Dans cette dernière adjudication est compris le fermage des alcools de riz qui faisait l'objet d'une adjudication spéciale quelques années auparavant,

Les planches, voliges et chevrons de Singapore.

Cette importation a beaucoup diminué par suite d'un plus grand emploi du fer dans les constructions et par l'obligation imposée aux entrepreneurs par le service des Travaux publics d'employer en grande partie des bois du pays dont beaucoup d'essences, d'ailleurs, sont supérieures aux bois de Singapore.

Les soieries importées de Hong-kong et qui proviennent tant de la Chine que du Tong-kin.

Les sucres bruts importés en partie de Singapore et surtout de Hong-kong. Ces derniers proviennent principalement de Swa-tow et d'Amoy. Ces sucres sont consommés par la population indigène, la production locale étant jusqu'à présent incapable de suffire à ses besoins.

Les tissus qui sont pour la plupart de fabrication anglaise et sont importés de Singapore. Ils se

composent principalement de cotonnades écrues, grey shirtings et grey tea-cloths et de cotonnades blanches, madapolam et white shirtings.

Les tissus imprimés, les mousselines et autres sortes n'y figurent que pour une faible part.

Les vins en barriques importés de France pour le compte de l'Etat et pour celui du commerce. Une grande partie de ces derniers est destinée à assurer les fournitures à l'Etat pour la consommation des troupes de terre et de mer, laquelle s'élève à environ un million de litres.

Les bières françaises et étrangères. Ces dernières entrent pour la plus grande partie dans le total de la consommation. Elles sont importées en partie de France et de Hong-kong et surtout de Singapore.

Les spiritueux qui comprennent le cognac, le rhum et le gin. Les cognacs se composent surtout de qualités inférieures dont une faible partie est consommée dans la Colonie et l'autre réexportée au Cambodge. La consommation de ces eaux-de-vie bon marché a considérablement diminué en Cochinchine par suite du droit prohibitif qui les frappe; celles destinées au Cambodge jouissent du transit.

Les rhums importés de France en caisses, c'est la plus minime partie, restent dans le commerce, Les autres viennent de Singapore en fûts et sont livrés à l'Administration pour la consommation des troupes de terre et de mer.

Le gin ne vient à Saigon qu'en quantité extrêmement minime,

## EXPORTATIONS.

En dehors des Riz dont il sera question ci-après, les principales exportations sont :

Le Poisson salé et le Coton qui proviennent du Cambodge;

Les Soies grèges et déchets de soie (frisons, doupions, et cocons percés) qui proviennent en grande partie de l'Annam et du Cambodge.

Les Peaux d'animaux et le Poivre qui proviennent partie du Cambodge et partie de la production locale.

Le poisson salé s'exporte à Singapore, en Chine et quelque peu à Java.

Le coton est entièrement dirigé sur Hong-kong. Les soies grèges sont expédiées à Singapore et les déchets de soie en Europe.

Les 3/4 de l'exportation des peaux d'animaux sont dirigés sur Singapore, le solde est expédié par parties à peu près égales en Europe et à Hong-kong. Les plus beaux choix en buffles et en vaches sont réservés pour l'Europe et les derniers sont écoulés à Hongkong. Singapore reçoit les qualités moyennes.

Les plus fortes exportations de poivres, qui jusqu'à ces dernières années étaient dirigées sur l'Europe, semblent prendre aujourd'hui le chemin de la Chine, et la France n'occupe plus que le deuxième rang dans l'exportation de ce produit. Le solde, qui est habituellement dirigé sur Singapore, a été diminué en 1879 de quelques expéditions faites pour l'Amérique du Sud.

## RIZ.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les statistiques qui suivent et sur les renseignements qui précédent

pour voir que le riz est, non-seulement le principal, mais on peut dire l'unique produit de la Basse-Cochinchine qui donne de l'aliment au commerce d'exportation.

Avant l'occupation française, la production de ce pays se bornait aux besoins de la consommation et aux achats que faisait la cour de Hué pour l'alimentation du royaume d'Annam. A peine quelques jonques chinoises obtenaient-elles la faveur de charger quelques milliers de piculs qu'elles transportaient généralement à Canton ou à Macao.

Dès les premiers temps de l'occupation, les navires venus à Saigon chargés de vivres pour l'armée et pour la flotte et d'autres attirés par la franchise du port, créèrent des débouchés au commerce des riz, ce commerce étant lui-même délivré de toute entrave. La culture prit dès lors un développement constant et l'exportation, s'augmentant d'année en année, dirigea les riz de Cochinchine dans toutes les parties du monde.

La Chambre constatait ce progrès dans son premier bulletin du 29 décembre 1869.

Depuis cette époque la culture du riz s'est développée de plus en plus, et, malgré quelques récoltes médiocres, elle a pu donner lieu à un trafic important.

La Chambre ne possède sur l'exportation effectuée de 1860 à 1868 que des données approximatives mais assez exactes qu'elle doit à l'obligeance d'une maison de commerce de Saigon. Ces renseignements, quoiqu'incomplets quant aux destinations, pouvant contenir un enseignement utile, sont consignés ci-après :

**Exportations de riz de 1860 à 1863.**

| DESTINATIONS. | NATURE DU TONNAGE. | 1860. | 1861. | 1862. | 1863. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Piculs. | Piculs. | Piculs. | Piculs. |
| Hongkong et la Chine....... | Navires au long cours. | 680.604 | 1.057.628 | 598.282 | 166.700 |
| | Jonques. | 262.291 | 193.934 | 60.250 | 13.423 |
| Totaux.............................. | | 942.895 | 1.251.562 | 658.532 | (1) 180.123 |

(1) L'exportation prohibée par arrêté du 18 août 1863, n'a été reprise que le 1er janvier 1864.

**Exportations de riz de 1864 à 1867.**

| DESTINATIONS. | NATURE DU TONNAGE. | 1864. | 1865. | 1866. | 1867. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Piculs. | Piculs. | Piculs. | Piculs. |
| Hongkong. | Navires au long cours. | 750.857 | 526.559 | 1.899.760 | 2.048.000 |
| Chine. | id. | 86.658 | 147.000 | 52.820 | 180.400 |
| Macao. | id. | 119.726 | 48.102 | 77.570 | 165.200 |
| Singapore. | id. | 1.000 | » | » | » |
| Autres ports. | id. | 82.551 | 117.356 | 117.850 | 810.324 |
| Chine. | Jonques. | | | | |
| Totaux.............................. | | 1.040.792 | 839.017 | 2.148.000 | 3.203.924 |

# EXPORTATIONS DE RIZ

## PENDANT L'ANNÉE 1879,

| DESTINATIONS | | | QUANTITÉS de piculs. |
|---|---|---|---|
| **Afrique.** | Les îles | Maurice et la Réunion | 287.991 |
| **Amérique.** | Etats-Unis | Ports divers | 7.300 |
| **Asie.** | Chine | | 50.912 |
| | Japon | id. | 44.371 |
| | Possessions anglaises | Etablissements des détroits | 313.955 |
| | | Hong-kong | 753.294 |
| | Possessions espagnoles | Iles Philippines | 11.945 |
| | Possessions portugaises | Macao | 74.270 |
| **Europe.** | Allemagne. | | 59.770 |
| | Angleterre | | 7.000 |
| | Belgique | | 8.790 |
| | France | | 38.061 |
| | Ports d'ordre | | 521.959 |
| **Océanie.** | Possessions anglaises | Australie | 76.389 |
| .................. | ......................... | Divers | 260.635 |
| .................. | Chine | (par jonques chinoises) | |
| | | Total.......... | 2.516.642 |

A partir de 1879 la Chambre a pris note de toutes les cargaisons expédiées par navires au long cours dans les différents ports, ce qui lui permet de comparer ces exportations pour la période de 1869 à 1879 dans le tableau ci-après.

**TABLEAU comparatif des exportations de riz de Saigon, par navires au long cours, depuis la création de la Chambre de Commerce.**

| DESTINATIONS. | | | 1869. | 1870. | 1871. | 1872. | 1873. | 1874. | 1875. | 1876. | 1877. | 1878. | 1879. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Piculs. | Piculs. | Piculs. | Piculs. | Piculs. | Piculs. | Piculs. | Piculs. | Piculs. | Piculs. | Piculs. |
| AFRIQUE. | Les Iles | Maurice, la Réunion | 348.115 | 127.457 | 47.950 | 8.300 | 67.912 | 76.743 | 5.600 | 72.345 | 63.972 | 10.646 | 90.697 |
| AMÉRIQUE. | Brésil. | Rio de Janeiro. | » | » | » | 4.300 | 23.925 | 17.075 | 32.752 | 10.326 | 29.043 | » | 37.964 |
| | Chili. | Valparaiso. | » | » | 5.100 | 7.419 | 4.400 | 13.530 | 36.332 | 16.600 | » | » | » |
| | Costa-Rica. | Punta Arenas. | » | » | » | » | » | » | » | » | 4.500 | » | 3.427 |
| | Pérou. | Callao. | » | » | » | » | » | » | » | » | 9.800 | 19.161 | 10.134 |
| | Poss. espagn. | Cuba. | » | » | 13.778 | 13.583 | 22.365 | 22.500 | 10.000 | 9.800 | 24.500 | 10.600 | 28.250 |
| | Répub. argent. | Buenos Ayres. | » | » | » | » | » | 7.000 | 11.000 | 8.400 | » | » | » |
| | Uruguay. | Montevideo. | » | » | 12.202 | 9.442 | 20.800 | 23.350 | 10.100 | » | » | » | » |
| ASIE. | Annam. | Ports divers. | 8.840 | » | » | » | » | » | » | » | » | 12.796 | 94.200 |
| | Chine. | id. | 133.289 | 28.220 | 50.500 | 95.349 | 261.683 | 1.100 | 56.524 | 226.600 | 342.100 | 9.035 | 66.711 |
| | Japon. | id. | 1.013.789 | 2.052.841 | 499.602 | » | » | 20.600 | » | » | » | » | 50 |
| | Poss. anglaises | Etabl. des détroits | 299.991 | 166.534 | 213.975 | 194.657 | 548.244 | 526.198 | 489.983 | 296.017 | 366.037 | 293.671 | 770.654 |
| | | Hongkong. | 344.576 | 1.235.430 | 3.945.410 | 3.266.475 | 2.408.758 | 1.086.148 | 3.542.306 | 4.206.397 | 3.533.805 | 3.035.066 | 2.758.055 |
| | | Indes anglaises. | » | » | 6.710 | » | 61.400 | 700.477 | » | » | 85.428 | 503 | 4.495 |
| | Poss. portug. | Macao. | 17.104 | 25.283 | 74.954 | 91.880 | 13.000 | » | » | » | » | » | » |
| | Syrie. | Beyrouth. | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 331 |
| EUROPE. | Allemagne. | Brême. | 19.407 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 81.823 |
| | Angleterre. | Londres. | 8.302 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 49.787 |
| | France. | Ports divers. | 18.197 | 28.456 | » | » | 40.970 | 43.039 | 12.000 | 45.024 | 22.678 | 19.207 | 47.781 |
| | Hollande. | Rotterdam. | » | » | » | » | » | 14.000 | » | » | » | » | » |
| | Italie. | Messine. | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1.945 |
| | Ports d'ordres. | Français et étrang. | 462.131 | 111.421 | 40.050 | » | 43.428 | 281.960 | 70.948 | 36.700 | 11.133 | » | 692.430 |
| OCÉANIE. | Poss. anglaises | Australie | » | 8.000 | 12.500 | » | 21.700 | 4.806 | 4.200 | » | 4.000 | » | » |
| | Poss. espagn. | Iles Philippines. | » | 6.000 | 5.089 | 102.309 | 137.060 | 140.553 | 31.789 | » | 260.200 | 105.144 | 488.561 |
| | Poss. holland. | Indes Néerlandaises | 3.800 | » | 5.000 | 84.300 | 933.510 | 113.743 | 1.308.743 | 750.107 | 334.160 | 90.834 | 637.605 |
| Totaux en piculs........... | | | 2.677.541 | 3.789.642 | 4.932.820 | 3.878.014 | 4.629.155 | 3.092.822 | 5.622.277 | 5.678.316 | 5.091.556 | 3.606.663 | 6.864.909 |
| Totaux en tonneaux......... | | | 161.723 | 228.894 | 297.942 | 234.232 | 279.601 | 186.806 | 339.586 | 342.970 | 307.530 | 217.842 | 354.241 |

Ce tableau contient exclusivement les exportations de riz par navires au long cours ; mais, tel qu'il est, il peut donner une idée assez exacte de la proportion des exportations totales. Les statistiques ci-après indiquent la totalité des exportations faites pendant l'année 1879 en riz et en paddy (riz en paille), tant celles du port de Saigon par navires au long cours, jonques chinoises et barques de mer annamites, que celles faites par ces jonques et barques des autres ports de la Colonie.

C'est grâce au droit de sortie sur les riz et paddy, qui est perçu depuis le 1er janvier 1879, que ces renseignements ont pu être recueillis d'une manière précise pour cette année, mais le mouvement commercial par barques annamites et jonques chinoises s'étant toujours fait, on peut estimer que pendant les années précédentes il a été à peu près proportionnel à celui de l'année 1879. Peut-être même était-il un peu plus important avant que le port de Saigon fût autant fréquenté par les steamers qu'il l'est aujourd'hui.

Les riz de Cochinchine contiennent un grand nombre de variétés que le commerce a classé en trois espèces : le Riz rond ou de Gocong, le Riz long ou de Vinh-Long et le Riz dit Bay-xau d'un grain long et mince.

Le riz Bay-xau est le plus recherché par la population aisée et par les Chinois qui en exportent de grandes quantités à Singapore et à Hong-Kong. Les exportations pour l'Europe se font généralement en riz rond.

## RIZ CARGO.

Les riz cargo sont toujours mélangés de paddy et de brisures. Il n'existe aucun usage pour la proportion de ce mélange. Cette proportion varie suivant la demande et suivant la destination.

Pour Java elle est généralement de 10 à 15 0/0 ; pour l'Europe elle est de 15 à 20 0/0 et pour Hong-Kong, dans les transactions qui se font entre Chinois, la proportion de paddy s'élève jusqu'à 30 et 40 0/0 et parfois davantage.

Ces proportions sont généralement stipulées dans les contrats d'achats.

Un arrêté du Gouverneur, en date du 8 mars 1878, établit que, à défaut de convention entre les parties, la proportion de paddy dans les riz cargo ne doit pas excéder 15 0/0 en poids. Cet arrêté a été pris à la demande de la Chambre de Commerce pour le cas où des contestations seraient portées devant le Tribunal de Commerce. (Voir à ce sujet, dans les *Travaux de la Chambre* , la *Question des Riz*, page 27.)

## RIZ BLANCS.

Prenant exemple sur ce qui s'est passé à Bangkok et à Rangoon, deux usines françaises se sont établies pour le décorticage du riz, l'une à Cholon en 1869, l'autre à Saigon en 1870. Leurs fondateurs pensaient que, frappés par les avantages de ces usines, la rapidité et la régularité de leur travail, les indigènes renonceraient à décortiquer eux-mêmes leur riz au moyen de leurs moulins à bras. Mais n'ayant pu parvenir, après plusieurs années de persévérance, à créer un courant de paddy suffisant pour alimenter leurs usines, ils entreprirent de les transformer pour le blanchissage du riz cargo qu'ils pouvaient se procurer en abondance.

Sur ce terrain encore ils ne purent triompher de la routine ; leurs riz blancs glacés furent délaissés par les marchés voisins et ne trouvèrent pas d'autres débouchés que l'Europe et l'Amérique du Sud, dont la demande était très-limitée.

Alors, sur le conseil des négociants chinois, ils essayèrent d'obtenir un riz blanchi imparfaitement, mais cependant assez pour servir sans autre préparation à la nourriture des travailleurs asiatiques. Ils obtinrent ce résultat en donnant aux riz cargo un second tour dans les meules et un demi-glaçage. Les riz obtenus par ce travail sont désignés dans le Commerce sous le nom de riz blancs nº 2. Actuellement ils sont en grande faveur sur les marchés de Java, des Philippines et de Singapore ; ils sont demandés également par l'Amérique du Sud et par les îles Maurice et la Réunion, et les usines ne peuvent pas toujours suffire aux ordres qui leur sont passés.

Il eût été intéressant de connaître l'importance des exportations de riz blancs faites pour chaque destination ; mais, pendant toute l'année 1879, ces exportations ont été confondues sur les manifestes des navires avec celles des riz cargo et il n'a pas été possible, en fin d'année, de faire la distinction. On sait seulement, par les chiffres communiqués par les Directeurs des usines, que l'exportation totale de l'année 1879 a été de 639,800 piculs de riz blancs dont 83,150 piculs en nº 1 et de 556,650 en nº 2.

---

## SITUATION MONÉTAIRE.

Le numéraire est abondant dans les banques de la place qui, en outre, ont toute facilité pour s'approvisionner sur les places de Hong-Kong et de Singapore des sommes nécessaires aux transactions commerciales de la Colonie.

De plus le commerce trouve une grande commodité dans la circulation des billets au porteur de la Banque de l'Indo-Chine. En 1879, l'émission de ces billets a atteint le chiffre de $ 2,190,000 dont la plus grande partie est en circulation pendant la saison où se font les plus forts achats de riz.

Un arrêté, en date du 22 décembre 1879, a fixé au 1er janvier suivant l'émission par le Trésor de monnaies divisionnaires de la piastre frappées par le Gouvernement métropolitain à l'usage exclusif de la Colonie et destinées à remplacer celles du franc qui n'existaient guère plus que nominalement.

Les différents types de piastres mexicaines non choppées dites « clean dollars » et les « trades dollars » ayant seuls cours dans la Colonie, nécessitent un triage, et, pour ce motif, sont sujettes à des primes qui, à Hong-Kong, varient de 1 à 1 1/2 0/0 y compris les frais de transport et d'assurance.

A Singapore, depuis l'introduction du dollar japonais dit « yen », on paie également une prime de triage de 1/8 à 1/4 0/0 en outre des frais de transport et d'assurance qui varient de 1/4 à 3/8 0/0.

---

## CHANGE.

Pendant les premiers mois de l'année, le change sur l'Europe est resté presque stationnaire entre fr. 4.50 et 4.60 pour traites de Banque à vue sur Paris et 3/7 à 3/8 pour traites de Banque à 6 mois de vue sur Londres.

Les traites documentaires se sont traitées à la moyenne de 4.65 à 4.85 et 3/7 1/2 à 3/9 1/2 à 6 mois de vue.

Depuis le mois de juin, une hausse de 3 à 4 0/0 a eu lieu et s'est maintenue à part quelques fluctuations. On peut dire que la plupart des traites documentaires ont été traitées à la moyenne de 3/11 et fr. 4.92 à 6 mois de vue.

Les traites documentaires sur Hong-kong ont été négociées à la moyenne de 2 0/0 d'escompte pour tirage à 15 jours de vue, tandis que les Banques ont fourni des traites à vue sur la même place avec un escompte de 1/2 à 1 0/0, ou bien ont fait venir des piastres mexicaines coûtant de 1 à 1 1/2 0/0. Dans les derniers mois de l'année les Banques ont pu négocier au pair et même avec une petite prime.

Sur Singagore le change à 15 jours de vue pour traites de commerce a varié entre 1 1/4 et 2 0/0 et les banques ont tiré à vue, soit au pair, ou bien suivant les circonstances elles ont exigé ou accordé une prime de 1/4 0/0 environ.

Parmi les places secondaires Manille a donné lieu à un certain chiffre d'affaires. Les traites du commerce à 30 jours de vue ont été négociées suivant les changes aux Philippines entre 2 0/0 de perte et 5 0/0 de prime.

Batavia et Sourabaya ont donné lieu à des affaires en novembre et en décembre, et les Banques ont acheté au change de fl. 236 à 232 les traites à 15 jours de vue.

L'escompte pour les effets de commerce a été d'environ 12 0/0 auprès des Banques, mais elles ont récemment restreint de beaucoup ce genre d'opérations.

# PRIX DU FRET.

## POUR CHAQUE DESTINATION EXTÉRIEURE.

Pour Hong-kong la plus grande partie des affrétements ont été conclus entre 15 et 20 cents par picul.

L'exportation pour le royaume d'Annam a employé plusieurs petits voiliers qui ont obtenu 26 cents pour Tourane et 17 à 23 cents pour Qui-nhôn.

Pour Java le fret par voiliers a varié de 22 à 27 cents dans les trois premiers mois de l'année et de 25 à 30 dans les trois derniers. Dans cette dernière période les steamers ont obtenu 32 à 37 cents.

Pour Singapore, à très-peu d'exceptions, le fret a varié entre 14 à 20 cents pour steamers et voiliers.

L'exportation pour les Philippines a donné lieu à des frets de 22 à 30 cents.

Pour la Réunion presque tous les navires ont chargé pour compte de l'armement ; les autres ont obtenu 35 à 37 francs par tonneau de 1,000 kilos.

On a conclu en Europe presque toutes les charte-parties des navires qui ont été expédiés ; quelques-uns seulement ont été affrêtés à Hong-kong et à Singapore ; le taux du fret dans les deux cas a varié de 35 à 45 shelllings ou fr. 44 à 57 pour voiliers et £ 2. 10. 0 @ £ 3. 10. 0 pour steamers, ou fr. 63 à 88.

Pour l'Amérique les termes de trois affrétements seulement ont été connus à Saigon : £ 2. 5. 0 pour le Callao ; £ 2 et £ 2. 10. 0 pour Rio de Janeiro.

L'exportation de riz de l'année 1879 a été en grande progression sur celle des années précédentes. Elle a été faite par :

| | | |
|---|---|---|
| 144 voiliers jaugeant 77,407 tonneaux et qui ont emporté. | Picul | 1.631.337 |
| 202 steamers jaugeant 175,819 tonneaux et qui ont emporté. | » | 4.160.831 |
| Les paquebots des Messageries Maritimes ont emporté.......... | » | 72.741 |
| Ce qui donne une exportation totale de........... | » | 5.864.909 |

La faiblesse de la demande de Hong-kong a permis de reprendre les expéditions pour l'Europe. Ces expéditions se sont élevées à 873,766 piculs, non compris 17,142 piculs chargés par les Messageries.

Une plus grande demande de tonnage, principalement pour Java, Singapore et les Philippines, a permis aux navires d'obtenir des frêts sensiblement plus élevés que ceux de l'année 1878.

# TRAITÉ

CONCLU A SAIGON

# FNTRE LA FRANCE

ET

# LE ROYAUME D'ANNAM

LE 15 MARS 1874.

# TRAITÉ

CONCLU A SAIGON

# ENTRE LA FRANCE

ET

# LE ROYAUME D'ANNAM

LE 15 MARS 1874.

Son Exc. le Président de la République française et S. M. le Roi de l'Annam, voulant unir leurs deux pays par les liens d'une amitié durable, ont résolu de conclure un traité de paix et d'alliance remplaçant celui du 5 juin 1862, et ils ont en conséquence nommé leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Son Exc. le Président de la République française :

Le Contre-Amiral Dupré, Gouverneur et Commandant en chef de la Basse-Cochinchine, grand-officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique :

Et S. M. le Roi de l'Annam :

Le-tuan, Ministre de la justice, premier ambassadeur, et Nguyen-van-tuong, premier conseiller du ministre des rites, deuxième ambassadeur, qui, après communication de leurs pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

### Article premier.

Il y aura paix, amitié et alliance perpétuelle entre la France et le royaume d'Annam.

### Art. 2.

Son Exc. le Président de la République française, reconnaissant la souveraineté du Roi de l'Annam et son entière indépendance vis-à-vis de toute puissance étrangère, quelle qu'elle soit, lui promet aide et assistance, et s'engage à lui donner, sur sa demande et gratuitement, l'appui nécessaire pour maintenir dans ses Etats l'ordre et la tranquillité, pour le défendre contre toute attaque et pour détruire la piraterie qui désole une partie des côtes du royaume.

### Art. 3.

En reconnaissance de cette protection, S. M. le Roi de l'Annam s'engage à conformer sa politique extérieure à celle de la France et à ne rien changer à ses relations diplomatiques actuelles.

Cet engagement politique ne s'étend pas aux traités de commerce. Mais, dans aucun cas, S. M. le Roi de l'Annam ne pourra faire avec une nation, quelle qu'elle soit, de traité de commerce en désaccord avec celui conclu entre la France et le royaume d'Annam, et sans en avoir préalablement informé le gouvernement français.

Son Exc. le Président de la République s'engage à faire à S. M. le Roi de l'Annam, don gratuit :

1° De cinq bâtiments à vapeur d'une force réunie de cinq cents chevaux, en parfait état, ainsi que leurs chaudières et machines, armés et équipés, conformément aux prescriptions du règlement d'armement;

2° De cent canons de sept à seize centimètres de diamètre, approvisionnés à deux cents coups par pièce ;

3° De mille fusils à tabatière et de cinq cent mille cartouches.

Ces bâtiments et armes seront rendus en Cochinchine et livrés dans le délai maximum d'un an, à partir de la date de l'échange des ratifications.

### Art. 4.

Son Exc. le Président de la République française promet en outre de mettre à la disposition du Roi des instructeurs militaires et marins en nombre suffisant pour reconstituer son armée et sa flotte ; 2° des ingénieurs et chefs d'ateliers capables de diriger les travaux qu'il plaira à Sa Majesté de faire entreprendre : des hommes experts en matière de finances pour organiser le service des impôts et des douanes dans le royaume; des professeurs pour fonder un collége à Hué. Il promet en outre de fournir au Roi les bâtiments de guerre, les armes et les munitions que Sa Majesté jugera nécessaires à son service.

La rémunération équitable des services ainsi rendus sera fixée d'un commun accord entre les hautes Parties contractantes.

### Art. 5.

S. M. le Roi de l'Annam reconnaît la pleine et entière souveraineté de la France sur tout le territoire actuellement occupé par elle et compris entre les frontières suivantes :

A l'est, la mer de Chine et le royaume d'Annam (province de Binh-thuan) ;
A l'ouest, le golfe de Siam;
Au sud, la mer de Chine;
Au nord, le royaume du Cambodge et le royaume d'Annam (province de Binh-thuan).

Les onze tombeaux de la famille Pham, situés sur le territoire des villages de Tannien-dong et de

Tan-quan-dong (province de Saigon) et les trois tombes de la famille Hô, situées sur les territoires des villages de Lin-chun-tay et de Tan-may (province de Bien-hoa) ne pourront être ouverts, creusés, violés ni détruits.

Il sera assigné un lot de terrain de cent maos d'étendue aux tombes de la famille Pham, et un lot d'égale étendue à celles de la famille Hô. Les revenus de ces terres seront consacrés à l'entretien des tombes et à la subsistance des familles chargées de leur conservation. Les terres seront exemptes d'impôts et les hommes de ces familles seront également exempts des impôts personnels, du service militaire et des corvées.

### Art. 6.

Il est fait remise au Roi par la France de tout ce qui lui reste dû de l'ancienne indemnité de guerre.

### Art. 7.

Sa Majesté s'engage formellement à rembourser, par l'entremise du gouvernement français, le restant de l'indemnité due à l'Espagne, s'élevant à un million de dollars (à 0,62 de taël le dollar), et à affecter à ce remboursement la moitié du revenu net des douanes des ports ouverts au commerce européen et américain, quel qu'en soit d'ailleurs le produit.

Le montant en sera versé chaque année au trésor public de Saigon, chargé d'en faire la remise au gouvernement espagnol, d'en tirer reçu et de transmettre ce reçu au gouvernement annamite.

### Art. 8.

Son Exc. le Président de la République française et S. M. le Roi accordent une amnistie générale, pleine et entière, avec levée de tous séquestres mis sur les biens, à ceux de leurs sujets respectifs qui, jusqu'à la conclusion du traité et auparavant se sont compromis pour le service de l'autre Partie contractante.

### Art. 9.

S. M. le Roi d'Annam, reconnaissant que la religion catholique enseigne aux hommes à faire le bien, révoque et annule toutes les prohibitions portées contre cette religion et accorde à tous ses sujets la permission de l'embrasser et de la pratiquer librement.

En conséquence, les chrétiens du royaume d'Annam pourront se réunir dans les églises en nombre illimité pour les exercices de leur culte. Ils ne seront plus obligés, sous aucun prétexte, à des actes contraires à leur religion, ni soumis à des recensements particuliers. Ils seront admis à tous les concours et aux emplois publics sans être tenus pour cela à aucun acte prohibé par la religion.

Sa Majesté s'engage à faire détruire les registres de dénombrement des chrétiens faits depuis quinze ans et à les traiter, quant aux recensements et impôts, exactement comme tous ses autres sujets. Elle s'engage en outre à renouveler la défense, si sagement portée par elle, d'employer dans le langage ou dans les écrits des termes injurieux pour la religion et à faire corriger les articles du Thâp Dieu dans lesquels de semblables termes sont employés.

Les évêques et missionnaires pourront librement entrer dans le royaume et circuler dans leurs diocèses avec un passeport du gouverneur de la Cochinchine visé par le ministre des rites ou par le gouverneur de la province. Ils pourront prêcher en tous lieux la doctrine catholique. Ils ne seront soumis à aucune surveillance particulière, et les villages ne seront plus tenus de déclarer aux mandarins ni leur arrivée, ni leur présence, ni leur départ.

Les prêtres annamites exerceront librement, comme les missionnaires, leur ministère. Si leur conduite est répréhensible, et si, aux termes de la loi, la faute par eux commise est passible de la peine du bâton ou du rotin, cette peine sera commuée en une punition équivalente.

Les évêques, les missionnaires et les prêtres annamites auront le droit d'acheter et de louer des terres et des maisons, de bâtir des églises, hôpitaux, écoles, orphelinats et tous autres édifices destinés au service de leur culte.

Les biens enlevés aux chrétiens pour fait de religion qui se trouvent encore sous séquestre leur seront restitués.

Toutes les dispositions précédentes, sans exception, s'appliquent aux missionnaires espagnols aussi bien qu'aux français.

Un édit royal, publié aussitôt après l'échange des ratifications, proclamera dans toutes les communes la liberté accordée par Sa Majesté aux chrétiens de son royaume.

### Art. 10.

Le gouvernement annamite aura la faculté d'ouvrir à Saigon un collége placé sous la surveillance du Directeur de l'intérieur et dans lequel rien de contraire à la morale et à l'exercice de l'autorité française ne pourra être enseigné. Le culte y sera entièrement libre.

En cas de contravention, le professeur qui aura enfreint ces prescriptions sera renvoyé dans son pays, et même, si la gravité du cas l'exige, le collége pourra être fermé.

### Art. 11.

Le gouvernement annamite s'engage à ouvrir au commerce les ports de Thin-naï, dans la province de Binh-dinh; de Ninh-haï, dans la province de Haï-duong; la ville de Ha-noï et le passage par le fleuve du Nhi-hà, depuis la mer jusqu'au Yun-nan.

Une convention additionnelle au traité, ayant même force que lui, fixera les conditions auxquelles ce commerce pourra être exercé.

Le port de Ninh-haï, celui de Ha-noï, et le transit par le fleuve seront ouverts aussitôt après l'échange des ratifications, et même plus tôt si faire se peut; celui de Thin-naï, un an après.

D'autres ports ou rivières pourront être ultérieurement ouverts au commerce, si le nombre et l'importance des relations établies montrent l'utilité de cette mesure.

### Art. 12.

Les sujets français ou annamites de la France et les étrangers en général pourront, en respectant les lois du pays, s'établir, posséder, et se livrer librement à toutes opérations commerciales et industrielles dans les villes ci-dessus désignées. Le gouvernement de Sa Majesté mettra à leur disposition les terrains nécessaires à leur établissement.

Ils pourront de même naviguer et commercer entre la mer et la province de Yun-nan par la voie du Nhi-hà, moyennant l'acquittement des droits fixés, et à la condition de s'interdire tout trafic sur les rives du fleuve entre la mer et Ha-noï, et entre Ha-noï et la frontière de la Chine.

Ils pourront librement choisir et engager à leur service des compradors, interprètes, écrivains, ouvriers, bateliers et domestiques.

### Art. 13.

La France nommera dans chacun des ports ouverts au commerce un consul ou agent assisté d'une

force suffisante dont le chiffre ne devra pas dépasser le nombre de cent hommes, pour assurer sa sécurité et faire respecter son autorité, pour faire la police des étrangers jusqu'à ce que toute crainte à ce sujet soit dissipée par l'établissement des bons rapports que ne peut manquer de faire naître la loyale exécution du traité.

### Art. 14.

Les sujets du Roi pourront, de leur côté, librement voyager, résider, posséder et commercer en France et dans les colonies françaises en se conformant aux lois. Pour assurer leur protection, Sa Majesté aura la faculté de faire résider des agents dans les ports ou villes dont elle fera choix.

### Art. 15.

Lorsque des sujets français, européens ou cochinchinois ou d'autres étrangers désireront s'établir dans un des lieux ci-dessus spécifiés, ils devront se faire inscrire chez le résident français, qui en avisera l'autorité locale.

Les sujets annamites voulant s'établir en territoire français soumis aux mêmes dispositions.

Les français ou étrangers qui voudront voyager dans l'intérieur du pays ne pourront le faire que s'ils sont munis d'un passeport délivré par un agent français et avec le consentement et le visa des autorités annamites. Tout commerce leur sera interdit sous peine de confiscation de leurs marchandises.

Cette faculté de voyager pouvant présenter des dangers dans l'état actuel du pays, les étrangers n'en jouiront qu'après que le gouvernement annamite, d'accord avec le représentant de la France à Hué, jugera le pays suffisamment calmé.

Si des voyageurs français doivent parcourir le pays en qualité de savants, déclaration en sera également faite; ils jouiront à ce titre de la protection du gouvernement, qui leur délivrera les passeports nécessaires, les aidera dans l'accomplissement de leur mission et facilitera leurs études.

### Art. 16.

Toutes contestations entre Français ou entre Français et étrangers seront jugées par le résident français.

Lorsque des sujets français ou étrangers auront quelque contestation avec des Annamites ou quelque plainte ou réclamation à formuler, ils devront d'abord exposer l'affaire au résident, qui s'efforcera de l'arranger à l'amiable.

Si l'arrangement est impossible, le résident requerra l'assistance d'un juge annamite commissionné à cet effet, et tous deux, après avoir examiné l'affaire conjointement, statueront d'après les règles de l'équité.

Il en sera de même en cas de contestation d'un Annamite avec un Français ou un étranger : le premier s'adressera au magistrat, qui, s'il ne peut concilier les parties, requerra l'assistance du résident français et jugera avec lui.

Mais toutes les contestations entre Français ou entre Français et étrangers seront jugées par le résident français seul.

### Art. 17.

Les crimes et délits commis par des Français ou des étrangers sur le territoire de l'Annam se trou

connus et jugés à Saigon par les tribunaux compétents. Sur la réquisition du résident français, les autorités locales feront tous leurs efforts pour arrêter le ou les coupables et les lui livrer.

Si un crime ou délit est commis sur le territoire français par un sujet de Sa Majesté, le consul ou agent de Sa Majesté devra être officiellement informé des poursuites dirigées contre l'accusé et mis en mesure de s'assurer que toutes les formes légales sont bien observées.

Art. 18.

Si quelque malfaiteur coupable de désordres ou brigandages sur le territoire français se réfugie sur le territoire annamite, l'autorité locale s'efforcera, dès qu'il lui en aura été donné avis, de s'emparer du fugitif et de le rendre aux autorités françaises.

Il en sera de même si des voleurs, pirates ou criminels quelconques, sujets du Roi, se réfugient sur le territoire français; ils devront être poursuivis aussitôt qu'avis en sera donné et, si faire se peut, arrêtés et livrés aux autorités de leur pays.

Art. 19.

En cas de décès d'un sujet français ou étranger sur le territoire annamite, ou d'un sujet annamite sur le territoire français, les biens du décédé seront remis à ses héritiers; en leur absence ou à leur défaut, au résident, qui sera chargé de les faire parvenir aux ayants-droit.

Art. 20.

Pour assurer et faciliter l'exécution des clauses et stipulations du présent traité, un an après sa signature, Son Exc. le Président de la République française nommera un résident ayant le rang de ministre auprès de S. M. le Roi de l'Annam. Le résident sera chargé de maintenir les relations amicales entre les hautes Parties contractantes et de veiller à la consciencieuse exécution des articles du traité.

Le rang de cet envoyé, les honneurs et prérogatives auxquels il aura droit, seront ultérieurement réglés d'un commun accord et sur le pied d'une parfaite réciprocité entre les hautes Parties contractantes.

S. M. le Roi de l'Annam aura la faculté de nommer des résidents à Paris et à Saigon.

Les dépenses de toute espèce occasionnées par le séjour de ces résidents auprès du gouvernement allié seront supportées par le gouvernement de chacun d'eux.

Art. 21.

Ce traité remplace le traité de 1862, et le gouvernement français se charge d'obtenir l'assentiment du gouvernement espagnol. Dans le cas où l'Espagne n'accepterait pas ces modifications au traité de 1862, le présent traité n'aurait d'effet qu'entre la France et l'Annam, et les anciennes stipulations concernant l'Espagne continueraient à être exécutoires. La France, dans ce cas, se chargerait du remboursement de l'indemnité espagnole et se substituerait à l'Espagne, comme créancière de l'Annam, pour être remboursée conformément aux dispositions de l'article 7 du présent traité.

Art. 22.

Le présent traité est fait à perpétuité. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Hué

dans le délai d'un an, et moins si faire se peut. Il sera publié et mis en vigueur aussitôt que cet échange aura eu lieu.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Saigon, au palais du gouvernement de la Cochinchine française, en quatre expéditions, le dimanche quinzième jour du mois de mars de l'an de grâce 1874, correspondant au vingt-septième jour du premier mois de la vingt-septième année de Tu-Duc.

(S.) Contre-amiral DUPRÉ.

(S.) LE-TUAN et NGUYEN-VAN-TUONG.

# TRAITÉ DE COMMERCE

CONCLU A SAIGON

# ENTRE LA FRANCE

ET

# LE ROYAUME D'ANNAM

LE 31 AOUT 1874.

# TRAITÉ DE COMMERCE

## ENTRE LA FRANCE

## ET LE

## ROYAUME D'ANNAM.

Son Excellence le Président de la République française et Sa Majesté le Roi de l'Annam animés du désir de resserrer les liens qui unissent les deux nations et d'augmenter leur prospérité par la facilité donnée au commerce, ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Son excellence le Président de la République française :

Le Contre-Amiral KRANTZ, commandant en chef la division navale des mers de Chine et du Japon, gouverneur *p. i.* et commandant en chef en Cochinchine, commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc.

Sa Majesté le Roi de l'Annam, les hauts fonctionnaires :

NGUYEN-VAN-TUONG, Ministre de la justice, décoré du titre de *Ki-vi-ba*, premier ambassadeur,

Et

NGUYEN-TANG-DOAN, thi lang du ministère de l'intérieur, deuxième ambassadeur ; lesquels après communication de leurs pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

### ARTICLE PREMIER.

Conformément aux stipulations de l'article 11 du traité du 15 mars, le Roi de l'Annam ouvre au commerce étranger, sans distinction de pavillon ou de nationalité, ses ports de Thi-naï dans la province

de Binh-dinh, de Ninh-haï dans la province de Haï-duong, la ville de Hanoï et le fleuve de Nhi-ha depuis la mer jusqu'à la frontière chinoise.

Art. 2.

Dans les ports ouverts, le commerce sera libre après l'acquittement d'une taxe de cinq pour cent de la valeur des marchandises à leur entrée ou à leur sortie. Ce droit sera de dix pour cent sur le sel.

Cependant les armes et les munitions de guerre ne pourront être exportées par le commerce. Le commerce de l'opium reste assujetti à sa réglementation spéciale établie par le gouvernement annamite.

L'importation des grains sera toujours permise moyennant un droit de cinq pour cent.

L'exportation des grains ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation temporaire du gouvernement de l'Annam, autorisation dont il sera donné connaissance au résident français à Hué. Les grains seront dans ce cas, frappés d'un droit de sortie de dix pour cent.

L'importation de la soie et du *go-liem* sera toujours permise.

L'exportation de la soie et du bois dit *go-liem* ne sera permise chaque année qu'après que les villages qui paient leurs impôts avec ces deux denrées auront totalement acquitté cet impôt en nature, et que le gouvernement annamite en aura acheté les quantités indispensables à son propre usage.

Le tarif d'entrée ou de sortie sur ces matières sera, comme pour toutes les autres marchandises, de cinq pour cent.

Lorsque le gouvernement annamite aura l'intention de profiter de ce droit de suspendre l'exportation de la soie et du bois *go-liem*, il en préviendra, au moins un mois à l'avance, le résident français à Hué; il lui fera également connaître, un mois à l'avance l'époque à laquelle l'exportation de ces denrées redeviendra libre.

Toutes les interdictions, à l'exception de celles qui concernent les armes et les munitions qui ne peuvent être transportées sans une autorisation spéciale du gouvernement annamite, ne s'appliquent pas aux marchandises en transit pour le Yunam, ou venant du Yunam; mais le gouvernement annamite pourra prendre des mesures de précaution pour empêcher que les objets prohibés soient débarqués sur son territoire.

Les marchandises transitant pour le Yunam n'acquitteront le droit de douane qu'à leur entrée sur le territoire annamite, qu'elles y arrivent par mer ou par la frontière de Chine (province du Yunam).

Aucun autre droit accessoire ou supplémentaire ne pourra être établi sur les marchandises régulièrement introduites à leur passage d'une province ou d'une ville à une autre.

Il est entendu que les marchandises importées de l'étranger dans les ports ouverts ou exportées des ports ouverts à l'étranger par des bâtiments chinois ou appartenant à l'Annam, seront soumises aux mêmes interdictions et aux mêmes droits que celles importées de l'étranger ou exportées à l'étranger sous tout autre pavillon; et que ces droits seront perçus par les mêmes employés et versés dans les mêmes caisses que ceux perçus sur les marchandises importées de l'étranger ou exportées à l'étranger sous les pavillons dits étrangers.

Art. 3.

Les droits de phare et d'ancrage sont fixés à trois dixièmes de taël par tonneau de jauge pour les navires entrant et sortant avec un chargement, et à quinze centièmes de taël par tonneau pour les navires entrant sur lest et sortant chargés, ou entrant chargés et sortant sur lest.

Sont considérés comme étant sur lest les navires dont la cargaison est inférieure au vingtième de leur jauge en encombrement, et à cinq francs par tonneau en valeur.

Les navires entrant sur lest et partant sur lest ne paient aucun droit de phare et d'ancrage.

Art. 4.

Les marchandises expédiées de Saigon pour un des ports ouverts du royaume d'Annam ou à destination de la province du Yunam en transit par le Nhi-ha et celles qui sont expédiées de l'un de ces ports ou de la province du Yunam pour Saigon, ne seront soumises qu'à la moitié des droits frappant les marchandises de toute autre provenance ou ayant une autre destination.

Pour éviter toute fraude et constater qu'ils viennent bien de Saigon, ces bâtiments y feront viser leurs papiers par le capitaine du port de commerce et les y feront timbrer par le consul d'Annam.

La douane pourra exiger des bâtiments, à leur départ pour Saigon, caution pour la moitié des droits auxquels ils ne sont pas soumis en vertu du paragraphe 1er du présent article, et si la caution ne paraît pas valable, la douane pourra exiger le versement en dépôt de cette moitié de droits, qui sera restituée après justification.

Art. 5.

Le commerce par terre entre la province de Bien-hoa et celle de Binh-thuan restera provisoirement dans les conditions où il est en ce moment, c'est-à-dire qu'il ne pourra être établi de nouveaux droits, ni apporté aucune modification aux droits existants.

Dans l'année qui suivra l'échange des ratifications du nouveau traité, une convention supplémentaire règlera les conditions auxquelles sera soumis ce commerce par terre.

En tous les cas, l'exportation des chevaux de l'empire d'Annam, à destination de la province de Bien-hoa, ne pourra être assujettie à des droits plus forts que ceux qui sont payés actuellement.

Art. 6.

Pour assurer la perception des droits, et afin d'éviter les conflits qui pourraient naître entre les étrangers et les autorités annamites, le gouvernement français mettra à la disposition du gouvernement annamite les fonctionnaires nécessaires pour diriger le service des douanes, sous la surveillance et l'autorité du ministre chargé de cette partie du service public. Il aidera également le gouvernement annamite à organiser sur les côtes un service de surveillance efficace pour protéger le commerce.

Aucun Européen non Français ne pourra être employé dans les douanes des ports ouverts, sans l'agrément du consul de France ou du résident français près la cour de Hué, avant le paiement intégral de l'indemnité espagnole.

Ce paiement terminé, si le gouvernement annamite juge que ses fonctionnaires employés dans les douanes peuvent se passer du concours des fonctionnaires français, les deux gouvernements s'entendront au sujet des modifications que cette détermination rendra nécessaires.

Art. 7.

Les douanes des ports ouverts au commerce étranger devant être dirigées par un fonctionnaire annamite résidant à Ninh-haï, un fonctionnnaire français mis à la disposition du gouvernement annamite et portant le titre de chef du service européen, résidera dans le même port, afin de se concerter avec lui sur toutes les mesures de détail ayant pour but la bonne organisation du service.

Tous les Européens employés dans les douanes relèveront directement du chef du service européen. Il aura le droit de correspondre pour les affaires de douane et de commerce avec le consul français et avec le résident français à Hué.

Le chef du service européen et le chef du service annamite s'entendront pour les rapports à adresser au ministre des finances. En cas de dissentiment, chacun d'eux pourra s'adresser directement à ce haut fonctionnaire.

Art. 8.

Les rangs du personnel mis au service de Sa Majesté, ses rapports officiels avec les autorités du pays, ainsi que ses émoluments seront réglés d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Art. 9.

La comptabilité des douanes sera tenue en double dans les bureaux du service européen et dans les établissements financiers désignés par le gouvernement annamite pour encaisser le montant des droits.

Les ordres de recette des droits devront porter le visa du fonctionnaire français et celui du fonctionnaire annamite. Les mêmes formalités seront observées lorsque l'argent devra être extrait des caisses de la douane pour être versé dans celles de l'État.

Les pièces de comptabilité et les registres seront comparés tous les mois.

Art. 10.

Seront prélevés sur le produit des droits de phare et d'ancrage, et en cas d'insuffisance sur le produit des droits de douane, sans que jamais le prélèvement puisse dépasser la moitié du revenu brut de ce dernier et dans l'ordre suivant :

1° La solde du personnel européen employé au service des douanes des ports ouverts de l'Annam ; celle des employés annamites ou autres du même service;
2° La construction et l'entretien des bureaux de la douane ;
3° La construction et l'entretien des phares, bateaux-feu, balises ;
4° Les travaux de curage et les sondages.

Enfin toutes les dépenses reconnues nécessaires pour faciliter et activer le développement du mouvement commercial.

Art. 11.

Le tarif de droits établi par la présente convention sera applicable pendant dix ans à dater de l'échange des ratifications; pendant cette période, il ne pourra être modifié que du commun consentement des deux hautes Parties contractantes, et un an au moins après que la proposition en aura été faite par l'une d'elles.

Art. 12.

Toutes les contestations entre les étrangers et le personnel des douanes au sujet de l'application des réglements douaniers seront jugées par le consul et un magistrat annamite.

Art. 13.

Lorsqu'un bâtiment français ou étranger arrivera dans les eaux de l'un des ports ouverts au commerce étranger, il aura la faculté d'engager tel pilote qui lui conviendra pour se faire conduire immédiatement dans le port, et de même, quand après avoir acquitté toutes les charges légales il sera prêt à mettre à la voile, on ne pourra pas lui refuser des pilotes pour le sortir du port sans retard ni délai.

Tout individu qui voudra exercer la profession de pilote pour les bâtiments étrangers, pourra sur la

présentation de trois certificats de capitaines de navires, être commissionné par le consul de France et le capitaine de port.

La rétribution payée aux pilotes sera réglée selon l'équité, pour chaque port en particulier par le consul ou agent consulaire et le capitaine de port, en raison de la distance et des difficultés de la navigation.

Art. 14.

Dès que le pilote aura introduit un navire de commerce étranger dans le port, le chef de la douane déléguera un ou deux préposés pour surveiller le navire et empêcher qu'il ne se pratique aucune fraude. Ces préposés, pourront, selon leurs convenances, rester dans leurs propres bateaux ou se tenir à bord du bâtiment.

Art. 15.

Dans les vingt-quatre heures qui suivront l'arrivée d'un navire de commerce étranger dans l'un des ports ouverts au commerce étranger, le capitaine, s'il n'est dûment empêché, et à son défaut le subrécargue ou le consignataire devra se rendre au consulat de France et remettra entre les mains du consul les papiers du bord, les connaissements et le manifeste. Dans les vingt-quatre heures suivantes, le consul enverra au chef de la douane un extrait du rôle d'équipage et une note détaillée indiquant le nom du navire, le tonnage légal du bâtiment et la nature de son chargement ; si par suite de la négligence du capitaine, cette dernière formalité n'avait pu être accomplie dans les quarante-huit heures qui suivront l'arrivée du navire, le capitaine sera passible d'une amende de cinquante piastres par jour de retard au profit de la caisse des douanes ; ladite amende, toutefois, ne pourra dépasser la somme de deux cents piastres.

Aussitôt après la réception de la note transmise par le consulat, le chef de la douane délivrera le permis d'ouvrir la cale. Si le capitaine, avant d'avoir reçu le permis précité avait ouvert la cale et commencé à décharger, il pourrait être condamné à une amende de cinq cents piastres au plus, et les marchandises débarquées pourraient être saisies, le tout au profit de la caisse des douanes.

Les armes et les munitions de guerre que les bâtiments de commerce pourraient avoir à bord pour leur propre sûreté devront être énumérées sur les papiers de bord et déclarées en même temps que la composition de la cargaison à leur arrivée au port ou à la douane.

Si les fonctionnaires du gouvernement annamite le jugent nécessaire, ces armes seront mises en dépôt à terre entre les mains du capitaine du port et du consul, ou dans le poste frontière pour n'être rendues qu'au départ du bâtiment, soit qu'il prenne la mer, soit qu'il pénètre sur le territoire chinois. Dans ce dernier cas, la quantité de munitions et d'armes sera déterminée par le consul et le chef de la douane, en raison des circonstances. Les contraventions seront punies de la confiscation des armes au profit du gouvernement annamite et en outre d'une amende qui ne pourra excéder cinq cents piastres.

Si un bâtiment a débarqué clandestinement des armes ou des munitions sur le territoire annamite, ces armes, si elles sont en petit nombre, seront confisquées et les contrevenants seront en outre punis d'une amende de cinq cents piastres au plus ; mais si la quantité d'armes ou de munitions de guerre ainsi débarquées est considérable et constitue un danger, le bâtiment pourra être saisi et confisqué ainsi que tout ou partie du chargement.

La confiscation d'un bâtiment européen ou américain ne pourra être prononcée que par les deux gouvernements.

Art. 16.

Les capitaines et négociants étrangers pourront louer telles espèces d'alléges et d'embarcations qu'il

leur plaira pour transporter des marchandises et des passagers, et la rétribution à payer pour ces alléges sera réglée de gré à gré par les parties intéressées, sans l'intervention de l'autorité annamite et par conséquent sans sa garantie en cas d'accident, de fraude et de disparition desdits alléges. Le nombre n'en sera pas limité et le monopole n'en pourra être concédé à qui que ce soit, non plus que celui de transport par portefaix des marchandises à embarquer ou à débarquer.

### Art. 17.

Toutes les fois qu'un négociant étranger aura des marchandises à embarquer ou à débarquer, il devra d'abord remettre la note détaillée au consul ou agent consulaire qui en donnera communication au chef de la douane. Celui-ci délivrera sur le champ un permis d'embarquement ou de débarquement. Il sera alors procédé à la vérification des marchandises dans la forme la plus convenable pour qu'il n'y ait chance de perte pour aucune des parties.

Le négociant devra se faire représenter sur le lieu de la vérification (s'il ne préfère y assister luimême), par une personne réunissant les qualités requises, à l'effet de veiller à ses intérêts au moment où il sera procédé à cette vérification pour la liquidation des droits; faute de quoi, toute réclamation ultérieure restera nulle et non avenue.

Si le négociant ne peut tomber d'accord avec l'employé annamite sur la valeur à fixer, chaque partie appellera deux ou trois négociants chargés d'examiner les marchandises, et le prix le plus élevé qui sera offert par l'un d'eux sera réputé constituer la valeur desdites marchandises.

Les droits seront prélevés sur le poids net, on déduira, en conséquence, le poids des emballages et contenants. Si le négociant ne peut s'entendre avec l'employé annamite sur la fixation de la tare, chaque partie choisira un certain nombre de caisses et de ballots parmi les colis objets du litige; ils seront d'abord pesés bruts, puis tarés ensuite, et la tare moyenne des colis pesés servira de tare pour tous les autres.

Si pendant le cours de la vérification il s'élève quelque difficulté qui ne puisse être résolue, le négociant pourra réclamer l'intervention du consul, lequel portera, sur le champ, l'objet de la contestation au chef des douanes, et tous deux s'efforceront d'arriver à un arrangement amiable; mais la réclamation devra avoir lieu dans les vingt-quatre heures, sinon il n'y sera pas donné suite. Tant que le résultat de la contestation restera pendant, le chef de la douane n'en portera pas l'objet sur les livres laissant ainsi toute latitude pour l'examen et la solution de la difficulté.

Les marchandises qui auraient éprouvé des avaries jouiront d'une réduction de droits proportionnée à leur dépréciation. Celle-ci sera déterminée équitablement et s'il le faut, par expertise contradictoire, ainsi qu'il a été stipulé plus haut.

### Art. 18.

Tout bâtiment entré dans l'un des ports ouverts de l'Annam et qui n'a point encore levé le permis de débarquement mentionné dans l'article précédent, pourra, dans les deux jours de son arrivée, quitter le port et se rendre dans un autre port sans avoir à payer ni droits d'ancrage ni droits de douane, attendu qu'il les acquittera ultérieurement dans le port où il effectuera la vente de ses marchandises.

### Art. 19.

Les droits d'importation seront acquittés par les capitaines ou négociants au fur et à mesure du débarquement des marchandises et après leur vérification. Les droits d'exportation le seront de la même manière lors de l'embarquement. Lorsque les droits de tonnage et de douane dûs par un bâtiment

étranger auront été intégralement acquittés, le chef de la douane délivrera une quittance générale, sur l'exhibition de laquelle le consul rendra ses papiers de bord au capitaine et lui permettra de partir.

Toutefois, si le capitaine y consent, il sera loisible à l'administration des douanes (afin de faciliter les opérations du commerce) de percevoir les droits d'après les papiers de bord, sans qu'on soit obligé de décharger les marchandises pour en constater la valeur et la quantité.

### Art. 20.

Après l'expiration des deux jours mentionnés dans l'article 18 et avant de procéder au déchargement, chaque bâtiment de commerce acquittera intégralement les droits de phare et d'ancrage fixés par l'article 3. Aucun autre droit, rétribution ou surcharge ne pourra être exigé sous aucun prétexte.

Lors du paiement du droit précité, le chef de la douane délivrera, au capitaine ou au consignataire, un reçu en forme de certificat constatant que les droits de phare et d'ancrage ont été intégralement acquittés, et sur l'exhibition de ce certificat au chef de la douane de tout autre port où il lui conviendrait de se rendre, le capitaine sera dispensé de payer de nouveau ces droits pour son bâtiment, tout navire étranger ne devant en être passible qu'une seule fois à chacun de ses voyages d'un pays étranger en Annam.

### Art. 21.

Tout navire étranger entré dans l'un des ports ouverts au commerce, et qui n'y voudra décharger qn'une partie de ses marchandises, ne paiera les droits de douane que pour la partie débarquée; il pourra transporter le reste de sa cargaison dans un autre port et l'y vendre. — Les droits seront alors acquittés.

Dans le cas où des étrangers, après avoir acquitté dans un port les droits sur des marchandises, voudraient les réexporter et aller les vendre dans un autre port, ils en préviendraient le consul ou agent consulaire; celui-ci, de son côté, informera le chef de la douane, lequel après avoir constaté l'identité de la marchandise et la parfaite intégrité des colis, remettra aux réclamants une déclaration attestant que les droits afférents auxdites marchandises ont été effectivement acquittés.

Munis de cette déclaration, les négociants étrangers n'auront, à leur arrivée dans l'autre port, qu'à la présenter par l'entremise du consul au chef de la douane, qui délivrera, pour cette partie de la cargaison, sans retard et sans frais, un permis de débarquement en franchise de droits; mais si l'autorité découvrait de la fraude ou de la contrebande parmi ces marchandises ainsi réexportées, celles-ci seraient, après vérification, confisquées au profit de la caisse des douanes.

### Art. 22.

Aucun transbordement de marchandises ne pourra avoir lieu que sur permis spécial et dans un cas d'urgence. S'il devient indispensable d'effectuer cette opération, il devra en être référé au consul qui délivrera un certificat, sur le vu duquel le transbordement sera autorisé par le chef de la douane. Celui-ci pourra toujours déléguer un employé de son administration pour y assister.

Tout transbordement non autorisé, sauf le cas de péril en la demeure, entraînera la confiscation au profit de la caisse des douanes, de la totalité des marchandises illicitement transbordées.

### Art. 23.

Dans chacun des ports ouverts au commerce étranger, le chef de la douane recevra pour lui-même et déposera au consulat français, des balances légales pour les marchandises et pour l'argent, ainsi que des poids et mesures exactement conformes aux poids et aux mesures en usage dans l'Annam et revêtus

d'une estampille et d'un cachet constatant cette conformité. Ces étalons seront la base de toutes les liquidations de droits et de paiements à faire. On y aura recours en cas de contestation sur le poids et la mesure des marchandises, et il sera statué d'après les résultats qu'ils auront donnés.

Art. 24.

Toute marchandise introduite ou exportée en contrebande, par des navires ou par des négociants étrangers dans les ports, quelles que soient d'ailleurs sa valeur et sa nature, comme aussi toute denrée prohibée débarquée frauduleusement, sera saisie par l'autorité locale et confisquée. — En outre le gouvernement annamite pourra, si bon lui semble, interdire l'entrée de ses ports au bâtiment surpris en contravention et le contraindre à partir aussitôt l'apuration de ses comptes. Si quelque navire étranger se couvrait frauduleusement d'un pavillon qui ne serait pas le sien, l'autorité française prendrait les mesures nécessaires pour la répression de cet abus.

La totalité des sommes provenant de la vente des objets confisqués sera versée à la caisse de la douane. Le produit des amendes pour contravention aux règlements des douanes, dans les ports ouverts, sera également versé à cette caisse.

Art. 25.

Son Excellence le Président de la République française pourra stationner un bâtiment de guerre dans les ports ouverts de l'empire, où sa présence sera jugée nécessaire pour maintenir le bon ordre et la discipline parmi les équipages des navires marchands et faciliter l'exercice de l'autorité consulaire. Toutes les mesures nécessaires seront prises pour que la présence de ces navires de guerre n'entraîne aucun inconvénient. Les bâtiments de guerre ne seront assujettis à aucun droit.

Art. 26.

Tout bâtiment de guerre français croisant pour la protection du commerce sera reçu en ami et traité comme tel dans tous les ports de l'Annam où il se présentera. Ces bâtiments pourront s'y procurer les divers objets de rechange et de ravitaillement dont ils auraient besoin, et s'ils ont fait des avaries, les réparer et acheter dans ce but les matériaux nécessaires, le tout sans la moindre opposition.

Il en sera de même à l'égard des navires de commerce français ou étrangers qui, par suite d'avaries majeures ou pour toute autre cause, seraient contraints de chercher refuge dans un port quelconque de l'Annam. Mais ces navires devront également n'y séjourner que momentanément, et aussitôt que la cause de leur relâche aura cessé ils devront appareiller sans pouvoir y prolonger leur séjour et sans pouvoir y commercer.

Si quelqu'un de ces bâtiments venait à se perdre sur la côte, l'autorité la plus proche, dès qu'elle en serait informée, porterait sur-le-champ assistance à l'équipage, pourvoirait à ses premiers besoins et prendrait les mesures d'urgence nécessaires pour le sauvetage du navire et la préservation des marchandises. Puis elle porterait le tout à la connaissance du consul ou agent consulaire le plus à portée du sinistre, pour que celui-ci, de concert avec l'autorité compétente, pût aviser aux moyens de rapatrier l'équipage et de sauver les débris du navire et de la cargaison.

Le port de Thuân-an à cause de sa situation dans une rivière qui conduit à la capitale et de sa proximité de cette capitale fera exception, et aucun bâtiment étranger de guerre ou de commerce ne pourra y pénétrer.

Cependant si un bâtiment de guerre français était chargé d'une mission pressée pour le gouver-

nement de Hué ou pour le résident français, il pourrait franchir la barre après en avoir demandé et obtenu l'autorisation expresse du gouvernement annamite.

Art. 27.

Les navires de commerce annamites qui se rendront dans les ports de France ou des six provinces françaises de la Basse Cochinchine pour y commercer, y seront traités au point de vue des droits de toute nature comme la nation la plus favorisée.

Art. 28.

Le gouvernement français renouvelle la promesse faite au gouvernement annamite à l'article 2 du traité du 15 mars, de faire tous ses efforts pour détruire les pirates de terre et de mer, particulièrement dans le voisinage des villes et ports ouverts au commerce européen, de façon à rendre les opérations du commerce aussi sûres que possible.

Art. 29.

La présente convention aura la même force que le traité du 15 mars 1874 auquel elle restera attachée ; elle sera mise en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications qui aura lieu en même temps que celui du traité du 14 mars 1874 si c'est possible, et en tous les cas avant le 15 mars 1875.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux.]

Fait à Saigon, au palais du Gouvernement, en deux expéditions en chaque langue, comparées et conformes entre elles, le trente-et-un août mil huit cent-soixante-quatorze.

(S.) Contre-Amiral Krantz.

(S.) Nguyen-Van-Tuong et Nguyen-Tang-Doan.

Afin d'éviter les difficultés dans l'interprétation de quelques passages des nouveaux traités, les plénipotentiaires des deux hautes Parties contractantes sont convenus d'ajouter au présent traité un article additionnel qui sera considéré comme en faisant partie intégrante.

Article additionnel.

Il est entendu que la ville même de Hanoï est ouverte au commerce étranger et qu'il y aura dans cette ville un consul avec son escorte, une douane, et que les Européens pourront y avoir des magasins et des maisons d'habitation, aussi bien qu'à Ninh-haï et à Thi-naï.

Si, par la suite, on reconnaissait que la douane de Hanoï est inutile et que celle de Ninh-haï suffit, la douane de Hanoï pourrait être supprimée ; mais il y aurait toujours, dans cette ville, un consul et son escorte et les Européens continueraient à y avoir des magasins et des maisons d'habitation.

Les terrains nécessaires pour bâtir les habitations des consuls et de leurs escortes seront cédés gratuitement au gouvernement français par le gouvernement annamite. L'étendue de ces terrains sera dans chacune des villes ou ports ouverts, de cinq maus, mesure annamite (environ deux hectares et demi). Les terrains nécessaires aux Européens pour y élever leurs maisons d'habitation ou leurs magasins seront achetés par eux aux propriétaires ; les consuls et les autorités annamites interviendront dans ces achats de façon à ce que tout se passe avec équité. Les magasins et les habitations des commercants seront aussi rapprochés que possible de la demeure des consuls.

A Ninh-haï le consul et son escorte continueront à occuper les forts tant que cela sera jugé nécessaire pour assurer la police et la sécurité du commerce. Il habitera plus tard sur le terrain de cinq maus qui lui aura été concédé.

On respectera les pagodes et les sépultures, et les Européens ne pourront acheter les terrains sur lesquels il existe des habitations qu'avec le consentement des propriétaires et en payant une juste indemnité.

Les commerçants européens paieront l'impôt foncier d'après les tarifs en usage dans la localité où ils habiteront ; mais ils ne paieront aucun autre impôt.

A Saigon, le trente-et-un août mil huit cent soixante-quatorze.

(S.) Contre-Amiral Krantz.

(S.) Nguyen-Van-Tuong et Nguyen-Tang-Doan.

# TRAITÉ

PASSÉ ENTRE

## S. M. L'EMPEREUR DES FRANÇAIS

ET

## S. M. LE ROI DU CAMBODGE.

# TRAITÉ

## PASSÉ ENTRE S. M. L'EMPEREUR DES FRANÇAIS

## ET S. M. LE ROI DU CAMBODGE.

LL. MM. l'Empereur des Français et le Roi du Cambodge Maha Abbarach, désirant faire jouir le royaume du Cambodge des bienfaits de la civilisation de la paix, considérant que l'intérêt commun des deux Etats devenus aujourd'hui limitrophes, exige que le Gouvernement du Cambodge s'entende parfaitement et agisse toujours d'accord avec le Gouvernement Français; S. M. l'Empereur des Français a nommé pour son représentant M. le contre-amiral de la Grandière, Gouverneur et Commandant en Chef en Cochinchine, à l'effet de régler avec S. M. le Roi du Cambodge les conditions auxquelles S. M. l'Empereur des Français consent à transformer ses droits de suzeraineté sur le Royaume du Cambodge en un protectorat.

En conséquence, S. M. le Roi du Cambodge et M. le Gouverneur de la Cochinchine sont convenus :

Art. 1er.

S. M. l'Empereur des Français accorde sa protection à S. M. le Roi du Cambodge.

Art. 2.

S. M. l'Empereur des Français nommera un résident français auprès de S. M. le Roi du Cambodge, qui sera chargé, sous la haute autorité du Gouverneur de la Cochinchine, de veiller à la stricte exécution des présentes Lettres de Protectorat.

S. M. le Roi du Cambodge pourra nommer un résident cambodgien à Saigon pour communiquer directement avec le Gouverneur de la Cochinchine.

Art. 3.

Le résident français aura au Cambodge le rang de grand Mandarin, et il lui sera rendu dans tout le Royaume les honneurs dus à cette dignité.

Art. 4.

Aucun Consul d'une autre nation que la France ne pourra résider auprès de S. M. le Roi du Cambodge ou dans aucun lieu de ses Etats, sans que le Gouverneur de la Cochinchine en ait été informé et se soit entendu à cet égard avec le Gouvernement Cambodgien.

Art. 5.

Les sujets français jouiront dans toute l'étendue du Royaume du Cambodge d'une pleine et entière liberté pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils pourront circuler, posséder et s'établir librement dans toutes les provinces et dépendances de ce Royaume, lorsqu'ils en auront informé un grand mandarin cambodgien qui leur délivrera un permis.

Art. 6.

Les sujets cambodgiens jouiront dans toute l'étendue de l'Empire français, d'une pleine et entière liberté pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils pourront circuler, posséder et s'établir librement dans toutes les provinces et dépendances de cet Empire, lorsqu'ils en auront informé un officier français compétent, qui leur délivrera un permis.

Art. 7.

Lorsqu'un français établi, ou de passage dans le Royaume du Cambodge, aura quelque sujet de plainte ou quelque réclamation à formuler contre un cambodgien, il devra d'abord exposer ses griefs au résident français qui, après avoir examiné l'affaire, s'efforcera de l'arranger à l'amiable. De même, quand un cambodgien aura à se plaindre d'un français, le résident écoutera sa réclamation avec intérêt et cherchera à ménager un arrangement amiable. Mais, dans l'un et l'autre cas, si la chose était impossible, le résident français requerrait l'assistance d'un fonctionnaire cambodgien compétent, et tous deux, après avoir examiné conjointement l'affaire, statueront suivant l'équité. Le résident français s'abstiendra de toute intervention dans les contestations des sujets cambodgiens entre eux ; de leur côté, les français dépendront, pour toutes les difficultés qui pourraient s'élever entre eux, de la juridiction française, et l'autorité cambodgienne n'aura à s'en mêler en aucune maniére, non plus que des différents qui surviendraient entre français et européens, qui seront jugés par le résident français. Les crimes commis par des sujets français dans le Royaume Cambodgien, seront connus et jugés à Saigon par les cours de justice compétentes. Dans ce cas, le Gouvernement Cambodgien donnera toute facilité au résident français pour saisir le coupable et le livrer au Gouverneur de la Cochinchine. En cas d'absence du résident français, le Commandant des forces françaises le remplacera pour exercer la justice.

Art. 8.

Tous les Français qui voudront s'établir dans le Royaume du Cambodge devront se faire inscrire à la chancellerie de la résidence française, et le résident en avisera le gouvernement Cambodgien.

Art. 9.

Tous les Cambodgiens qui voudront s'établir dans les possessions de S. M. l'Empereur des Français,

devront se faire inscrire auprès du résident cambodgien à Saigon, qui en informera le Gouverneur de la Cochinchine.

### Art. 10.

Les marchandises importées ou exportées par navires français dans le Cambodge, lorsque leurs propriétaires seront munis d'un permis du gouvernement de Saigon, seront admises en franchise de tous droits dans tous les ports du royaume du Cambodge, excepté l'opium, qui sera soumis aux droits.

### Art. 11.

Les navires chargés de marchandises cambodgiennes qui auront acquitté les droits au Cambodge, s'ils s'ont munis d'un permis du gouvernement cambodgien, visé par le résident français, seront admis en franchise de tous droits dans tous les ports ouverts de la Cochinchine.

### Art. 12.

Les Français voyageant en qualité de savants, tels que naturalistes, géographes, etc, donneront avis de leur mission au gouvernement cambodgien, et ils en recevront tous les soins et bons offices de nature à les aider dans l'accomplissement de leur mission, et à leur faciliter les voyages de l'intérieur du pays.

### Art. 13.

Dans le cas où des navires français seraient attaqués ou pillés par des pirates dans des parages dépendant du royaume du Cambodge, l'autorité locale du lieu le plus rapproché, dès qu'elle aura connaissance du fait, en poursuivra activement les auteurs et ne négligera rien pour qu'ils soient arrêtés et punis conformément aux lois. Les marchandises enlevées, en quelque lieu et en quelqu'état qu'elles se trouvent, seront remises à leurs propriétaires, ou, en leur absence, entre les mains d'une autorité française qui se chargera de les restituer. Si l'on ne pouvait s'emparer des coupables ni recouvrer la totalité des objets volés, les fonctionnaires cambodgiens, après avoir prouvé qu'ils ont fait tous les efforts pour arriver à ce but, ne sauraient être rendus pécuniairement responsables. Il en sera de même pour les actes de pillage ou de vol qui auraient été commis sur les propriétés des français établis dans le royaume du Cambodge : l'autorité cambodgienne, après avoir prouvé qu'elle a fait tous ses efforts pour saisir les coupables et recouvrer la totalité des objets volés, ne saurait être rendue pécuniairement responsable.

### Art. 14.

Dans le cas où les navires cambodgiens seraient attaqués ou pillés par des pirates dans les parages dépendant de l'Empire français, l'autorité locale du lieu le plus rapproché, dès qu'elle aura connaissance du fait, en poursuivra activement les auteurs et ne négligera rien pour qu'ils soient arrêtés et punis conformément aux lois. Les marchandises enlevées, en quelque lieu et en quelqu'état qu'elles se trouvent seront remises à leurs propriétaires ou, en leur absence, entre les mains de l'autorité cambodgienne qui se chargera de les restituer. Si l'on ne pouvait s'emparer des coupables ni recouvrer la totalité des objets volés, les fonctionnaires français, après avoir prouvé qu'ils ont fait tous leurs efforts pour arriver à ce but, ne sauraient être rendus pécuniairement responsables. Il en sera de même pour tous les actes de pillage et de vol qui auraient été commis sur des propriétés de cambodgiens habitant sur le territoire français. L'autorité française, après avoir prouvé qu'elle a fait tous ses efforts pour saisir les

coupables et recouvrer la totalité des objets volés, ne saurait être rendue pécuniairement responsable.

Art. 15.

Les missionnaires catholiques auront le droit de prêcher et d'enseigner. Ils pourront, avec l'autorisation du gouvernement cambodgien, construire des églises, des séminaires, des écoles, des hôpitaux, des couvents et autres édifices pieux sur tous les points du Royaume du Cambodge.

Art. 16.

S. M. l'Empereur des Français reconnaissant la souveraineté du Roi du Cambodge, Som Dac Pra Norodom Prom Boreraksa Pra Maha Abbarach, s'engage à maintenir dans ses Etats l'ordre et la tranquilité, à le protéger contre toute attaque extérieure, à l'aider dans la perception des droits de commerce et à lui donner toute facilité pour établir une communication entre le Cambodge et la mer.

Art. 17.

Pour faciliter l'exécution des articles précédents, le Gouverneur de la Cochinchine, désirant obtenir un terrain à l'endroit nommé Chreuy-chang-va, ou les *Quatre-Bras,* pour y construire un dépôt de charbon et des magasins d'approvisionnements pour les navires français, S. M. le Roi du Cambodge consent à donner ce terrain en amont de la partie réservée à l'extrême pointe, pour construire un fort, le terrain concédé devant avoir quinze sons ou cinq cents mètres environ sur les deux rives ; si, sur ce terrain, se trouvait une pagode ou lieu consacré, on le respecterait.

Si d'autres établissements devenaient nécessaires pour les besoins de la station française, le Roi examinerait la demande que lui en ferait le Gouverneur de la Cochinchine, et l'accorderait aux mêmes conditions que la concession précédente.

Art. 18.

En reconnaissance de la protection que lui accorde S. M. l'Empereur des Français, S. M. le Roi du Cambodge concède à la France le droit de choisir, abattre, débiter, exploiter dans les forêts de son royaume les bois propres aux constructions de vaisseaux de la marine impériale. Les agents français chargés de cette exploitation devront en donner avis au grand Mandarin Cambodgien, qui leur délivrera les lettres et autorisation nécessaires. Toutes fois, les frais d'exploitation restent à la charge du gouvernemeut français.

Les Français qui commerceront au Cambodge devront débattre à l'amiable les prix d'achat avec les vendeurs.

Art. 19.

La présente convention ne sera valable et ne pourra être en vigueur qu'après avoir été ratifiée par S. M. l'Empereur des Français.

En foi de quoi S. M. Som Dac Pra Norodom Prom Boreraksa Pra Maha Abbarach, Roi du Cambodge, et le plénipotentiaire, Gouverneur et Commandant en Chef en Cochinchine, susdésigné, ont signé la présente convention en triplicata, et y ont apposé leurs sceaux.

Palais de Houdon, le onze août mil huit cent soixante-trois, correspondant au 27 de la lune Asah de l'année cor mil deux cent vingt-cinq.

De La Grandière, (Cachet du Roi.)

*Commandant en Chef en Cochinchine*

# ARTICLE ADDITIONNEL.

S. M. l'Empereur des Français donne à S. M. le Roi du Cambodge un bâtiment à vapeur, dont le capitaine, les mécaniciens et les maîtres seront français, à la solde de la France ; le reste de l'équipage, les consommations, approvisionnements et vivres de toutes espèces seront à la charge du Roi du Cambodge.

S. M. le Roi du Cambodge pourra disposer de ce bâtiment pour tous les services qu'elle jugera convenables et, au besoin, pour agir contre les rebelles désignés par le Gouvernement Cambodgien.

S. M. le Roi du Cambodge facilitera par tous les moyens le commerce des bestiaux.

Palais de Houdon, le onze août mil huit cent soixante-trois.

De La Grandière.

*Commandant en Chef en Cochinchine.*

# ORDONNANCE ROYALE

CONCERNANT

# LES RÉFORMES

INTRODUITES DANS LE GOUVERNEMENT ET L'ADMINISTRATION

DU

# ROYAUME DU CAMBODGE

Nous, SOMDACH PREA NORODON, roi du Cambodge, donnons avis aux princes, aux mandarins grands et petits de la capitale et des provinces, et enfin à tous nos sujets, que, après avoir consulté nos mandarins, nous avons révisé les anciens usages dont les uns étaient bons et les autres mauvais. Nous modifions aujourd'hui les lois comme suit, afin qu'elles soient équitables et bonnes pour tous.

DE LA FAMILLE ROYALE.

1º Le somdach Preà Moha-Obbarach ($2^e$ roi), et la somdach Preà-Voreach Chini (reine-mère) actuels, conserveront, leur vie durant, les prérogatives et les revenus, apanages..... qui leur sont dévolus par les anciens usages. Après l'extinction naturelle des droits acquis par les titulaires, c'est-à-dire après leur mort, ces hautes positions seront purement honorifiques.

Le somdach Preà-Moha Abyôreach (le roi qui a abdiqué), ainsi que les princes qui ont actuellement certains pouvoirs, n'auront plus désormais aucune autorité dans l'Etat, et leurs titres, seront purement honorifiques.

Les mandarins de l'Abyôreach, ceux de l'Obbarach et de la somdach Preà-Voreach Chini, conserveront leurs titres avec une solde du roi, mais ils n'auront d'autorité que dans les palais des princes dont ils relèvent, et n'exerceront aucune espèce de pouvoir à l'intérieur du royaume.

2° Les princes recevront du gouvernement une solde proportionnée à leur grade et aux ressources du trésor.

3° Les mandarins de l'Obbarach et ceux de la Voreach Chini, les gouverneurs des provinces relevant de l'administration de ces deux hauts dignitaires, ainsi que les petits mandarins placés sous les ordres de ces gouverneurs, qui ont en ce moment des pouvoirs judiciaires, les conserveront, mais on pourra en appeler de leurs jugements devant le tribunal supérieur.

## DU GOUVERNEMENT.

1° Un conseil composé des cinq plus grands mandarins sera chargé de la haute surveillance de l'exécution des lois, ainsi que de l'étude des réformes et modifications dont elles pourraient devenir susceptibles.

Le conseil se compose des cinq ministres :

Le chauféa;
Le yommo-rach;
Le veang;
Le cralahom;
Et le chacrey.

Le conseil délibérera hors de la présence du Roi et soumettra ensuite à Sa Majesté les mesures reconnues opportunes et utiles au pays.

2° Les contrats passés entre le gouvernement et les personnes qui viennent se livrer à une exploitation quelconque au Cambodge, seront soumis à l'examen du grand conseil du gouvernement, et approuvés par le Roi. Cette règle concerne les Européens, les étrangers de toutes races et nos sujets.

## DE L'ADMINISTRATION.

1° Les cinq ministres continueront, comme par le passé, à exercer une haute surveillance sur l'une des cinq grandes divisions territoriales et administratives du royaume.

2° Le nombre des provinces sera ramené à ce qu'il était à la mort du dernier Roi.

3° Les habitants d'un village choisissent leur mi-sroc (maire); celui-ci nomme lui-même son chômtop (adjoint). Les gouverneurs seront tenus d'accepter ces choix, à moins de motifs graves pour s'y opposer, et le cas est alors porté devant le ministre chargé en chef de l'administration de la province.

4° Les ocnha-luong (délégués royaux), les preà-réàch-bâmro (inspecteurs) seront envoyés de temps en temps dans les provinces, mais ils n'auront pas le droit de rendre la justice pendant la durée de leur mission.

Il n'y aura plus désormais d'ocnha-luong restant à poste fixe dans l'intérieur du royaume; ils ne séjourneront dans les provinces que le temps nécessaire à l'exécution des ordres qu'ils auront reçus.

5° Autant que possible, on n'élévera à la dignité de mandarin que des individus de race cambodgienne. Les titres conférés à des particuliers de race étrangère leur donneront seulement les droits sur nos sujets de leur race, ou de leur nationalité, qui sont établis au Cambodge.

6° Un grand nombre de mandarins n'ayant pas aujourd'hui un traitement suffisant pour vivre, sont enclins à commettre des exactions. Nous avons songé à réduire le nombre des fonctionnaires au plus strict nécessaire, et nous leur donnerons à chacun un traitement fixe, annuel et proportionné à leur dignité.

7° Les apanages actuels des mandarins sont supprimés et font retour à l'Etat, ces apanages seront remplacés par un traitement équivalent.

8° Nous désignerons des mandarins qui seront spécialement chargés des travaux d'utilité publique.

9° Toute opération commerciale est absolument interdite aux grands dignitaires et aux gouverneurs des provinces pendant la durée de leurs fonctions.

### DE L'IMPÔT

1° Aucun impôt nouveau ne peut être établi sans l'avis du conseil de gouvernement.

2° Toutes les fermes et monopoles sont abolis, sauf en ce qui concerne l'opium et les alcools de riz.

3° Les anciens jeux, dits *po, thua, contot, biér-sisec*, seront autorisés à Pnum-penh et dans les grands centres de l'intérieur ; mais on ne jouera plus dans les villages, ni dans les barques, le lac, les rivières, les arroyos....

4° Les droits prélevés sous les marchés couverts, ainsi que les nouvelles taxes de toute nature et les jeux nouveaux sont supprimés.

5° L'ancienne corvée (menus-réachéacar) sera maintenue ; mais elle pourra être rachetée au moyen de 20 ligatures pour l'année. Les corvéables qui ne rachèteront pas leur corvée, seront tenus, selon les anciens usages, de travailler 90 jours pour l'Etat, soit dans la capitale, soit dans l'intérieur du royaume.

6° Les usages actuels concernant les cultures comportant des imperfections qui entraînent une foule d'abus, nous les révisons ainsi qu'il suit :

On prélèvera, à titre d'impôt foncier, 1/10 sur les productions du paddy. Si l'on exporte ce paddy hors de la province, il supportera un nouveau tribut de 1/20 de la quantité exportée. Les gouverneurs et les douaniers seront chargés de porter ce riz dans les magasins de l'Etat, à Pnum-penh. Les contribuables et les commerçants auront la faculté de payer l'un et l'autre de ces impôts en argent ou en nature.

Sont supprimés tous les autres prélèvements qui avaient lieu sur le riz, tels que le panier donné au mandarin chargé du mesurage des récoltes, le panier exigé par les magasiniers royaux au moment de l'emmagasinage, etc..... Les terrains propres aux cultures, appelées chomcar, seront loués à raison de 2 à 400 ligatures le sen, suivant leur degré de fertilité et leur profondeur, sans préjudice de 1/10 de la valeur des produits prélevés aux douanes ; sont dans ce cas les plantations suivantes : le coton, le tabac, l'indigo, le mûrier et les légumes de toute espèce.

Le bétel sera imposé de 30 sapèques (0,04 centimes) par pied, plus 1/10 sur celui qui sera livré au commerce.

Le poivre sera imposé de 4 tien par pied (à très-peu près 2 piculs 1/2 par 1,000 pieds) ; l'impôt de sortie est de 1/10 de la valeur de cette denrée. Les cultivateurs et les commerçants seront libres de payer en nature ou en argent.

Le sucre de palmier sera soumis à un impôt de 1 caam (pot de sucre de la valeur de 1 franc) par chaque personne se livrant à cette exploitation et par an. Si le sucre est exporté, il sera soumis à un nouveau droit de 1/10 de sa valeur.

7° Le Gouvernement louera directement aux cultivateurs les terrains cultivés en chomcar, et on ne les adjugera plus en bloc à des intermédiaires qui faisaient là-dessus des bénéfices sans se donner aucune peine. Le bail sera au minimum de trois ans et le paiement sera fait par annuités. Au bout de trois ans ces terrains pourront être loués à d'autres cultivateurs, s'ils font des offres plus avantageuses à l'Etat.

8° L'impôt sur l'exploitation des forêts reste le même (il est de 1/10 de la valeur des arbres abattus, plus de 1/20 environ de la valeur de ces arbres. Le premier de ces impôts est prélevé à la douane et le second sur les lieux d'exploitation).

9° L'évaluation du prix des denrées imposables sera calculée sur la valeur de ces produits à Pnum-penh. La mercuriale sera affichée chaque semaine dans les postes de douane.

Pour les poivres, ce sera le marché de Campot qui règlera l'estimation, et l'on affichera également les prix de la place à la douane de sortie.

10° Le droit d'abattage des porcs reste fixé au 1/10 de leur valeur.

### DE LA JUSTICE

1° Les anciennes lois du royaume sont très-sages ; tout le monde les connaît, mais on ne les suit pas aujourd'hui. Nous ordonnons à ce sujet ce qni suit :

2°Un tribunal supérieur, composé des principaux magistrats du royaume, sera institué dans la capitale, et aura pleins pouvoirs judiciaires. Nous désignons, pour faire partie de ce tribunal, les mandarins de la justice dont les titres suivent :

Le suphea-thuppdey ;
Le suphea-montrey ;
Le suphea-treach ;
Le suphea-sattarach ;
Le montrey-cadarach ;
Le norea-treach :
Le reach-suphea ;

auxquels seront adjoints, selon le cas. les magistrats d'un moindre rang, mais qui sont chargés de connaître spécialement certains délits.

3° Ce tribunal se constituera en cour d'appel pour tous les jugements rendus dans la capitale et dans les provinces, et dont on appellerait.

4° A partir de ce jour, les attributions judiciaires des mandarins qui ne font pas partie de la magistrature seront définies et très-limitées. Pour des cas particuliers nous nous réservons le droit de désigner nous-même les juges qui devront se constituer en tribunal.

5° Ce tribunal supérieur a seul qualité pour proposer au roi la révision des lois et des anciens usages.

6° Les frais de justice, les amendes et enfin les recettes de toute nature provenant de l'administration de la justice, seront enregistrées et versées au trésor royal.

7° Les magistrats qui recevront des cadeaux ou de l'argent, de la part des personnes traduites, à n'importe quel titre, devant leur tribunal, seront traduits devant la haute cour de justice.

8° L'Etat pourvoira à l'habillement et à la nourriture des prisonniers, et les gardiens ne prélèveront plus sur eux les sommes qu'ils exigent aujourd'hui, sous prétexte d'usure de chaîne, de cangue, de ceps.... ; on devra leur donner une nourriture suffisante, et on ne les conduira plus sur les marchés pour quêter l'aumône et où ils prennent, en réalité, ce qui leur convient.

### DE L'ESCLAVAGE.

Les gouvernements des peuples civilisés et forts ont aboli l'esclavage depuis longtemps. Nous désirons, nous aussi, faire disparaître de notre code cette ancienne institution. Mais afin de sauvegarder les intérêts considérables qui reposent actuellement sur cette vieille coutume, nous voulons procéder graduellement, c'est pour ces motifs que nous décidons ce qui suit :

1° L'esclavage à vie, sans faculté de rachat, sauf les exceptions que nous indiquerons à l'article n° 5, est aboli dans notre royaume.

2° A partir du jour de la promulgation des présentes, les débiteurs insolvables, qui tomberont dans l'esclavage, pourront toujours se racheter, et on leur comptera, lorsqu'ils travailleront pour le maître, une solde qui sera ultérieurement déterminée et qui entrera en déduction de la somme due.

3° La loi énoncée à l'article précédent n'aura pas d'effet rétroactif. Les anciens esclaves continueront à être régis par l'ancienne loi ; mais ils auront la faculté de se racheter sans que leur maître puisse

s'y opposer. Dans dix ans, à partir du jour de la promulgation de cette ordonnance, on diminuera de moitié la dette de ces esclaves ; le contrat qui les lie à leur créancier sera refait, et à partir de ce moment, que l'esclave soit un homme ou une femme, son travail entrera en déduction de la dette jusqu'à extinction de celle-ci. Une fois la dette éteinte par le travail l'esclave redevient libre.

Le chiffre de la dette portée sur le billet ne peut être augmenté sans l'autorisation et la signature du débiteur, à moins d'un jugement qui condamne celui-ci à prendre à son compte des préjudices causés par sa faute à son maître, mais il faudra que les juges inscrivent sur le billet même la somme fixée par eux en dédommagement des pertes éprouvées par le maître, et qu'ils apposent leur cachet sur cette pièce.

La famille du débiteur reste à la disposition du créancier jusqu'à ce que la dette soit payée ; celui-ci nourrit et habille les divers membres de cette famille, mais il ne peut ni les céder, ni les vendre, ni les séparer, et il doit les délivrer tous en même temps lorsqu'ils se sont acquittés.

La traite des sauvages, ou des étrangers de n'importe qu'elle nationalité, n'est plus permise. Ceux qui, malgré notre défense, oseront acheter ou vendre des esclaves dans ces conditions, seront arrêtés, conduits à Pnum-penh et livrés au tribunal supérieur.

Ceux qui achèteront des enfants, ou autres personnes, sans faculté de rachat, seront poursuivis et punis.

A partir d'aujourd'hui, les sauvages et autres esclaves à perpétuité, auront la faculté de se racheter. Ils rentreront dans la catégorie des anciens débiteurs insolvables (voir article 3). On se conformera à leur égard aux prescriptions ci-après indiquées : les personnes qui ont des esclaves sauvages ou autres, vendus autrefois sans faculté de rachat, et pour lesquels il n'aurait pas été fait de contrat ou engagement, les conduiront de suite chez le gouverneur de leur province, qui fera établir un contrat régulier signé par les parties et par le gouverneur. Les maîtres qui négligeront de remplir cette formalité perdront leurs droits sur ces esclaves.

4° Les débiteurs qui ne pourront pas fournir l'intérêt de leur dette pourront, s'ils le veulent, travailler chez leur créancier, qui retiendra sur leurs journées de travail, dont le prix sera fixé ultérieurement, la somme correspondante à l'intérêt dû.

5° Les neac-ngéar (esclaves à vie du gouvernement), qui ont été réduits à cette condition par les lois du pays, et à la suite de grands crimes commis par eux ou par leurs ancêtres, continueront à être soumis aux anciens usages qui les concernent. Néanmoins, et afin de fixer un terme aux rigueurs de de cette loi, nous invitons le tribunal supérieur à nous proposer des règles pour le rachat de ceux de ces esclaves qui par leur conduite et les services rendus, mériteraient cette faveur.

Considérant, en outre, que les néac-ngéar sont assujettis à un service plus pénible que celui qui incombe aux corvéables libres, nous leur maintenons la jouissance exclusive des terrains et pêcheries qui leur sont réservés par les anciens usages ; ils seront libres de choisir leur résidence et ne feront que trois mois de service dans l'année pour l'Etat.

Pour tout ou partie de ces corvées, les substitutions entre néac-ngéar sont permises ; ils seront même autorisés, si les exigences du service ne s'y opposent pas, à racheter leur corvée.

Pendant la durée de leur service, les néac-ngéar seront habillés et nourris aux frais de l'Etat. Ils recevront une livre de riz par jour, un tien de sapèques et une ration de sel.

Ils disposeront, selon leur volonté, des neufs mois pendant lesquels le gouvernement ne les emploie pas.

Ces ordonnances royales paraîtront, et auront force de loi, le 1er du mois méac de l'ère de chollasacrach 1238, année du rat, 17e de notre règne, correspondant au 15 janvier 1877 de l'ère chrétienne.

Cachet du Roi.

# ORDONNANCES ROYALES

## RÉGLANT LES ATTRIBUTIONS JUDICIAIRES

### A L'ÉGARD DES EUROPÉENS

## ADMIS A RÉSIDER AU CAMBODGE.

Nous, Somdach Prea Norodom,

Considérant qu'il importe à la bonne administration de notre royaume de régler les conditions dans lesquelles les Européens seront admis à y résider,

Avons ordonné et ordonnons :

Article premier. — Les Européens qui désirent fixer leur résidence sur notre territoire, ceux qui, pour affaires de commerce ou autres, y veulent circuler, devront préalablement faire leur déclaration de résidence ou de séjour à Pnom-penh à notre grand mandarin chargé de la justice, et dans les provinces aux mandarins gouverneurs.

Art. 2 — L'autorisation de résidence ou de séjour sera transmise par notre grand mandarin ou par nos mandarins gouverneurs de provinces au représentant du protectorat français qui l'inscrira dans ses archives et la fera parvenir aux intéressés.

Art. 3. — Les Européens devront se soumettre aux lois du royaume, observer nos ordonnances, règlements et usages.

Ils seront soumis à la juridiction exceptionnelle établie pour les Français par l'article 7 du traité du 11 août 1863, que nous réglons par une ordonnance.

Art. 4. — Notre grand mandarin justicier à Pnom-penh, nos gouverneurs de provinces sont tenus de publier la présente ordonnance, de veiller, en ce qui les concerne, à sa stricte exécution.

Apposé le cachet royal.

Nous, Somdach Prea Norodom, roi du Cambodge,

Voulant, d'une part, assurer la bonne administration de la justice dans nos Etats, protéger nos sujets et régler leurs rapports avec les Français et Européens établis sur notre territoire ou de vant s'y établir;

Voulant, d'autre part, donner aux Français et Européens les garanties auxquelles ils ont droit, en exécution de notre traité du 11 août 1863 avec le gouvernement français, notamment en ce qui concerne les divers modes de juridiction indiqués en l'article 7 dudit traité;

AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS:

Article premier. — Les procès ou litiges, tant en matière civile qu'en matière commerciale entre les Français résidant ou de passage au Cambodge et nos sujets, entre les Européens résidant ou de passage au Cambodge et nos sujets, seront portés devant le représentant du protectorat français accrédité près de nous.

Art. 2. — Les parties intéressées le saisiront de la connaissance des procès et litiges par voie de requête contenant énumération des griefs et demandes.

Art. 3. — Le représentant du protectorat, ainsi saisi, entendra les parties et tentera de les concilier; il dressera procès-verbal des dires et soutiens des parties et, en cas de conciliation, y relatera les clauses et conditions de l'arrangement.

Le procès-verbal sera rédigé sur un registre spécial et signé du représentant du protectorat, des parties, du secrétaire-greffier et des interprètes.

Art. 4. — En cas de non-conciliation, le représentant du protectorat donnera avis du procès à notre grand mandarin chargé spécialement de la justice à Pnom-penh et lui communiquera la requête et le procès-verbal constatant que la conciliation n'a pu avoir lieu.

Art. 5. — Dans les trois jours, le représentant du protectorat et notre grand mandarin justicier, constitués en tribunal, fixeront le jour et l'heure de la comparution des parties devant eux.

Les fonctions de secrétaire-greffier seront exercées par le secrétaire du représentant du protectorat.

Art. 6. — Le tribunal se réunira au palais du représentant du protectorat, si le demandeur est notre sujet; au palais de notre grand mandarin, si le demandeur est français ou européen.

Art. 7 — Les citations à comparaître devant le tribunal, ainsi constitué, seront délivrées: aux français et européens par le représentant du protectorat, à nos sujets par notre grand mandarin.

Art. 8. — Les parties comparaîtront en personne ou par fondé de procuration spéciale.

Il sera donné lecture du procès-verbal de non conciliation; puis, après audition des parties et de leurs conseils, les juges prononceront comme arbitres souverains. Leur décision sera sans recours et sans appel, quel que soit d'ailleurs le chiffre ou le taux de la demande.

Art. 9. — S'il y a partage d'opinion entre les deux juges sur le point en litige, ils nous exposeront l'affaire et nous prononcerons.

Art. 10. — Les décisions rendues par le tribunal seront inscrites, au moment même de leur prononcé, sur deux registres et signées des juges, du secrétaire-greffier et des interprètes.

Ces registres seront cotés et paraphés par le représentant du protectorat et par notre grand mandarin. L'un des deux sera déposé aux archives du protectorat et l'autre sera confié à la garde de notre grand mandarin.

Art. 11. — Les juges fixeront dans leurs décisions le mode d'exécution. Ils pourront prononcer l'expulsion du territoire cambodgien contre l'étranger, français ou européen qui n'aura pas exécuté les condamnations prononcées contre lui à quelque titre que ce soit dans les délais ci-après impartis.

Art. 12. — Le jugement ainsi prononcé et transcrit, s'il est rendu en présence des parties, sera exécutoire dans les dix jours de sa date, sans qu'il y ait lieu de le signifier.

Art. 13. — Des expéditions du jugement seront délivrées aux parties, sur leur demande, par le secrétaire-greffier; elles seront signées du représentant du protectorat, de notre grand-mandarin, du secrétaire-greffier et scellées de leurs sceaux.

Mention de la délivrance desdites expéditions sera faite sur chaque registre en marge du jugement.

Art. 14. — Le défendeur qui, régulièrement cité, ne comparaîtra pas, sera condamné à une amende de deux à dix piastres au profit du demandeur.

Il sera cité de nouveau.

Art. 15. — Si le défendeur réassigné comparaît et justifie d'un empêchement légitime de se rendre à la première citation, il sera déchargé de la condamnation prononcée contre lui et il sera procédé ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

Art. 16. — Si le uéfendeur réassigné fait itératif défaut, il sera passé outre et le débat vidé.

Art. 17. — Le jugement ainsi rendu par défaut sera, dans les trois jours, notifié au défaillant par le représentant du protectorat si le défaillant est Français ou Européen, par notre grand-mandarin si le défaillant est notre sujet.

Art. 18. — Un délai de cinq jours francs, à partir de la notification, est accordé au défaillant pour former opposition au jugement.

Passé ce délai, l'opposition n'est plus recevable et le jugement devra être exécuté dans sa forme et teneur.

Art. 19. — Les procès et litiges tant en matière civile qu'en matière commerciale entre Français, ceux entre Français et Européens et ceux entre Européens seront portés devant le représentant du protectorat et jugés par lui dans les formes ci-dessus établies. Le résident jugera en dernier ressort tous procès ou litiges dont l'intérêt est inférieur à mille cinq cents francs de valeur déterminée ou à soixante francs de revenu.

Les jngements rendus par lui, lorsque l'intérêt du litige dépassera quinze cents francs, seront susceptibles d'appel devant la cour de Saigon.

Un délai de dix jours est accordé pour porter appel et court du jour de la signification du jugement, si le jugement est par défaut, et du jour de la prononciation s'il est rendu en présence des parties.

Le résident pourra prononcer l'expulsion du territoire cambodgien contre l'étranger qui n'aura exécuté dans les délais ci-dessus impartis les condamnations prononcées contre lui à quelque titre que ce soit, tant en matière civile qu'en matière commerciale.

Art. 20. — Il sera perçu dans chaque affaire, comme droit de greffe, une somme qui ne sera pas inférieure à deux piastres ni supérieure à quatre piastres.

Cette somme sera déterminée par le tribunal, selon le cas, et mise à la charge de la partie qui succombe.

Le coût de l'expédition d'un jugement sera fixé par le tribunal et ne pourra s'élever au-dessus d'une piastre.

Art. 21 — les crimes et délits commis sur notre territoire par des Français et des Européens seront instruits et poursuivis à la diligence du représentant du protectorat.

Notre grand mandarin, chargé de la justice, nos gouverneurs de provinces, sont tenus de lui prêter aide et concours pour rechercher les malfaiteurs.

Ils sont tenus également d'assurer l'exécution de toutes réquisitions, de tous mandats de justice décernés par le représentant du protectorat ou par lui transmis à notre grand mandarin contre Français et Européens résidant ou en passage sur notre territoire.

Les délits sont jugés correctionnellement par le résident. Appel peut être porté du jugement correctionnel devant la cour de Saigon.

Un délai de dix jours est accordé au condamné pour se pourvoir en appel ; ce délai court du jour du jugement si le jugement est contradictoire, du jour de la signification du jugement si le jugement est par défaut.

L'expulsion du territoire pourra être prononcée contre le condamné qui aura refusé d'exécuter les condamnations pécuniaires portées contre lui.

Art. 22. — Les plaintes et dénonciations adressées à nos officiers contre des Français et Européens seront tranmises à notre grand mandarin chargé de la justice qui les fera parvenir sans délai au représentant du protectorat.

Art. 23. — En cas d'arrestation par nos officiers des Français ou Européens au moment où ils ont commis un crime ou un délit, avis de l'arrestation sera aussitôt donné au représentant du protectorat et les inculpés lui seront immédiatement remis et déposés en la maison d'arrêt du protectorat.

Notre grand mandarin devra, s'il en est requis, fournir des soldats pour la garde des prisonniers.

Art. 24. — Si, à raison des crimes ou délits commis par des Français ou Européens, il est dû des indemnités ou dommages-intérêts aux victimes ou représentant d'icelles, il sera ainsi procédé :

Si la partie lésée est un de nos sujets, la question sera portée, après jugement du crime ou du délit, devant le tribunal composé de notre grand mandarin et du représentant du protectorat, conformément aux règles ci-dessus établies.

Si le délit a été commis au préjudice de Français ou d'Européens, le représentant du protectorat, sur la demande de la partie civile, fixera l'indemnité due en même temps qu'il statuera sur le délit.

En matière de crime défini, par l'article 7 du traité, à la cour de justice de Saigon, la question sera portée, selon le cas, soit devant le tribunal de notre grand mandarin et du représentant du protectorat s'il s'agit de Cambodgiens, soit devant la cour de justice saisie du crime s'il s'agit de Français ou d'Européens.

La partie lésée par un crime ou par un délit peut toujours agir directement, au civil, par voie d'instance principale et saisir la juridiction compétente sur notre territoire, sans préjudice de l'action publique.

Art. 25. — En cas d'absence du représentant du protectorat, il sera remplacé, pour rendre la justice, par le commandant des forces françaises.

Art. 26. — Le résident français s'abstiendra de toute intervention dans les contestations de sujets cambodgiens entre eux, c'est-à-dire des Asiatiques qui résident au Cambodge. Les affaires criminelles ou autres concernant ces gens-là seront jugées par les mandarins cambodgiens.

Art. 27. — Notre grand mandarin est chargé de publier la présente ordonnance, de veiller, en ce qui le concerne, à sa stricte exécution.

Apposé le cachet royal,

Nous, Contre-Amiral Gouverneur et Commandant en chef,

Vu le traité du 11 août 1863 conclu entre S. M. le roi du Cambodge et le gouvernement français, en son article 2 ainsi conçu :

« S. M. l'Empereur des Français nommera un résident français auprès de S. M. le roi du Cambodge, qui sera « chargé, sous la haute autorité du gouverneur de la Cochinchine, de veiller à la stricte exécution des présentes « lettres du Protectorat. »

Considérant qu'il importe de confier au résident, représentant du protectorat français au Cambodge, les pouvoirs nécessaires pour assurer aux français la jouissance des droits qui leur sont conférés par les articles 5, 7, 8, 10 dudit traité,

Avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Le représentant du protectorat français auprès de S. M. remplira à Pnom-penh, pour les français résidant ou de passage au Cambodge, les fonctions d'officier de l'état-civil attribuées par l'article 48 du Code civil aux agents diplomatiques et aux consuls de France.

Art. 2 — Il pourra recevoir les actes emportant donation, les testaments, apposer les scellés après décès, dresser inventaire et faire tous actes attribués aux consuls en se conformant aux prescriptions des ordonnances d'août 1861, titre 9, sur la marine, des 3 mars 1871, 23 octobre, 12 novembre 1833 et de l'instruction ministérielle du 30 novembre 1833.

Art. 3. — Les actes de l'état civil, reçus par le représentant du protectorat, seront portés sur trois registres clos et arrêtés chaque année. Deux registres nous seront transmis à Saigon pour être déposés au greffe de la cour.

Le troisième restera aux archives du protectorat.

Art. 4. — En cas d'absence du représentant du protectorat français, ses pouvoirs, comme officier de l'état civil et notaire, seront délégués au commandant des forces françaises.

Saigon le 1er avril 1873.

C.-Am. DUPRE.

# TRAITÉ

## CONCLU LE 15 JUILLET 1867.

## ENTRE LA FRANCE ET LE ROYAUME DE SIAM

POUR RÉGLER LA POSITION DU ROYAUME DU CAMBODGE.

Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté le roi de Siam, désirant régler définitivement, d'un commun accord, la position faite au royaume du Cambodge par suite du traité conclu à Oudon, entre la France et ce royaume, le 11 août 1863 (vingt-septième jour de la lune *Assach* de l'année *Cor* 1225), et voulant en outre éviter à l'avenir toute contestation de nature à altérer la parfaite amitié qui unit les deux nations, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur des Français, M. le marquis Léonel de Moustier, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le roi de Siam, Phya-Surawongs-Way-Wat, son premier ambassadeur, et Phra-Kaxa-Sena, son deuxième ambassadeur ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Sa Majesté le roi de Siam reconnaît solennellement le protectorat de Sa Majesté l'empereur des Français sur le Cambodge.

Art. 2. — Le traité conclu, au mois de décembre 1863, entre les royaumes de Siam et du Cambodge, est déclaré nul et non-avenu, sans qu'il soit possible au gouvernement de Siam de l'invoquer à l'avenir en aucune circonstance.

Art. 3. — Sa Majesté le roi de Siam renonce, pour lui et ses successeurs, à tout tribut, présent ou autre marque de vassalité de la part du Cambodge.

De son côté, Sa Majesté l'empereur des Français s'engage à ne point s'emparer de ce royaume pour l'incorporer à ses possessions de Cochinchine.

Art. 4. — Les provinces de Battambong et d'Angkor (Nakhon-Siemrap) resteront au royaume de Siam. Leurs frontières, ainsi que celles des autres provinces siamoises limitrophes du Cambodge, telles qu'elles sont reconnues de nos jours de part et d'autre, seront, dans le plus bref délai, déterminées exactement, à l'aide de poteaux ou autres marques, par une commission d'officiers siamois et cambodgiens, en présence et avec le concours d'officiers français désignés par le gouverneur de la Cochinchine.

La délimitation opérée, il en sera dressé une carte exacte par les officiers français.

Art. 5. — Les Siamois s'abstiendront de tout empiétement sur le territoire du Cambodge et les Cambodgiens s'abstiendront également de tout empiétement sur le territoire siamois.

Toutefois, les habitants des deux pays auront la liberté de circuler, de faire le commerce et de résider pacifiquement sur les territoires respectifs.

Si des sujets siamois se rendent coupables de quelques délits ou crimes sur le territoire du Cambodge, ils seront jugés et punis avec justice par le gouvernement du Cambodge et suivant les lois de ce pays; si des sujets cambodgiens se rendent coupables de délits ou crimes sur le territoire siamois, ils seront également jugés et punis avec justice par le gouvernement siamois, suivant les lois de Siam.

Art. 6. — Les bâtiments sous pavillon français pourront naviguer librement dans les parties du fleuve *Mékong*, et de la mer intérieure qui touchent aux possessions siamoises. Le gouvernement de S. M. le roi de Siam mettra à la disposition des autorités de Saigon, le nombre de passe-ports qu'elles jugeront nécessaire, pour être délivrés, après avoir été signés et apostillés par lesdites autorités, aux sujets français qui voudront se rendre dans ces parages. Sur le territoire siamois, ceux-ci devront se conformer en tout aux stipulations dn traité de 1856 entre la France et le Siam. Le passe-port ci-dessus mentionné tiendra lieu, en cas de relâche, de la passe exigée par l'article 7 dudit traité, et donnera aux porteurs, en cas d'urgence, le droit d'adresser directement leurs réclamations aux autorités siamoises.

Art. 7. — Le gouvernement français s'engage à faire observer par le Cambodge les stipulations qui précèdent.

Art. 8. — Le présent traité ayant été rédigé en français et en siamois, et les deux versions ayant la même portée et le même sens, le texte français sera officiel et fera foi, sous tous les rapports, aussi bien que le texte siamois.

Art. 9. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bangkok dans le délai de cinq mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 15 juillet de l'an de grâce 1867 (le quatorzième jour de la huitième lune de l'année *Tho*: 1229 de l'ère siamoise.)

L. S. Signé MOUSTIER.

L. S. Signé { PHYA-SURAWONGS-WAY-WAT.<br>PHRA-KAXA-SENA.

# TRAITÉ RELATIF

## A LA NEUTRALISATION

## DU

## GRAND LAC.

Sa Majesté l'Empereur des Français et sa Majesté le Roi de Siam, désirant régler définitivement et d'un commun accord la question relative au régime de la pêche dans les eaux du Grand-Lac du Cambodge ou mer intérieure, qui se trouve situé entre les royaumes de Siam et du Cambodge, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté Napoléon III, Empereur des Français,

Son Excellence M. le Contre-Amiral de Cornulier-Lucinière, Gouverneur *p. i.* et Commandant en chef des possessions françaises en Cochinchine,

Sa Majesté Somdetch-Phra-Paramendr-Maha-Chulalonkorn, Roi de Siam,

Son Excellence Phya-Rajavaranukul-Vipulia-Bakti-Biriabah, directeur général au ministère de l'intérieur de Siam,

Et Son Excellence Phra-Raja-Séna, directeur des affaires civiles pour l'administration des provinces du Nord de Siam ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de l'article suivant additionnel à la convention du 15 juillet 1867.

### Article unique.

§ 1er. — Les rois de Siam et du Cambodge renoncent réciproquement pour eux et leurs successeurs aux droits de propriété exclusive qu'ils revendiquent chacun sur le Grand-Lac ou portion du Grand-Lac, limitrophe des deux pays.

En conséquence, il ne sera prélevé aucun droit ou impôt sur les Cambodgiens, Cochinchinois, sujets Français, ni sur les Siamois se livrant à la pêche dans des bateaux, soit du côté du Cambodge, soit du côté de Siam.

§ 2. — Les Cambodgiens, les Cochinchinois, sujets Français, les Siamois qui établiront des hangars ou autres constructions de ce genre, pour sécher ou fumer le poisson sur les rives du Grand-Lac, pendant la saison des eaux basses, soit sur le rivage lui-même, soit en les avançant assez loin dans le lac pour y trouver une profondeur d'eau qui permette aux bateaux d'y aborder sans échouer, devront payer aux Gouvernements de Siam et du Cambodge, selon qu'ils seront sur l'un ou l'autre de ces territoires, un

droit de huit et demi pour cent sur la valeur du poisson à exporter. Cet impôt sera payé en argent ou en nature, c'est-à-dire en poisson de la même espèce que ceux qui seront exportés.

Mais les hangars ou autres constructions de ce genre, établis sur les îles ou les hauts fonds situés dans le lac et qui sont séparés de la côte par un chenal plus profond, c'est-à-dire, qui ne touchent pas au littoral, et établis, soit par des Cambodgiens, des Cochinchinois, sujets français, et des Siamois, ne seront sujets à aucun droit.

Les deux pays conservent seulement la faculté de percevoir des droits sur les produits de la pêche qui passent du Grand-Lac sur leur territoire respectif.

§ 3. — Tous canaux divergeant du Grand-Lac, ou mer intérieure, soit du côté du Siam, soit du côté du Cambodge, et que certains fonctionnaires sont chargés d'entretenir, seront sujets au régime suivant, c'est-à-dire, que quiconque voudra pêcher dans les eaux des dits canaux, devra s'entendre avec leur surveillant, relativement au paiement à effectuer, soit en espèces, soit en poisson, ce qui aura été convenu entre les deux parties.

§ 4. — Les autorités des territoires où sont situés ces canaux, prélèveront les taxes qui leur conviendront sur les pêcheurs des nationalités différentes.

Il ne sera prélevé aucun droit dans les eaux des ruisseaux et des canaux qui servent de frontières entre le Cambodge et les provinces qui appartiennent au gouvernement Siamois.

Mais les Cambodgiens, les Cochinchinois sujets français et les Siamois qui établiront des hangars ou autres constructions de ce genre, devront payer une taxe de huit et demi pour cent au gouvernement ou autorités du Cambodge et de Siam, selon qu'ils seront sur l'un ou sur l'autre de ces territoires. Cet impôt sera payé soit en argent soit en poisson de la même espèce que ceux exportés.

Il est bien entendu que l'une des rives du Prec-compong-prac forme la ligne frontière de la province siamoise de Battabang et la rive opposée celle du royaume du Cambodge, de même qu'une des rives du Prec-compong-thiam forme la ligne frontière de la province siamoise d'Angcor et la rive opposée celle du Cambodge.

§ 5. — Dans le cas ou des modifications au présent article additionnel paraîtraient désirables, elles ne pourraient se faire qu'après l'espace de douze années révolues et qu'après que l'une ou l'autre des parties contractantes aurait manifesté une année à l'avance son intention dans ce but.

§ 6. — Le présent article additionnel au traité du 15 juillet 1867 a été rédigé en français et en siamois, les deux versions ayant la même teneur et le même sens.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus nommés ont signé le présent article additionnel, qui aura la même force et valeur que s'il était inséré mot pour mot dans le texte même du traité du 15 juillet 1867.

Après lecture et signature, les plénipotentiaires respectifs ont apposé ici leur cachet.

Fait en quadruple expédition à Saigon, le quatorze juillet mil huit cent soixante-dix.

Ont signé : Amiral DE CORNULIER.
Phya Rajaravanukul.
Vipulia Bakti Biriabah,
Phra Raja Séna,
Lebris,
Vial,

*Complément du deuxième paragraphe de l'article additionnel.*

Les plénipotentiaires de France et de Siam sont convenus d'un commun accord, et avant la signature de l'article additionnel ci-dessus, d'ajouter au deuxième paragraphe de cet acte la condition ci-après qui aura la même force et la même valeur que toutes les autres dispositions précédemment insérées dans le but de détruire d'avance toutes les objections :

« Dans tous les cas, toute pêcherie éloignée du rivage, toujours découvert par les eaux, de plus de sept cents mètres, n'aura pas à payer le droit d'exportation. »

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont apposé ci dessus leurs sceaux et leurs signatures les mêmes jour, mois et an que dessus.

Ont signé : Amiral DE CORNULIER.
Phya Rajaravanukul,
Vipulia Bakti Biriabah,
Phra Raja Séna,
Lebris,
Vial,

# STATISTIQUES

## COMMERCIALES

# DE LA COCHINCHINE FRANÇAISE

## ANNÉE 1879

SAIGON

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE DE A. NICOLIER

RUE CATINAT ET RUE D'ADRAN

—

1880

# PORT DE SAIGON

## NAVIRES AU LONG COURS

**Mouvement des Navires au long cours pendant l'année 1879.**

| NATIONALITÉS | ENTRÉES | | | | | | | | SORTIES | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | VOILIERS | | | | VAPEURS | | | | VOILIERS | | | | VAPEURS | | | |
| | Nombre. | Jauge | Équipages. | Passagers. | Nombre. | Jauge | Équipages. | Passagers. | Nombre. | Jauge | Équipages. | Passagers. | Nombre. | Jauge | Équipages. | Passagers. |
| Allemands | 59 | 29.066 | 819 | 2.141 | 32 | 28.249 | 784 | 763 | 57 | 27.451 | 786 | 43 | 32 | 28.249 | 784 | 1.167 |
| Américains | 9 | 5.702 | 118 | » | » | » | » | » | 9 | 5.702 | 116 | » | » | » | » | » |
| Anglais | 33 | 22.369 | 582 | 56 | 166 | 141.499 | 6.030 | 5.087 | 32 | 21.616 | 560 | 4 | 165 | 140.505 | 5.970 | 4.020 |
| Belges | » | » | » | » | 1 | 2.297 | 61 | 31 | » | » | » | » | 1 | 2.297 | 61 | » |
| Chinois | » | » | » | » | 8 | 256 | 90 | 53 | » | » | » | » | 7 | 224 | 75 | 19 |
| Danois | 3 | 744 | 36 | » | 6 | 6.437 | 145 | 372 | 3 | 744 | 38 | » | 7 | 7.215 | 165 | 108 |
| Espagnols | 6 | 3.088 | 113 | » | 5 | 3.183 | 167 | » | 6 | 3.088 | 113 | » | 5 | 3.183 | 180 | 73 |
| Français | 30 | 13.022 | 433 | 74 | 53 | 116.976 | 7.324 | 645 | 35 | 15.880 | 471 | 156 | 54 | 119.101 | 7.459 | 1.553 |
| Hollandais | 6 | 3.683 | 100 | 348 | » | » | » | » | 5 | 3.266 | 86 | 1 | » | » | » | » |
| Italiens | 3 | 2.383 | 50 | » | » | » | » | » | 3 | 2.283 | 48 | » | » | » | » | » |
| Norvégiens | 1 | 416 | 11 | 18 | 1 | 905 | 30 | 50 | 1 | 416 | 11 | » | 1 | 905 | 30 | » |
| Suédois | 1 | 289 | 14 | » | » | » | » | » | 1 | 289 | 14 | » | » | » | » | » |
| TOTAUX | 151 | 80.762 | 2.276 | 2.637 | 272 | 299.802 | 14.631 | 7.001 | 152 | 80.835 | 2.423 | 204 | 272 | 301.679 | 14.724 | 6.940 |

# PROVENANCES DES NAVIRES AU LONG COURS

| PROVENANCES | | | ALLEMANDS | | AMÉRIC. | ANGLAIS | | BELGES | CHINOIS. | DANOIS | | ESPAGNOLS | | FRANÇAIS | | HOLLAND. | ITALIENS | NORVÉGIENS | | SUÉDOIS | TOTAUX | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | voiliers | vapeurs | voiliers | voiliers | vapeurs | vapeurs | vapeurs | voiliers | vapeurs | voiliers | vapeurs | voiliers | vapeurs | voiliers | voiliers | voiliers | vapeurs | voiliers | voiliers | vapeurs |
| Afrique | Zanzibar | Zanzibar | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » |
| Afrique | Colonies françaises | La Réunion (St-Denis) | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | 1 | » |
| Amérique | Etats-Unis | New-York | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » |
| Asie | Annam | Binh-thuan | » | » | » | 2 | » | » | 7 | » | » | » | « | » | » | » | » | » | » | » | 2 | 7 |
| | | Hai-phong | 2 | » | » | » | 3 | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | 2 | 4 |
| | | Qui-nhon | 1 | » | » | » | 5 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 5 |
| | | Tourane | 1 | » | 2 | » | 3 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 3 | 3 |
| | Birmanie | Rangoon | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 |
| | Chine | Amoy | 5 | » | » | » | 1 | » | » | 1 | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | 7 | 1 |
| | | Formose | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » |
| | | Shanghai | » | 1 | » | 2 | 5 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 2 | 6 |
| | | Swatow | 7 | » | » | 3 | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | 2 | » | » | » | » | 12 | 1 |
| | Possess. anglaises | Détroits — Penang | » | 1 | » | 1 | 5 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 6 |
| | | Détroits — Singapore | 18 | 9 | 1 | 2 | 59 | » | » | » | » | » | » | 1 | » | 3 | » | » | » | » | 25 | 68 |
| | | Hong-kong | 12 | 17 | 3 | 11 | 66 | 1 | 1 | » | 5 | 1 | 4 | 11 | 26 | » | » | 1 | 1 | 1 | 40 | 121 |
| | | Indes.—Bombay | » | » | » | 4 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 4 | » |
| | Siam | Bang-kok | » | » | » | 1 | » | » | » | 1 | 1 | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | 2 | 2 |
| Europe | Angleterre | Cardiff | 1 | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 1 |
| | France | Bordeaux | 2 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 4 | » | » | » | » | » | » | 6 | » |
| | | Hâvre | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 2 | » | » | » | » | » | » | 2 | » |
| | | Marseille | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | 2 | 26 | » | 2 | » | » | » | 5 | 26 |
| | | Saint-Nazaire | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 4 | » | » | » | » | » | » | 4 | » |
| | | Toulon | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 1 | » |
| Océanie | Australie | New-Castle | » | » | 1 | 2 | 1 | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 4 | 1 |
| | Iles Philippines | Ilo Ilo | » | » | » | » | 5 | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 1 | 5 |
| | | Manille | 4 | 2 | 1 | 2 | 6 | » | » | » | » | 5 | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 13 | 8 |
| | Indes néerlandaises | Batavia | 2 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 3 | » |
| | | Samarang | 3 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 3 | » |
| | | Sourabaya | 1 | 1 | » | 1 | 5 | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 3 | 6 |
| | | TOTAUX | 59 | 32 | 9 | 33 | 166 | 1 | 8 | 3 | 6 | 6 | 5 | 30 | 53 | 6 | 3 | 1 | 1 | 1 | 151 | 272 |

## DESTINATIONS DES NAVIRES AU LONG COURS

| DESTINATIONS | | | ALLEMANDS voiliers | ALLEMANDS vapeurs | AMÉRIC. voiliers | ANGLAIS voiliers | ANGLAIS vapeurs | BELGES vapeurs | CHINOIS. vapeurs | DANOIS voiliers | DANOIS vapeurs | ESPAGNOLS voiliers | ESPAGNOLS vapeurs | FRANÇAIS voiliers | FRANÇAIS vapeurs | HOLLAND. voiliers | ITALIENS voiliers | NORVÉGIENS voiliers | NORVÉGIENS vapeurs | SUÉDOIS voiliers | TOTAUX voiliers | TOTAUX vapeurs |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Afrique | Egypte | Port-Saïd, à ordres | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 |
| | Les Iles | Maurice et La Réunion | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 8 | » | » | » | » | » | » | 8 | » |
| Amérique | Brésil | Rio de Janeiro | 1 | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 3 | » |
| | Costa-Rica | Punta Arenas | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 1 | » |
| | Pérou | Callao | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 1 | » |
| | Possessions espagn. | La Havane | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 2 | » | » | » | » | » | » | » | » | 2 | » |
| Asie | Annam | Binh-Thuan | » | » | » | » | » | » | 7 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 7 |
| | | Hai-phong | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 1 |
| | | Qui-nhon | 2 | » | » | 2 | 5 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 4 | 5 |
| | | Tourane | 2 | » | » | » | 4 | » | » | » | » | » | » | 2 | » | » | » | » | » | 1 | 5 | 4 |
| | Chine | Amoy | 3 | » | » | » | » | » | » | 2 | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 6 | » |
| | | Hoi-how | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » |
| | | Shang-hai | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » |
| | | Swatow | 5 | 1 | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 6 | 1 |
| | Possess. anglaises | Détroits { Penang | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » |
| | | Détroits { Singapore | 10 | 9 | 1 | » | 33 | 1 | » | » | » | » | 1 | 3 | » | » | 1 | 1 | » | » | 16 | 44 |
| | | Hong-kong | 3 | 19 | 4 | 3 | 90 | » | » | » | 2 | » | 3 | 1 | 26 | 3 | » | » | » | » | 14 | 140 |
| | Siam | Bang-kok | » | 1 | 1 | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 2 |
| Europe | Allemagne | Brême | 2 | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 2 | 1 |
| | Angleterre et Possessions anglais. | Falmouth à ordres | 7 | » | » | 4 | » | » | » | » | 1 | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 13 | 2 |
| | | Londres | » | » | » | 1 | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 1 |
| | | Plymouth à ordres | 1 | » | » | 6 | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 8 | » |
| | | Gibraltar à ordres | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 |
| | | Malte à ordres | » | » | » | » | 1 | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 2 |
| | France | Belle-Isles à ordres | » | » | » | 2 | » | » | » | » | » | » | » | 3 | » | » | » | » | » | » | 5 | » |
| | | Cherbourg à ordres | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 3 | » | » | » | » | » | » | 3 | » |
| | | Le Havre | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 1 | » |
| | | Marseille | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 27 | » | » | » | » | » | » | 27 |
| | | St-Nazaire | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 2 | » | » | » | » | » | » | 2 | » |
| Océanie | Iles Philippines | Ilo-Ilo | 1 | » | 1 | » | 5 | » | » | » | » | » | 1 | 1 | » | » | » | » | » | » | 3 | 6 |
| | | Manille | 8 | » | 2 | 5 | 5 | » | » | » | 1 | 4 | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 21 | 6 |
| | Indes néerlandaises. | Amboine | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 1 | » |
| | | Batavia | 3 | » | » | 2 | 1 | » | » | » | » | » | » | 1 | » | 1 | » | » | » | » | 7 | 1 |
| | | Cheribon | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 |
| | | Macassar | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » |
| | | Samarang | 2 | » | » | 1 | 2 | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | 4 | 2 |
| | | Sourabaya | 5 | 2 | » | 3 | 15 | » | » | » | » | » | » | 2 | » | » | » | » | » | » | 10 | 17 |
| TOTAUX | | | 57 | 32 | 9 | 32 | 165 | 1 | 7 | 3 | 7 | 6 | 5 | 35 | 54 | 5 | 3 | 1 | 1 | 1 | 152 | 272 |

# IMPORTATIONS

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ESPÈCE de L'UNITÉ | PROVENANCES — FRANCE. Quantité. | FRANCE. Valeur en piastres. | SINGAPORE. Quantité. | SINGAPORE. Valeur en piastres. | CHINE. Quantité. | CHINE. Valeur en piastres. | ANNAM. Quanti-té. | ANNAM. Valeur en piastres | DIVERSES. Quanti-té. | DIVERSES. Valeur en piastres | TOTAUX par Espèce de Marchandise. Quantité. | TOTAUX Valeur en piastres. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Métaux précieux. Argent, lingots et valeurs monétaires | Piastre. | 241.707 | 241.707 | 669.000 | 669.000 | 3.881.478 | 3.881.478 | 64.809 | 64.809 | 37 | 37 | 4.857.031 | 4.857.031 |
| Métaux précieux. Or en feuilles | Taël. | » | » | » | » | 5.635 | 156.003 | » | » | » | » | 5.635 | 156.003 |
| Allumettes | Caisse. | » | » | 839 | 24.450 | 1.193 | 35.416 | » | » | » | » | 2.032 | 59.866 |
| Armes | Colis. | 101 | 12.498 | » | » | » | » | » | » | » | » | 101 | 12.498 |
| Articles de chasse et de guerre | Id. | 1.512 | 27.172 | 64 | 520 | » | » | » | » | » | » | 1.576 | 27.692 |
| Articles de Paris | Id. | 53 | 5.383 | » | » | » | » | » | » | » | » | 53 | 5.383 |
| Bouchons | Id. | 82 | 2548 | » | » | » | » | » | » | » | » | 82 | 2.548 |
| Bougies | Caisse. | 1.796 | 6999 | 1.075 | 3.734 | 5 | 200 | » | » | » | » | 2.876 | 10.933 |
| Café | Picul. | 141 | 2.851 | 348 | 6.424 | » | » | » | » | 1 | 22 | 490 | 9.297 |
| Coltar | Fut. | 211 | 1.545 | 10 | 60 | » | » | » | » | » | » | 221 | 1.605 |
| Chaux | Picul. | » | » | 4.480 | 1.550 | » | » | » | » | » | » | 4.480 | 1.550 |
| Chanvre | Id. | » | » | 23 | 225 | 1.024 | 6.587 | » | » | » | » | 1.047 | 6.812 |
| Charbon de terre | Tonne. | 7.904 | 78.774 | 250 | 2.300 | 1.115 | 9.300 | » | » | 4.504 | 45.282 | 13.773 | 135.656 |
| Ciment | Baril. | 3.863 | 20.018 | 60 | 390 | 2.525 | 11.719 | » | » | » | » | 6.448 | 32.127 |
| Cordages de Manille | Picul. | » | » | 71 | 1.060 | » | » | » | » | » | » | 71 | 1.060 |
| Cordages goudronnés | 100 kil. | 172 | 6.590 | » | » | » | » | » | » | » | » | 172 | 6.590 |
| Comestibles et salaisons | Colis. | 3.559 | 54.211 | 3.387 | 24.840 | 120.662 | 276.058 | 1.952 | 2.910 | 111 | 2.149 | 129.671 | 360.168 |
| Drogueries et produits chimiques | Id. | 487 | 23.750 | 175 | 2.256 | 15.967 | 185.044 | 152 | 2'.449 | » | » | 16.781 | 213.499 |
| Eaux minérales | Caisse. | 209 | 1.641 | 1 | 30 | » | » | » | » | » | » | 210 | 1.671 |
| Essences pour peinture | Colis. | 140 | 1.060 | 40 | 235 | » | » | » | » | » | » | 180 | 1.295 |
| Farines diverses de céréales | Baril. | 9.666 | 127.254 | » | » | » | » | » | » | » | » | 9.666 | 127.254 |
| Farines diverses de céréales | Sac. | » | » | » | » | 44.303 | 67.607 | » | » | » | » | 44.303 | 67.607 |
| Farines et fécules diverses | Picul. | 7 | 79 | 400 | 1.622 | 1.104 | 6.197 | 150 | 1.220 | » | » | 1.661 | 9.118 |
| Gambier | Id. | » | » | 5.224 | 28.814 | » | » | » | » | » | » | 5.224 | 28.814 |
| Graines diverses | Id. | 631 | 2.392 | 1.250 | 4.810 | 13.050 | 31.330 | 40 | 80 | » | » | 14.971 | 38.612 |
| Gram | Id. | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Gunnies | Balle. | » | » | 8.628 | 271.683 | 624 | 19.900 | » | » | » | » | 9.252 | 291.583 |
| Horlogerie et bijouterie | Colis. | 62 | 25.851 | 13 | 920 | 110 | 14.071 | » | » | » | » | 185 | 40.842 |
| Huiles de pétrole | Caisse. | 200 | 700 | 15.871 | 44.826 | 4.350 | 11.550 | » | » | 10 000 | 25.000 | 30.421 | 82.076 |
| Huiles de ricin | Id. | » | » | 148 | 2.146 | » | » | » | » | » | » | 148 | 2'.146 |
| Huiles diverses | Colis. | 1.044 | 10.909 | 583 | 3.779 | 73.522 | 197.368 | » | » | » | » | 75.149 | 212.066 |
| Indigo | Id. | » | » | 279 | 3.010 | 2.629 | 12.790 | » | » | » | » | 2.908 | 15.800 |
| Librairie et papeterie | Id. | 253 | 18.666 | 785 | 1.400 | 52.628 | 242.020 | 1.948 | 1.619 | 9 | 540 | 55.623 | 264.245 |
| Lingerie, mercerie, bonneterie | Id. | 40 | 7.344 | 227 | 11.065 | 462 | 19.783 | » | » | 2 | 180 | 731 | 38.372 |
| Marchandises diverses | Id. | 6.829 | 124.950 | 17.475 | 92.541 | 154.450 | 599.904 | 1.732 | 5.098 | 89 | 2.467 | 180.575 | 824.960 |
| A reporter | | | 804.892 | | 1.203.690 | | 5.784.335 | | 78.185 | | 75.677 | | 7.946.779 |

## IMPORTATIONS *(suite).*

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ESPÈCE de L'UNITÉ | PROVENANCES — FRANCE. Quantité. | FRANCE. Valeur en piastres. | SINGAPORE. Quantité. | SINGAPORE. Valeur en piastres. | CHINE. Quantité. | CHINE. Valeur en piastres. | ANNAM. Quanti-té. | ANNAM. Valeur en piastres | DIVERSES. Quanti-té. | DIVERSES. Valeur en piastres | TOTAUX par Espèce de Marchandise. Quantité. | TOTAUX Valeur en piastres. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Report | | | 804.892 | | 1.203.690 | | 5.784.335 | | 78.185 | | 75.677 | | 7.946.779 |
| Métaux. — Acier | 100 kil. | » | » | 315 | 3.622 | » | » | » | » | » | » | 315 | 3.622 |
| Métaux. — Cuivre | Id. | 7 | 598 | 191 | 6.458 | 1.267 | 77.632 | » | » | » | » | 1.465 | 84.688 |
| Métaux. — Etain | Id. | » | » | 41 | 1.480 | 1 | 50 | » | » | » | » | 42 | 1.530 |
| Métaux. — Fer en barres | Id. | 2.020 | 17.082 | 2.989 | 16.384 | 145 | 1.338 | » | » | » | » | 5.154 | 34.804 |
| Métaux. — Fers ouvrés | Id | 2695 | 20.205 | » | » | » | » | » | » | » | » | 2.695 | 20.205 |
| Métaux. — Ferronnerie, métaux divers | Colis. | 32.527 | 398.102 | 1.266 | 8.693 | 4.341 | 32.591 | » | » | 55 | 2.162 | 38.189 | 441.548 |
| Métaux. — Fer-blanc | 100 kil. | 13 | 279 | 74 | 1.244 | » | » | » | » | » | » | 87 | 1.523 |
| Métaux. — Fonte | Id. | 333 | 2.097 | 300 | 1.000 | 277 | 330 | » | » | » | » | 910 | 3.427 |
| Métaux. — Pointes et clous | Id. | 355 | 3.914 | 519 | 5.153 | 27 | 364 | » | » | » | » | 901 | 9.431 |
| Métaux. — Tôle | Id. | 52 | 1.775 | 12 | 60 | » | » | » | » | » | » | 64 | 1.835 |
| Métaux. — Zinc | Id. | 32 | 374 | 217 | 4.183 | » | » | » | » | » | » | 249 | 4.557 |
| Machines diverses | Colis. | 93 | 20.397 | 36 | 4.500 | 9 | 405 | » | » | 5 | 750 | 143 | 26.052 |
| Noix d'arec | Picul. | » | » | 18.660 | 96.309 | 529 | 3.040 | 54 | 360 | » | » | 19.243 | 99.709 |
| Opium | Caisse. | » | » | 892 | 509.910 | 125 | 59.905 | » | » | » | » | 1.017 | 569.815 |
| Parapluies et ombrelles | Colis. | 51 | 2.405 | 165 | 8.230 | 390 | 7.625 | » | » | » | » | 606 | 18.260 |
| Parfumerie | Id. | 44 | 2.863 | 9 | 145 | 2 | 60 | » | » | » | » | 55 | 3.068 |
| Porcelaines et faïences | Id. | 70 | 2658 | 51 | 415 | 275.159 | 49.507 | 2.997 | 450 | » | » | 278.277 | 53.030 |
| Poteries diverses | Id. | 2 | 32 | 12 | 290 | 160.153 | 16.493 | 85 | 42 | » | » | 160.252 | 16.857 |
| Peintures et couleurs | Id. | 292 | 7.823 | 292 | 3.362 | 401 | 7.039 | » | » | » | » | 985 | 18.224 |
| Planches et chevrons | Nombre | » | » | 40.802 | 9.910 | 2.282 | 4.033 | » | » | » | » | 43.084 | 13.943 |
| Savons | Colis. | 4.161 | 8.774 | 144 | 753 | 3.884 | 5.605 | » | » | 1 | 33 | 8.190 | 15.165 |
| Soieries diverses | Id. | 62 | 6.402 | 8 | 620 | 1.254 | 509.141 | 361 | 40.466 | » | » | 1.685 | 556.629 |
| Sucres bruts | Picul. | » | » | 4.537 | 42.451 | 10.101 | 79.845 | 785 | 5.610 | » | » | 15.423 | 127.906 |
| Sucres divers | Colis. | 142 | 3.024 | 105 | 3.160 | 2.141 | 10.396 | » | » | » | » | 2.388 | 16.580 |
| Sucres raffinés | 100 kil. | 288 | 8.523 | 382 | 6.260 | 1 | 31 | » | » | » | » | 671 | 14.814 |
| Thés divers | Colis. | » | » | 188 | 735 | 129.477 | 271.793 | 134 | 670 | » | » | 129.799 | 273.198 |
| Tabacs et cigares | Id. | 499 | 14.262 | 60 | 5.508 | 4.044 | 85.614 | » | » | 3 | 41 | 4.606 | 105.425 |
| Tissus. — Grey shirtings | Balle. | » | » | 2.448 | 256.310 | » | » | » | » | » | » | 2.448 | 256.310 |
| Tissus. — Grey supers | Id. | » | » | 269 | 26.980 | » | » | » | » | » | » | 269 | 26.980 |
| Tissus. — Grey T.-Cloths | Id. | » | » | 4.541 | 524.178 | » | » | » | » | » | » | 4.541 | 524.178 |
| Tissus. — Madapalams | Caisse. | » | » | 3.109 | 324.110 | » | » | » | » | » | » | 3.109 | 324.110 |
| Tissus. — Tissus divers | Colis. | 94 | 7.893 | 1.738 | 279.953 | 255 | 29.239 | » | » | 30 | 7.813 | 2.117 | 324.898 |
| Toile à voile | Id. | 9 | 1.350 | 1 | 160 | » | » | » | » | » | » | 10 | 1.510 |
| Vêtements et effets | Id. | 46 | 3.209 | 44 | 3.100 | 2.692 | 227.149 | 1 | 25 | 3 | 222 | 2.786 | 233.705 |
| Verreries et cristaux | Id. | 357 | 10.828 | 246 | 6.536 | 2.582 | 53.413 | » | » | 3 | 260 | 3.188 | 71.037 |
| Voitures | Nombre | 1 | 240 | 2 | 450 | » | » | » | » | » | » | 3 | 690 |
| Ustensiles de cuisine | Colis. | 3 | 106 | 257 | 4.760 | 7.967 | 11.722 | 520 | 930 | » | » | 8.747 | 17.518 |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Vins et spiritueux | Absinthe | Colis. | 4.108 | 21.112 | 200 | 1.300 | » | » | » | » | » | » | 4.308 | 22.412 |
| | Bières | Id. | 1.807 | 12.841 | 4.102 | 30.505 | 617 | 5.138 | » | » | 423 | 4.804 | 6.949 | 53.288 |
| | Bitter | Caisse. | 1.076 | 8.069 | » | » | » | » | » | » | » | » | 1.076 | 8.069 |
| | Champagne | Id. | 140 | 1.670 | » | » | » | » | » | » | 2 | 30 | 142 | 1.700 |
| | Cognac | Colis. | 5.734 | 32.789 | 199 | 858 | 1 | 75 | » | » | » | » | 5.934 | 33.722 |
| | Liqueurs | Id. | 4.323 | 26.057 | 99 | 797 | 52 | 220 | » | » | » | » | 4.474 | 27.074 |
| | Rhum et arack | Id. | 52 | 340 | 91 | 11.480 | » | » | » | » | » | » | 143 | 11.820 |
| | Sirops assortis | Caisse. | 138 | 809 | » | » | » | » | » | » | » | » | 138 | 809 |
| | Vermouth | Colis. | 885 | 5.314 | » | » | » | » | » | » | » | » | 885 | 5.314 |
| | Vins | Barriqu. | 7.920 | 210.701 | 1 | 100 | 6 | 260 | » | » | » | » | 7.927 | 211.061 |
| | Vins | Caisse. | 2.118 | 11.882 | 520 | 2.069 | 4 | 25 | » | » | 40 | 400 | 2.682 | 14.376 |
| | Vinaigre | Colis. | 955 | 2.678 | » | » | 921 | 1.157 | » | » | » | » | 1.876 | 3.835 |
| | Cham-chou | Id. | » | » | » | » | 5.240 | 9.033 | » | » | » | » | 5.240 | 9.033 |
| Emballages vides | | Id. | » | » | 8.473 | 8.928 | 19.049 | 42.635 | 2 | 10 | » | » | 27.524 | 51.573 |
| Totaux des valeurs importées | | | | 1.684.369 | | 3.427.099 | | 7.387.238 | | 126.748 | | 92.192 | | 12.717.646 |
| Déduction des importations de métaux précieux | | | | 241.707 | | 669.000 | | 4.037.481 | | 64.809 | | 37 | | 5.013.034 |
| Valeurs nettes des marchandises importées | | | | 1.442.662 | | 2.758.099 | | 3.349.757 | | 61.939 | | 92.155 | | 7.704.612 |

## EXPORTATIONS. — RIZ ET PADDY.

| DESTINATIONS | | RIZ BLANC ET CARGO | | PADDY | | TOTAUX | | Observations. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | QUANTITÉ de PICULS | VALEUR en PIASTRES | QUANTITÉ de PICULS | VALEUR en PIASTRES | QUANTITÉ de PICULS | VALEUR en PIASTRES | |
| France | Ports | 47.781 | 109.524 | 518 | 900 | 48.299 | 110.424 | Les exportations de riz blanc comprises dans le tableau ci-contre, peuvent être évaluées à 639,800 piculs (dont 83,150 de nº 1 et 556,650 de nº 2) qui ont été expédiés : le nº 1 à destination de Marseille et de l'Amérique et le nº 2 pour Java, Singapore, les Philippines et la Réunion avec quelques petits lots pour l'Amérique. |
| | Colonies | 90.697 | 206.166 | » | » | 90.697 | 206.166 | |
| Europe | Ports d'ordres | 692.430 | 1.131.579 | » | » | 692.430 | 1.131.579 | |
| | Autres ports | 133.555 | 218.545 | » | » | 133.555 | 218.545 | |
| Amérique | | 79.775 | 212.823 | » | » | 79.775 | 212.823 | |
| Indes néerlandaises | | 637.605 | 1.243.858 | 230 | 276 | 637.835 | 1.244.134 | |
| Etablissements des détroits (Singapore) | | 770.651 | 1.268.682 | 17.704 | 21.274 | 788.355 | 1.289.956 | |
| Iles Philippines | | 488.561 | 951.172 | 20.603 | 28.200 | 509.164 | 979.372 | |
| Chine | Hong-kong | 2.758.055 | 4.547.990 | 52.253 | 66.036 | 2.810.308 | 4.614.026 | |
| | Autres ports | 66.711 | 114.241 | 51.804 | 65.099 | 118.515 | 179.340 | |
| Annam | | 94.206 | 154.394 | 2.253 | 2.500 | 96.459 | 156.894 | Les brisures de riz qui avaient été comprises au présent tableau dans les statistiques de fin d'année, en ont été déduites et reportées au tableau ci-après : |
| Indes anglaises | | 4.495 | 15.845 | » | » | 4.495 | 15.845 | |
| Japon | | 56 | 150 | » | » | 56 | 150 | |
| Syrie | | 331 | 1.000 | » | » | 331 | 1.000 | |
| Totaux | | 5.864.909 | 10.175.969 | 145.365 | 184.285 | 6.010.274 | 10.360.254 | |

## EXPORTATIONS (*suite*). — MARCHANDISES DIVERSES

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | ESPÈCE de L'UNITÉ. | DESTINATIONS — FRANCE. | | SINGAPORE. | | CHINE. | | ANNAM. | | DIVERSES. | | TOTAUX par ESPÈCE DE MARCHANDISE. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Quantité. | Valeur en piastres. | Quantité. | Valeur en piastres. | Quantité. | Valeur en piastres. | Quantit. | Valeur en piastres. | Quantité. | Valeur en piastres. | *Quantité.* | Valeur *en* piastres. |
| Argent | Piastre. | 275.972 | 275.972 | 401.179 | 401.179 | 857.206 | 857.206 | 5.600 | 5.600 | « | « | 1.539.957 | 1.539.957 |
| Brisures de riz | Picul. | 22.659 | 45.518 | 1.460 | 1.460 | 45.212 | 45.734 | 4.239 | 3.580 | 8.667 | 15.060 | 82.237 | 111.352 |
| Cardamomes | « | « | « | « | « | 2 | 200 | « | « | « | « | 2 | 200 |
| Cheveux | « | 7 | 370 | « | « | « | « | « | « | « | « | 7 | 370 |
| Colle de poisson | « | 6 | 430 | 13 | 540 | 53 | 4.525 | 1 | 30 | 30 | 1.700 | 103 | 7.225 |
| Coquilles et coquillages | « | « | « | « | « | 25 | 350 | « | « | « | « | 25 | 350 |
| Cornes d'animaux | « | 33 | 350 | 513 | 4.100 | 25 | 200 | « | « | 1 | 10 | 572 | 4.660 |
| Coton égrené | « | « | « | « | « | 530 | 7.396 | 6 | 70 | « | « | 536 | 7.466 |
| Coton non égrené | « | « | « | « | « | 11.033 | 47.151 | « | « | « | « | 11.033 | 47.151 |
| Farine de riz | « | 165 | 330 | « | « | 103.012 | 64.739 | 50 | 45 | « | « | 103.227 | 65.114 |
| Ivoire | « | « | « | « | « | 1 | 300 | « | « | « | « | 1 | 300 |
| Gomme-gutte | « | « | « | 8 | 330 | 4 | 200 | « | « | 15 | 800 | 27 | 1.330 |
| Graines diverses | « | « | « | 285 | 1.220 | 1.184 | 5.850 | « | « | « | « | 1.469 | 7.070 |
| Graisse de porc | « | « | « | 6.114 | 63.510 | « | « | « | « | « | « | 6.114 | 63.510 |
| Huiles diverses | « | « | « | 847 | 7.220 | « | « | 89 | 857 | « | « | 936 | 8.077 |
| Légumes secs | « | « | « | 1.556 | 4.550 | 66 | 450 | 3 | 13 | « | « | 1.625 | 5.013 |
| Marchandises diverses | « | 562 | 845 | 2.220 | 6.743 | 14.878 | 84.030 | 42 | 163 | « | « | 17.702 | 91.781 |
| Marchandises diverses | Colis. | 510 | 16.607 | 3.160 | 8.924 | 1.227 | 15.294 | 985 | 1.779 | 429 | 3.960 | 6.311 | 46.564 |
| Médecines chinoises | Picul. | « | « | 1 | 113 | 1.219 | 22.565 | 42 | 805 | « | « | 1.262 | 23.483 |
| Matières soyeuses. { Déchets | « | 186 | 5.440 | « | « | « | « | « | « | 19 | 590 | 205 | 6.030 |
| Matières soyeuses. { Soies grèges | « | « | « | 328 | 89.540 | 4 | 1.800 | « | « | 6 | 1.650 | 338 | 92.990 |
| Peaux d'animaux | « | 1.153 | 12.560 | 8.267 | 75.454 | 1.040 | 9.044 | « | « | 122 | 1.670 | 10.582 | 98.778 |
| Poissons secs ou salés | « | « | « | 77.166 | 399.191 | 26.007 | 134.983 | « | « | 12.693 | 66.185 | 115.866 | 600.359 |
| Poivres | « | 1.204 | 11.140 | 690 | 5.170 | 1.820 | 14.030 | « | « | 431 | 2.829 | 4.145 | 33.169 |
| Sel | « | « | « | « | « | 4.500 | 1.200 | « | « | 10.000 | 4.000 | 14.500 | 5.200 |
| Sticklac | « | « | « | « | « | « | « | « | « | « | « | « | » |
| Sucre brut | « | « | « | « | « | 1.832 | 8.648 | « | « | « | « | 1.832 | 8.648 |
| Réexportations de marchandises. { Asiatiques | Colis. | 46 | 2.669 | 25 | 1.460 | 1 | 200 | 624 | 7.212 | 12 | 427 | 708 | 11.968 |
| Réexportations de marchandises. { Européennes | « | 752 | 15.629 | 252 | 2.600 | 2.528 | 14.954 | 619 | 9.487 | 574 | 5.800 | 4.725 | 48.470 |
| Totaux des valeurs exportées | | | 387.860 | | 1.073.304 | | 1.341.099 | | 29.641 | | 104.681 | | 2.936.585 |
| Déduction des exportations de métaux précieux | | | 275.972 | | 401.179 | | 857.206 | | 5.600 | | « | | 1.539.957 |
| Valeurs nettes des exportations de marchandises diverses | | | 111.888 | | 672.125 | | 483.893 | | 24.041 | | 104.681 | | 1.396.628 |
| Valeurs des exportations de riz et paddy | | | 110.424 | | 1.289.956 | | 4.793.366 | | 156.894 | | 4.009.614 | | 10.360.254 |
| Totaux généraux des valeurs des marchandises exportées | | | 222.312 | | 1.962.081 | | 5.277.259 | | 180.935 | | 4.114.295 | | 11.756.882 |

# …NANT L'A…

| …OLS | | FRANÇAIS | | | HOLLANDAIS | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| STS | | VOILIERS | | | VOILIERS | | |
| … | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. |
| | » | 8 | 3.827 | 90.697 | » | » | » |
| | » | 1 | 455 | 11.816 | » | » | » |
| | » | 1 | 283 | 3.427 | » | » | » |
| | » | 1 | 439 | 10.134 | » | » | » |
| | » | » | » | » | » | » | » |
| | » | 2 | 795 | 19.004 | » | » | » |
| | » | 1 | 326 | 1.915 | » | » | » |
| | » | » | » | » | » | » | » |
| | 15.416 | 3 | 1.130 | 26.678 | » | » | » |
| 10 | 30.830 | » | » | » | 3 | 2.221 | 34.962 |
| » | » | » | » | » | » | » | » |
| » | » | » | » | » | » | » | » |
| » | » | » | » | » | » | » | » |
| » | » | » | » | » | » | » | » |
| » | » | 3 | 1.008 | 22.584 | » | » | » |
| » | » | » | » | » | » | » | « |
| » | » | 8 | 4.424 | 103.465 | » | » | » |
| 651 | 15.600 | 2 | 733 | 18.335 | » | » | » |
| » | » | 4 | 2.030 | 46.638 | 2 | 1.045 | 24.954 |
| .532 | 61.846 | 34 | 15.450 | 354.693 | 5 | 3.266 | 59.916 |

# RÉSUMÉ DES EXPORTATIONS DE RIZ PENDANT L'ANNÉE 1879

| Destinations | | | Allemands Voiliers | | | Allemands Steamers | | | Américains Voiliers | | | Anglais Voiliers | | | Anglais Steamers | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Puissances | Ports | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. |
| Afrique | Les Iles | Maurice et la Réunion | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Amérique | Brésil | Rio de Janeiro | 1 | 539 | 12.927 | » | » | » | » | » | » | 1 | 549 | 13.221 | » | » | » |
| | Costa-Rica | Costa Rica | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| | Pérou | Callao | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| | Possessions espagnoles | Cuba | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Asie | Annam | Ports divers | 4 | 1.273 | 22.626 | » | » | » | » | » | » | 2 | 734 | 15.019 | 8 | 2.085 | 33.097 |
| | Chine | Ports divers | 8 | 3.250 | 41.686 | 1 | 1.115 | 5.920 | » | » | » | 1 | 634 | 11.984 | » | » | » |
| | Japon | Yokohama | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| | Possessions anglaises | Etablissem. du détroit, Singapore | 10 | 3.738 | 76.785 | 9 | 8.183 | 163.309 | 1 | 384 | 1.979 | » | » | » | 33 | 22.142 | 404.770 |
| | | Hongkong | 2 | 846 | 9.828 | 18 | 16.590 | 358.648 | 4 | 2.233 | 34.240 | 2 | 1.048 | 6.366 | 85 | 85.784 | 2.207.286 |
| | | Indes anglaises | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| | Syrie | Beyrouth | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Europe | Allemagne | Brême | 2 | 1.827 | 42.133 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| | Angleterre | Londres | » | » | » | » | » | » | » | » | « | 1 | 1.247 | 33.243 | 1 | 1.201 | 16.544 |
| | France | Ports divers | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| | Italie | Messine | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| | Ports d'ordres | Divers | 8 | 6.247 | 144.345 | » | » | » | » | » | » | 12 | 11.005 | 249.869 | 3 | 3.401 | 96.844 |
| Océanie | Possessions espagnoles | Iles Philippines | 9 | 4.117 | 84.994 | » | » | » | 3 | 2.410 | 55.523 | 5 | 2.372 | 43.957 | 10 | 6.928 | 188.719 |
| | Possessions hollandaises | Indes néerlandaises | 10 | 4.570 | 104.731 | 2 | 1.578 | 38.092 | » | » | » | 4 | 3.605 | 65.853 | 19 | 14.609 | 357.337 |
| | | Totaux par nationalités | 54 | 26.407 | 540.055 | 30 | 27.466 | 565.969 | 8 | 5.027 | 91.742 | 28 | 20.654 | 439.512 | 159 | 136.150 | 3.304.597 |

| Puissances | Ports | Belges Steamers | | | Chinois Steamers | | | Danois Voiliers | | | Danois Steamers | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. |
| Les Iles | Maurice et la Réunion | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Brésil | Rio de Janeiro | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Costa-Rica | Costa Rica | » | » | » | « | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Pérou | Callao | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Possessions espagnoles | Cuba | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Annam | Ports divers | » | » | » | 1 | 32 | 220 | » | » | » | » | » | » |
| Chine | Ports divers | » | » | » | » | » | » | 2 | 427 | 5.206 | » | » | » |
| Japon | Yokohama | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Possessions anglaises | Etablissem. du détroit, Singapore | 1 | 2.297 | 33.359 | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| | Hongkong | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 2 | 2.355 | 59.056 |
| | Indes anglaises | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Syrie | Beyrouth | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Allemagne | Brême | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 1.577 | 39.690 |
| Angleterre | Londres | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| France | Ports divers | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Italie | Messine | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Ports d'ordres | Divers | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 2 | 1.727 | 48.807 |
| Possessions espagnoles | Iles Philippines | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 778 | 21.208 |
| Possessions hollandaises | Indes néerlandaises | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| | Totaux par nationalités | 1 | 2.297 | 33.359 | 1 | 32 | 220 | 2 | 427 | 5.206 | 6 | 6.437 | 168.761 |

| Puissances | Ports | Espagnols Voiliers | | | Espagnols Steamers | | | Français Voiliers | | | Hollandais Voiliers | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. |
| Les Iles | Maurice et la Réunion | » | » | » | » | » | » | 8 | 3.827 | 90.697 | » | » | » |
| Brésil | Rio de Janeiro | » | » | » | » | » | » | 1 | 455 | 11.816 | » | » | » |
| Costa-Rica | Costa Rica | » | » | » | » | » | » | 1 | 283 | 3.427 | » | » | » |
| Pérou | Callao | » | » | » | » | » | » | 1 | 439 | 10.134 | » | » | » |
| Possessions espagnoles | Cuba | 2 | 1.150 | 28.250 | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Annam | Ports divers | » | » | » | » | » | » | 2 | 795 | 19.004 | » | » | » |
| Chine | Ports divers | » | » | » | » | » | » | 1 | 326 | 1.915 | » | » | » |
| Japon | Yokohama | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Possessions anglaises | Etablissem. du détroit, Singapore | » | » | » | 1 | 651 | 15.416 | 3 | 1.130 | 26.678 | » | » | » |
| | Hongkong | » | » | » | 2 | 1.230 | 30.830 | » | » | » | 3 | 2.221 | 34.962 |
| | Indes anglaises | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Syrie | Beyrouth | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Allemagne | Brême | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Angleterre | Londres | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| France | Ports divers | » | » | » | » | » | » | 3 | 1.008 | 22.584 | » | » | » |
| Italie | Messine | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | « |
| Ports d'ordres | Divers | » | » | » | » | » | » | 8 | 4.424 | 103.465 | » | » | » |
| Possessions espagnoles | Iles Philippines | 4 | 1.938 | 41.694 | 1 | 651 | 15.600 | 2 | 733 | 18.335 | » | » | » |
| Possessions hollandaises | Indes néerlandaises | » | » | » | » | » | » | 4 | 2.030 | 46.638 | 2 | 1.045 | 24.954 |
| | Totaux par nationalités | 6 | 3.088 | 69.944 | 4 | 2.532 | 61.846 | 34 | 15.450 | 354.693 | 5 | 3.266 | 59.916 |

| Puissances | Ports | Italiens Voiliers | | | Norvégiens Voiliers | | | Norvégiens Steamers | | | Suédois Voiliers | | | Messageries maritimes Steamers | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. |
| Les Iles | Maurice et la Réunion | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Brésil | Rio de Janeiro | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Costa-Rica | Costa Rica | » | » | « | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Pérou | Callao | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Possessions espagnoles | Cuba | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Annam | Ports divers | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 289 | 4.240 | » | » | » |
| Chine | Ports divers | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Japon | Yokohama | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 56 |
| Possessions anglaises | Etablissem. du détroit, Singapore | 1 | 638 | 14.497 | 1 | 416 | 9.980 | » | » | » | » | » | » | » | » | 23.878 |
| | Hongkong | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 16.839 |
| | Indes anglaises | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 4.495 |
| Syrie | Beyrouth | « | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 331 |
| Allemagne | Brême | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Angleterre | Londres | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| France | Ports divers | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 25.197 |
| Italie | Messine | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | « | 1.945 |
| Ports d'ordres | Divers | 1 | 979 | 23.021 | » | » | » | 1 | 905 | 26.079 | » | » | » | » | » | » |
| Possessions espagnoles | Iles Philippines | 1 | 766 | 18.531 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Possessions hollandaises | Indes néerlandaises | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| | Totaux par nationalités | 1 | 2.383 | 56.049 | 1 | 416 | 9.980 | 1 | 905 | 26.079 | 1 | 289 | 4.240 | » | » | 72.741 |

| Puissances | Ports | Totaux par destination Voiliers | | | Totaux par destination Steamers | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. | Nombre. | Tonnage. | Cargaison. |
| Les Iles | Maurice et la Réunion | 8 | 3.827 | 90.697 | » | » | » |
| Brésil | Rio de Janeiro | 3 | 1.543 | 37.964 | » | » | » |
| Costa-Rica | Costa Rica | 1 | 283 | 3.427 | » | » | » |
| Pérou | Callao | 1 | 439 | 10.134 | » | » | » |
| Possessions espagnoles | Cuba | 2 | 1.150 | 28.250 | » | » | » |
| Annam | Ports divers | 9 | 3.091 | 60.889 | 9 | 2.117 | 33.317 |
| Chine | Ports divers | 12 | 4.637 | 60.791 | 1 | 1.115 | 5.920 |
| Japon | Yokohama | » | » | » | » | » | 56 |
| Possessions anglaises | Etablissem. du détroit, Singapore | 16 | 6.306 | 129.919 | 44 | 33.273 | 640.732 |
| | Hongkong | 11 | 6.348 | 85.396 | 107 | 105,959 | 2.672.659 |
| | Indes anglaises | » | » | » | » | » | 4.495 |
| Syrie | Beyrouth | » | » | » | » | » | 331 |
| Allemagne | Brême | 2 | 1.827 | 42.133 | 1 | 1.577 | 39.690 |
| Angleterre | Londres | 1 | 1.247 | 33,243 | 1 | 1.201 | 16.544 |
| France | Ports divers | 3 | 1.008 | 22.584 | » | » | 25.197 |
| Italie | Messine | » | » | » | » | » | 1.945 |
| Ports d'ordres | Divers | 29 | 22.655 | 520.700 | 6 | 6.033 | 171.730 |
| Possessions espagnoles | Iles Philippines | 24 | 12.336 | 263.034 | 12 | 8.357 | 225.527 |
| Possessions hollandaises | Indes néerlandaises | 20 | 10.710 | 242.176 | 21 | 16.187 | 395.429 |
| | Totaux par nationalités | 142 | 77.407 | 1.631.337 | 202 | 175.819 | 4.233.572 |

## TOTAL DES EXPORTATIONS DE L'ANNÉE 1879.

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 142 Voiliers jaugeant | 77.407 | tonneaux ont emporté | 1.631.337 | piculs de riz. | |
| | 202 Steamers jaugeant | 175.819 | — — | 4.160.831 | — | — |
| | . . . Messageries maritimes | | — | 72.741 | — | — |
| Totaux... | 344 | 253.226 | — — | 5.864.909 | — | — |

NOTA. — *Le total ci-dessus ne comprend que les exportations de riz cargo et de riz blancs; ces derniers y entrent pour un chiffre de 639.800 piculs. — Il a été exporté en outre, à diverses destinations, 145,365 piculs de paddy et 82.237 piculs brisures de riz.*

## NE SONT POINT COMPRIS DANS LA TOTALITÉ DES NAVIRES CI-DESSUS.

53 Paquebots des Messageries maritimes pour France et Chine.

1 steamer allemand 783 tonneaux pour Bang-kok.
1 — danois 778 — — — } partis sur lest.
1 — anglais 171 — — Tourane.
3 — — 2.898 — — Hong-kong.
1 — espagnol 651 — — —
1 voilier danois 317 — — Shanghaï. } venus en relâche.
1 — américain 675 — — Bang-kok. } chargé de pétrole; en transit.

1 steamer anglais 233 tonneaux pour Samarang.
1 voilier allemand 469 — — Penang.
1 — — 441 — — Swatow.
1 — — 254 — — Hong-kong.
1 steamer — 783 — — —
2 — anglais 1.286 — — —
1 voilier — 729 — — —
1 — français 430 — — —
1 steamer — 265 — — Haiphong.
6 — chinois 192 — — Binh-thuan.
} chargés de marchandises diverses.

# TABLEAU COMPARATIF

*du mouvement commercial par navires au long cours pendant les années 1877, 1878, 1879.*

| PROVENANCES et DESTINATIONS. | ANNÉES. | IMPORTATIONS. | | | EXPORTATIONS. | | | | TOTAUX des IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | ARGENT. | MARCHANDISES. | TOTAUX. | ARGENT. | RIZ ET PADDY. | AUTRES MARCHANDISES. | TOTAUX. | |
| | | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. |
| France | 1877. | 468.447 | 834.935 | 1.303.382 | 61.700 | 74.463 | 108.857 | 245.020 | 1.548.402 |
| | 1878. | 915.310 | 1.020.648 | 1.935.958 | 604.110 | 55.374 | 43.101 | 702.585 | 2.638.543 |
| | 1879. | 241.707 | 1.442.662 | 1.684.369 | 275.972 | 110.424 | 111.888 | 498.284 | 2.182.653 |
| Singapore | 1877. | 389.330 | 3.042.568 | 3.431.898 | 468.176 | 899.540 | 751.311 | 2.119.027 | 5.550.925 |
| | 1878. | 382.400 | 3.250.144 | 3.632.544 | 1.481.398 | 652.352 | 842.827 | 2.976.577 | 6.609.121 |
| | 1879. | 669.000 | 2.758.099 | 3.427.099 | 401.179 | 1.289.956 | 672.125 | 2.363.260 | 5.790.359 |
| Chine | 1877. | 2.756.870 | 3.327.795 | 6.084.665 | 620.442 | 6.185.295 | 652.029 | 7.457.766 | 13.542.431 |
| | 1878. | 3.338.850 | 4.109.998 | 7.448.848 | 1.082.843 | 7.202.609 | 977.782 | 9.263.234 | 16.712.082 |
| | 1879. | 4.037.481 | 3.349.757 | 7.387.238 | 857.206 | 4.793.366 | 483.893 | 6.134.465 | 13.521.703 |
| Annam | 1877. | » | » | » | » | » | » | » | » |
| | 1878. | » | » | » | » | » | » | » | » |
| | 1879. | 64.809 | 61.939 | 126.748 | 5.600 | 156.894 | 24.041 | 186.535 | 313.283 |
| Diverses | 1877. | 81.434 | 106.156 | 187.590 | » | 1.507.935 | 38.998 | 1.546.933 | 1.734.523 |
| | 1878. | » | 52.099 | 52.099 | » | 605.235 | 5.649 | 610.884 | 662.983 |
| | 1879. | 37 | 92.155 | 92.192 | » | 4.009.614 | 104.681 | 4.114.295 | 4.206.487 |
| Totaux généraux | 1877. | 3.696.081 | 7.311.454 | 11.007.535 | 1.150.318 | 8.667.233 | 1.551.195 | 11.368.746 | 22.376.281 |
| | 1878. | 4.636.560 | 8.432.889 | 13.069.449 | 3.168.351 | 8.515.570 | 1.869.359 | 13.553.280 | 26.622.729 |
| | 1879. | 5.013.034 | 7.704.612 | 12.717 646 | 1.539.957 | 10.360 254 | 1.396.628 | 13.296.839 | 26.014.485 |

OBSERVATIONS.—En 1877 et 1878 les importations et exportations pour le compte de l'Etat n'ont pas été relevées, sauf les importations *d'argent* qui forment la presque totalité de celles de *provenance française* et une importation de vin de même provenance qui a été comprise pour $33.150 dans les importations de *marchandises* de l'année 1878.

Les importations et exportations faites pour le compte de l'État pendant l'année 1879 sont comprises dans celles relevées au présent tableau. Elles font l'objet du tableau ci-après.

En 1877 et 1878 il n'a été fait aucune exportation de riz par navires au long cours pour le royaume d'*Annam*. Le trafic direct avec ce pays, trop minime dans ces deux années pour être relevé, a *été confondu dans celui fait* avec la *Chine*.

En 1879, comme dans les années précédentes, faute de relations directes, les marchandises exportées du *Tonkin* à destination de Sai gon ont pour la plupart transité à Hong-kong. Toutes celles qui ont suivi cette voie ont été confondues avec les importations de *Chine* dans les statistiques du port de Saigon ; par suite ces statistiques présentent des différences avec celles des douanes d'Haiphong et de Quinhon qui sont insérées plus loin.

## IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS

*faites pour le compte de l'État, tant par bâtiments de guerre que par navires du commerce, pendant l'année 1879.*

| DÉSIGNATION des MARCHANDISES. | ESPÈCE de L'UNITÉ. | QUANTITÉ. | VALEUR en PIASTRES. | TOTAL des IMPORTATIONS et exportations. |
|---|---|---|---|---|
| IMPORTATIONS. | | | | |
| Argent (monnaies divisionnaires du franc et de la piastre mexicaine | | | 241.707 | |
| Armes et accessoires | colis | 99 | 12.273 | |
| Articles de guerre (munitions et projectiles) | *id.* | 1.402 | 25.941 | |
| Café | picul | 141 | 2.851 | |
| Charbon de terre | tonne | 8.825 | 88.810 | |
| Ciment | baril | 484 | 1.296 | |
| Comestibles | colis | 398 | 5.349 | |
| Drogueries et instruments de chirurgie | *id.* | 154 | 8.153 | |
| Horlogerie (instrument de physique) | *id.* | 1 | 198 | |
| Huile d'olive | *id.* | 107 | 669 | |
| Librairie et papeterie | *id.* | 14 | 518 | |
| Marchandises diverses | *id.* | 84 | 3.061 | |
| Métaux — Fers ouvrés | 100 kilos. | 2.541 | 16.280 | |
| Métaux — Ferronnerie | colis | 213 | 2.701 | |
| Métaux — Fonte ouvrée | 100 kilos. | 52 | 367 | |
| Machines diverses | colis | 18 | 1.760 | |
| Tissus divers (couvertures de laine) | *id.* | 15 | 996 | |
| Vêtements et effets | *id.* | 5 | 39 | |
| Cognacs (eau-de-vie) | *id.* | 246 | 9.195 | |
| Vins | barrique | 1.842 | 32.536 | |
| Matériel divers | tonne | 607 | mémoire | |
| Total des importations | | | 454.700 | 454.700 |
| EXPORTATIONS. | | | | |
| Réexportation de marchandises européennes — Vins | barrique | 728 | 13.998 | |
| Réexportation de marchandises européennes — Objets divers | lot | 11 | 1.343 | |
| Total des exportations | | | 15.341 | 15.341 |
| Total général | | | | 470.041 |

Les importations et exportations ci-dessus sont comprises à leurs articles respectifs dans les importations et exportations par navires au long cours, de provenance ou à destination de France. sauf 1.970 tonnes de charbon de terre de Cardiff et de New Castle qui font partie des provenances diverses.

# JONQUES CHINOISES.

## Mouvement des jonques chinoises pendant l'année 1879.

| ENTRÉES. | | | | SORTIES. | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| NOMBRE. | JAUGE. | EQUIPAGE. | PASSAGERS. | NOMBRE. | JAUGE. | EQUIPAGE. | PASSAGERS. |
| 123 | 5.303 | 2.056 | 612 | 128 | 5.575 | 2.144 | 179 |

## Provenances et destinations des jonques chinoises.

| PROVENANCES. | | NOMBRE. | DESTINATIONS. | | NOMBRE. |
|---|---|---|---|---|---|
| Annam | Binh-dinh | 5 | Annam | Binh-dinh | 13 |
| | Binh-thuan | 1 | | Binh-thuan | 14 |
| | Kanh-hoa | 4 | | Kanh-hoa | 5 |
| | Phu-yen | 12 | | Phu-yen | 11 |
| | Quan-nam | 1 | | Quan-nam | 1 |
| | Quan-nghai | 6 | | Quan-nghai | 6 |
| | Tan-quan | 1 | Cambodge — Phnom-penh | | 4 |
| Cambodge — Phnom-penh | | 1 | Chine | Amoy | 1 |
| Chine | Amoy | 2 | | Hainam | 20 |
| | Hainam | 42 | Etablissements des détroits — Singapore | | 7 |
| | Autres ports | 8 | Indes néerlandaises — Batavia | | 1 |
| Etablissements des détroits — Singapore | | 9 | Siam — Bangkok | | 1 |
| Indes néerlandaises — Batavia | | 1 | Cochinchine | Poulo Condore | 4 |
| Siam — Bangkok | | 2 | | Intérieur | 40 |
| Cochinchine | Poulo Condore | 6 | | | |
| | Intérieur | 22 | | | |
| Total | | 123 | Total | | 128 |

# IMPORTATIONS

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ESPÈCE de L'UNITÉ | PROVENANCES — SINGAPORE Quantité | SINGAPORE Valeur en piastres | CHINE Quantité | CHINE Valeur en piastres | ANNAM Quantité | ANNAM Valeur en piastres | TOTAUX par espèce de MARCHANDISES Quantité | TOTAUX Valeur en piastres |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Argent : Barres | nombre | » | » | » | » | 32 | 496 | 32 | 496 |
| Argent : Ligatures | » | » | » | 6.313 | 1.076 | 167.190 | 28.958 | 173.503 | 30.034 |
| Argent : Piastres | » | 3.550 | 3.550 | 570 | 570 | 1.200 | 1.200 | 5320 | 5.320 |
| Acier | baril | 10 | 30 | » | » | » | » | 10 | 30 |
| Animaux vivants : Chevaux | nombre | » | » | » | » | 5 | 55 | 5 | 55 |
| Animaux vivants : Chèvres | » | » | » | 11 | 22 | 17 | 34 | . 28 | 56 |
| Animaux vivants : Porcs | » | » | » | 15 | 61 | » | » | 15 | 61 |
| Animaux vivants : Volailles | » | » | » | 240 | 58 | » | » | 240 | 58 |
| Arachides (ou pistaches) | picul | » | » | 7 | 18 | 71 | 194 | 78 | 212 |
| Bois de teinture | » | 50 | 32 | » | » | » | . | 50 | 32 |
| Caisses vides | nombre | 300 | 300 | » | » | » | . | 300 | 300 |
| Chanvre | picul | 40 | 400 | » | » | 5 | 200 | 45 | 600 |
| Chapeaux | colis | » | » | 45 | 95 | 20 | 20 | 65 | 115 |
| Chaux ordinaire | picul | » | » | 37.362 | 6.389 | 1.700 | 420 | 39.062 | 6.809 |
| Chaux à bétel | pots | 91.000 | 1.668 | » | » | » | » | 91.000 | 1.668 |
| Coraux et coquillages | picul | » | » | 4.165 | 785 | 1.270 | 238 | 5.435 | 1.023 |
| Cornes d'animaux | » | » | » | » | » | 36 | 276 | 36 | 276 |
| Coton non egrené | » | 290 | 1.480 | » | » | » | » | 290 | 1.480 |
| Cotonnades | pièces | 100 | 160 | 50 | 100 | » | » | 150 | 260 |
| Eau de poisson | pots | » | » | 1.780 | 300 | » | » | 1.780 | 300 |
| Faïences | colis | » | » | 94.505 | 9.903 | 9.618 | 1.279 | 104.123 | 11.182 |
| Farine | picul | » | » | 5 | 40 | « | » | 5 | 40 |
| Ficelle | paquets | » | » | 6.150 | 21 | 76.485 | 707 | 82.635 | 728 |
| Filets | nombre | » | » | » | » | 20 | 20 | 20 | 20 |
| Huile d'arachide | colis | » | » | 46 | 180 | 107 | 277 | 153 | 457 |
| Huile d'arachide | picul | 450 | 4.090 | 238 | 2.950 | 624 | 7.374 | 1.312 | 14.414 |
| Jarres vides | nombre | » | » | 2.586 | 2.613 | 665 | 749 | 3.251 | 3.362 |
| Légumes secs | picul | » | » | 275 | 141 | 100 | 350 | 375 | 491 |
| Malles en cuir | colis | » | » | 15 | 168 | » | » | 15 | 168 |
| Matelas en cuir | nombre | 40 | 70 | . | » | » | » | 40 | 70 |
| Marmites en fonte | » | » | » | 4.940 | 1.130 | » | » | 4.940 | 1.130 |
| Mèches chinoises (joss-sticks) | colis | » | » | » | » | 117 | 171 | 117 | 171 |
| Médecines chinoises | picul | » | » | 20 | 88 | 32 | 149 | 52 | 237 |
| Nageoires ou ailerons | » | » | » | » | » | 4 | 75 | 4 | 75 |
| Nattes en jonc | colis | » | » | » | » | 220 | 20 | 220 | 20 |
| Noix d'arec brutes | picul | 1.190 | 1.280 | » | » | » | » | 1.190 | 1.280 |
| Noix d'arec préparées | » | » | » | 83 | 1.205 | 89 | 3.642 | 172 | 4.847 |
| Œufs salés | colis | » | » | 90 | 345 | 24 | 84 | 114 | 429 |
| Os d'animaux | picul | 50 | 60 | » | » | » | » | 50 | 60 |
| Paniers vides | colis | 10 | 70 | 20 | 22 | » | » | 30 | 92 |
| Papier | » | » | » | » | » | 639 | 952 | 639 | 952 |
| Peaux d'animaux | picul | » | » | » | » | 114 | 1.117 | 114 | 1.117 |
| Peignes | colis | » | » | 27 | 264 | » | » | 27 | 264 |
| Pétards | » | » | » | 864 | 2.394 | 7 | 97 | 871 | 2.491 |
| Planches | nombre | 8.440 | 2.187 | » | » | » | » | 8.440 | 2.187 |
| Poisson salé ou en saumure | picul | » | » | 40 | 225 | 1 | 7 | 41 | 232 |
| Poteries communes | cent | 4 | 12 | 851 | 1.822 | 196 | 665 | 1.051 | 2.499 |
| Sacs en paille | colis | 5 | 10 | 3.386 | 12.062 | 70 | 154 | 3.461 | 12.226 |
| Sel | picul | » | » | 5.350 | 1.680 | » | » | 5.350 | 1.680 |
| Soie en pièces | nombre | » | » | » | » | 765 | 1.266 | 765 | 1.266 |
| Soie filée | picul | » | » | » | » | 31 | 8.927 | 31 | 8.927 |
| Sucre | » | 180 | 1.140 | 25 | 195 | 4.656 | 20.969 | 4.861 | 22.304 |
| Teintures | » | 180 | 1.395 | 221 | 654 | 12 | 187 | 413 | 2.236 |
| Thé | colis | » | » | » | » | 1.219 | 1.277 | 1.219 | 1.277 |
| Tourteaux | picul | » | » | » | » | 385 | 944 | 385 | 944 |
| Vêtements chinois | colis | » | » | 2 | 30 | » | » | 2 | 30 |
| Totaux des valeurs importées |  |  | 17.934 |  | 47.606 |  | 83.550 |  | 149.090 |
| Déduction des importations d'argent |  |  | 3.550 |  | 1.646 |  | 30.654 |  | 35.850 |
| Valeurs nettes des marchandises importées |  |  | 14.384 |  | 45.960 |  | 52.896 |  | 113.240 |

## EXPORTATIONS. — RIZ ET PADDY

| DESTINATIONS. | RIZ | | PADDY | | TOTAUX | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | QUANTITÉ de piculs. | VALEUR en piastres. | QUANTITÉ de piculs. | VALEUR en piastres. | QUANTITÉ de piculs. | VALEUR en piastres. |
| Chine { Hainam | 3.884 | 5.957 | 3.294 | 3.424 | 7.178 | 9.381 |
| Chine { Autres ports | 283 | 408 | » | » | 283 | 408 |
| Annam | 31.565 | 48.584 | 3.131 | 3.283 | 34.696 | 51.867 |
| Singapore | 3.702 | 5.470 | 250 | 250 | 3.952 | 5.720 |
| Totaux | 39.434 | 60.419 | 6.675 | 6.957 | 46.109 | 67.376 |

## MARCHANDISES DIVERSES

| DÉSIGNATION des MARCHANDISES. | ESPÈCE de L'UNITÉ. | DESTINATIONS | | | | | | TOTAUX par ESPÈCE DE MARCHANDISE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | SINGAPORE | | CHINE | | ANNAM | | | |
| | | quantité. | valeur en piastres | quantité | valeur en piastres. | quantité | valeur en piastres. | quantité. | valeur en piastres. |
| Argent { Ligatures — cuivre | nombre | » | » | 220 | 160 | 29.190 | 21.111 | 29.410 | 21.271 |
| Argent { Ligatures — zinc | » | » | » | » | » | 43.060 | 7.141 | 43.060 | 7.141 |
| Argent { Piastres | » | 840 | 840 | 200 | 200 | 1.940 | 1.940 | 2.980 | 2.980 |
| Acier | baril | » | » | » | » | 2 | 9 | 2 | 9 |
| Allumettes | colis | » | » | » | » | 1 | 4 | 1 | 4 |
| Coraux et coquillages | picul | » | » | 266 | 213 | » | » | 266 | 213 |
| Coton égrené | » | » | » | 2.739 | 29.255 | » | » | 2.739 | 29.255 |
| Coton non égrené | » | » | » | » | » | 12 | 48 | 12 | 48 |
| Cotonnades | pièces | » | » | 200 | 273 | 2.383 | 3.283 | 2.585 | 3.556 |
| Couleurs | colis | » | » | » | » | 1 | 7 | 1 | 7 |
| Couvertures | nombre | » | » | » | » | 30 | 25 | 30 | 25 |
| Crevettes sèches | picul | » | » | 129 | 1.932 | » | » | 129 | 1.932 |
| Faiences | colis | 4.871 | 1.738 | » | » | » | » | 4.871 | 1.738 |
| Huile d'arachide | » | » | » | » | » | 787 | 704 | 787 | 704 |
| Huile d'arachide | picul | » | » | » | » | 20 | 220 | 20 | 220 |
| Légumes secs | » | 50 | 25 | » | » | 12 | 91 | 62 | 116 |
| Liqueurs diverses | colis | » | » | » | » | 118 | 691 | 118 | 691 |
| Médecines chinoises | picul | » | » | 1 | 6 | 104 | 2.197 | 105 | 2.203 |
| Noix d'arec | » | » | » | 3 | 30 | 30 | 210 | 33 | 240 |
| Opium | caisse | » | » | » | » | 7 | 4.050 | 7 | 4.050 |
| Os d'animaux | picul | » | » | 864 | 1.313 | » | » | 864 | 1.313 |
| Pétrole | caisse | » | » | » | » | 28 | 91 | 28 | 91 |
| Plateaux en cuivre | nombre | » | » | » | » | 39 | 25 | 39 | 25 |
| Poisson salé | picul | » | » | 848 | 4.072 | » | » | 848 | 4.072 |
| Poivre | » | » | » | » | » | 8 | 64 | 8 | 64 |
| Sacs en paille | cent | 30 | 70 | » | » | » | » | 30 | 70 |
| Sel | picul | 1.450 | 625 | » | » | 6.350 | 2.015 | 7.800 | 2.640 |
| Sucre | » | » | » | 16 | 72 | 2 | 10 | 18 | 82 |
| Teintures | » | » | » | 15 | 70 | » | » | 15 | 70 |
| Thé | colis | 150 | 750 | » | » | » | » | 150 | 750 |
| Totaux des valeurs exportées | | | 4.048 | | 37.596 | | 43.936 | | 85.580 |
| Déduction des exportations d'argent | | | 840 | | 360 | | 30.192 | | 31.392 |
| Valeur nettes des exportations de marchandises diverses | | | 3.208 | | 37.236 | | 13.744 | | 54.188 |
| Valeur des exportations de riz et paddy | | | 5.720 | | 9.789 | | 51.867 | | 67.376 |
| Totaux généraux des valeurs des marchandises exportées | | | 8.928 | | 47.025 | | 65.611 | | 121.564 |

# BARQUES DE MER ANNAMITES

**Mouvement des barques de mer annamites pendant l'année 1879.**

| ENTRÉES | | | | | SORTIES | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PROVENANCES | NOMBRE | JAUGE | EQUIPAGE | PASSAGERS | DESTINATIONS | NOMBRE | JAUGE | EQUIPAGE | PASSAGERS |
| Intérieur de la Cochinchine | 1.528 | 17.808 | 5.352 | mémoire | Intérieur de la Cochinchine | 1.921 | 30.558 | 9.034 | mémoire |
| Côte d'Annam | 1.655 | 45.378 | 13.287 | 296 | Côte d'Annam | 1.196 | 31.714 | 9.203 | 331 |
| Tonquin | 20 | 440 | 180 | 11 | Tonquin | 18 | 384 | 143 | 3 |
| Totaux | 3.203 | 63.626 | 18.819 | 307 | Totaux | 3.135 | 62.656 | 18.380 | 334 |

## IMPORTATIONS

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ESPÈCE de L'UNITÉ | PROVENANCES — ANNAM — Quantité. | PROVENANCES — ANNAM — Valeur en piastres. | PROVENANCES — TONQUIN — Quantité. | PROVENANCES — TONQUIN — Valeur en piastres. | TOTAUX par Espèce de Marchandises — Quantité. | TOTAUX par Espèce de Marchandises — Valeur en piastres |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Argent — ligatures | Nombre | 668.558 | 102.856 | 6.705 | 1.032 | 675.263 | 103.888 |
| Arachides (ou pistaches) | Picul. | 511 | 1.022 | » | » | 511 | 1.022 |
| Cannelle | » | 36 | 720 | 2 | 40 | 38 | 760 |
| Chaux ordinaire | » | 51.981 | 10.396 | » | » | 51.981 | 10.396 |
| Coraux et coquillages (pour chaux) | Picul. | 77.575 | 7.757 | 900 | 90 | 78.475 | 7.847 |
| Cotonnades | Pièce | 133 | 133 | 20 | 20 | 153 | 153 |
| Eau de poisson | Pots | 3.480.578 | 174.039 | 9.000 | 450 | 3.489.578 | 174.489 |
| Farine | Picul | 425 | 2.550 | » | » | 425 | 2.550 |
| Guano | » | 3.811 | 7.622 | » | » | 3.811 | 7.622 |
| Huile d'arachide | Colis. | 14.460 | 28.920 | » | » | 14.460 | 28.920 |
| Légumes secs ou verts (pois, fayols, patates, etc) | Picul | 105 | 210 | » | » | 105 | 210 |
| Marchandises diverses annamites — boîtes à bétel | Colis. | 1.534 | 767 | 908 | 454 | 2.442 | 1.221 |
| chapeaux annamites | » | 3.950 | 1.975 | 7.000 | 3.500 | 10.950 | 5.475 |
| cordages annamites | » | 618.630 | 19.030 | » | » | 618.630 | 19.030 |
| filets | » | 1.546 | 928 | » | » | 1.546 | 928 |
| jones et rotins | » | 2.235 | 275 | » | » | 2.235 | 275 |
| mastic | Picul | 65 | 100 | » | » | 65 | 100 |
| matelas annamites | Colis. | 24 | 24 | » | » | 24 | 24 |
| nattes pour voiles | » | 23.132 | 1.423 | » | » | 23.132 | 1.423 |
| nattes en pailles (ou jonc) | Cent | 73 | 438 | » | » | 73 | 438 |
| paillottes pour toiture | » | 111 | 56 | » | » | 111 | 56 |
| paniers | Nombre | 400 | 30 | 700 | 54 | 1.100 | 84 |
| torches | » | 32.650 | 105 | » | » | 32.650 | 105 |
| Mèches chinoises | Colis. | 31 | 50 | » | » | 31 | 50 |
| Médecines | Picul | 43 | 661 | » | » | 43 | 661 |
| Noix d'arec préparées | » | 272 | 8.160 | » | » | 272 | 8.160 |
| Papier | Colis. | 101 | 303 | » | » | 101 | 303 |
| Peaux d'animaux | Picul | 119 | 724 | » | » | 119 | 724 |
| Planches | Nombre | 2.702 | 2.702 | » | » | 2.702 | 2.702 |
| Poisson salé ou en saumure | Picul | 28.246 | 42.400 | » | » | 28.246 | 42.400 |
| Poteries | Cent | 4.545 | 9.100 | » | » | 4.545 | 9.100 |
| Sel | Picul | 2.104 | 420 | » | » | 2.104 | 420 |
| Soie — en pièces | Nombre | 16.105 | 48.575 | 1.100 | 3.150 | 17.205 | 51.725 |
| filée | Picul | 59 | 17.100 | » | » | 59 | 17.100 |
| Sucre | » | 16.596 | 82.980 | 18 | 95 | 16.614 | 83.075 |
| Teintures | » | 40 | 210 | 6 | 35 | 46 | 245 |
| Thé | Colis. | 119 | 125 | » | » | 119 | 125 |
| Vermicelle et pâtes diverses | Picul | 166 | 1.600 | » | » | 166 | 1.600 |
| Totaux des valeurs importées | | | 576.486 | | 8.920 | | 585.406 |
| Déduction des importations d'argent | | | 102.856 | | 1.032 | | 103.888 |
| Valeurs nettes des marchandises importées | | | 473.630 | | 7.888 | | 481.518 |

## EXPORTATIONS. — RIZ ET PADDY.

| DESTINATIONS. | | RIZ | | PADDY | | TOTAUX | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | QUANTITÉ de PICULS | VALEUR en PIASTRES | QUANTITÉ de PICULS | VALEUR en PIASTRES | QUANTITÉ de PICULS | VALEUR en PIASTRES |
| Annam ..... | Tonquin.............................. | 1.372 | 2.332 | » | » | 1.372 | 2.332 |
| | Autres ports........................ | 160.651 | 273.106 | 23.744 | 31.772 | 184.395 | 304.878 |
| | Totaux........... | 162.023 | 275.438 | 23.744 | 31.772 | 185.767 | 307.210 |

## MARCHANDISES DIVERSES

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | ESPÈCE de L'UNITÉ. | DESTINATIONS. ANNAM QUANTITÉ. | ANNAM valeur en PIASTRES. | TONQUIN QUANTITÉ. | TONQUIN valeur en PIASTRES. | TOTAUX par ESPÈCE DE MARCHANDISES QUANTITÉ. | TOTAUX valeur en PIASTRES. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Argent. — Ligatures.......................... | Nombre. | 879.320 | 135.280 | 9.148 | 1.561 | 888.468 | 136.841 |
| Bois.................................................. | Picul. | » | » | 50 | 100 | 50 | 100 |
| Coton non égrené.............................. | » | 3.124 | 11.872 | 351 | 1.368 | 3.475 | 13.240 |
| Cotonnades........................................ | Pièces | 16.620 | 26.600 | » | » | 16.620 | 26.600 |
| Couvertures........................................ | Nombre. | 24 | 21 | » | » | 24 | 21 |
| Eau de poisson .................................. | Pots. | 300 | 90 | » | » | 300 | 90 |
| Farine................................................ | Picul. | 160 | 960 | » | » | 160 | 960 |
| Guano................................................ | » | 10 | 20 | » | » | 10 | 20 |
| Huile d'arachide................................ | Colis. | 450 | 900 | » | » | 450 | 900 |
| Liqueurs diverses.............................. | » | 152 | 912 | » | » | 152 | 912 |
| Marchandises diverses annamites............ boîtes à bétel.......... | » | 112 | 45 | » | » | 112 | 45 |
| chapeaux annamites ..... | » | 60 | 24 | » | » | 60 | 24 |
| filets.................. | » | 57 | 40 | » | » | 57 | 40 |
| joncs et rotins.......... | » | 139 | 60 | » | » | 139 | 60 |
| mastic.................. | Picul. | 15 | 60 | » | » | 15 | 60 |
| nattes pour voiles ....... | Colis | 11.526 | 671 | » | » | 11.526 | 671 |
| paillottes pour toiture.... | Cent. | 8.127 | 1.875 | 90 | 21 | 8.217 | 1.896 |
| Mèches chinoises.............................. | Colis. | 281 | 345 | » | » | 281 | 345 |
| Médecines.......................................... | Picul. | 390 | 720 | » | » | 390 | 720 |
| Métaux — cuivre................................ | » | 23 | 750 | » | » | 23 | 750 |
| Noix d'arec brutes ............................ | » | 530 | 1.680 | » | » | 530 | 1.680 |
| Opium ...»........................................ | Caisse. | 10 | 6.500 | » | » | 10 | 6.500 |
| Papier................................................ | Colis. | 1.177 | 1.177 | » | » | 1.177 | 1.177 |
| Planches............................................ | Nombre. | 9 | 9 | » | » | 9 | 9 |
| Poisson salé ou en saumure .............. | Piculs. | 300 | 465 | » | » | 300 | 465 |
| Poivre................................................ | » | 3 | 30 | » | » | 3 | 30 |
| Poteries............................................ | Cent | 12.702 | 29.328 | » | » | 12.702 | 29.328 |
| Sel .................................................... | Picul. | 560 | 168 | » | » | 560 | 168 |
| Soie ....... en pièces.................. | Nombre. | 487 | 1.948 | » | » | 487 | 1.948 |
| filée.................................. | Picul. | » | » | 1 | 150 | 1 | 150 |
| Sucre ................................................ | » | 290 | 1.560 | » | » | 260 | 1.560 |
| Tabac................................................ | » | 125 | 2.500 | » | » | 125 | 2.500 |
| Teintures.......................................... | » | 2 | 6 | » | » | 2 | 6 |
| Thé.................................................... | Colis. | 2.554 | 2.554 | » | » | 2.554 | 2.554 |
| Vermicelle et pâtes diverses.............. | Picul. | 9 | 45 | » | » | 9 | 45 |
| Totaux des valeurs exportées.............................. | | | 229.215 | | 3.200 | | 232.415 |
| Déduction des exportations d'argent ..................... | | | 135.280 | | 1.561 | | 136.841 |
| Valeurs nettes des marchandises diverses exportées............ | | | 93.985 | | 1.639 | | 95.574 |
| Valeurs des exportations de riz et de paddy................. | | | 304.878 | | 2.332 | | 307.210 |
| Totaux des valeurs des marchandises exportées .............. | | | 398.313 | | 3.971 | | 402.784 |

# TABLEAU COMPARATIF

*des mouvements du port de commerce de Saigon en 1878 et 1879.*

| NATURE du TONNAGE | 1879 | | | | | | | | 1878. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | ENTRÉES | | | | SORTIES | | | | ENTRÉES | | | | SORTIES | | | |
| | NOMBRE | JAUGE. | ÉQUI-PAGES. | PASSA-GERS. | NOMBRE | JAUGE. | ÉQUI-PAGES. | PASSA-GERS. | NOMBRE | JAUGE. | ÉQUI-PAGES. | PASSA-GERS. | NOMBRE | JAUGE. | ÉQUI-PAGES. | PASSA-GERS. |
| Voiliers................ | 151 | 80.762 | 2.276 | 2.637 | 152 | 80.835 | 2.243 | 204 | 330 | 324.003 | 15.671 | 16.886 | 320 | 316.825 | 14.381 | 8.842 |
| Vapeurs................ | 272 | 299.802 | 14.631 | 7.001 | 272 | 301.679 | 14.724 | 6.940 | | | | | | | | |
| Totaux des navires au long cours........... | 423 | 380.564 | 16.907 | 9.638 | 424 | 382.514 | 16.967 | 7.144 | 330 | 324.003 | 15.671 | 16.886 | 320 | 316.825 | 14.381 | 8.842 |
| Jonques chinoises....... | 123 | 5.303 | 2.056 | 612 | 128 | 5.575 | 2.144 | 179 | 94 | 4.435 | 1.611 | 430 | 90 | 4.268 | 1.555 | 93 |
| Barques de mer annamites | 3.203 | 63.626 | 18.819 | 307 | 3.135 | 62.656 | 18.380 | 334 | 3.064 | 58.334 | 16.367 | 500 | 3.042 | 56.989 | 16.073 | 608 |
| Totaux ........ | 3.749 | 449.493 | 37.782 | 10.557 | 3.687 | 450.745 | 37.491 | 7.657 | 3.488 | 386.772 | 33.649 | 17.816 | 3.452 | 378.082 | 32.009 | 9.543 |

# TABLEAU RÉCAPITULALIF

*du mouvement commercial du port de Saigon pendant l'année 1879.*

| NATURE du TONNAGE. | IMPORTATIONS | | | EXPORTATIONS | | | TOTAUX des IMPORTATIONS et EXPORTATIONS. | OBSERVATIONS. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | ARGENT. | MARCHAN-DISES. | TOTAUX. | ARGENT. | MARCHAN-DISES. | TOTAUX. | | |
| | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | |
| Navires au long cours ... | 5.013.034 | 7.704.612 | 12.717.646 | 1.539.957 | 11.756.882 | 13.296.839 | 26.014.485 | En 1878 les importations par jonques chinoises et par barques de mer annamites n'ayant pas pu être appréciées, il ne peut pas être fait de comparaison entre le mouvement commercial de ces années et celui de l'année 1879. |
| Jonques chinoises....... | 35.850 | 113.240 | 149.090 | 31.392 | 121.564 | 152.956 | 302.046 | |
| Barques de mer annamites | 103.888 | 481.518 | 585.406 | 136.841 | 402.784 | 539.625 | 1.125.031 | |
| Totaux ........ | 5.152.772 | 8.299.370 | 13.452.142 | 1.708.190 | 12.281.230 | 13.989.420 | 27.441.562 | |

## ARRONDISSEMENT DE MYTHO

# PORT DE MYTHO

## BARQUES DE MER ANNAMITES

### EXPORTATIONS, — RIZ ET PADDY

| DESTINATIONS. | RIZ | | PADDY | | TOTAUX | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | QUANTITÉ de PICULS. | VALEUR en PIASTRES. | QUANTITÉ de PICULS. | VALEUR en PIASTRES. | QUANTITÉ de PICULS. | VALEUR en PIASTRES. |
| Annam (ports divers) | 147.894 | 236.630 | 67.980 | 78.170 | 215.874 | 314.800 |

NOTA — Les importations et les exportations de marchandises diverses du port de Mytho n'ont pas été relevées.

ARRONDISSEMENT DU RACH-GIA

# PORT DE RACH-GIA

## BARQUES DE MER ANNAMITES

**Mouvement des barques de mer annamites pendant l'année 1879.**

| ENTRÉES | | | | SORTIES | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| NOMBRE | JAUGE | ÉQUIPAGE | PASSAGERS | NOMBRE | JAUGE | ÉQUIPAGE | PASSAGERS |
| 134 | 3.751 | 1.381 | » | 128 | 2.980 | 1.355 | » |

### IMPORTATIONS

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ESPÈCE de L'UNITÉ | QUANTITÉ | VALEUR en PIASTRES |
|---|---|---|---|
| Argent. ligatures | Nombre. | 5.500 | 845 |
| Argent. piastres | » | 22.410 | 22.410 |
| Arachides | Picul. | 30 | 55 |
| Charbon de bois | » | 50 | 30 |
| Chaux ordinaire | » | 57.000 | 14.250 |
| Chaux à bétel | Pots. | 318.503 | 9.550 |
| Cotonnades | Pièces. | 846 | 1.060 |
| Faïences | Colis. | 54.000 | 1.600 |
| Farine | Picul. | 26 | 130 |
| Huile de bois | » | 376 | 2.632 |
| Huile de coco | » | 33 | 330 |
| Indigo | » | 47 | 235 |
| Jarres | Nombre. | 649 | 330 |
| Légumes secs | Picul, | 51 | 120 |
| Marchandises diverses annamites. avirons | Nombre. | 1.077 | 359 |
| chapeaux | Colis. | 200 | 80 |
| cordages | » | 4.187 | 125 |
| ficelles | Paquets. | 1.700 | 34 |
| joncs, | » | 90.240 | 3.750 |
| malles et caisses | Colis. | 842 | 825 |
| matelas | Nombre. | 10 | 10 |
| résine | Picul. | 1 | 3 |
| torches | Cent. | 429 | 260 |
| Métaux. — fer | Picul. | 22 | 55 |
| Noix d'arec sèches | » | 7 | 25 |
| Noix d'arec fraîches | Mille. | 11.612 | 21.212 |
| Papier | Colis. | 60 | 85 |
| Pétards | Paquet. | 466.100 | 4.600 |
| Planches | Nombre. | 2.618 | 1.120 |
| Poivre | Picul. | 76 | 465 |
| Poteries communes | Cent. | 1.256 | 3.780 |
| Sel | Picul. | 200 | 40 |
| Sucre | » | 1.342 | 6.700 |
| Sucre en pots | Pots. | 1.580 | 190 |
| Tabac | Picul. | 88 | 1.590 |
| Total des valeurs importées | | | 98.885 |
| Déduction des importations d'argent | | | 23.255 |
| Valeurs nettes des marchandises importées | | | 75.630 |

### EXPORTATIONS. — RIZ & PADDY

| DESTINATIONS | RIZ | | PADDY | | TOTAUX | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Quantité de piculs. | Valeur en piastres. | Quantité de piculs. | Valeur en piastres. | Quantité de piculs. | Valeur en piastres. |
| Singapore | 29.818 | 47.730 | 850 | 935 | 30.668 | 48.865 |
| Chine | 4.612 | 7.395 | 8.645 | 9.530 | 13.257 | 16.925 |
| Cambodge | 48 | 78 | 116 | 130 | 164 | 208 |
| TOTAUX | 34.478 | 55.203 | 9.611 | 10.595 | 44.089 | 65.798 |

### MARCHANDISES DIVERSES

| DÉSIGNATION des MARCHANDISES. | ESPÈCE de L'UNITÉ | QUANTITÉ | VALEUR en PIASTRES. |
|---|---|---|---|
| Argent. Ligatures | Nombre. | 5.700 | 875 |
| Argent. Piastres | » | 2.190 | 2.190 |
| Animaux vivants.—Porcs. | » | 612 | 6.730 |
| Bétel sec | Picul. | 61 | 1.640 |
| Chevrettes sèches | » | 240 | 2.645 |
| Cotonnades | Pièces. | 3 | 5 |
| Ecorce à teinture | Paquets. | 2.000 | 90 |
| Ficelles | » | 250 | 5 |
| Nattes pour voiles | Colis. | 500 | 38 |
| Nattes fines | Nombre. | 930 | 140 |
| Nattes en paille ou jonc | Cent. | 448 | 2.230 |
| Noix d'arec sèches brutes. | Picul. | 15.000 | 45.000 |
| Paillottes pour toitures | Cent. | 531 | 1.580 |
| Poisson salé ou en saumure | Picul. | 3.740 | 11.200 |
| Sacs en paille | Cent. | 235 | 600 |
| Sel | Picul. | 40 | 8 |
| Torches | Cent. | 20 | 12 |
| Vêtements chinois | Nombre. | 30 | 50 |
| Total des valeurs exportées | | | 17.038 |
| Déduction des exportations d'argent | | | 3.065 |
| Valeurs nettes des export. de marchandises diverses. | | | 71.973 |

## RÉCAPITULATION

*des exportations de marchandises du port de Rach-Gia par barques de mer annamites.*

| NATURE des EXPORTATIONS. | DESTINATIONS | | | TOTAUX. | OBSERVATIONS. |
|---|---|---|---|---|---|
| | SINGAPORE. | CHINE. | DIVERSES. | | |
| | Piastres | Piastres | Piastres | Piastres | |
| Riz et paddy | 48.665 | 16.925 | 208 | 65.768 | Les destinations des marchandises diverses et les provenances des importations n'ont pas été indiquées. |
| Marchandises diverses | » | » | 71.973 | 71.973 | |
| Totaux | 48.665 | 16.925 | 72.181 | 137.771 | |

# PORT DE CAMAU

## JONQUES CHINOISES

### EXPORTATIONS — RIZ ET PADDY

| DESTINATIONS. | RIZ | | PADDY | | TOTAUX. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | QUANTITÉ de PICULS. | VALEUR en PIASTRES. | QUANTITÉ de PICULS. | VALEUR en PIASTRES. | QUANTITÉ de PIASTRES. | VALEUR en PIASTRES. |
| Singapore | 2.492 | 4.110 | 1.485 | 1.650 | 3.977 | 5.760 |
| Chine | 541 | 870 | 5.132 | 5.680 | 5.673 | 6.550 |
| Totaux | 3.033 | 4.980 | 6.617 | 7.330 | 9.650 | 12.310 |

### MARCHANDISES DIVERSES

| DÉSIGNATION des MARCHANDISES. | ESPÈCE de L'UNITÉ. | DESTINATION | | | | | | TOTAUX. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | SINGAPORE | | CHINE | | BATAVIA | | | |
| | | QUANTITÉ. | VALEUR en PIASTRES. | QUANTITÉ. | VALEUR en PIASTRES. | QUANTITÉ. | VALEUR en PIASTRES. | QUANTITÉ. | VALEUR en PIASTRES. |
| Animaux vivants — Porcs. | Nombre | » | » | » | » | 77 | 920 | 77 | 920 |
| Chevrettes sèches | Picul | 149 | 1.635 | » | » | » | » | 149 | 1.635 |
| Poissons secs | » | 716 | 2.120 | » | » | » | » | 716 | 2.120 |
| Sel | » | » | » | 810 | 162 | » | » | 810 | 162 |
| Valeurs des exportations de marchandises diverses | | | 3.755 | | 162 | | 920 | | 4.837 |
| Valeurs des exportations de riz et paddy | | | 5.760 | | 6.550 | | » | | 12.310 |
| Valeurs totales des exportations de marchandises | | | 9.515 | | 6.712 | | 920 | | 17.147 |

# TABLEAU RÉCAPITULATIF

*du mouvement commercial de l'arrondissement du Rach-Gia pendant l'année 1879.*

| NATURE du TONNAGE. | IMPORTATIONS. | | | EXPORTATIONS. | | | TOTAUX des IMPORTATIONS. et EXPORTATIONS | OBSERVATIONS. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | ARGENT. | MARCHANDISES. | TOTAUX. | ARGENT. | MARCHANDISES. | TOTAUX. | | |
| | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | |
| Barques de mer annamites (Rachgia) | 23.255 | 75.630 | 98.885 | 3.065 | 137.771 | 140.836 | 239.721 | Les importations du port de Camau n'ont pas été relevées. |
| Jonques chinoises (Camau) | » | » | » | » | 17.147 | 17.147 | 17.147 | |
| Totaux | 23.255 | 75.630 | 98.885 | 3.065 | 154.918 | 157.983 | 256.868 | |

# PORT D'HATIEN

## BARQUES DE MER ANNAMITES

### Mouvement des barques de mer annamites pendant l'année 1879.

| ENTRÉES | | | | SORTIES | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| NOMBRE. | JAUGE. | ÉQUIPAGE. | PASSAGERS. | NOMBRE. | JAUGE. | ÉQUIPAGE. | PASSAGERS. |
| 284 | 2.314 | 1.289 | » | 305 | 2.393 | 1.370 | » |

## IMPORTATIONS

| DÉSIGNATION des MARCHANDISES. | ESPÈCE de L'UNITÉ. | QUANTITÉ. | VALEUR en PIASTRES. | DÉSIGNATION des MARCHANDISES. | ESPÈCE de L'UNITÉ. | QUANTITÉ. | VALEUR en PIASTRES. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Argent { Ligatures | Nombre | 23.010 | 3.540 | Report | | | 57.515 |
| Argent { Piastres | » | 4.295 | 4.295 | Poivre | Picul | 1.503 | 8.950 |
| Chanvre | Picul | 511 | 3.900 | Poteries communes | Cent | 194 | 425 |
| Chaux à bétel | Pots | 1.284.500 | 38.500 | Sacs en paille | » | 668 | 1.625 |
| Cotonnades | Pièces | 2.406 | 2.650 | Sel | Picul | 3.855 | 770 |
| Faïences | Colis | 4.150 | 120 | Soie en pièces | Nombre | 125 | 525 |
| Huile de coco | Picul | 50 | 500 | Sucre | Picul | 429 | 2.055 |
| Légumes secs | » | 24 | 50 | Tabac | » | 40 | 720 |
| Nattes en paille | Cent | 11 | 60 | Thé | Colis | 13 | 13 |
| Noix d'arec fraîches | Mille | 1.366 | 2.325 | Torches | » | 38.900 | 2.145 |
| Papier | Picul | 30 | 45 | | | | |
| Planches | Nombre | 400 | 180 | Total des valeurs importées | | | 74.743 |
| Poisson salé ou en saumure | Picul | 450 | 1.350 | Déduction des importations d'argent | | | 7.835 |
| à reporter | | | 57.515 | Valeurs nettes des marchandises importées | | | 66.908 |

## EXPORTATIONS. — RIZ ET PADDY

| DESTINATIONS. | RIZ | | PADDY | | TOTAUX | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | QUANTITÉ de PICULS. | VALEUR en PIASTRES. | QUANTITÉ de PICULS. | VALEUR en PIASTRES. | QUANTITÉ de PICULS. | VALEUR en PIASTRES. |
| Singapore | 1.171 | 1.910 | 269 | 305 | 1.440 | 2.215 |
| Chine | 193 | 360 | 2.534 | 2.835 | 2.727 | 3.195 |
| Totaux | 1.364 | 2.270 | 2.803 | 3.140 | 4.167 | 5.410 |

## EXPORTATIONS. — MARCHANDISES DIVERSES

| DÉSIGNATION des MARCHANDISES. | ESPÈCE de L'UNITÉ. | QUANTITÉ. | VALEUR en PIASTRES. | DÉSIGNATION des MARCHANDISES. | ESPÈCE de L'UNITÉ. | QUANTITÉ. | VALEUR en PIASTRES. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Argent… { Ligatures….. | Nombre | 12.510 | 1.925 | Report ……… | | | 52.118 |
| Argent… { Piastres…… | » | 4.050 | 4.050 | Nattes en paille……… | Cent | 150 | 800 |
| Bicho de mar (Trypangs).. | Picul | 70 | 840 | Noix d'arec fraîches…… | Mille | 642 | 1.175 |
| Bois de teinture……… | » | 25 | 35 | Poisson salé ou en saumure | Picul | 2.985 | 8.900 |
| Chanvre……………… | » | 11 | 90 | Poivre……………… | » | 535 | 3.345 |
| Chaux à bétel………… | Pots | 602.300 | 18.700 | Poteries communes…… | Cent | 62 | 135 |
| Cocos secs…………… | Sacs | 2.150 | 430 | Sacs en paille……… | » | 10.563 | 26.450 |
| Cotonnades…………… | Pièces | 2.577 | 3.100 | Sel……………… | Picul | 355 | 71 |
| Eau de poisson………… | Picul | 3.245 | 22.715 | Sucre……………… | » | 192 | 950 |
| Faïences……………… | Colis | 4.300 | 125 | Tabac……………… | » | 5 | 95 |
| Huile de bois………… | » | 50 | 16 | Thés……………… | Colis | 220 | 220 |
| Légumes secs………… | Picul | 7 | 15 | | | | |
| Légumes frais (melons)… | Nombre | 550 | 22 | Totaux des valeurs exportées……… | | | 94.259 |
| Maïs……………… | Picul | 50 | 55 | Déduction des exportations d'argent……… | | | 5.975 |
| à reporter……………… | | | 52.118 | Valeurs nettes des export. de marchandises diverses | | | 88.284 |

## RÉCAPITULATION

*des exportations de marchandises du port d'Hatien par barques de mer annamites.*

| NATURE des EXPORTATIONS. | DESTINATIONS | | | TOTAUX. | OBSERVATIONS. |
|---|---|---|---|---|---|
| | SINGAPORE. | CHINE. | DIVERS. | | |
| | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | |
| Riz et paddy……………… | 2.215 | 3.195 | » | 5.410 | Les destinations des marchandises diverses et les provenances des importations n'ont pas été relevées. |
| Marchandises diverses……… | » | » | 88.284 | 88.284 | |
| Totaux……………… | 2.215 | 4.195 | 88.284 | 93.694 | |

### Mouvement commercial du port d'Hatien pendant l'année 1879.

| NATURE du TONNAGE. | IMPORTATIONS | | | EXPORTATIONS | | | TOTAUX des IMPORTATIONS et EXPORTATIONS. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | ARGENT. | MARCHANDISES. | TOTAUX. | ARGENT. | MARCHANDISES. | TOTAUX. | | |
| | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | Piastres. | |
| Barques de mer annamites | 7.835 | 66.908 | 74.743 | 5.975 | 93.694 | 99.669 | 174.412 | |

# TRAFIC AVEC LES PAYS LIMITROPHES.

## IMPORTATIONS

*Relévé des douanes du Cambodge à la sortie par le Mékong pendant une période de 12 mois (1879 / 1880)*

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ESPÈCE DE L'UNITÉ | QUANTITÉ | VALEUR en PIASTRES | DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ESPÈCE DE L'UNITÉ | QUANTITÉ | VALEUR en PIASTRES |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bétel sec | picul | 45 | 425 | Report | | | 273.504 |
| Bois d'aigle | catti | 48 | 144 | Ivoire | catti | 418 | 626 |
| Bois de teinture | picul | 56 | 90 | Laques diverses | picul | 15 | 165 |
| Caïmans | nombre | 1.629 | 2.933 | Nerfs divers | » | 5 | 93 |
| Cardamomes 1re qualité | picul | 86 | 12.600 | Ortie de Chine | » | 49 | 612 |
| Cardamomes 2e qual. dites sauv. | » | 234 | 6.524 | Os d'éléphants et de tigres | » | 112 | 1.570 |
| Carapaces de tortues | » | 228 | 2.360 | Ouies d'espadons | » | 25 | 370 |
| Cire d'abeilles | » | 43 | 1.915 | Paillottes dressées | nombre | 87.940 | 7.035 |
| Cornes tendres | paire | 349 | 1.475 | Plastrons de tortue | picul | 7 | 60 |
| Cornes diverses | picul | 64 | 704 | Plumes de pélican | » | 107 | 4.066 |
| Coton égrené | » | 1.206 | 15.678 | Poissons fumés | paq. de 5 | 67.340 | 8.420 |
| Coton non égrené | » | 51.796 | 186.465 | Poissons salés ou secs | picul | 86.689 | 424.776 |
| Déchets de soie | » | 43 | 1.182 | Poissons vivants | nombre | 84.242 | 4.212 |
| Ecorces ponr teinture jaune | » | 184 | 405 | Peaux d'animaux | picul | 1.400 | 14.700 |
| Fer en lingots (de Kompong-Soaï) | » | 3 | 21 | Queues de paon | nombre | 40 | 12 |
| Fèves de nénufar | » | 5 | 25 | Sésames | picul | 948 | 4.266 |
| Gomme-gutte | » | 105 | 7.770 | Soie grège | » | 170 | 44.200 |
| Graines pour huile médicale | » | 1.149 | 3.447 | Sucre en pots | pots | 1.924 | 289 |
| Graisse de bœuf | » | 31 | 325 | Tabac | picul | 4.132 | 10.227 |
| Graisse de porc | » | 11 | 112 | Vessies de poisson | » | 849 | 8.830 |
| Haricots | » | 9.967 | 28.904 | Viandes séchées | » | 114 | 484 |
| A reporter | | | 273.504 | Total | | | 808.517 |

Suivant l'opinion de M. le représentant du protectorat au Cambodge, les chiffres ci-dessus sont loin de donner une idée exacte de l'exportation de ce pays en Cochinchine. De leur comparaison avec les statistiques des exportations du port de Saigon, il semble résulter que certains produits sont de beaucoup au dessous de la vérité, les poissons secs et salés, par exemple, dont il se fait une assez grande consommation en Cochinchine et qui ressortent à l'exportation de Saigon pour une quantité beaucoup plus grande qu'à l'importation. D'autres au contraire paraissent exagérés, les cardamomes par exemple, mais il est possible que ces produits réexportés en Chine par des négociants chinois soient sortis sous la dénomination de « médécines chinoises. »

Plusieurs articles dont il se fait cependant un commerce assez important, font complétement défaut à ce tableau; tels sont le fruit du tamarinier, le fumier de vers à soie, plusieurs sortes de racines, les poteries, les nattes, les matelas, les chevaux, etc., les bois de construction, qui comme les articles énumérés ci-dessus, sont exempts des droits de sortie, et commencent à donner lieu à des transactions assez suivies. — (*Géographie du Cambodge par* M. E. AYMONIER.)

Il faut encore citer le riz, qui d'après un rélevé fait par M. le représentant du protectorat pour la dernière période de 12 mois s'élève à 37.671 piculs et représente une valeur de $53.000 environ.

On doit également tenir compte des bœufs vivants importés par terre, tant du Cambodge que du Laos, et qu'on peut estimer à environ 8,000 têtes représentant une valeur de $64.000.

Les autres importations faites par la voie de terre, provenant du Cambodge, du Binhthuan (royaume d'Annam) et des tribus sauvages limitrophes, sont d'une importance très-minime par suite de la difficulté des communications.

*Résumé des importations connues provenant du Cambodge et du Laos.*

| DÉSIGNATION | VALEUR EN PIASTRES |
|---|---|
| Rélevé des douanes du Cambodge détaillé ci-contre | 808.517 |
| Riz | 53.000 |
| Bœufs vivants | 64.000 |
| Total des importations | 925.517 |

## EXPORTATIONS

Les exportations pour le Cambodge méritent seules d'être citées. Elles sont assez considérables, mais les droits de douanes n'étant perçus qu'à la sortie sur les produits de ce pays, il n'existe aucun renseignement précis sur ces exportations.

Elles se composent principalement de produits manufacturés européens et chinois, de drogueries et comestibles chinois importés à Saigon, et réexportés au Cambodge. La Cochinchine y exporte le sel nécessaire à la préparation des poissons, de la chaux, des noix d'arec, de l'huile de coco, des sacs et des nattes en jonc, des paillottes, etc,

Le Cambodge reçoit du royaume d'Annam les mêmes produits qui sont importés à Saigon par les barques de mer annamites. Mais les barques à destination du Cambodge remontant directement le Mékong, en traversant seulement la Cochinchine, leurs cargaisons n'ont aucun intérêt au point de vue des statistiques commerciales de la colonie.

# RÉCAPITULATION PAR DESTINATIONS

*des quantités de Riz et de Paddy exportées pendant l'année 1879.*

| DESTINATIONS | PORT DE SAIGON — NAVIRES AU LONG COURS | | PORT DE SAIGON — JONQUES CHINOISES | | PORT DE SAIGON — BARQUES de mer ANNAMITES | | MYTHO — BARQUES de mer ANNAMITES | | RACH-GIA — BARQUES de mer ANNAMITES | | CAMAU — JONQUES CHINOISES | | HATIEN — BARQUES de mer ANNAMITES | | TOTAUX | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | RIZ | PADDY | RIZ | PADDY | RIZ | PADDY | RIZ | PADDY | RIZ | PADDY | RIZ | PADDY | RIZ | PADDY | RIZ | PADDY |
| | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs | Piculs |
| France … { Ports | 47.781 | 518 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 47.781 | 518 |
| France … { Colonies | 90.697 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 90.697 | » |
| Europe … { Ports d'ordres | 692.430 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 692.430 | » |
| Europe … { Autres ports | 133.555 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 133.555 | » |
| Amérique | 79.775 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 79.775 | » |
| Indes Néerlandaises | 637.605 | 230 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 637.605 | 230 |
| Etablissements des détroits (Singapore) | 770.651 | 17.704 | 3.702 | 250 | » | » | » | » | 29.818 | 850 | 2.492 | 1.485 | 1.171 | 269 | 807.834 | 20.558 |
| Iles Philippines | 488.561 | 20.603 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 488.561 | 20.603 |
| Chine … { Hongkong | 2.758.055 | 52.253 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 2.758.055 | 52.253 |
| Chine … { Autres ports | 66.711 | 51.804 | 4.167 | 3.294 | » | » | » | » | 4.612 | 8.645 | 541 | 5.132 | 193 | 2.534 | 76.224 | 71.409 |
| Annam | 94.206 | 2.253 | 31.565 | 3.131 | 162.023 | 23.744 | 147.894 | 67.980 | » | » | » | » | » | » | 435.688 | 97.108 |
| Indes anglaises | 4.495 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 4.495 | » |
| Syrie | 331 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 331 | » |
| Japon | 56 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 56 | » |
| Cambodge (Kampot) | » | » | » | » | » | » | » | » | 48 | 116 | » | » | » | » | 48 | 116 |
| Totaux | 5.864.909 | 145.365 | 39.434 | 6.675 | 162.023 | 23.744 | 147.894 | 67.980 | 34.478 | 9.611 | 3.033 | 6.617 | 1.364 | 2.803 | 6.253.135 | 262.795 |

# RÉCAPITULATION

*des exportations de Riz et de Paddy par ports d'expédition pendant l'année 1879*

| DÉSIGNATION des PORTS | NATURE du TONNAGE | RIZ QUANTITÉ de PICULS | RIZ VALEUR en PIASTRES | PADDY QUANTITÉ de PICULS | PADDY VALEUR en PIASTRES | TOTAUX QUANTITÉ de PICULS | TOTAUX VALEUR en PIASTRES |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Saigon.......... | Navires au long cours ..... | 5.864.909 | 10.175.969 | 145.365 | 184.285 | 6.010.274 | 10.360.254 |
| | Jonques chinoises......... | 39.434 | 60.419 | 6.675 | 6.957 | 46.109 | 67 376 |
| | Barques de mer annamites . | 162.023 | 275.438 | 23.744 | 31.772 | 185.767 | 307.210 |
| | Totaux............. | 6.066.366 | 10.511.826 | 175.784 | 223.014 | 6.242.150 | 10.734.840 |
| Mytho.......... | Barques de mer annamites . | 147.894 | 236.630 | 67.980 | 78.170 | 215.874 | 314.800 |
| Rach-Gia ....... | Barques et jonques diverses | 34.478 | 55.203 | 9.611 | 10.595 | 44.089 | 65.798 |
| Camau ......... | Jonques chinoises......... | 3.033 | 4.980 | 6.617 | 7.330 | 9.650 | 12.310 |
| Hatien.......... | Barques de mer annamites . | 1.364 | 2.270 | 2.803 | 3·140 | 4.167 | 5.410 |
| Totaux.......................... | | 6.253.135 | 10.810.909 | 262.795 | 322.249 | 6.515.930 | 11.133.158 |

# RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

*du mouvement commercial de la Cochinchine française pendant l'année 1879.*

| | IMPORTATIONS ARGENT | IMPORTATIONS MARCHANDISES | IMPORTATIONS TOTAUX | EXPORTATIONS ARGENT | EXPORTATIONS MARCHANDISES | EXPORTATIONS TOTAUX | TOTAUX des IMPORTATIONS et EXPORTATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Piastres | Piastres | Piastres | Piastres | Piastres | Piastres | Piastres |
| Port de Saigon ........... | 5.152.772 | 8.299.370 | 13.452.142 | 1.708.190 | 13.281.230 | 13.989.420 | 27.441.562 |
| Port de Mytho ........... | » | » | mémoire | » | 314.800 | 314.800 | 314.800 |
| Arrondissement du Rach-gia (Rach-gia et Camau) .... | 23.255 | 75.630 | 98.885 | 3.065 | 154.918 | 157.983 | 256.868 |
| Port d'Hatien ............ | 7.835 | 66.908 | 74.743 | 5.975 | 93.694 | 99.669 | 174.412 |
| Trafic avec les pays limitrophes (Cambodge et Laos. | » | 925.517 | 925.517 | » | » | mémoire | 925.517 |
| Totaux............ | 5.183.862 | 9.367.425 | 14.551.287 | 1.717.230 | 12.844.642 | 14.561.872 | 29.113.159 |

# STATISTIQUE COMMERCIALE

DE LA

## DIRECTION DES DOUANES FRANCO-ANNAMITES

## ANNÉE 1879

Le *taël* est une monnaie de compte, il équivaut à $ 1,39.

L'opium, affermé par la Cour à une compagnie particulière, ne figure pas parmi les marchandises importées.

Les marchandises introduites par les transports de l'État et destinées au personnes de l'administration, française, ne figurent pas au tableau.

# PORT DE QUI-NHON

## Mouvement de la navigation dans le port de Qui-nhon pendant l'année 1879.

| PAVILLON | ENTRÉES | | | | | | PAVILLON | SORTIES | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | CHARGÉS | | SUR LEST | | RÉCAPITULATION | | | CHARGÉS | | SUR LEST | | RÉCAPITULATION | |
| | NOMBRE | TONNAGE | NOMBRE | TONNAGE | NOMBRE | TONNAGE | | NOMBRE | TONNAGE | NOMBRE | TONNAGE | NOMBRE | TONNAGE |
| Anglais ..... | 8 | 2.281 »» | 8 | 2.687 97 | 16 | 4.968 97 | Anglais ..... | 11 | 3.428 »» | 9 | 2.402 97 | 20 | 5.830 97 |
| Allemands... | 9 | 3.010 43 | 3 | 966 »» | 12 | 3.976 43 | Allemands... | 10 | 3.335 43 | 2 | 722 »» | 12 | 4.057 43 |
| Français .... | 1 | 265 »» | 4 | 1318 »» | 5 | 1.583 »» | Français.... | 3 | 1.053 »» | 2 | 530 »» | 5 | 1.583 »» |
| Américains.. | 1 | 455 »» | » | » »» | 1 | 455 »» | Américains.. | » | » »» | » | » »» | » | » »» |
| Danois...... | » | » »» | 1 | 417 »» | 1 | 417 »» | Danois...... | 1 | 417 »» | » | » »» | 1 | 417 »» |
| Suédois..... | 1 | 455 47 | » | » »» | 1 | 455 47 | Suédois..... | 1 | 455 47 | » | » »» | 1 | 455 47 |
| Chinois ..... | 9 | 1.051 »» | 1 | 70 »» | 10 | 1.121 »» | Chinois ..... | 8 | 1.075 »» | 2 | 46 »» | 10 | 1.121 »» |
| Annamites... | 46 | 490 »» | » | » »» | 46 | 490 »» | Annamites... | 35 | 341 »» | 2 | 11 »» | 37 | 352 »» |
| Siamois..... | 3 | 1.962 »» | » | » »» | 3 | 1.962 »» | Siamois..... | 3 | 1.962 »» | » | » »» | 3 | 1.962 »» |
| TOTAUX..... | 78 | 9.969 90 | 17 | 5.458 97 | 95 | 15.428 87 | TOTAUX... | 72 | 12.066.90 | 17 | 3.711 97 | 89 | 15.778 87 |

## IMPORTATIONS

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ESPÈCE des UNITÉS | PROVENANCES | | | | | | VALEUR TOTALE EN TAELS par espèce de Marchandises. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | CHINE | | SINGAPORE | | SAIGON | | |
| | | QUANTITÉ | VALEURS en taëls. | QUANTITÉ | VALEURS en taëls. | QUANTITÉ | VALEURS en taëls. | |
| Baguettes parfumées ........ | Picul. | 1.123 »» | 1.298 »» | » | » | » | » | 1.298 »» |
| Bougies.................... | » | » | » | » | » | 1 »» | 30 »» | 30 »» |
| Coton tissé ................ | Pièce. | » | » | 378 »» | 275 70 | 110 »» | 877 90 | 1.153 60 |
| Coton tissé................ | Picul. | 1 »» | 57 »» | » | » | 97 30 | 1.848 40 | 1.905 40 |
| Coton égréné............... | » | 100 »» | 381 »» | » | » | 1.614 20 | 5.039 40 | 5.420 40 |
| Comestibles................ | » | » | » | » | » | 33 »» | 338 »» | 338 »» |
| Conserves alimentaires....... | » | » | » | » | » | 77 »» | 43 32 | 43 32 |
| Cuivre vieux ............... | » | » | » | » | » | 7 60 | 89 80 | 89 80 |
| Écorce d'astrance ........... | » | » | » | 200 »» | 51 »» | » | » | 51 »» |
| Épicerie .................. | » | » | » | » | » | 28 »» | 51 45 | 51 45 |
| Fer vieux.................. | » | » | » | 200 »» | 200 »» | 197 »» | 201 20 | 401 20 |
| Huile d'arachides ........... | » | » | » | » | » | 23 90 | 153 »» | 153 »» |
| Marchandises diverses....... | » | 3.597 »» | 8.648 »» | » | » | 43 »» | 241 46 | 8.889 46 |
| Médecine.................. | » | 692 »» | 3.998 »» | » | » | 19 »» | 57 92 | 4.055 92 |
| Liqueurs .................. | Bouteille | » | » | » | » | 736 »» | 297 12 | 297 12 |
| Noix d'arec ................ | Picul. | » | » | » | » | 3 »» | 9 »» | 9 »» |
| Papier à cigarettes ......... | » | 337 »» | 2.160 »» | » | » | 17 »» | 72 »» | 2.232 »» |
| Papier-culte................ | » | 4.670 »» | 13.335 »» | » | » | » | » | 13.335 »» |
| Porte-fardeaux.............. | Nombre. | » | » | 2.000 »» | 88 »» | » | » | 88 »» |
| Paddy..................... | Picul. | » | » | » | » | 207 »» | 107 »» | 107 »» |
| Pétards ................... | » | 8 »» | 55 »» | » | » | » | » | 55 »» |
| Porcelaine ................. | » | 5.010 »» | 6.760 »» | » | » | » | » | 6.760 »» |
| Planches .................. | Nombre. | » | » | 200 »» | 20 30 | » | » | 20 30 |
| Riz....................... | Picul. | 5.875 »» | 8.076 »» | » | » | 21.621 »» | 31.290 »» | 39.336 »» |
| Souliers chinois............ | » | » | » | 15 »» | 80 »» | » | » | 80 »» |
| Sucre..................... | » | » | » | » | » | 1 60 | 24 63 | 24 63 |
| Thé ...................... | » | 1.656 90 | 15.014 »» | » | » | 4 40 | 84 18 | 15.098 18 |
| Tabac..................... | » | 312 40 | 1.235 »» | » | » | 0 60 | 5 60 | 1.240 60 |
| Vermicelle annamite......... | » | 8 53 | 31 »» | » | » | 5 20 | 26 72 | 57 72 |
| Vin....................... | Caisse. | » | » | » | » | 50 »» | 144 »» | 144 »» |
| Vin....................... | Barrique | » | » | » | » | 11 »» | 229 20 | 229 20 |
| TOTAUX.......................... | | | 61.048 »» | | 715 »» | | 41.261 30 | 103.024 30 |

## EXPORTATIONS

| DÉSIGNATION des MARCHANDISES | ESPÈCE des UNITÉS | DESTINATIONS — CHINE — QUANTITÉ | CHINE — VALEUR en taëls. | SINGAPORE — QUANTITÉ | SINGAPORE — VALEUR en taëls. | SAIGON — QUANTITÉ | SAIGON — VALEURS en taëls. | VALEUR TOTALE EN TAELS par espèce de Marchandises. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Animaux vivants (chevaux).... | Nombre. | » | » | » | » | 23 »» | 229 20 | 229 20 |
| Arachides.................. | Picul. | » | » | 59 »» | 48 »» | » | » | 48 »» |
| Avirons.................... | Nombre. | 200 »» | 20 »» | » | » | » | » | 20 »» |
| Bois à brûler... ........... | Picul. | 1.330 »» | 60 »» | » | » | » | » | 60 »» |
| Cornes de bœufs............ | » | 225 50 | 101 75 | 11 70 | 10.40 | 19 »» | 19 »» | 131 15 |
| Cannelle................... | » | 6 »» | 34 »» | 1 20 | 18 »» | 1 »» | 2 50 | 54 50 |
| Coton égréné............... | » | 87 »» | 261 »» | » | » | » | » | 261 »» |
| Cire....................... | » | 0 50 | 5 40 | » | » | 1 10 | 13 24 | 18 64 |
| Chaux...................... | » | » | » | » | » | 1.619 »» | 116 53 | 116 53 |
| Chanvre ................... | » | 2 40 | 16 80 | » | » | » | » | 16 80 |
| Chapeaux, paille ........... | Nombre. | » | » | » | » | 335 »» | 47 40 | 47 40 |
| Écorce d'astrance .......... | Picul. | 175 »» | 34 60 | » | » | » | » | 34 60 |
| Fer vieux.................. | » | 23 »» | 23 »» | » | » | » | » | 23 »» |
| Farine de haricots.......... | » | 105 »» | 362 30 | 38 »» | 114 »» | 157 85 | 475 65 | 951 95 |
| Fruits secs................ | » | 120 »» | 167 20 | 2 »» | 2 »» | 2 »» | 2 »» | 171 20 |
| Huile d'arachides .......... | » | » | » | » | » | 1 »» | 4 30 | 4 30 |
| Haricots................... | » | 667 »» | 1.361 88 | 6 50 | 52 »» | » | » | 1.413 88 |
| Marchandises diverses........ | » | 130 80 | 143 99 | 8 »» | 17 »» | 1.049 70 | 1.061 83 | 1.222 82 |
| Médecine .................. | » | 145 19 | 169 88 | » | » | 66 52 | 153 90 | 323 78 |
| Marmites en fonte........... | Nombre. | » | » | » | » | 130 »» | 78 »» | 78 »» |
| Marmites en terre........... | » | » | » | 410 »» | 7 60 | 29.350 »» | 37 50 | 45 10 |
| Noix d'arec ............... | Picul. | » | » | » | » | 25 90 | 209 40 | 209 40 |
| Nattes..................... | Nombre. | 3.200 »» | 160 »» | 5.043 »» | 239 80 | 170 »» | 7 50 | 407 30 |
| Œufs conservés............. | Picul. | » | » | 35 »» | 97 »» | 190 »» | 375 90 | 472 90 |
| Orge....................... | » | 137 30 | 421 20 | 20 »» | 40 »» | » | » | 461 20 |
| Poissons salés ............ | » | 415 55 | 3.016 45 | 194 »» | 200 20 | 23 »» | 23 »» | 3.239 65 |
| Peaux de bœufs............. | » | 86 47 | 301 20 | 50 20 | 228 60 | 190 46 | 482 16 | 1.011 96 |
| Papier-culte............... | » | » | » | » | » | 140 »» | 302 »» | 302 »» |
| Soie grège................. | » | 94 43 | 14.267 40 | 44 26 | 6.631 40 | 92 33 | 13.385 30 | 34.284 10 |
| Soie tissée................ | » | » | » | » | » | 74 06 | 218 30 | 218 30 |
| Soie tissée ............... | Pièce. | » | » | 23 »» | 57 50 | 563 »» | 1.490 »» | 1.547 50 |
| Sel........................ | Picul. | 81.482 »» | 8.903 »» | 16.448 »» | 1.531 70 | 400 »» | 40 »» | 10.474 70 |
| Sucre ..................... | » | 992 11 | 3.458 39 | 16 »» | 48 »» | 2.304 »» | 5.753 10 | 9.259 49 |
| Sésames.................... | » | 33 »» | 59 »» | 7 »» | 10 »» | 67 40 | 103 80 | 172 80 |
| Résidus d'arachides ........ | » | 2.717 85 | 3.517 65 | » | » | 205 41 | 195 03 | 3.712 68 |
| Thé........................ | » | » | » | » | » | 1 40 | 16 »» | 16 »» |
| Vermicelle................. | » | 105 20 | 335 60 | 85 10 | 265 50 | 266 51 | 828 68 | 1.429 78 |
| TOTAUX......... | | | 37.201 69 | | 9.618 70 | | 25.671 22 | 72.491 61 |

# PORT D'HAI-PHONG

**Mouvement de la Navigation pendant l'année 1879.**

| ENTRÉES — PAVILLON | CHARGÉS — Nombr | CHARGÉS — TONNAGE | SUR LEST — Nombr | SUR LEST — TONNAGE | RÉCAPITULATION — Nombr | RÉCAPITULATION — TONNAGE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Anglais**............ | 102 | 29.804 | 2 | 530 | 104 | 30.334 |
| **Allemand**.......... | 28 | 15.208 | » | » | 28 | 15.208 |
| **Américains**......... | 1 | 455 | » | » | 1 | 455 |
| **Français**.......... | 1 | 265 | » | » | 1 | 265 |
| **Chinois**........... | 63 | 11.967 | 19 | 741 | 82 | 12.708 |
| **TOTAUX**....... | 195 | 57.699 | 21 | 1.271 | 216 | 58.970 |

| SORTIES — PAVILLON | CHARGÉS — Nombr | CHARGÉS — TONNAGE | SUR LEST — Nombr | SUR LEST — TONNAGE | RÉCAPITULATION — Nombr | RÉCAPITULATION — TONNAGE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Anglais........... | 93 | 25.515 | 10 | 4.764 | 103 | 30.279 |
| Allemand.......... | 26 | 14.559 | 1 | 606 | 27 | 15.165 |
| Américain......... | 1 | 455 | » | » | 1 | 455 |
| Français.......... | 2 | 573 | 1 | 390 | 3 | 963 |
| Chinois........... | 97 | 13.387 | 1 | 18 | 98 | 13.405 |
| TOTAUX........ | 219 | 54.489 | 13 | 5.778 | 232 | 60.267 |

# IMPORTATIONS

| PROVENANCE | PAVILLON | NATURE DES MARCHANDISES | POIDS | NOMBRE | VALEUR EN TAELS |
|---|---|---|---|---|---|
| | | **Marchandises importées pour tous pays (Saigon excepté).** | | | |
| Chine | Anglais, allemand, chinois. | Allumettes | » | 3.306 gross. | 4.349 66 |
| » | Chinois. | Animaux vivants | » | 2 pièces. | 8 15 |
| » | Allemand, anglais, chinois. | Arbustes | 1 00 | 128 » | 213 78 |
| » | Chinois, | Amandes | 0 90 | » | 7 20 |
| » | Allemand, anglais, | Ameublement | » | 43 » | 32 76 |
| » | Allemand. | Articles de chasse | » | 11 » | 6 40 |
| » | Allemand, chinois. | Bambous | 0 50 | 4.360 » | 136 00 |
| » | Allemand, anglais, chinois. | Bière | » | 3.860 caisses | 618 40 |
| » | » | Bimbeloterie | 51 55 | 68.328 pièces. | 1.898 80 |
| » | » | Bois ouvré | 155 05 | 2.011 » | 435 03 |
| » | » | Bois pour porteurs | 33 48 | 316 » | 73 35 |
| » | Anglais. | Bois de santal | 1 00 | » | 4 32 |
| » | Anglais, allemand, chinois. | Coton filé | 8.995 70 | 153 balles. | 146.281 71 |
| » | » | Coton égrené | 3.097 34 | 4.400 » | 13.056 40 |
| » | » | Cordages | 5 29 | 100 pièces. | 55 46 |
| » | » | Chaussures | 15 00 | 11.273 » | 4.606 68 |
| » | » | Confections | » | 1.034 » | 587 24 |
| » | » | Cotonnades | 132 76 | 48.252 balles. | 55.766 70 |
| » | » | Cuivre en feuilles | 890 19 | 9.872 pièces. | 10.150 90 |
| » | » | Chapellerie | » | 4.595 » | 578 99 |
| » | Anglais. | Charbon | » | 1.650 paniers | 1.608 00 |
| » | Anglais, allemand, chinois. | Conserves | 147 18 | 1.753 boîtes. | 563 65 |
| » | » | Couleurs | 39 32 | 10.521 p. boît. | 1.748 79 |
| » | » | Coquillages | 3 59 | » | 69 28 |
| » | » | Ciment | 144 00 | » | 89 98 |
| » | Anglais, chinois. | Cornes de bœuf | 0 35 | » | 9 60 |
| » | Anglais, allemand, chinois | Draperies | 129 35 | 6.304 pièces. | 8.097 84 |
| » | » | Épicerie | 1.391 02 | 62.266 » | 9.813 19 |
| » | » | Étain | 194 65 | 5 » | 1.442 98 |
| » | » | Eau-de-vie | 1 68 | » | 61 92 |
| » | Allemand, anglais. | Eaux gazeuses | » | 1.388 boutles | 68 45 |
| » | » | Éventails | 232 00 | » | 9 46 |
| » | Anglais, allemand, chinois. | Faïences | 201 99 | 229.822 pièces. | 5.648 13 |
| » | » | Farine | 202 84 | 92 sacs. | 505 14 |
| » | » | Fer | 1.528 89 | 600 pièces. | 1.607 32 |
| » | » | Fruits et légumes | 930 58 | 464 paniers | 4.294 82 |
| » | » | Graines de fleurs | 4 58 | » | 33 06 |
| » | » | Huile à brûler | 292 09 | 606 litres. | 1.132 43 |
| » | Anglais, allemand. | Indigo | 3 00 | 278 pièces. | 202 29 |
| » | » | Joss stick | 122 26 | 158.925 » | 1.906 68 |
| » | » | Liqueurs | 1 99 | 12.694 boutles | 3.314 97 |
| » | Anglais, allemand, chinois. | Médecine | 13.417 77 | 12.195 pièces. | 58.984 92 |
| » | » | Mercerie | 349 71 | 281.986 » | 4.443 77 |
| » | Allemand, chinois. | Meubles | » | 321 » | 206 54 |
| » | Allemand. | Marbre | » | 3 » | 36 00 |
| » | Anglais, allemand, chinois. | Nattes | » | 3.542 » | 89 50 |
| » | » | Noix d'arec | » | 189.000 noix. | 52 48 |
| » | » | Objets laqués | 1 18 | 1.108 pièces. | 100 53 |
| » | » | Objets en rotin | » | 6.935 » | 275 97 |
| » | » | (*) Opium | » | 12.297 boules. | » |
| » | » | Poissons conservés | 128 69 | » | 709 44 |
| » | » | Pétards et fusées | 31 50 | 520.718 pièces. | 1.454 68 |
| » | » | Pétrole | 25 00 | 12 caiss. | 187 46 |
| » | » | Parapluies | » | 7.015 pièces. | 420 08 |
| » | » | Papier et ses applications | 2.407 69 | 243.177 feuilles | 12.677 52 |
| » | » | Pierres pour construction | » | 1.564 pièces. | 115 90 |
| » | Chinois. | Plomb | » | 200 sacs. | 729 40 |
| » | Anglais, chinois. | Provisions | 225 46 | » | 2.589 70 |
| » | » | Quincaillerie | 640 36 | 58.395 pièces. | 4.208 89 |
| | | A REPORTER | | | 368.378 69 |

(*) La valeur de l'Opium peut être évaluée à $ 163.000.

| PROVENANCE | PAVILLON | NATURE DES MARCHANDISES | POIDS | NOMBRE | VALEUR EN TAELS |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Report | | | 368.378 69 |
| Chine. | Anglais, allemand. | Rotin | 4 00 | 6.759 pièces. | 153 84 |
| » | Anglais, chinois. | Soie | » | 922 » | 2.068 09 |
| » | Anglais, allemand, chinois. | Sacs en paille | 1 08 | 34.940 » | 933 31 |
| » | » | Soie (tissus) | 550 67 | 5.426 » | 34.659 36 |
| » | » | Saumure | 224 12 | » » | 624 46 |
| » | » | Thé | 783 99 | 681 boîtes. | 32.606 28 |
| » | » | Tuiles et briques | » | 39.000 pièces. | 130 70 |
| » | » | Tabac | 9.072 91 | 11.786 caisses | 58.067 33 |
| » | » | Teinture | 93 20 | 10.994 pièces. | 2.726 06 |
| » | Chinois. | Vannerie | 0 50 | 56 » | 4 60 |
| » | Anglais, allemand, chinois. | Vin | » | 25.873 boutles | 1.290 96 |
| » | » | Verrerie | 146 08 | 23.207 pièces. | 2.538 36 |
| | | Total | | | 504.164 04 |
| | | **Marchandises importées de Saigon.** | | | |
| Saigon. | Français, anglais. | Bimbeloterie | » | 1.734 pièces. | 271 44 |
| » | » | Bière | » | 108 boutles | 30 24 |
| » | » | Chapellerie | » | 20 pièces. | 12 96 |
| » | » | Confections | » | 126 » | 251 20 |
| » | Anglais. | Conserves | » | 497 boîtes. | 326 12 |
| » | » | Eaux-de-vie | » | 145 litres. | 61 20 |
| » | » | Épicerie | 4 72 | 1.154 pièces. | 355 90 |
| » | » | Faïence | » | 500 » | 32 40 |
| » | » | Liqueurs | » | 6.266 litres. | 1.160 40 |
| » | Chinois, français. | Librairie | » | 124 volum. | 28 80 |
| » | Français. | Légumes et fruits | 0 95 | » | 14 87 |
| » | » | Mercerie | » | 10 pièces. | 24 48 |
| » | » | Papier | » | 17 mains. | 8 00 |
| » | » | Quincaillerie | » | 10 pièces. | 36 00 |
| » | » | Tabac | 57 60 | 2.500 caiss. | 488 88 |
| » | » | Vin | » | 72 barriq. | 1.288 57 |
| » | » | Verrerie | » | 1.015 pièces. | 36 46 |
| | | Total | | | 4.427 92 |
| | | **Cabotage.** | | | |
| Tourane. | Anglais, allemand. | Arbustes | » | 36 pièces. | 3 00 |
| » | » | Bois brut | » | 3 » | 5 00 |
| » | » | Cotonnade | » | 130 balles. | 4.452 00 |
| » | » | Coquillages | 1 00 | » | 5 00 |
| » | Américain. | Cannelle | 182 55 | » | 844 45 |
| » | » | Dépouilles d'animaux | 33 00 | » | 89 40 |
| » | » | Étain | 4 00 | » | 10 00 |
| » | » | Épicerie | 50 00 | 80 pièces. | 480 00 |
| » | Anglais, américain. | Espèces | 225 00 | 4.160 caisses | » |
| » | Allemand. | Faïences | » | 49.410 pièces. | 6.131 03 |
| » | Anglais. | Médecine | 118 00 | 10 balles. | 403 70 |
| » | » | Noix d'arec | 6.323 50 | 6.876 paniers | 54.303 48 |
| » | » | Nacre | » | 302 pièces. | 5.250 00 |
| » | » | Papier | » | 515 caisses | 305 00 |
| » | » | Quincaillerie | 327 00 | » | 392 40 |
| » | Américain. | Rotin | 217 80 | » | 335 25 |
| » | Allemand, anglais. | Sacs en paille | 1 00 | » | 1 00 |
| » | Américain. | Saumure | 2 00 | » | 200 00 |
| » | Anglais. | Soie | 9.850 00 | » | 550 00 |
| » | » | Sel | 14 00 | 140 paniers | 98 95 |
| | | Total | | | 73.859 66 |

RÉCAPITULATION :
- Marchandises importées de tous pays (Saigon excepté) . 504.164 04
- Marchandises importées de Saigon . 4.427 92
- Cabotage . 73.859 66

TOTAL GÉNÉRAL : 582.451 62

## EXPORTATIONS

| DESTINATION | PAVILLON | NATURE DES MARCHANDISES | POIDS | NOMBRE | VALEUR EN TAELS |
|---|---|---|---|---|---|
| | | **Marchandises exportées à toutes destinations (Saigon excepté).** | | | |
| Chine | Allemand, anglais, chinois. | Amidon | 2.109 89 | 31 panie | 3.222 70 |
| » | » | Animaux vivants | 1.795 69 | 28 pièces. | 5.617 77 |
| » | Chinois. | Allumettes | » | 4 gross. | 8 80 |
| » | Allemand, anglais, chinois. | Bambous | 328 70 | 160.525 paquet | 1.437 75 |
| » | Allemand, chinois | Bois ouvré | 122 00 | 31.945 pièces. | 739 11 |
| » | » | imbeloterie | 0 55 | 25 » | 87 50 |
| » | Chinois | Bois pour porteurs | 37 00 | 21.178 » | 474 49 |
| » | Anglais, allemand. | Boîtes et objets laqués | 6 07 | 3.304 » | 638 28 |
| » | » | Bois brut | 120 30 | 280 » | 182 50 |
| » | Anglais, chinois | Cornes de bœuf | 436 94 | » | 1.026 16 |
| » | Chinois. | Cercueils | » | 15 » | 45 00 |
| » | Allemand, chinois. | Cuivre | 28 00 | » | 280 00 |
| » | » | Colle de poisson | 5 31 | » | 113 00 |
| » | *Chinois, anglais* | *Cunao* | 22.935 52 | » | 22.901 40 |
| » | Chinois. | Cannelle | 3 03 | » | 39 90 |
| » | Anglais. | Cotonnades | 18 00 | 462 balles. | 293 95 |
| » | Chinois. | Campêche en grenier | 100 00 | » | 50 00 |
| » | Anglais. | Coton égrené | 2.608 98 | » | 19.086 48 |
| » | Chinois, allemand, | Confections | » | 165 pièces. | 73 12 |
| » | Anglais, allemand, chinois. | Coton (tissus de) | » | 696 balles. | 332 38 |
| » | Chinois, Allemand. | Cire d'abeilles | 4 90 | » | 127 00 |
| » | Chinois. | Conserves | 5 50 | » | 15 30 |
| » | » | Déchets de soie | 36 61 | » | 378 10 |
| » | Anglais. | Draperie | » | 5 pièces. | 69 90 |
| » | Anglais, chinois. | Dépouilles d'animaux | 416 56 | 146 » | 627 52 |
| » | Anglais, allemand, chinois. | Epicerie | 1.197 14 | 831.423 » | 2.294 90 |
| » | Chinois, allemand. | Eau de vie de riz | 9 24 | » | 19 78 |
| » | Chinois. | Ecorce à teinture | 1 04 | » | 3 12 |
| » | Anglais, chinois. | Etain | 6.379 63 | » | 63.796 30 |
| » | Chinois, allemand. | Eventails | » | 246.370 » | 508 21 |
| » | » | Ecailles | 12 50 | » | 1.028 88 |
| » | Anglais, allemand, chinois. | Fruits de légumes | 927 91 | » | 913 12 |
| » | Chinois. | Feuille de bétel | 29 75 | » | 67 43 |
| » | » | Faïence | » | 250 » | 5 40 |
| » | Allemand, chinois. | Gomme laque | 270 55 | » | 1.723 30 |
| » | Allemand | Graisse | 0 80 | » | 4 00 |
| » | Anglais, allemand, chinois. | Huile à laquer | 4.781 57 | » | 37.416 11 |
| » | Chinois, allemand. | Huile de Badiane | 229 10 | » | 16.912 49 |
| » | Chinois. | Huile à brûler | 89 39 | » | 405 41 |
| » | Anglais. | Incrustations | » | 903 » | 507 37 |
| » | Anglais, chinois. | Joss stick | 95 00 | » | 51 72 |
| » | » | Liqueurs de menthe | 2 40 | 105 litres. | 6 25 |
| » | Chinois, allemand, anglais. | Mercerie | 4 89 | 3.870 pièces. | 83 47 |
| » | » | Médecine | 1.417 39 | » | 4.966 23 |
| » | Chinois. | Meubles | 1 60 | 2 » | 11 60 |
| » | Allemand, anglais. | Nattes | 12 00 | 1.918 » | 273 96 |
| » | Chinois. | Os | 1.249 60 | » | 807 70 |
| » | » | Nénuphar | 47 55 | » | 332 85 |
| » | Anglais, chinois. | Ngaï-phan (camphre) | 24 61 | » | 2.850 19 |
| » | Chinois. | Noix d'arec | 1 60 | 385.000 paniers | 163 55 |
| » | Anglais. | Nacre | 1.211 00 | » | 1.607 70 |
| » | Chinois. | Objets en rotin | » | 4.000 pièces. | 11 52 |
| » | Anglais. | Objets en cuivre | 0 28 | » | 4 20 |
| » | Anglais, chinois. | Peaux | 29 10 | » | 140 76 |
| » | Allemand, anglais, chinois. | Papier et ses applications | 10 70 | » | 40 50 |
| » | » | Poissons conservés | 309 64 | » | 1.598 15 |
| » | Allemand | Poudre de Joss stick | 59 00 | » | 17 70 |
| » | Allemand, anglais, chinois. | Quincaillerie | 1 11 | 7.371 pièces | 181 53 |
| » | » | Rotins | 197 14 | 6.707 paq. | 249 27 |
| | | A Reporter | | | 196.873 58 |

| PROVENANCE | PAVILLON | NATURE DES MARCHANDISES | POIDS | NOMBRE | VALEUR EN TAELS |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Report.......... | .......... | .......... | 196.873 58 |
| Chine. | Anglais, allemand. | Sucre.......... | 1.375 17 | » | 7.864 85 |
| » | » | Sel.......... | 570 00 | » | 57 00 |
| » | Chinois, anglais. | Soie grége.......... | 660 43 | 8.000 pièces | 77.695 52 |
| » | Anglais. | Soie.......... | 15 19 | » | 1.353 20 |
| » | Anglais, chinois. | Saumure.......... | 69 11 | 34.560 paniers | 438 40 |
| » | » | Soie.......... | 177 59 | 112 pièces | 13.669 38 |
| » | Allemand, chinois | Sacs en paille.......... | » | 11.000 » | 222 00 |
| » | Chinois. | Tissus de laine.......... | 30 05 | 1.246 » | 745 00 |
| » | Anglais. | Thé.......... | 42 13 | 302 boites | 505 10 |
| » | » | Teintures et vernis.......... | 792 00 | » | 1.384 88 |
| » | » | Vessies et ailerons de requin.......... | 84 74 | » | 367 12 |
| » | Anglais, chinois | Viande conservée.......... | 138 85 | » | 442 10 |
| » | Chinois | Vannerie.......... | » | 40.975 pièces | 117 27 |
| | | Total.......... | | | 301.736 00 |
| | | **Marchandises exportées à destination de Saigon.** | | | |
| Saigon | Chinois, anglais. | Amidon.......... | 277 12 | » | 379 24 |
| » | » | Bimbeloterie.......... | 47 00 | 56 pièces. | 30 59 |
| » | » | Bois ouvré.......... | » | 28.188 » | 2.831 12 |
| » | » | Cannelle.......... | 30 02 | » | 74 00 |
| » | Anglais. | Collection d'armes.......... | » | 20 » | 66 46 |
| » | » | Conserves.......... | » | 195 caisses | 299 60 |
| » | » | Chapellerie.......... | » | 110 pièces. | 4 40 |
| » | » | Coutellerie.......... | » | 60 » | 7 08 |
| » | » | Cuivre.......... | 7 57 | 3.382 » | 509 72 |
| » | » | Eventails.......... | 11 50 | » | 12 42 |
| » | » | Epicerie.......... | 1 37 | 377 » | 113 13 |
| » | » | Fruits.......... | 0 75 | » | 11 27 |
| » | » | Incrustations.......... | » | 5.990 » | 3.751 83 |
| » | » | Librairie.......... | » | 120 volum. | 28 80 |
| » | » | Liqueurs.......... | » | 2.236 litres. | 252 21 |
| » | Anglais, allemand | Médecine.......... | 3 60 | » | 12 18 |
| » | Anglais. | Objets brodés.......... | » | 4.147 pièces. | 4.658 36 |
| » | Anglais, chinois. | Objets en étain.......... | 0 58 | » | 9 28 |
| » | » | Papier indigène.......... | » | 4.703.636 feuilles | 3.755 00 |
| » | Anglais. | Passementerie.......... | » | 1.124 pièces. | 1.017 90 |
| » | » | Sellerie.......... | » | 1.126 » | 143 09 |
| » | Anglais, chinois. | Tissus de coton.......... | » | 25.623 » | 32.625 36 |
| » | Anglais. | Tabac.......... | 0 65 | 272 paquet | 23 57 |
| » | Anglais, chinois. | Thé.......... | » | 2 boites. | 1 60 |
| » | » | Tissus de soie.......... | » | 87.140 pièces. | 113.730 69 |
| » | » | Vin.......... | » | 1.525 litres. | 390 78 |
| | | Total.......... | | | 164.739 68 |
| | | **Cabotage.** | | | |
| Tourane | Anglais, chinois. | Amidon.......... | 32 14 | » | 50 86 |
| » | » | Allumettes.......... | 0 70 | 30 | 20 91 |
| » | Allemand. | Bimbeloterie.......... | » | 10 | 1 60 |
| » | Allemand, chinois. | Boites laquées.......... | » | 342 | 28 15 |
| » | Allemand. | Boites ouvrées.......... | » | 21 | 8 80 |
| » | » | Confiserie.......... | » | 1 | 2 00 |
| » | » | Chapellerie.......... | » | 20 | 1 00 |
| » | Chinois | Cuivre.......... | 9 78 | 2 | 190 20 |
| » | Allemand, chinois. | Chaussure.......... | » | 72 | 4 78 |
| » | Chinois. | Coquillage.......... | 5 27 | » | 27 00 |
| » | » | Dépouilles d'animaux.......... | 2 00 | » | 8 00 |
| » | » | Eventails.......... | » | 300 | 5 33 |
| » | allem. franç. chin. anglais. | Epicerie.......... | 120 40 | » | 619 05 |
| » | anglais | Etain.......... | 200 44 | » | 701 54 |
| | | A Reporter.......... | | | 1.669 22 |

| DESTINATION | PAVILLON | NATURE DES MARCHANDISES | POIDS | NOMBRE | VALEUR EN TAELS |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Report............. | ......... | ............... | 1.669 22 |
| Tourane, | Anglais, allemand, chinois. | Eau de vie........................ | 216 48 | » | 749 49 |
| » | Allemand, anglais. | Fruits et légumes | 25 10 | » | 47 16 |
| » | Anglais, chinois. | Faïence | 4 00 | 1 | 21 40 |
| » | Allemand, anglais, chinois. | Huile à bruler.................... | 905 82 | 47 | 3.702 23 |
| » | Allemand, anglais. | Huile à laquer.................... | 7 05 | » | 260 60 |
| » | Chinois, allemand | Liqueurs ......................... | 253 40 | » | 457 44 |
| » | Chinois, anglais, allemand. | Médecine ......................... | 291 05 | 60 | 1.522 18 |
| » | Anglais, allemand. | Meubles .......................... | 2 85 | 89 | 35 90 |
| » | » | Mercerie ......................... | 4 20 | 41 | 33 76 |
| » | Anglais. | Nattes............................ | 0 75 | » | 7 50 |
| » | Allemand. | Objets en fer..................... | » | 46 | 19 88 |
| » | Anglais. | Opium ............................ | » | 222 | » |
| » | Allemand, anglais. | Peaux ............................ | » | 300 | 500 00 |
| » | Anglais. | Pétards .......................... | » | 4.470.000 | 265 91 |
| » | Anglais, allemand. | Papier ........................... | 53 49 | 212.011 | 786 08 |
| » | Anglais. | Parapluies........................ | » | 60 | 26 36 |
| » | Chinois. | Poissons conservés................ | 0 73 | » | 37 00 |
| » | Allemand, anglais, chinois. | Quincaillerie .................... | 289 10 | 30 | 1.081 55 |
| » | Ang. alle. fran. chin. amé. | Riz (gouvernement annamite) .......... | 210494 05 | » | 198.006 55 |
| » | Allemand, anglais. | Sacs en paille ................... | » | 2.150 | 26 40 |
| » | Chinois, anglais, allemand. | Sel .............................. | 20.370 00 | » | 1.002 10 |
| » | Chinois, allemand. | Soie grège........................ | » | 120 | 163 00 |
| » | Allemand, anglais. | Saumure........................... | 6 60 | » | 16 80 |
| » | Anglais. | Teinture et couleurs.............. | » | 50 | 11 00 |
| » | Anglais, chinois. | Tissus de coton................... | » | 33.980 | 10.724 36 |
| » | Français, chinois, anglais. | Tissus de soie.................... | » | 273 | 436 95 |
| » | Chinois, allemand, anglais. | Thé............................... | 8 26 | » | 438 44 |
| » | Anglais, français. | Tabac ............................ | 120 45 | 300 | 401 80 |
| » | Anglais. | Vin............................... | 63 50 | » | 130 00 |
| » | » | Vannerie ......................... | » | 40 | 86 40 |
| | | Total.................................. | | | 222.667 46 |

**RÉCAPITULATION :**
- Marchandises exportées à toutes destinations (Saigon excepté) 301.736 00
- Marchandises exportées à Saigon ........................ 164.739 68
- Cabotage.............................................. 222.667 46

**TOTAL GÉNÉRAL : 689.143 14**

# TABLEAU COMPARATIF

*du mouvement des marchandises en 1878 et 1879 dans le port de Haï-Phong.*

| NATURE des OPÉRATIONS. | VALEUR des MARCHANDISES DÉCLARÉES PENDANT L'ANNÉE | | DIFFÉRENCE au PROFIT de | | OBSERVATIONS. |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1878 | 1879 | 1878 | 1879 | |
| | Taëls. | Taëls. | Taëls. | Taëls. | Les valeurs ci-contre ont été atténuées par les déclarants et ne comprennent d'ailleurs pas le numéraire introduit. Evaluée en francs, la différence au profit de 1878 est de 7.510.476 fr 33 centes. |
| Importation........... | 1.024.301,30 | 508.591,96 | 515.709,34 | » | |
| Exportation .......... | 950.566,85 | 466.475,68 | 484.091,17 | » | |
| Cabotage ............. | 307.557,88 | 296,527,12 | 11.030,76 | » | |
| Totaux........ | 2.282.424,03 | 1.271.594,76 | 1.010.831,27 | » | |

# ERRATA

*Résumé des exportations de riz pendant l'année 1879. — Page 9* **des statistiques.**

Au lieu du nombre 1 au total des voiliers italiens, *lisez 3.*
Au lieu de 4 voiliers anglais pour les Indes Néerlandaises, *lisez 6.*
Au lieu de 30 total des voiliers pour les Indes Néerlandaises, *lisez 32.*
Au lieu de 28 total des voiliers anglais, *lisez 30.*
Au lieu de 142 total des voiliers, *lisez 144.*
Au lieu de 344 total des voiliers et steamers, *lisez 346.*
Au lieu de 1 steamer anglais 233 totaux pour Samarang, *lisez 1 voilier.*

# TABLE DES MATIÈRES

## PREMIÈRE PARTIE.

Pages

Historique de la Chambre de Commerce........ 3

**Travaux de la Chambre.**

Change et Monnaies........ 5
Banque de l'Indo-Chine........ 8
Messageries Maritimes........ 10
Port de Commerce........ 13
Juridiction maritime........ 16
Sociétés asiatiques........ 16
Fermes de l'Opium et des alcools de riz........ 18
Immigration........ 20
Droits d'entrée et de sortie........ 22
Magasins généraux,........ 25
Voies navigables........ 26
Question des riz........ 27
Industrie sucrière........ 29
Tong-kin........ 32
Voies ferrées........ 34

## DEUXIÈME PARTIE

**Renseignements généraux.**

Port de Saigon........ 37
Pilotage........ 38
Remorquage........ 38
Dock........ 39
Justice........ 40
Consulats........ 40
Courtiers de marchandises........ 41
Etablissements de crédit........ 41
Assurances........ 45
Pos es........ 45
Télégraphe........ 45
Poids et mesures........ 46
Moyens de communication........ 47

TABLE DES MATIÈRES.


| | Pages |
|---|---|
| Messageries Maritimes | 48 |
| Messageries de Cochinchine | 48 |
| Ligne du Tong-kin | 48 |
| Industrie | 49 |
| Plantations | 50 |
| Usages commerciaux | 51 |
| Principaux ports et marchés | 51 |
| Importations | 52 |
| Exportations | 53 |
| Riz | 53 |
| Situation monétaire | 58 |
| Change | 58 |
| Prix du fret | 59 |

---

| | |
|---|---|
| Traité entre la France et l'Annam, 15 mars 1874 | 63 |
| » » 31 août 1874 | 73 |
| Traité entre la France et le Cambodge | |
| » 1° Traité | 83 |
| » 2° 1re Ordonnance royale | 90 |
| » 3° 2e » | 96 |
| Traité entre la France et le Royaume de Siam | 101 |
| Traité relatif à la neutralisation du Grand-Lac | 103 |


## TROISIÈME PARTIE


| | |
|---|---|
| Statistiques commerciales de la Cochinchine Française, année 1879 | 1 à 34 |
| Errata | 35 |